QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 12219 – 4 F

JEUDI 10 MAI 1984

AUX ÉTATS-UNIS

Remontée de M. Hart dans deux élections primaires

LIRE PAGE 5



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde des arts et des spectacles »

Pages 19 à 26

Debussy et le symbolisme

Sculptures et dessins acquis par le Louvre

Le boycottage des Jeux olympiques par l'URSS

Sport et politique

Si les démarches qui vont être entreprises pour tenter de faire revenir les Soviétiques sur leur refus de participer aux Jeux de Los Angeles n'aboutissent pas avant le 2 juin, date limite des inscriptions, la compétition olympique sera gravement amputée pour la troisième fois consécutive.

En 1976, après le départ de quarante délégations, notamment africaines, pour dénoncer les relations sportives de la Nouvelle-Zélande avec l'Afrique du Sud, il ne restait plus que quatre-vingt-neuf pays représentés à Montréal. En 1980, il n'y en avait plus que quatre-vingt-un à Moscou après que le président Carter eut entraîné soixante-deux pays dans le boycottage pour protester contre l'intervention de l'armée rouge en Afghanistan. Cette année, l'Union soviétique pourrait être suivie par une trentaine de pays.

En résultera-t-il un « coup mortel » porté à l'olympisme, comme l'ont déclaré certaines personnalités du mouvement sportif? Depuis leur rénovation en 1896 par Pierre de Coubertin, qui entendait « convier tous les athlètes du monde à un grand festival quadriennal du sport (...) contribuant à construire un monde meilleur et plus pacifique », le principe même de l'universalité des Jeux a été battu en brèche. Les sociétés gymniques françaises, qui préparaient la revanche de Sedan, tentèrent de s'opposer à la participation de l'Allemagne aux premiers Jeux d'Athènes. Celle-ci en fut écartée en 1920 à Anvers, en 1924 à Paris, puis en 1948 à Londres. Pour des raisons politiques, l'URSS, de 1920 à 1952, et la Chine, de 1952 à 1980, se tinrent également à l'écart du mouvement olympique.

Seuls les deux conflits mondiaux ont empêché le déroulement des Jeux prévus en 1916 et en 1940. Ni l'emprise hitlérienne sur les Jeux de Berlin, en 1936, ni le boycottage des Jeux de Melbourne, en 1956, par la Suisse, l'Espagne, les Pays-Bas en raison des événements de Budapest, et par l'Irak et l'Egypte à cause du débarquement à Suez, ni la mort de vingt-six étudiants sur la place des Trois-Cultures avant l'ouverture des Jeux de Mexico, marqués en 1968 par les manifestations d'athlètes noirs américains, ni l'attaque du commando Septembre noir contre la délégation israélienne à Munich, n'ont mis un frein à l'audience croissante des Jeux.

Le refus des pays de l'Est portera d'abord un coup à la valeur sportive des compétitions, mais les absents ont toujours tort. L'événement reste plus important que ses acteurs. En se tenant à l'écart, les pays de l'Est se priveront d'une occasion unique de se mettre en vedette.

Le boycottage déguisé aura pour principale conséquence de compromettre l'équilibre financier de l'opération. C'est le point le plus sensible pour l'avenir des Jeux : les candidats à l'organisation d'une manifestation dont le budget est de l'ordre de 5 milliards de francs à Los Angeles risquent de se faire rares si des défections impromptues les privent de recettes importantes.

L'idée d'organiser les Jeux dans un site permanent, qui avait été écartée au moment du boycottage de ceux de Moscou, pourrait alors être relancée.

- *Considérée comme « définitive » par Washington, la décision confirme le durcissement soviétique*
- *Le succès et l'équilibre financier de la manifestation sont compromis*
- *M. Fiterman juge l'initiative de Moscou « très regrettable »*

La décision de l'URSS de boycotter les Jeux olympiques de Los Angeles – décision que Washington estime « définitive » – confirme le durcissement soviétique. M. Fiterman, membre du bureau politique du PC, ministre des transports, juge pour sa part la décision de Moscou « très regrettable ».

La décision soviétique, annoncée mardi 8 mai dans l'après-midi, de ne pas participer aux Jeux Olympiques de Los Angeles en juillet prochain est bien évidemment une décision purement politique. Les raisons avancées par le Comité olympique soviétique – *« grossier mépris des idéaux et des traditions du mouvement olympique »* – ne sont que de circonstance. Il est clair que le boycottage de Los Angeles a été décidé au plus haut niveau, et s'inscrit dans un durcissement généralisé de la politique aussi bien intérieure qu'étrangère de l'Union soviétique.

Certes, les Etats-Unis n'avaient fait aucun « cadeau » à Moscou lors de la préparation des Jeux, allant même jusqu'à refuser un visa au représentant soviétique désigné pour l'occasion, soupçonné d'appartenir au KGB. Mais s'ils avaient ainsi bousculé les bonnes manières diplomatiques, peut-on affirmer qu'ils avaient violé la lettre de leurs engagements, en tant que pays organisateur? Il ne le semble pas. De la même façon, il est difficile de s'étonner, lorsqu'on connaît les Etats-Unis et leurs institutions, que Washington n'ait pas le pouvoir – à supposer qu'il en ait l'envie – d'interdire à des organisations privées de profiter de la présence d'athlètes des pays de l'Est à Los Angeles pour tenter de les inciter à la défection.

Curieusement, la déclaration du Comité olympique soviétique ne dit rien des pratiques les plus contestables des Etats-Unis dans cette affaire, c'est-à-dire la commercialisation à outrance des Jeux, y compris la vente par tranche kilométrique de la course de la flamme olympique.

Tout se passe en fait comme si le Kremlin ne s'était pas beaucoup soucié de trouver un prétexte plausible à sa décision, et comme si l'organisation des Jeux de Los Angeles jouait le rôle de la feuille de vigne. Tout s'éclaire, en revanche, si l'on replace la décision de boycottage – même si le mot n'est pas prononcé – dans son contexte politique et dans le droit fil de l'attitude soviétique à l'égard de Washington depuis déjà plusieurs mois : pas un seul geste en direction de Ronald Reagan avant que ne soit connu le résultat de l'élection présidentielle américaine de novembre prochain.

La liste des « niet » proférés depuis quelques mois à Moscou est déjà longue. Sans revenir sur la suspension *sine die* des négociations américano-soviétiques de Genève sur les euromissiles à la suite de l'implantation des premières fusées Pershing 2 et des missiles de croisière, signalons le refus soviétique de reprendre les négociations – à Genève également – sur les armes stratégiques (START), le rejet pratiquement sans examen des nouvelles propositions occidentales faites récemment aux négociations de Vienne sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces classiques en Europe centrale (MBFR), une attitude semblable à l'égard des intéressantes propositions américaines faites au Comité des 21, toujours à Genève, pour interdire les armes chimiques.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 3.)

Le financement des « radios libres »

- *L'examen du projet de loi est retardé*
- *M. Mitterrand souhaite que toutes les stations puissent bénéficier de ressources publicitaires*

A la demande du président de la République et contre toute attente, l'examen du projet de loi autorisant la publicité sur les radios locales privées a brusquement été rayé de l'ordre du jour du conseil des ministres de ce mercredi 9 mai. [illegible] copie non satisfaisante. [illegible] remanier son texte! [illegible] que le projet du secrétaire [illegible] la communication était prêt [illegible] *Monde* du 8 mai) [illegible] approuvé le 7 mai [illegible] d'Etat dans sa version [illegible] M. François Mitterrand [illegible] lundi soir une modification du texte qui le rendrait conforme aux propositions formulées de son côté par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle : autoriser la publicité à toutes les radios quel que soit leur statut.

Ce coup de théâtre qui, semble-t-il, a stupéfié tout le monde, y compris la Haute Autorité, a pour effet de retarder une nouvelle fois un projet de loi désormais urgent [illegible] d'entretenir la confusion [illegible] actuellement parmi les [illegible] tant en modulation de fréquence.

Que souhaite le président de la République [illegible] Haute Autorité? Avant tout, de la souplesse et de la simplicité. L'ouverture à la publicité a été décidée? Eh bien! [illegible] ose aller jusqu'au bout de [illegible] logique en autorisant la publicité à tous ceux qui [illegible] souhaitent, quel que soit leur statut et leur vocation : société commerciale ou association sans but lucratif. Seule restriction : les radios [illegible] de ressources ne [illegible] des aides sur fonds publics.

Un [illegible], sans doute, [illegible] pas les radios [illegible] juridique en fonction de [illegible] et du type de ressources [illegible], il permet la cohabitation sur une même fréquence de plusieurs associations de nature et de vocation très diverses, qu'elles vivent de ressources publicitaires ou bien d'aides publiques. Ainsi les mariages souvent laborieusement contractés et parfois très précaires ne sont pas remis en cause, même si l'éclatement de certains d'entre eux [illegible] contre [illegible]

[illegible] COJEAN.

[illegible] 27.)

AU JOUR LE JOUR

Flamme

Après les bourrasques venues d'Afrique, les tempêtes du Proche-Orient, les vents d'Ouest, voici qu'un fort vent d'Est fait vaciller la flamme olympique. Pauvre falot, censé éclairer un monde fraternel alors que la lueur des guerres nous le montre crûment déchiré!

Pourra-t-on un jour brandir à nouveau ce flambeau, une fois tous les quatre ans, sans ridicule et sans arrière-pensée? Le réalisme forçant à douter, il n'y a plus qu'à rêver à un retour de flamme, après cette succession de couvre-feux sur Olympie.

BRUNO FRAPPAT.

L'échec du coup de force en Libye

« Les pays qui arment le bras des tueurs paieront cher leur forfait »

nous déclare le colonel Kadhafi

Les forces loyales au colonel Kadhafi ont réussi mardi 8 mai à écraser une tentative de coup d'Etat monté par un commando de quinze opposants qui ont tenté d'attaquer la caserne d'Aziziya, la résidence habituelle du chef de l'Etat libyen. L'opération a été revendiquée à Washington par un groupe d'opposition, le Front national pour le salut de la Libye. A Tripoli, cependant, les autorités ont minimisé la portée de cet *« incident »*, affirmant qu'il s'était limité à une prise simple d'otages, organisée par des éléments infiltrés de Tunisie.

De notre envoyé spécial
ERIC ROULEAU

Tripoli. – Au volant de sa voiture, une mitraillette posée sur le siège avant, le colonel Kadhafi se gare à la porte du centre équestre situé à une dizaine de kilomètres de Tripoli. Il en sort le visage rayonnant, salue joyeusement des collaborateurs qui l'attendaient et se rend d'un pas alerte vers le champ de courses. Une foule de cavaliers – des officiers de l'armée régulière – l'acclament en le désignant par son prénom (Mouamar), se précipitent pour lui donner l'accolade, le féliciter de *« la victoire remportée contre les ennemis du peuple »*. *« A bas le fascisme! »*, scandent les jeunes militaires tandis que le « guide de la révolution » libyenne enfourche son cheval et se lance, le poing levé, dans une folle calvacade, l'un de ses sports favoris.

Il est 18 h 30, mardi 8 mai. Le médecin personnel du colonel Kadhafi, debout à nos côtés, en lisière de la piste, part d'un grand éclat de rire en écoutant sur un transistor le bulletin d'informations d'une radio étrangère. Le speaker, d'une voix grave, annonce – au conditionnel – que l'armée libyenne s'est soulevée et que des combats de rue se poursuivent à Tripoli.

L'information n'est pas totalement infondée. Le matin même, vers 9 h 30, la population de la capitale a été mise en émoi par le bruit, d'une intensité croissante, de pièces d'artillerie (vraisemblablement des canons de char et des mortiers) et de rafales de mitraillette. Des miliciens armés en uniforme ou en civil appartenant à la garde révolutionnaire se répandent dans les rues pour arrêter la circulation des voitures – provoquant des embouteillages monstres, – boucler des quartiers stratégiques de la capitale, occuper les bâtiments officiels, sommer courtoisement les piétons de rentrer chez eux.

D'abord paralysée, Tripoli est en début d'après-midi une ville morte. Les rues se sont vidées, les magasins ont baissé leur rideau métallique, la population s'est cloîtrée derrière des persiennes closes. Puis un silence prolongé, interminable, qui autorise toutes les spéculations.

Brusquement, vers 16 h 30, des sirènes retentissent, des cortèges de voitures commencent à sillonner les grandes artères dans un concert d'avertisseurs ponctué par des slogans scandés en chœur. Des jeunes gens, garçons et filles, brandissant le poing, une mitraillette ou un portrait de Kadhafi, défilent aux cris : *« Oui à la révolution permanente! Non au fascisme! »*

Beaucoup devaient se diriger vers la place verte en bordure de la vieille ville où ont été exposés pendant un quart d'heure les cadavres d'une dizaine d'hommes.

(Lire la suite page 6.)

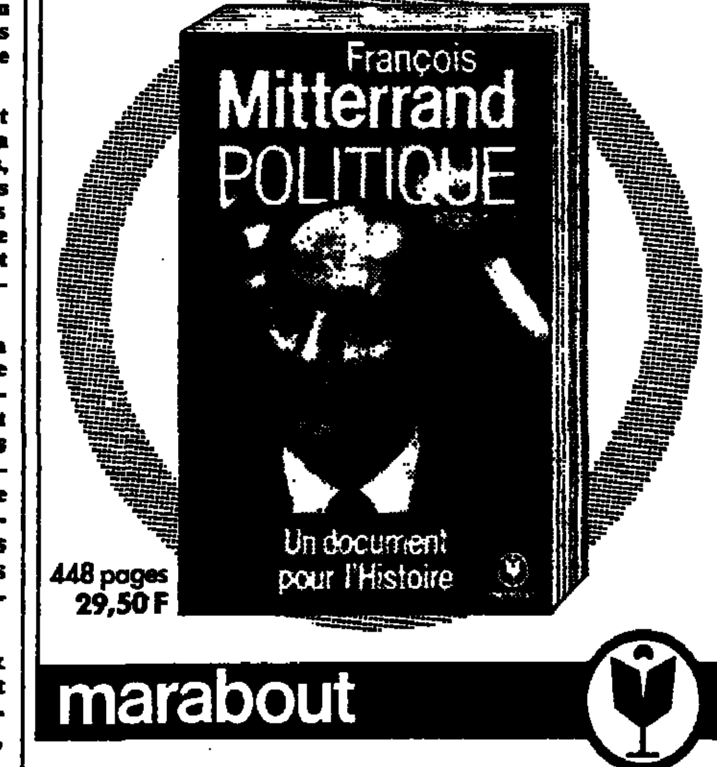
DEUX DOSSIERS ÉCONOMIQUES

PÊCHE : plan de redéploiement au conseil des ministres

LIRE PAGE 38 L'ARTICLE DE FRANÇOIS GROSRICHARD

VIN : désaccord entre la France et ses partenaires à Bruxelles

LIRE PAGE 39 L'ARTICLE DE PHILIPPE LEMAITRE



LE SYNODE NATIONAL DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE

Modernité protestante

Longtemps connus pour leur éthique puritaine, en matière de travail, d'économie, de sexualité, les protestants étonnent souvent aujourd'hui par leur modernité. Sur les grandes questions religieuses et morales de l'heure – la dissuasion nucléaire, l'évolution des mœurs (avortement, contraception, euthanasie, problèmes bio-éthiques) – ils prennent le contrepied des positions traditionnelles défendues par l'Eglise catholique.

Un nouvel exemple vient d'en être donné par le soixante-dix-septième synode national de l'Eglise réformée de France, réuni à Dourdan du 5 au 8 mai. Qu'il s'agisse de la diversification des ministères et le refus du sacré, de la reconnaissance des valeurs d'amour et de fidélité vécues en dehors de l'institution du mariage ou de la défense de la laïcité du système national d'éducation, les protestants réformés ont adopté une attitude de souplesse et d'ouverture qui tranche sur le dogmatisme souvent crispé de l'Eglise romaine. Ce qui caractérise surtout les méthodes de travail des protestants est la franchise des débats, l'absence de huis clos et le refus du double langage.

Instance législative, exécutive et judiciaire, le synode national se réunit tous les ans. Les soixante-douze délégués (pasteurs et laïcs) avec voix délibérative (sur cent quatre-vingts participants) avaient à débattre cette année de deux sujets principaux : la reconnaissance liturgique des ministères et la signification de la cérémonie civile et religieuse du mariage. Ils ont accepté une diversité des ministères et une conception plus souple du couple, critiquant d'autre part l'engagement de la hiérarchie catholique dans le débat scolaire.

ALAIN WOODROW.

(Lire la suite page 17.)

Formation continue : l'heure du changement

LIRE NOTRE SUPPLÉMENT PAGES 13 A 16

هكذا من الأصل

Le Monde

étranger

LE BOYCOTTAGE PAR L'UNION SOVIÉTIQUE

Le Comité national olympique (CNO) de l'URSS a annoncé, mardi 8 mai, dans un communiqué publié à 18 h 30, que *« la participation des sportifs soviétiques aux Jeux des vingt-troisièmes Olympiades à Los Angeles est impossible »*. Il est probable que l'ensemble des pays de l'Est, à l'exception peut-être de la Roumanie, renonceront, eux aussi, à ces Jeux. En 1976 à Montréal, l'URSS et l'Allemagne de l'Est avaient totalisé 215 médailles (94 pour les Etats-Unis), et parmi les dix premières nations figuraient six pays de l'Est et Cuba.

Le Comité olympique soviétique justifie sa *« non-participation »* (le mot de *« boycottage »* n'est pas prononcé) par les *« grossières »* interventions des Etats-Unis dans les affaires qui *« relèvent exclusivement de la compétence du comité d'organisation de Los Angeles »*. Il dénonce les *« sentiments chauvins et une hystérie antisoviétique »*, qui se développent actuellement aux Etats-Unis. Selon lui, les Américains *« n'ont pas l'intention d'assurer la sécurité de tous les athlètes, de respecter leurs droits »*.

Dès l'annonce de la décision soviétique, M. Juan Antonio Samaranch, président du Comité olympique international (CIO), a été reçu par le président Reagan, avant de se rendre à Moscou pour tenter de faire revenir les Soviétiques sur leur refus de participer.

L'administration américaine a accueilli la décision avec un certain détachement, et officieusement on estime à Washington qu'il s'agit là d'une réponse de l'URSS au boycottage par les Américains des Jeux de Moscou en 1980. M. Bradley, maire de Los Angeles, et les responsables des comités olympiques ont décidé de tout mettre en œuvre pour obtenir la participation soviétique. Et il est vrai que la défection de l'URSS et des pays de l'Est aura — si elle est maintenue — d'importantes conséquences sur le financement des Jeux.

En France, Mme Edwige Avice, ministre délégué au temps libre,

Le communiqué officiel

« La violation grossière des idéaux et des traditions du mouvement »

Voici le texte intégral publié le 8 mai par le Comité olympique de l'URSS :

« Le Comité olympique national de l'URSS a procédé à une analyse de la situation relative aux Jeux des vingt-troisièmes Olympiades à Los Angeles et a étudié les questions de la participation de la délégation sportive soviétique.

» Comme on le sait, dans son communiqué du 10 avril 1984, le Comité olympique national de l'URSS a exprimé sa préoccupation sérieuse à l'égard des violations grossières, par les organisateurs, des règles de la charte olympique, ainsi qu'à l'égard de la campagne antisoviétique lancée par des milieux réactionnaires aux Etats-Unis avec la connivence des autorités officielles, et a demandé au Comité olympique international (CIO) d'examiner la situation ainsi créée.

» Lors de sa réunion du 24 avril de cette année, le CIO a estimé que les positions du Comité national olympique de l'URSS étaient justes et fondées.

» Mais, en dépit de l'opinion du CIO, les autorités des Etats-Unis continuent à intervenir grossièrement dans les affaires qui relèvent exclusivement de la compétence du Comité d'organisation de Los Angeles. Il est connu qu'à partir des tout premiers jours de préparation des Olympiades, l'administration américaine a visé l'utilisation des Jeux pour ses buts politiques. Des sentiments chauvins et une hystérie antisoviétique se développent dans le pays.

» Des organisations extrémistes et des groupes de toute sorte qui visent ouvertement à créer des « conditions inacceptables » pour le séjour de la délégation soviétique et les performances des athlètes soviétiques, ont augmenté leur activité avec la connivence directe des autorités américaines. Des démonstrations politiques hostiles à l'URSS sont préparées, des menaces ouvertes sont proférées contre *le CNO de l'URSS, les* athlètes soviétiques et les officiels. Les chefs d'organisations antisoviétiques et antisocialistes sont reçus par des officiels de l'administration américaine. Leur activité est largement publiée par les médias. Pour justifier cette campagne, les autorités américaines et les organisateurs olympiques se réfèrent constamment à des textes législatifs de toute sorte.

» Washington a donné récemment des assurances quant à sa volonté de respecter les règles de la charte olympique. Les actions du côté américain montrent pourtant qu'ils n'ont pas l'intention d'assurer la sécurité de tous les athlètes, de respecter leurs droits et de leur créer des conditions normales pour la tenue des Jeux.

» L'attitude cavalière des autorités américaines envers la charte, la violation grossière des idéaux et des traditions du mouvement olympique visent directement à en miner les fondements. Cette ligne, qui s'est manifestée clairement avant, est aussi appliquée maintenant.

» Dans ces conditions, le Comité olympique national de l'URSS est obligé de déclarer que la participation des sportifs soviétiques aux Jeux des vingt-troisièmes Olympiades à Los Angeles est impossible. Agir différemment eût été approuver les actions anti-olympiques des autorités américaines et des organisateurs des Jeux.

» En adoptant cette décision, nous ne voulons aucunement influencer l'opinion publique américaine, ni tenir les bons sentiments qui lient les sportifs des deux pays.

» Le Comité olympique national d'URSS, les organisations sportives de notre pays soutiendront le Comité olympique international, l'association des comités olympiques nationaux, les fédérations sportives internationales, l'Association internationale des journalistes sportifs dans leurs efforts pour un renforcement du mouvement olympique in*ternational, dans la lutte pour* sa pureté et son unité. »

Moscou a voulu adresser un nouveau « signal » aux Américains

De notre correspondant

Moscou. — La nouvelle direction soviétique vient d'administrer une double preuve de sa détermination en décidant de ne pas participer aux Jeux olympiques de Los Angeles en juillet prochain et en interdisant à Mme Elena Bonner, femme du dissident et prix Nobel de la paix, Andréi Sakharov, de quitter la ville de Gorki, où son mari est exilé, à 400 kilomètres de Moscou. La première mesure est plus surprenante que la seconde. L'étau se resserre sans cesse autour du couple Sakharov, et ce mouvement semble inexorable. En revanche, le refus de laisser les athlètes soviétiques se rendre à Los Angeles constitue un durcissement inattendu.

Depuis plusieurs semaines, la presse soviétique s'en prenait violemment presque chaque jour aux organisateurs américains des JO. Ceux-ci étaient taxés de mercantilisme, de laisser-aller, de manque d'esprit sportif. Los Angelès était présenté, non sans quelque raison d'ailleurs, comme une ville peu sûre. Les athlètes risquaient d'y être dévalisés, voire assassinés. Pire, des *« provocateurs »* plus ou moins *« à la solde »* de l'administration Reagan, en tout cas agissant avec sa complicité, s'apprêtaient tout à la fois à les insulter et à les inviter à faire défection.

Tout cela pouvait apparaître comme un bluff. Le chantage à la non-participation ne semblait qu'un moyen de faire pression sur les autorités américaines pour qu'elles modèrent les ardeurs des groupes antisoviétiques décidés à organiser des manifestations hostiles. Les Soviétiques paraissaient demander aux Américains, de façon peu réaliste d'ailleurs étant donné le système politique décentralisé qui a cours outre-Atlantique, d'effectuer ces opérations de police et de contrôle social auxquelles ils avaient eux-mêmes procédé avant les JO de Moscou en 1980.

L'humiliation de 1980

La décision prise, mardi 8 mai, montre que cette campagne de presse avait un autre but et une autre signification. La sécurité des sportifs, les risques de défection n'ont pas dû jouer un grand rôle dans le choix final. Les athlètes soviétiques se rendent, sans tergiversation, dans des villes autrement plus dangereuses... Et si la fiction officielle veut que c'est le comité olympique national soviétique qui ait tranché, il est évident que la décision est, en fait, remontée au bureau politique et à M. Tchernenko.

L'explication la plus plausible est que la direction soviétique, qui a la mémoire plus longue que bien des *gouvernements* occidentaux, a voulu rendre la monnaie de leur pièce aux Américains qui avaient boycotté les JO de Moscou en 1980 pour protester contre l'invasion de l'Afghanistan. Les Soviétiques n'ont pas « digéré » ce boycottage dont ils n'ont cessé de proclamer qu'il avait été un échec mais qui les a humiliés. L'actuelle direction a apparemment conclu qu'il n'était pas possible d'accorder aux Américains ce que ces derniers leur avaient refusé il y a quatre ans, c'est-à-dire des Jeux sans histoire où se retrouvent les athlètes du monde entier.

La décision a peut-être été un peu longue à prendre et peu agréable dans un pays où le sport — comme aux États-Unis d'ailleurs — est une sorte de religion nationale. Mais ce serait mal connaître les dirigeants soviétiques que de penser que des considérations autres aient pu jouer dès lors que la question politique était réglée. Certes, la non-participation aux Jeux est un manque à gagner sur le plan idéologique, puisque les victoires des sportifs soviétiques sont présentées comme la preuve de la supériorité du système, mais le refus d'aller à Los Angeles est destiné à faire comprendre au reste du monde que, dans la situation de tension internationale actuelle, les Soviétiques n'ont pas peur de franchir un pas de plus, qu'ils ont en quelque sorte en réserve un stock de mesures de rétorsion supplémentaires et qu'ils sont prêts à les utiliser. Le « signal » adressé aux Américains est tout à fait clair.

L'« équation personnelle » de M. Tchernenko a peut-être également joué. Ce dernier est décrit par de hauts responsables soviétiques passés à l'Ouest, qui l'ont côtoyé, comme un personnage cassant et brutal. La « légère ouverture » en direction de l'Occident perçue par certains dirigeants occidentaux venus aux obsèques d'Andropov, loin de se manifester semble faire place à un durcissement dont témoigne également l'offensive du corps expéditionnaire soviétique en Afghanistan, dans la vallée du Panshir.

Le ton employé par le comité olympique soviétique est pourtant plutôt modéré, si la décision, sur le fond, paraît irrévocable. Le mot boycottage est soigneusement omis, peut-être pour éviter que le parallèle avec les JO de Moscou et l'aspect de vengeance froide de toute cette affaire, ne soient trop flagrants.

« La dernière liberté du dernier dissident »

La mesure frappant Mme Elena Bonner est antérieure à la déclaration sur les JO, mais n'a été connue que mardi à Moscou. Une mathématicienne amie des Sakharov a pu se rendre, dimanche, à Gorki et s'entretenir trois minutes avec eux, alors qu'ils se tenaient au balcon de leur maison avant qu'elle ne soit elle-même emmenée par la police et contrainte de passer la nuit au commissariat. Elle a pu ainsi apprendre que M. Sakharov observait une grève de la faim depuis le 2 mai afin d'obtenir que sa femme, qui souffre de troubles cardiaques et éprouve des difficultés à marcher, puisse se rendre à l'étranger pour s'y faire soigner. Loin d'accéder à sa demande, les autorités ont ouvert une enquête contre elle au titre de l'article 190 du code pénal qui réprime la *« propagande et l'agitation antisoviétiques »*. Pendant la durée de l'enquête, l'épouse de M. Sakharov n'est pas autorisée à quitter Gorki et subit donc le même sort que son mari, contraint à *l'« exil intérieur »*.

La possibilité pour Mme Bonner de circuler entre cette ville interdite aux étrangers et Moscou, où elle donnait des nouvelles de son mari, était, selon le mot d'un diplomate occidental, *« la dernière liberté indirecte dont jouissait encore le dernier dissident non emprisonné »*. Mme Bonner serait, en outre, menacée d'une accusation beaucoup plus grave en vertu de l'article 64 du code pénal qui vise la « trahison ».

Il semble que les responsables soviétiques aient voulu contrer à l'avance les effets possibles de la grève de la faim commencée par M. Sakharov. Ce dernier avait déjà obtenu par ce biais, en 1981, le départ pour les Etats-Unis de la femme de son beau-fils. Désireuses de ne pas renouveler l'expérience, les autorités ont pris les devant en montant une opération contre le couple. C'est ainsi que Tass avait accusé, le 4 mai, l'ambassade des Etats-Unis à Moscou d'avoir voulu accorder le droit d'asile à Mme Bonner dans ses locaux, pour lui permettre ensuite de quitter le pays *(le Monde* daté 6-7 mai). L'ambassade a démenti, mais ce prétexte juridique permet, en « neutralisant » Mme Bonner, d'empêcher que l'information ne circule sur la grève de la faim de son mari.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Les premières victimes seront à l'Est

Les dirigeants du Kremlin ont peut-être voulu lancer les cinq anneaux olympiques dans les jambes de M. Reagan pour le faire trébucher dans sa course vers la Maison Blanche. Mais leur première victime, non pas hypothétique mais certaine, sera le public soviétique — et vraisemblablement celui de la plupart des pays d'Europe de l'Est : un public auquel la compétition internationale, même si elle est largement exploitée à des fins de propagande, apporte une ouverture sur le monde, l'impression de participer, malgré tout, à une communauté qui dépasse les frontières idéologiques.

Pour la masse des téléspectateurs, le spectacle exceptionnel offert tous les quatre ans est d'autant plus apprécié qu'il tranche sur des programmes souvent affligeants d'ennui ou lourdement didactiques. Et les Jeux de Los Angeles pouvaient sembler d'autant plus alléchants qu'à Moscou ou à Kiev, l'hostilité déclarée à l'égard des Etats-Unis n'est jamais très éloignée de la fascination pour le grand rival, y compris parmi les officiels.

Les Soviétiques, naturellement, « encaisseront » la décision de leurs dirigeants, et il est vraisemblable que leur amertume sera habilement canalisée : la grande masse d'entre eux fera porter la responsabilité de cette mauvaise surprise aux Américains, décidément foncièrement antisoviétiques, ou même antirusses : le vieux complexe — *« on ne nous aime pas »* — risque de s'en trouver renforcé d'autant, et cela à son tour pourra servir les objectifs de la direction du pays.

Mais dans les pays de l'Est européen, il faut s'attendre à des grincements de dents, et pas seulement de la part du public : les dirigeants est-allemands ont depuis longtemps misé, et avec quel succès, sur le sport pour conforter l'image de leur pays, et affirmer leur supériorité, pesée en médailles sonnantes et trébuchantes, sur le système idéologique d'en face, celui de leurs cousins ouest-allemands. Théoriquement, M. Honecker, qui depuis quelques mois semble vouloir marquer l'originalité de sa démarche, dans sa politique à l'égard de Bonn, pourrait trouver là l'occasion de faire un coup d'éclat qui rehausserait grandement sa popularité dans son propre pays, en s'abstenant de « suivre ». Mais on a vraiment bien du mal à imaginer pareille audace.

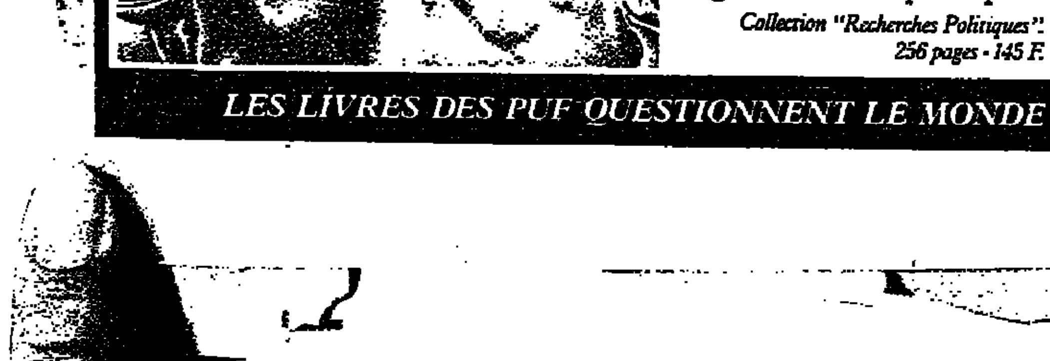
En Pologne, l'affaire est tout aussi déplaisante pour les dirigeants : là il ne fait guère de doute que le général Jaruzelski serait amené à obtempérer, mais pour une opinion déjà aussi antisoviétique que possible, être « en plus » privé de Jeux par Moscou... Le trouble causé par cette affaire était en tout cas perceptible dès mardi soir à Varsovie : la télévision a attendu son dernier bulletin de la soirée pour se décider à faire état de la décision soviétique. Mais déjà l'agence PAP avait indiqué que la participation de la Pologne n'était pas acquise, *« en raison de la situation créée par le gouvernement Reagan »*.

La presse polonaise — comme celle de Budapest et de Sofia — avait d'ailleurs repris à son compte, il y a quelques semaines, les premières menaces de boycottage émanant de Moscou. Les Bulgares pourraient même être mis plus directement à contribution, si, comme la rumeur commence à courir, la prochaine célébration du soixantième anniversaire de la fédération bulgare de sports devait se transformer en contre-jeux du bloc soviétique. Les responsables du sport hongrois semblent surpris et navrés et le président de leur comité olympique est déjà en route pour Moscou.

Reste la Roumanie, qui devrait trouver dans cet épisode une nouvelle occasion de se démarquer de Moscou : un diplomate roumain à Vienne a déjà affirmé sans hésiter que son pays maintiendrait sa participation.

Les Yougoslaves, eux, semblent n'avoir aucune raison de bouder Los Angeles, d'autant qu'ils ont organisé les Jeux d'hiver, à Sarajevo : les premières réactions enregistrées à Belgrade expriment des *« regrets » « devant un retrait qui met en cause le caractère universel des Jeux »* et *« dépasse de loin le cadre d'une manifestation sportive »*.

JAN KRAUZE.



Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS — Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

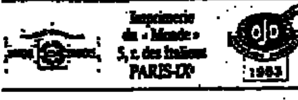
PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 800 l. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 162 nd.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	685 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

DES JEUX OLYMPIQUES DE LOS ANGELES

à la jeunesse et aux sports, a vivement réagi. Selon elle, *« les Jeux olympiques ne peuvent être considérés, dans la patrie de Pierre de Coubertin, comme un match entre les grandes puissances « Je souhaite,* a-t-elle déclaré, *que le Comité national olympique et sportif français use de son influence pour que la négociation s'engage entre le Comité international et le Comité national soviétique en vue du déroulement normal des Jeux. En toute hypothèse, les athlètes français iront à Los Angeles. »*

Pour sa part, M. Nelson Paillou, président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), a déclaré : *« J'espère que la décision soviétique n'est pas irréversible. Si le sport est à nouveau l'otage de la politique, c'est la condamnation des Jeux. »* Dans une interview au journal *Libération*, M. Paillou affirme : *« Je veux rester optimiste. Nous sommes le 8 mai, et la clôture des inscriptions est le 2 juin. Bref, il nous reste trois semaines pour négocier. »* Pour lui, le maintien par les Soviétiques de leur décision serait *« un coup mortel, fatal ».* Et il ajoute : *« On a surmonté la crise de 1972 avec l'attentat de Munich, puis le boycottage des pays africains en raison de la présence de la Nouvelle-Zélande. La crise pour les Jeux de Moscou a été beaucoup plus grave, et la seule manière d'en sortir tout à fait était la réalisation des Jeux de Los Angeles. Alors, vous comprenez, si Los Angeles se déroule sans les Soviétiques, et, on peut le craindre, sans d'autres nations, que reste-t-il ? Non, il nous faut espérer. »*

De nombreux sportifs français ont fait part de leur vive émotion. M. Maurice Herzog, membre du Comité international olympique, estime de son côté : *« Cette décision est un aspect du durcissement des relations entre l'Est et l'Ouest ; elle est essentiellement politique et représente un échec pour le sport. L'olympisme doit être universel. »*

Washington croit la décision soviétique « définitive »

De notre correspondant

Washington. — Les dirigeants américains ont réagi, mardi 8 mai, avec un certain détachement à l'annonce de l'absence des Soviétiques aux Jeux olympiques de Los Angeles. Coupant court à toute spéculation sur les possibilités d'un quelconque marchandage entre les deux capitales, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a ainsi estimé que la décision de Moscou *« décevrait beaucoup de gens »,* mais *« paraissait définitive ».*

Pour l'administration américaine, cette décision *« regrettable », « injustifiable »* et *« contraire aux idéaux olympiques »,* ne peut, en effet, s'expliquer que par des raisons *« manifestement politiques ».* Affirmant que les Etats-Unis avaient *« la conscience tranquille »,* le porte-parole du département d'Etat, M. John Hugues, a assuré, à ce propos, que les accusations portées par l'URSS sur les entraves que Washington aurait mises à sa présence à Los Angeles étaient *« sans fondement ». « Nous avons fait tout notre possible* [et] *n'avons soulevé aucun obstacle »,* a déclaré M. Hugues, en soulignant notamment que son gouvernement n'avait *« ni encouragé ni soutenu »* les activités de la Ban the Soviets Coalition, le groupe qui se proposait, durant les Jeux d'organiser des manifestations antisoviétiques et d'inciter les sportifs des pays de l'Est à faire défection. Ce mouvement n'a fait, a dit en substance M. Hugues, qu'utiliser le droit garanti à toute personne par la démocratie américaine d'*« exprimer librement ses opinions ».*

Pour autant, les responsables américains n'ont avancé aucune analyse officielle des motivations de l'URSS. Officieusement, certains ont vu là une simple réponse au boycottage des Jeux de Moscou, organisé en 1980 par les Etats-Unis, après l'entrée de l'armée rouge en Afghanistan. M. Ueberroth, le président du comité d'organisation des Jeux de Los Angeles, a fait sienne cette explication en déclarant, à l'issue d'un entretien que lui-même et M. Samaranch, président du CIO, venaient d'avoir avec M. Reagan, que l'Amérique *« payait là le prix »* de son attitude en 1980.

M. Speakes, pour sa part, s'est refusé *(« Nous n'avons envahi aucun pays. »)* à tout parallèle entre les deux situations et s'est contenté de lier la décision soviétique à la tension générale qui prévaut entre les deux pays depuis le début du déploiement des euromissiles, et d'insister sur la bonne volonté manifestée par les Etats-Unis, tant *« dans l'organisation des Jeux qu'à la table des négociations sur le désarmement ».*

Un refus de visa

Il s'agissait là de repousser à l'avance le reproche qui pourrait, à six mois de l'élection présidentielle, être fait à M. Reagan d'être, au bout du compte — pour avoir conduit dans l'impasse les relations soviéto-américaines, — responsable de la décision de Moscou. Ce danger est cependant faible pour le président sortant, dans la mesure où c'est l'URSS qui vient à nouveau, de même qu'aux *négociations* de Genève et de Vienne, de prendre l'initiative de la rupture. M. Reagan ne devrait, en conséquence, pas avoir grand mal à opposer, comme il le fait à propos de la questioon du désarmement, la politique soviétique de la chaise vide à ses constantes réitérations de disponibilité au dialogue.

Avec la *« décision unanime »* de son Comité olympique national, l'URSS vient, en fait, de signifier avec éclat qu'elle n'entendait pas admettre que les Etats-Unis continuent à la traiter de haut, en interlocuteur obligé, et non plus, comme à l'époque de la détente, en partenaire privilégié. La crainte de défections et de manifestations hostiles — on insiste beaucoup là-dessus à la Maison Blanche — explique sans doute partiellement le retrait soviétique. Ce qui a dû beaucoup plus jouer, pourtant, est la volonté des Américains de ne rien faire de plus, vis-à-vis des Soviétiques, que ce à quoi ils étaient obligés par les règlements olympiques. De ce point de vue, le refus des Etats-Unis de délivrer, le 2 mars, un visa diplomatique de six mois à M. Yermishkin, l'*« attaché olympique »* nommé par Moscou et considéré par Washington comme un agent du KGB, a certainement dû peser lourd.

En tout état de cause, la décision soviétique n'est pas, comme l'a déclaré à Washington où il se trouve en visite officielle, M. Genscher, le ministre allemand des affaires étrangères, un *« signe encourageant »* pour l'avenir des relations Est-Ouest. M. Bradley, le maire de Los Angeles, et MM. Samaranch et Ueberroth ont, tous trois, exprimé mardi soir leur désir d'essayer par tous les moyens de faire changer Moscou de position. M. Reagan leur a déjà fait savoir qu'il ne comptait pas leur prêter main forte, ni donner d'autre assurance à Moscou que sur la *« sécurité »* des athlètes soviétiques et l'*« entier respect de la charte olympique »* par les Etats-Unis.

BERNARD GUETTA.

Dans la presse parisienne

L'HUMANITÉ : nous souhaitons que cette décision ne soit pas irrévocable

« (...) La commercialisation intensive des JO de Los Angeles, qui ont pu être baptisés à juste titre comme les « Jeux du dollar », et à propos desquels il a été dit et redit qu'ils ne coûteraient rien à l'administration des Etats-Unis car ils ont été livrés aux firmes privées, ainsi que l'activité des groupes anticommunistes et antisoviétiques, sont invoqués par le CNO soviétique (...)

» Il nous paraît, face à la situation ainsi créée, que tous les efforts doivent être faits afin que les Jeux olympiques, dans le respect de la chartre olympique, gardent toute leur dimension universelle ; les sportifs, le gouvernement français peuvent agir pour que la grande fête du sport conserve sa signification. Elle est synonyme de paix, d'entente. Nous souhaitons que les conditions soient réunies pour que cette décision ne soit pas irrévocable. »

JEAN-CLAUDE GRIVOT.

L'EQUIPE : un coup fatal

« En ce jour anniversaire de la victoire sur les forces du nazisme et de l'obscurantisme, c'est un coup fatal qui a été porté à l'olympisme et du même coup, ne craignons pas de l'affirmer, à l'humanité toute entière.

» Le « niet » de Moscou aux Jeux de Los Angeles constitue une dramatique défaite pour tous ceux qui défendaient l'intangibilité d'une institution universelle, la plus ancienne de la planète, ou qui croyaient encore à sa pérennité.

» Aujourd'hui, nous sommes de nouveau dépouillés, comme nous le fumes en 1980 après le décret du boycottage américain par Carter, de cette sorte d'immunité qu'aurait dû conférer l'olympisme à tous ceux qui se rangent sous sa bannière. (...) »

(ROBERT PARIENTÉ.)

LE FIGARO : la crainte d'une dénonciation publique

« (...) Il est indéniable d'abord que l'URSS voulait faire « payer » aux Etats-Unis leur non-participation aux Jeux de Moscou (en raison de l'invasion de l'Afghanistan), qui avait fait échec au grand show organisé, pour sa propre gloire, par le Kremlin. Mais cette raison seule ne paraît pas suffisante. Il est probable que les dirigeants soviétiques craignaient que leur pays soit dénoncé publiquement et massivement à Los Angeles pour l'ensemble de sa politique. »

(GÉRARD NIRASCOU.)

LE MATIN : une formidable erreur

« (...) A quatre ans d'intervalle, les deux grands ont commis cette même formidable erreur de renoncer au seul vrai affrontement pour lequel l'opinion mondiale accepte de se passionner autrement que dans un contexte de terreur.

» Parce que MM. Tchernenko, Reagan ou Carter sont comme les hommes de Yalta. Ils ne savent pas que le sport et le spectacle du sport sont peut-être le dernier moyen qui reste aux hommes de communiquer. Grâce à un fou qui s'appelait Coubertin et à un génie nommé McLuhan. Casser cette magie-là, c'est offenser le siècle. »

(VINCENT LALU.)

LIBÉRATION : le pessimisme s'impose

« (...) La tarte à la crème de l'irénisme sportif dégouline lamentablement. On peut même se demander s'il existe encore un sport ou un esprit sportif auxquels se référer.

» L'olympisme, doctrine originairement aristocratique, s'est adapté merveilleusement aux gymnastes d'Etat des pays de l'Est. Mais le vent a tourné sur la cendrée ; leur pseudo-amateurisme est désormais perturbé par le quasi-professionnalisme des vedettes occidentales. Un compromis peut-il être trouvé entre ces deux conceptions ? Certains officiels ne désespèrent pas encore pour Los Angeles. A plus long terme, le pessimisme s'impose. »

(GÉRARD DUPUY.)

L'hégémonie sportive des pays de l'Est

Depuis Munich en 1972, l'hégémonie de l'Union soviétique sur les palmarès olympiques n'a pu être remise en cause par les Américains. Après les 107 médailles remportées par les Américains à Mexico en 1968 contre 81 aux Soviétiques, la tendance s'était inversée. A Munich, les Soviétiques avaient gagné 99 médailles contre 92 à leurs principaux adversaires. L'écart s'était creusé à Montréal, 125 médailles contre 94 aux Etats-Unis. Mieux encore, sept pays socialistes — l'URSS, la RDA, la Roumanie, la Pologne, la Bulgarie, la Hongrie et Cuba — figuraient parmi les dix ayant gagné le plus de médailles.

Plus encore qu'à Moscou en 1980, les médailles risquent donc d'être dévaluées par l'absence des Soviétiques et des principaux pays socialistes. C'est vrai dans les grands sports olympiques comme l'athlétisme ou la natation, mais plus encore dans des disciplines comme l'haltérophilie, la gymnastique, la lutte, l'escrime et dans les sports collectifs.

Sur les quarante et un titres mis en jeu aux premiers championnats du monde d'athlétisme, l'été dernier à Helsinki, les pays de l'Est en avaient remporté vingt-deux, soit plus de la moitié. La supériorité américaine (24 médailles dont 8 d'or), manifestée surtout dans les courses masculines, avait été contrebalancée par celle des Soviétiques (23 médailles dont 6 d'or) dans les concours et des Allemands de l'Est (22 médailles dont 10 d'or) dans les épreuves féminines.

De même en natation, les Allemands de l'Est avaient raflé toutes les médailles d'or et d'argent aux derniers championnats d'Europe à Rome, un an après avoir gagné douze des titres mondiaux contre huit aux Américains. Mais dans cette discipline, le grand absent serait le Soviétique Vladimir Salnikov, invaincu depuis six ans sur 400 et 1 500 mètres.

Aux championnats du monde de gymnastique, aucun titre n'avait échappé aux représentantes des pays de l'Est, et le héros de ces compétitions avait été le Soviétique Dimitri Belozertchev. Dans les sports de combat, l'URSS et la Bulgarie avaient complètement dominé les championnats du monde de lutte. En escrime, l'absence des pays de l'Est ne laisserait pratiquement en concurrence que les Allemands de l'Ouest, les Italiens et les Français. En judo, les représentants des pays socialistes pouvaient espérer remporter le quart des titres.

De toutes les disciplines individuelles, la plus touchée par la non participation des pays de l'Est serait incontestablement l'haltérophilie. Aux derniers championnats du monde, tous les titres étaient revenus à l'URSS (seize), à la Bulgarie (douze) et à la RDA (deux). Mieux, sur les quatre-vingt-dix médailles attribuées, deux seulement leur avaient échappé.

Dans les sports collectifs, la domination de l'Europe de l'Est est encore plus évidente que dans les disciplines individuelles. En football, le titre revient à leurs représentants depuis 1952. Aux Jeux de Los Angeles, seule l'équipe de France semblait en mesure de poser des problèmes aux Tchécoslovaques, champions olympiques en titre, aux Soviétiques, aux Allemands de l'Est et aux Yougoslaves.

En volley-ball, l'URSS et la Pologne sont au-dessus du lot chez les hommes. En basket-ball le titre aurait dû se jouer entre Américains, Soviétiques et Yougoslaves mais le titre féminin semblait promis aux Soviétiques. De même en handball, les titres ne pouvaient pas échapper aux pays de l'Est.

De sérieuses conséquences financières

La non-participation de l'Union soviétique et de certains pays socialistes pourrait avoir de graves conséquences financières pour les organisateurs des Jeux de Los Angeles. Pour la première fois dans l'histoire olympique, l'organisation des Jeux a été entièrement prise en charge par une association privée à but non lucratif, le LAOOC (Comité d'organisation des Jeux de la vingt-troisième olympiade à Los Angeles), qui n'a reçu aucun subside du gouvernement fédéral ou de celui de l'Etat de Californie. Un amendement à la charte de la ville de Los Angeles interdit même à la municipalité de consacrer aux Jeux des dépenses qui ne seraient pas remboursées par le LAOOC.

Pour boucler son budget d'organisation, compris entre 450 et 500 millions de dollars, le LAOOC disposait de trois sources de revenus :

● La vente des billets, qui ne devait pas dépasser 90 à 100 millions de dollars, et risque de souffrir de la dévalorisation de certaines compétitions.

● Les contrats passés pour environ 125 millions de dollars avec une cinquantaine de commanditaires, dont certains ont pris à leur charge la construction ou la rénovation d'installations olympiques.

● Les droits de télévision.

Avec un peu plus de 280 millions de dollars, les droits de télévision devaient représenter près de 60 % des recettes du LAOOC. La chaîne ABC, qui a acquis pour 225 millions de dollars les droits d'exclusivité pour les Etats-Unis, s'est officiellement bornée à déclarer : *« Les Soviétiques ont jusqu'au 2 juin pour changer d'avis. »* En cas de non-participation de ces derniers, ABC demanderait, sans doute, la révision de ces accords à la baisse. Le vice-président du LAOOC a laissé entendre que cette baisse pourrait atteindre 60 millions de dollars.

S'il en était ainsi, le LAOOC, qui prévoyait un bénéfice de l'ordre de 15 à 20 millions de dollars, se retrouverait avec un large découvert. Le gouvernement américain sera-t-il alors amené à combler le déficit ?

Le durcissement

(Suite de la première page.)

Et ce ne sont pas les contre-propositions soviétiques présentées mardi 8 mai à la Conférence sur le désarmement en Europe (CDE), à Stockholm, qui risquent d'altérer le tableau puisqu'elles sont, pour la plupart, en dehors du domaine de compétence de la réunion.

Il n'est nul besoin, on le voit, d'invoquer le boycottage par les États-Unis des Jeux de Moscou en 1980 pour expliquer celui de Los Angeles. Si le Kremlin l'avait voulu, il aurait fort bien pu passer l'éponge ; il lui est souvent arrivé par le passé d'oublier des événements aussi humiliants lorqu'il pensait pouvoir en tirer profit. Mais encore faut-il pour cela avoir quelque perspective politique. Or c'est cela qui paraît le plus manquer aux dirigeants soviétiques, qui n'ont pas de mots assez durs pour rejeter systématiquement toute « ouverture » américaine — fût-elle purement tactique, — et qui supportent de plus en plus mal le nouveau cours suivi à leur égard par Ronald Reagan.

Faut-il donc rechercher dans d'éventuelles luttes pour le pouvoir les raisons du nouveau « niet » qu'il va falloir maintenant imposer aux pays frères et expliquer aux partis communistes occidentaux, dont la surprise n'est sans doute pas feinte ?

Une « non-stratégie »

C'est fort possible. Sentant ses jours comptés, jugé quotidiennement par ses pairs, M. Tchernenko — qui ne passe pas pour un stratège particulièrement subtil — peut très bien avoir décidé de se réfugier dans un durcissement tous azimuts et de se mettre ainsi à l'abri de toute surenchère. L'hypothèse expliquerait non seulement le forfait de Los Angeles, mais aussi la nouvelle tactique militaire appliquée en Afghanistan et les derniers développements de la campagne inhumaine lancée contre le couple Sakharov. On peut aussi se demander si le « report » du voyage que devait faire, jeudi 10 mai, à Pékin M. Arkhipov, premier vice-président du conseil, ne relève pas de la même explication. Dans ce cas, ce sont les dirigeants chinois, coupables d'avoir trop bien reçu M. Reagan, qu'il s'agirait de punir.

Les prochaines semaines devraient permettre de se faire une idée plus précise de cette « non-stratégie » du refus. D'ici au mois de juillet, plusieurs dirigeants occidentaux vont se succéder à Moscou, dont le roi Juan Carlos (à partir de jeudi), M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, et peut-être M. Mitterrand, si Paris et Moscou tombent rapidement d'accord sur une date avant l'été. La vieille idée doit bien subsister à Moscou de jouer l'Europe contre les Etats-Unis. Mais on voit mal, à ce stade, ce que l'URSS pourrait proposer de nouveau à ses partenaires européens, alors qu'elle donne l'impression de vouloir de plus en plus se replier sur elle-même et de ne savoir que dire non. Ce qui pourrait être un indice de faiblesse et d'irrésolution, donc de danger.

JACQUES AMALRIC.

DIPLOMATIE

LA VISITE EN CHINE DE M. ARKHIPOV EST AJOURNÉE

Pékin *(AFP)*. — La visite en Chine du premier vice-président du Conseil soviétique, M. Ivan Arkhipov, qui devait débuter le jeudi 10 mai, a été reportée à la demande de l'URSS, a indiqué mercredi à Pékin un porte-parole chinois.

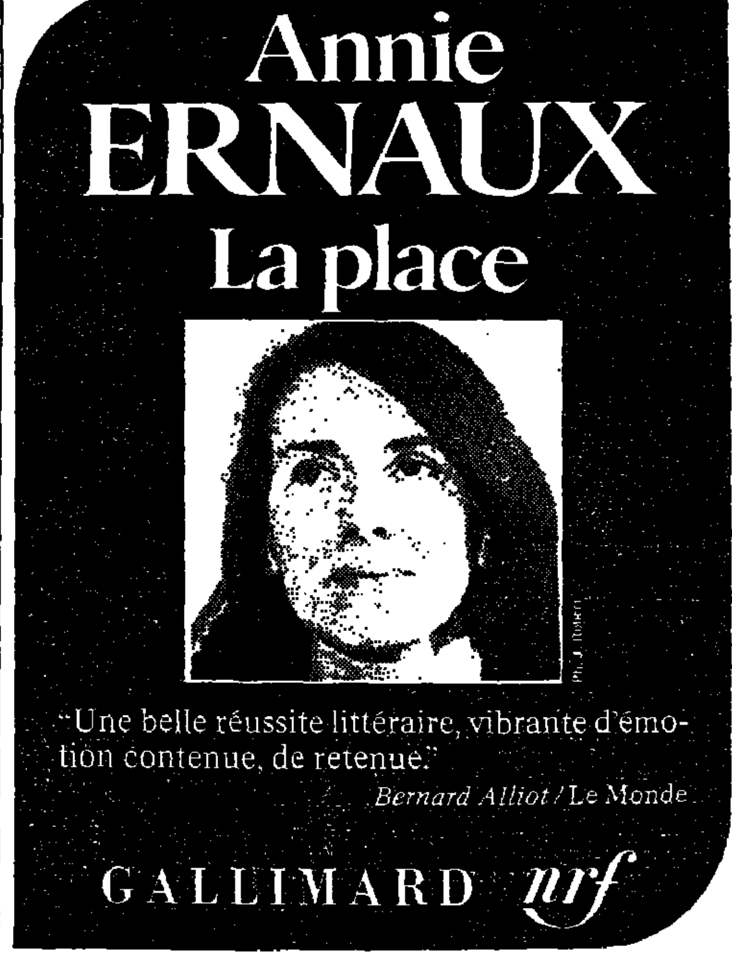
M. Qi Huaiyuan, directeur du département de l'information du ministère des affaires étrangères, a déclaré que la visite avait été reportée *« pour quelque temps »*, sans fournir la raison de cet ajournement.

M. Qi a indiqué que le report de la visite de M. Arkhipov avait été décidé à la suite d'une démarche soviétique faite ce mercredi.

[En projet depuis plusieurs mois, le voyage en Chine de M. Arkhipov devait être notamment l'occasion de discussions sur le développement de la coopération économique entre l'URSS et la Chine. Les relations commerciales entre les deux pays se sont déjà fortement développées ces dernières années, mais sans que des progrès sensibles aient été réalisés sur l'élimination du contentieux politique qui les sépare. La polémique s'est au contraire intensifiée récemment entre les organes de presse chinois et soviétiques sur les responsabilités respectives de Pékin et de Hanoï dans l'aggravation de la tension à la frontière sino-vietnamienne. Moscou, a d'autre part, critiqué certains aspects de la récente visite en Chine du président Reagan.]

M. FITERMAN : Une décision « très regrettable ».

M. Charles Fiterman, ministre des transports, a qualifié, mercredi 9 mai, sur Europe 1, de *« très regrettable »* la décision soviétique de boycottage des Jeux olympiques de Los Angeles. Selon M. Fiterman, les arguments avancés par l'Union soviétique *« ne peuvent conduire à comprendre »* la position qu'elle a adoptée. *« J'étais contre le boycottage* [américain] *en 1980, je suis contre le boycottage aujourd'hui »,* a dit M. Fiterman, membre du secrétariat du comité central du PCF. Le ministre a émis le souhait que le gouvernement français agisse pour faire revenir l'URSS sur sa décision.



ASIE

DE LA PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE AUX ILES SALOMON

Jean-Paul II achève sa visite dans les terres de mission du Pacifique

De notre envoyé spécial

Honiara. – C'est un petit pays fortement chrétien (98 % de la population) auquel Jean-Paul II a consacré, ce mercredi 9 mai, sa dernière journée dans le Pacifique.

Le pape a été accueilli aux îles Salomon avec respect et avec moins de manifestations d'enthousiasme qu'en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Les habitants sont ici réservés : *« Ils n'ont pas été plus expansifs lorsque vient la reine Elisabeth »*, commente un diplomate. C'est également à cette réserve qu'on attribue le refus du gouvernement de permettre à d'autres journalistes que ceux accrédités auprès du Vatican de venir « couvrir » la visite papale. En fait se posaient des problèmes d'intendance : avec trois cents policiers en tout et pour tout, il était difficile de contrôler la situation.

Sur le grand tapis vert du stade de Lawson-Tama, où a eu lieu la cérémonie d'accueil, la foule a regardé passer le pape dans un silence recueilli. Furent présentés à Jean-Paul II différents groupes ethniques de l'archipel, ainsi que des représentants de la petite communauté chinoise des Salomon, qui ont exécuté une danse du dragon. Bien qu'entretenant des relations diplomatiques avec Taiwan, les îles Salomon s'efforcent de mener la politique dite « des deux Chines ». Les danseurs étaient d'origine cantonaise.

Profitant de la présence de Jean-Paul II – ce qui lui permettait de donner plus d'écho à ses propos, – le gouverneur général, Sir Baddeley Devesi, au nom du premier ministre, a développé des thèmes de politique étrangère. Faisant référence aux principes de la charte des Nations unies, il a déclaré : *« Il est regrettable qu'un aussi noble instrument soit continuellement mis à mal par certains pays, en particulier certaines superpuissances. »*

Soulignant d'autre part l'attachement de son pays à l'autodétermination, il a affirmé son soutien à *« l'action d'indépendance menée en particulier en Nouvelle-Calédonie »*. Evoquant enfin la question nucléaire, le gouverneur général a déclaré : *« Les Salomon condamnent fermement les expériences nucléaires françaises sur l'atoll de Mururoa. (...) Nous protestons également contre l'intention du gouvernement japonais de jeter des déchets nucléaires dans le Pacifique. »*

Aux îles Salomon, découvertes au seizième siècle par les Espagnols, mais peuplées déjà un millénaire avant Jésus-Christ, sont attachés les noms de deux grands navigateurs, Bougainville, que rappelle un détroit, et La Pérouse, qui fit naufrage au large de l'île de Vanikolo. L'archipel est aussi marqué par les souvenirs de certaines des plus dures batailles de la guerre du Pacifique. Honiara se trouve sur l'île de Guadalcanal, où commença le reflux des Japonais après des combats qui firent des dizaines de milliers de morts : la baie de la capitale des Salomon porte désormais le nom de « Iron bottom sound » – « le détroit au fond d'acier » – en raison des dizaines de navires coulés qui s'y trouvent encore.

Les îles Salomon tiennent particulièrement au cœur de Jean-Paul II, comme il le rappela lui-même : il y créa en effet la première province ecclésiastique (archevêché) de son pontificat. Le catholicisme ne concerne en fait que 20 % de la population. On trouve en revanche de nombreuses variantes du christianisme : des anglicans aux adventistes. *« Les Églises chrétiennes ont grandement contribué au développement économique et social des îles Salomon »*, a déclaré le gouverneur général. Mais l'un des problèmes de l'archipel tient aujourd'hui à l'âpre rivalité qui existe entre les représentants de ces différentes confessions. Comme en Papouasie-Nouvelle-Guinée, s'y ajoute la question des survivances des croyances traditionnelles.

Comme l'a *rappelé* Jean-Paul II dans son homélie prononcée pour la messe qu'il célébra à Honiara, les îles Salomon sont, comme la Papouasie-Nouvelle-Guinée une terre de mission. L'évangélisation a commencé au milieu du siècle dernier avec l'arrivée des pères maristes ayant à leur tête Mgr Epalle, qui devait y être tué par les indigènes. C'est une des grandes figures historiques de l'Eglise en Océanie. Mgr Stuyvenberg, de nationalité hollandaise, archevêque de Honiara, qui a reçu Jean-Paul II.

Dans son homélie, le pape a salué en français des groupes de pèlerins venus de la Nouvelle-Calédonie et de Vanuatu. *« Vous contribuez*, leur a-t-il dit, *à sauvegarder le respect des cultures, les droits des personnes et aussi le bien commun de chaque pays. »*

PHILIPPE PONS.

LE SOUVENIR DE LA PÉROUSE ET DES COMBATS DE GUADALCANAL

L'archipel de Salomon, ancienne colonie britannique, a accédé à l'indépendance le 7 juillet 1978. C'est là, dans l'îlot de Vanikoro, que le navigateur français La Pérouse avait trouvé la mort. Cet archipel de 29 785 kilomètres carrés, peuplé d'environ 250 000 habitants, est christianisé à 95 % ; les catholiques y viennent en deuxième place avec 19 % des convertis, précédés par les anglicans et suivis de près par les évangélistes. L'île principale de Guadalcanal, où se trouve la capitale, Honiara, avait été ravagée pendant la seconde guerre mondiale de la bataille de la mer de Corail entre Américains et Japonais.

Les îles Salomon, membres du Commonwealth, ont un régime démocratique. Deux personnalités se partagent la vie politique : M. Salomon Mamaloni, actuel premier ministre, et qui fut le premier chef de gouvernement au moment où l'archipel obtint l'autonomie interne en 1974, et M. Peter Kenilorea, premier ministre lors de l'indépendance.

Pays riche mais peu développé, les îles Salomon ont des ressources agricoles – dont le riz – et leurs eaux sont riches en poissons, en particulier en thon, ce qui attire la convoitise des grands pays pêcheurs du Pacifique (Etats-Unis, Japon, Corée du Sud, Taiwan). Quatre-vingt-sept idiomes différents sont parlés dans l'archipel, mais l'anglais est la langue officielle et le pidgin (patois mélanésien dérivé de l'anglais) est d'usage courant.

P. de B.

● RECTIFICATIF – C'est par erreur que nous avons écrit dans nos éditions datées du 8 mai que la Papouasie-Nouvelle-Guinée était la seule nation à avoir inscrit dans sa Constitution que le pays était fondé *« sur la religion catholique »*. Il fallait lire *« sur le christianisme »*. Sur une population de trois millions d'habitants, le nombre des catholiques est un peu inférieur à un million.

« Inculturation » et anthropologie évangélique

De notre envoyé spécial

Mount-Hagen. – Poitrine nue, portant sur la tête sa corolle de plumes d'oiseau de paradis et le visage enduit de rouge, Susan Kenge, étudiante du Holly College, âgée de dix-huit ans, a pris place à la droite de Jean-Paul II pour lire l'épître avant que ne commence la messe qu'il allait célébrer en plein air au cœur des « Hautes Terres » de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Ce voisinage peu habituel auprès de l'autel est le symbole d'un problème qui se pose à l'Eglise d'une manière aiguë dans diverses parties du monde : celui de l'« inculturation », c'est-à-dire de l'intégration de la doctrine chrétienne dans une tradition culturelle.

La tenue de la jeune fille pouvait surprendre une sensibilité occidentale. Elle n'avait pour ses concitoyens rien que de normal. Autrefois, destinée aux cérémonies d'initiation, elle n'est guère plus aujourd'hui que le signe de la fête (comme par exemple lors de ces festivals qui ont lieu tous les deux ans à Mount-Hagen ou près du lac Goroka).

Pays qui, selon le titre de l'autobiographie de son ancien ministre des affaires étrangères, Sir Albert Maori Kiki, a parcouru *« dix mille années en une génération,* la Papouasie-Nouvelle-Guinéee est passée de l'animisme au christianisme en guère plus d'un siècle. Elle vit aujourd'hui au premier chef, comme certains pays d'Afrique et d'Amérique latine, les difficultés de l'intégration du culte catholique à un héritage culturel. Un problème qui relève d'une sorte d'anthropologie évangélique pour laquelle a même été créé à Port-Moresby un institut de recherche.

La région de Mount-Hagen n'a été évangélisée que tardivement. La population y est très dispersée, vivant dans des hameaux isolés de tout contact avec l'extérieur faute de voies de communication. Elle pratique une culture de subsistance : maïs, patate douce et élevage de porc (que l'on ne consomme que lors des fêtes).

« L'argent », dit un capucin américain arrivé en 1953 et qui vit à Tari, à mi-chemin de Port-Moresby, *est quelque chose de secondaire, qui vient en plus ». « La conversion ne signifie pas l'abandon des anciennes croyances,* souligne un missionnaire, *le syncrétisme est en réalité très fort. »*

En réalité, nombreuses sont les croyances qui coexistent avec le christianisme, des plus anodines aux plus ambiguës. A propos de la messe de Mount-Hagen, la presse locale rapportait par exemple que s'était propagée dans certains villages la *rumeur que le* pape était porteur de mauvais esprits qu'il fallait exorciser.

Dans certains cas, le culte catholique tend à intégrer de fait certains rites exorcistes au titre du respect des coutumes locales : ainsi, lors de la messe papale, avant l'offrande des dons, eurent lieu, dans le tourbillon des danses claniques devant l'autel, des jets de poudre jaune, orange et rouge qui sont un signe de joie mais visent aussi à chasser les mauvais esprits.

Ces esprits bons ou mauvais qui peuplent l'ordre cosmologique tribal sont difficiles à extirper des mentalités. Aussi le catholicisme est-il contraint à quelques compromis, par exemple sur la question de la polygamie ou sur certains rites.

Dans l'ordre cosmique traditionnel des habitants, la religion n'est pas séparée du reste de la vie. Il s'agit en fait d'un système de relations entre les êtres vivants et les divinités : il n'existe pas, notent les anthropologues, de distinction nette entre nature et sur-nature (tout appartient à l'ordre naturel). La religion est donc à la fois matérialiste et anthropocentriste. Tant que l'homme respecte les rites, les divinités doivent lui venir en aide. En somme, un grand pragmatisme commande les croyances. Il a été en partie à l'origine du fameux culte du cargo (*le Monde* du 8 mai).

Sans doute, est-ce dans un souci d'« inculturation » que Jean-Paul II a mentionné, dans son discours d'arrivée, la croyance aux esprits dans le catholicisme en évoquant l'archange saint Michel, qui est le patron de la Papouasie-Nouvelle-Guinée depuis l'indépendance. Une référence qui n'aura pas manqué de frapper des mentalités nourries d'animisme. *« L'archange saint-Michel,* a déclaré le pape, *est le véritable ami du peuple de Dieu. Il vous aide à vaincre Satan et ses tentations. En tant qu'archange, c'est un bon esprit qui vit dans le paradis de Dieu, il vous protège des esprits diaboliques. »*

Il paraît hors de doute que Jean-Paul II a voulu manifester ainsi sa sympathie pour une croyance locale dans sa formulation chrétienne. Mais, en fait, il pourrait bien n'y avoir eu qu'un déplacement des croyances traditionnelles en certaines divinités sur les anges du catholicisme.

L'« inculturation » est un travail de longue haleine qui doit cheminer, comme le montre l'exemple de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, sur une sente étroite entre l'orthodoxie et l'hérésie.

Ph. P.

Afghanistan

Les forces soviétiques consolident leurs positions dans une partie de la vallée du Panshir

Islamabad *(AFP, AP, Reuter)*. – Les forces soviétiques et afghanes consolident leurs positions sur la principale voie traversant la vallée du Panshir. Elles ont établi une tête de pont à Khenj, village situé aux deux tiers de la vallée, et ont renforcé les agglomérations de Rokha, Onawa et Bozorak, semblant s'orienter vers une occupation prolongée, indiquent des sources diplomatiques occidentales à Islamabad.

Selon les mêmes sources, environ deux cents maquisards, surpris en terrain découvert par des hélicoptères, ont été tués le 2 mai. Ils étaient venus, ainsi qu'une centaine d'autres, soutenir le « commandant » local Massoud, qui, selon les porte-parole de la résistance à Peshawar, serait toujours dans la vallée avec ses hommes. Les diplomates font cependant état d'informations non confirmées indiquant qu'il se serait replié dans l'Hindou-Kouch.

La radio officielle affirme quotidiennement que les « bandits » de Massoud ont capitulé. Les maquisards ne paraissent pas en tout cas avoir lancé de contre-offensive contre les forces soviéto-afghanes.

D'autre part, *« plusieurs centaines »* de civils afghans ont été tués à la fin du mois de mars par les troupes soviétiques au cours d'une opération menée contre deux villages situés au nord de Kaboul, a-t-on appris, mardi 8 mai, à Islamabad, de source diplomatique occidentale. Selon cette source, qui s'affirme sûre de son information, le massacre s'est produit dans la région du Kohistan il y a environ six semaines. Les troupes soviétiques ont encerclé les villages de Dasht-e-Asukhan et de Dasht-e-Bolokhan. Puis les hélicoptères sont intervenus pour bombarder les maisons, tandis que les soldats abattaient tous les habitants qui cherchaient à s'échapper. La résistance, à Peshawar, n'était pas en mesure de confirmer cette information.

Par ailleurs, les diplomates occidentaux ont indiqué que la résistance avait attaqué les défilés militaire et civil du 26 avril (marquant le sixième anniversaire de la révolution communiste de 1978) dans deux capitales provinciales, Ghazni, au sud de Kaboul, et Charikar, au nord. Dans la première ville, ils ont tué ou blessé une quarantaine de militaires et d'officiels afghans et blessé une vingtaine de spectateurs.

AFRIQUE

Tunisie

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A LA SURETÉ NATIONALE EST DÉMIS DE SES FONCTIONS

Tunis *(Reuter)*. – Le président Habib Bourguiba a démis de ses fonctions, mardi 8 mai, M. Ahmed Bennour, secrétaire d'Etat à la sûreté nationale, dans le cadre de l'épuration des services de sécurité liée aux « émeutes du pain » de janvier en Tunisie. Un communiqué précise que M. Bennour quitte également le bureau politique du Parti socialiste destourien (PSD, au pouvoir). On ignore qui le remplacera au gouvernement.

Le procès pour haute trahison de M. Driss Guiga, ancien ministre de l'intérieur et ancien supérieur de M. Bennour, qui avait été limogé à la suite des « émeutes du pain », est prévu pour début juin, confirme-t-on dans les milieux judiciaires. La plupart des hauts responsables du ministère de l'intérieur au moment des émeutes ont déjà été démis de leurs fonctions.

Le rapport de la commission officielle d'enquête sur les événements de janvier reproche a M. Bennour, alors directeur de la sûreté nationale, de n'avoir pas transmis au chef de l'Etat, au gouvernement et au PSD, les rapports de police qui soulignaient les conséquences graves que pourrait avoir l'augmentation du prix du pain et l'éventualité de troubles.

● *Fin de la grève des enseignants.* Les enseignants de l'université de Tunis ont mis fin à la grève des cours observée depuis une semaine pour protester contre l'intervention de la police à l'intérieur des facultés le 27 avril. *(Reuter.)*

Algérie

LE PRÉSIDENT CHADLI ANNONCE DE PROCHAINES MESURES DE GRACE

(De notre correspondant.)

Alger. – En ouvrant, le 8 mai, le deuxième séminaire sur « L'écriture et l'histoire de la révolution algérienne », le président Chadli, rapporte l'agence Algérie Presse Service, a annoncé qu'il a *« décidé de gracier, dans les semaines à venir, certaines personnalités qui ont porté atteinte à la révolution et à la patrie »*.

Depuis quelque temps on laissait entendre dans les milieux officiels que des mesures de clémence seraient annoncées à l'occasion du trentième anniversaire du déclenchement de la lutte armée, le 1er novembre 1954.

Le séminaire, qui regroupe sept cents personnes, anciens moudjahidines, professeurs d'université et étudiants, a pour but de *« dire la vérité à notre jeunesse qui ne connaît pas suffisamment son histoire »*, écrit la quotidien *El Moudjahid*.

Rendant compte de l'allocution du président Chadli, l'agence Algérie Presse Service déclare qu'il a souligné que *« toutes les informations relatives à notre guerre de libération seront mises à la disposition de nos historiens et de nos penseurs afin de cerner toutes les réalités, loin de toute démagogie, et en rejetant toute confusion, déformation et suspicion. »* Il a annoncé *« la décision de constituer une commission nationale chargée d'étudier les questions et les dossiers relatifs à la période de la guerre de libération »*.

J.D.L.G.

Alice

MAGAZINE HEBDO

1981. Selon Monsieur Bérégovoy les nationalisations aideront la France à sortir de la crise.

1984. L'économie mondiale redémarre, en France c'est toujours la crise.

Leur bilan en 100 mots-clés.
N° 1 cette semaine.

Alice

MAGAZINE HEBDO

1981. Le gouvernement s'engage à juguler l'inflation.

1984. L'inflation a diminué mais reste une des plus élevée d'Europe.

Leur bilan en 100 mots-clés.
N° 1 cette semaine.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Gary Hart opère une remontée spectaculaire dans l'Ohio et l'Indiana

Washington. – Le sénateur Hart a trouvé suffisamment de soutien, le mardi 8 mai, dans l'Ohio et l'Indiana pour pouvoir, comme il l'entendait, se maintenir dans la course à l'investiture démocrate.

Sur trois quarts des suffrages exprimés, M. Hart devance, en effet, M. Walter Mondale de deux points dans l'Ohio (42 % contre 40 % des voix) et de trois dans l'Indiana (42 % contre 39 %). Même si les résultats définitifs rétrécissaient encore cette avance, il s'agit là d'un redressement certain pour le sénateur du Colorado, qui, à l'exception de quatre [illegible] en mars, dans le Vermont [illegible] l'Arizona, [illegible] victoire depuis la « primaire » du Connecticut, le 27 mars.

Inattendus, surtout dans l'Ohio, ces deux succès ne modifient pas l'écrasante supériorité que M. Mondale s'est acquise ces deux derniers mois en nombre de délégués. Vainqueur le même jour dans le Maryland (44 % contre 26 % des voix) et en Caroline-du-Nord (37 % contre 31 %), l'ancien vice-président a, au contraire, de ce point de vue, creusé l'écart en sa faveur, puisque les premières projections lui accordent maintenant mille cinq cent vingt-quatre délégués contre huit cent quatre-vingt-quatre seulement à M. Hart (1).

La majorité nécessaire pour l'investiture étant de mille neuf cent soixante-sept voix et six cent soixante délégués restant encore à élire, le sénateur du Colorado peut néanmoins caresser maintenant l'espoir d'empêcher M. Mondale d'arriver à la Convention avec une victoire en poche. Or, c'est précisément là qu'était l'objectif de M. Hart dans l'Ohio et l'Indiana, car le léger doute ainsi jeté sur les forces de son adversaire pourrait lui permettre, espère-t-il, de continuer à remonter la pente dans les huit Etats qui ont encore à se prononcer.

Si cela était le cas, le sénateur considère qu'il serait alors en position de disputer devant la Convention l'investiture à M. Mondale, car les règles actuelles du Parti démocrate n'obligent pas les délégués à rester fidèles au candidat en faveur duquel ils ont été élus.

Lancé comme un défi au lendemain de sa cuisante défaite de samedi dernier, dans le Texas, ce pari de M. Hart est très aléatoire, mais les votes de l'Ohio et de l'Indiana lui ont pourtant donné une certaine crédibilité. Ils ont d'abord prouvé que le jeune sénateur était toujours perçu dans l'opinion comme réellement présent dans la course à l'investiture, et montré surtout que l'attrait qu'il exerce sur les électeurs « centristes » demeure puissant.

De notre correspondant

Comme dans le New Hampshire, où il avait fait sa spectaculaire percée de février, les indépendants sont en effet autorisés, dans l'Ohio et l'Indiana, à participer aux primaires démocrates. C'est à nouveau eux qui ont assuré, mardi, le succès de M. Hart, et le sénateur du Colorado va ainsi pouvoir souligner avec plus de force encore qu'il ferait un meilleur candidat que M. Mondale contre M. Reagan.

Les trois quarts des voix noires pour M. Jackson

Les consultations primaires, le 15 mai dans l'Oregon (où M. Hart est bien placé) et dans le Nebraska, et, huit jours plus tard, dans l'Idaho, revêtent désormais une importance que ne leur donnait *a priori* pas le nombre de délégués (cent deux en tout) qu'elles vont mettre en jeu. Ensuite, en même temps que le New-Jersey, le Nouveau-Mexique, le Dakota-du-Sud et la Virginie-Occidentale, c'est le 5 juin que la Californie se prononce. C'est elle qui envoie la plus nombreuse délégation à la Convention : les sondages y donnent actuellement une légère avance à M. Hart, et c'est avant tout sur elle qu'il compte.

M. Jackson, lui, a une fois de plus, réuni mardi près des trois quarts des voix noires sur son nom et ne se presse toujours pas de se rallier à M. Mondale (2). Il attend... comme M. Reagan, qui ne peut que se réjouir de cette poursuite du combat entre les démocrates.

BERNARD GUETTA.

(1) Cent cinquante-quatre délégués étaient en jeu dans l'Ohio, soixante-dix-sept dans l'Indiana, soixante-deux dans le Maryland et soixante-quinze en Caroline-du-Nord.

(2) M. Jackson a obtenu environ 17 % des voix dans l'Ohio, 13 % dans l'Indiana, 25 % dans le Maryland et 23 % en Caroline-du-Nord.

Canada

Un militaire déséquilibré tue trois personnes à l'Assemblée nationale du Québec

De notre correspondant

Montréal. – Armé d'un pistolet mitrailleur, un militaire canadien, le caporal Denis Lortie, vingt-deux ans, a tué trois personnes à l'intérieur de l'Assemblée nationale du Québec, mardi 8 mai, après avoir annoncé son intention de « *détruire le Parti québécois* » (au pouvoir), responsable, selon lui, d'avoir « *fait beaucoup de tort à la langue française* ». Treize autres personnes, toutes des employés de l'Assemblée nationale, ont été blessées, dont l'une très grièvement. Les victimes sont deux greffiers et un coursier.

Denis Lortie a tenu le Québec en haleine pendant quatre heures et demie avant de se rendre à la police. Un peu avant 10 heures du matin (16 heures à Paris), le forcené, après avoir stationné sa voiture immatriculée en Ontario, est entré en courant par la porte principale de l'Assemblée nationale et a tiré au hasard. Il s'est ensuite rendu à la salle de séances où il fit part de sa colère de ne pas voir les députés en criant : « *Où sont les députés ? Je veux les tuer.* »

Dix minutes plus tard, l'auteur de la fusillade aurait pu atteindre son objectif sans difficulté puisque un groupe de députés s'apprêtait à siéger en commission parlementaire. Le premier ministre, M. René Levesque, se trouvait à Montréal et s'apprêtait à partir pour Québec pour participer aux travaux parlementaires.

Vêtu d'un treillis et d'un béret noir, le caporal Lortie s'est assis dans le fauteuil du président de l'Assemblée nationale et a continué à tirer sur les employés qui se trouvaient dans la salle de séances. Il s'est excusé auprès d'une personne qui gisait devant lui en disant : « *Je suis désolé de vous avoir blessé, mais c'est la vie.* » Toute cette scène a été filmée par une caméra automatique qui retransmet normalement les débats parlementaires. La police a saisi le film.

L'intervention du « sergent d'armes » (le chef des huissiers du Parlement), qui, selon les témoins, a fait preuve d'un extraordinaire sang-froid, a permis d'arrêter la fusillade. Il s'est approché du militaire en lui offrant une cigarette et un sandwich et en lui proposant de discuter. Pendant ce temps, plus d'une centaine de policiers de la sûreté du Québec faisaient évacuer les locaux et prenaient position autour de l'Assemblée nationale. Quelques heures plus tard, à 14 h 30 locales (20 h à Paris), le caporal Lortie se rendait et était discrètement emmené par une voiture de police.

Tout cela aurait pu n'être qu'un fait divers, certes peu banal au Québec et au Canada, mais le fait qu'il s'agisse d'un militaire donne une autre dimension à l'événement dans la mesure où le caporal Lortie travaillait comme préposé à l'entretien du matériel au centre de communications stratégiques de Carp, à une trentaine de kilomètres d'Ottawa, en Ontario.

Plusieurs députés de la Chambre des communes à Ottawa se sont étonnés qu'un déséquilibré ait pu être employé dans une base stratégique, qui doit servir d'abri au gouvernement fédéral en cas de conflit nucléaire. Un deuxième élément rend cet incident encore moins banal. Le contenu d'une cassette, remise une demi-heure avant la fusillade par le caporal Lortie à une station de radio privée de la ville de Québec, allait donner une dimension politique à l'événement, même si ce geste semble être davantage un acte démentiel qu'un acte politique.

Dans un français un peu primaire, bien qu'il soit lui-même francophone, le caporal explique les raisons de son geste. « *Le Parti québécois*, dit-il, *sont* (sic) *des personnes qui ont fait beaucoup de tort à la langue française. (...) Les personnes de l'autre langue* (les Anglophones) *nous trouvent stupides.* » Et enfin la menace qu'il n'a pas eu le temps de concrétiser parce qu'il était trop pressé : « *Entre dix heures et onze heures, le Parti n'existera plus. Je vais tout tuer ce qui est sur mon chemin au Parlement.* »

BERTRAND DE LA GRANGE.

Uruguay

137 PRISONNIERS POLITIQUES GRAVEMENT MALADES

Montevideo (*AFP*). – Parmi les quelque sept cents personnes qui demeurent aujourd'hui détenues en Uruguay pour raison politique, cent trente-sept sont atteintes de maladies graves, a déclaré, le mardi 8 mai, une délégation de trois médecins effectuant une visite à Montevideo sous les auspices de nombreuses organisations politiques et humanitaires, et dans laquelle figure un Français, le professeur Léon Schwartzenberg.

La délégation a pu s'entretenir avec des proches des prisonniers, avec des médecins, ainsi qu'avec des personnalités du régime militaire en place depuis onze années.

Selon les trois médecins en mission, huit des prisonniers sont atteints de cancer, et cinquante-quatre souffrent de maladies mentales, notamment de psychoses aiguës.

AL CAPONE DÉCLARE :
LA SAINT VALENTIN À CHICAGO, C'EST MORTEL !
TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU.
états-unis
GUIDE BLEU :
VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.
FCA.

University Studies in America Inc.
Une importante organisation universitaire américaine vous offre la possibilité de faire un an d'études dans une grande université US quels que soient votre anglais (cours parallèles) et vos diplômes (de la terminale au doctorat) ou d'engager un cycle complet de préparation au « Bachelor » au « Master » ou au « Ph. D. »
CALIFORNIE, FLORIDE, MIDDLE WEST, NORD-EST.
USA-French-Office, 67, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly. 722.94.94.

Alice.
MAGAZINE HEBDO
1981. Le ministre des finances se prononce pour l'orthodoxie budgétaire.
1984. La dette publique de la France atteint 1 000 milliards de francs.
Leur bilan en 100 mots-clés.
N° 1 cette semaine.

VENTE A VERSAILLES
200 TABLEAUX MODERNES
Notamment par : AIZPIRI, AUBURTIN, BABOULENE, BERTRAM, BORES, BOUDET, CARZOU, M. CHABAS, P. CHABAS, CHALON, CHARPIN, CHARRETON, CIRY, CLAVE, CLÉMENT SERVEAU, COSSON, COTTAVOZ, CREIXAMS, CROTTI, S. DELAUNAY, DIGNIMONT, J. DUFY, d'ESPAGNAT, FOUS, FRAN BARO, FRANK BOGGS, FRANK WILL, GALL, de GALLARD, GENIN, GEN PAUL, GERNEZ, GONDOUIN, GRAU SALA, GROMAIRE, GRUN, GUYS, HAYDEN, HEUZE, KIJNO, KIKOINE, KREMEGNE, KVAPIL, LAMBERT-RUCKI, LANSKOY, LAPRADE, de LA SERNA, LAUVRAY, LEBASQUE, LE PHO, LEPRIN, LEVEILLE, LEVY-DHURMER, LUCE, LUKA, LURÇAT, MACLET, MADELINE, MARCHAND, MARCIUS SIMONS, MENGUY, MENTOR, MISCHKINE, L.-Ph. MORETTI, NEILLOT, NEUQUELMAN, NOQUET, NOUVEAU, NOZAL, OSTERLIND, G. OUDOT, PARTURIER, PASCIN, P.-E. PISSARO, PRAX, PRINKING, RAFFY LE PERSAN, RENE, RETH, ROY, SAVIN, SEBIRE, SHONBORN, SICARD, STEINLEN, TERECHKOVITCH, TOBIASSE, VALTAT, VENARD, de WAROQUIER, ZELLER, ZINGG.
BRONZE par BARYE - TAPISSERIE par LURÇAT
Trois importants tableaux à sujets militaires par :
de JONQUIÈRES, MASSÉ, SCOTT
DIMANCHE 13 MAI 1984 à 14 heures
à VERSAILLES, 5, rue Rameau, 78000
Me BLACHÉ, commissaire-priseur - TÉL. (3) 950-55-06 +
EXPO : Ven. 11, sam. 12 mai 1984 de 9 à 12 h et de 14 à 18 h.

COURS D'ARABE LITTÉRAIRE MODERNE au CREA - FRANCE
Tous niveaux :
– sessions extensives commençant le 20 février 1984.
– sessions intensives du 2 au 27 juillet et du 3 au 28 septembre 1984.
– session intensive pour débutants : 300 heures du 2 avril au 22 juin 1984 (stage agréé par l'Etat).
18, rue de l'Arcade PARIS-VIIIe
Tél. : 265-42-63

TU QUOQUE MI FILI, LE CRI DÉCHIRANT D'UN PÈRE
TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU.
italie
GUIDE BLEU :
VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.
FCA.

Alice.
MAGAZINE HEBDO
1981. Les socialistes se prononcent pour une information libre.
1984. 800 radios locales sont autorisées mais la loi sur la presse est controversée.
Leur bilan en 100 mots-clés.
N° 1 cette semaine.

DITES-MOI, PHILIPS..?
A partir d'aujourd'hui, une grande entreprise, présente dans les technologies de pointe, répond aux questions que lui posent les français...

هكذا من الأصل

هكذا من الاصل

PROCHE-ORIENT

L'échec du coup de force en Libye

(Suite de la première page.)

Les *« traitres »*, hurle-t-on triomphalement, ont été *« liquidés ! »*. La partie est donc gagnée. Le colonel Kadhafi peut alors se rendre au centre équestre pour se détendre.

Que s'est-il passé au juste ? Le colonel Kadhafi, auquel nous demandions s'il n'avait pas échappé, le matin même, à un attentat – information que nous tenions de source généralement digne de foi, – lance sur un ton familier : *« Passez donc me voir ce soir, je vous expliquerai tout. »* Invité en pleine nuit à nous rendre au quartier général militaire de Bab-Azizya où réside le *« guide de la révolution »*, nous avons pu constater que les lieux ne portaient aucune trace de combats qui se seraient déroulés mardi à l'aube. Les effectifs des « bérets rouges », qui montent généralement la garde, n'avaient pas été augmentés.

Des failles

Dans son cabinet de travail dont les murs sont tapissés de centaines de livres, le colonel Kadhafi, assis derrière un bureau recouvert de journaux et de dossiers, nous livre sa version des événements, qui recoupe largement celle que nous avions recueillie auprès de ses proches. Le dimanche 6 mai, la gendarmerie intercepte à la frontière tunisienne trois hommes au comportement jugé suspect. Ils sont porteurs de passeports diplomatiques soudanais, munis de visas anglais et américains. Ils se disent d'origine palestinienne mais s'expriment, *sans accent, en dialecte libyen.* Menacés d'arrestation, ils tirent pour se dégager, abattant un policier. L'un des trois hommes est tué à son tour, les deux autres sont blessés avant d'être capturés. On découvre dans leur mallettes des listes de leurs complices en Libye avec noms, adresses et numéros de téléphone, ainsi que des instructions précises sur les attentats et les assassinats qu'ils étaient chargés de commettre.

L'aubaine est d'autant plus fructueuse que le chef du réseau à Tripoli, aussitôt arrêté, « donne » dix (treize, selon une autre source) des comploteurs qui avaient loué un appartement au centre-ville. La télévision annonce dès lundi soir, images à l'appui, la capture des trois « *terroristes* » *à la frontière* tunisienne. Les autorités prenaient ainsi le risque d'alerter ceux qui devaient être tués ou appréhendés le lendemain, au cours de l'action lancée par la garde révolutionnaire contre l'immeuble qu'ils habitaient.

Les failles de cette version sont trop béantes, faisons-nous remarquer au colonel Kadhafi, pour ne pas susciter au moins l'étonnement. Était-ce imaginable que les trois hommes appréhendés à la frontière tunisienne aient commis la faute de se munir de passeports diplomatiques soudanais – alors que les relations entre Khartoum et Tripoli sont rompues – et de se faire passer pour des Palestiniens éminemment suspects ici depuis la brouille entre le colonel Kadhafi et M. Arafat ? Sachant qu'ils entreprenaient une périlleuse mission, comment avaient-ils commis l'imprudence de porter sur eux la liste des membres de leur organisation ?

Le chef libyen balaye ces objections et d'autres encore en rétorquant : *« Vous ignorez la totale imbécillité de ces gens-là ! »* Et il enchaîne : *« Nous avons la preuve qu'ils appartiennent tous au mouvement des Frères musulmans. Tous leurs complices que nous avons arrêtés ces deux derniers jours le sont également. Ils ont été entraînés à la base militaire soudanaise de Wali-Sidna par des instructeurs soudanais et égyptiens, et sous la supervision d'experts américains. D'autres groupes sont en voie de formation au même endroit. Ceux que nous avons appréhendés ont reçu leurs armes et leur instruction en Angleterre ou en Amérique avant de revenir en Libye. »*

Des menaces

Avec une colère à peine contenue, le colonel Kadhafi reprend en martelant ses mots : *« Les choses sont désormais claires. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni abritent, non des opposants politiques comme ils le prétendent, mais des terroristes qu'ils arment et incitent au crime, avec la collaboration active du Soudan et d'autres pays arabes.*

« Les Libyens ont le droit de se défendre, de combattre les terroristes là où ils se trouvent et de la même manière que les policiers abattent sans sommation les membres des Brigades rouges. Les pays qui arment le bras des tueurs paieront cher, eux aussi, leur forfait. Les Etats, arabes ou non, qui exportent chez nous le terrorisme recevront la révolution que nous leur enverrons en échange. »

Le colonel Kadhafi menace nommément les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Soudan, mais se refuse à désigner *« les autres pays arabes »* que l'on suppose être l'Egypte, la Tunisie et – dit-on encore – l'Arabie Saoudite, que certains accusent de financer les mouvements islamistes.

« N'avez-vous pas commencé vous-même par faire tuer des opposants libyens à l'étranger ?

– *C'est un mensonge colporté par la presse impérialiste. Les opposants, les vrais, se trouvent ici, parmi nous. Ils ont toute liberté de s'exprimer au sein des congrès populaires. Les autres, les terroristes, sont liquidés spontanément par des Libyens vivant à l'étranger. Pour ma part, je ne les ai jamais incités à passer à l'action. Au contraire je n'ai cessé d'inviter les contestataires à rentrer en Libye pour les protéger.*

– Pourtant, deux étudiants réputés des opposants islamistes, ont été mis à mort à l'université de Tripoli le 16 avril dernier. Avez-vous approuvé ces exécutions ?

– *Je n'ai pas à me prononcer à ce sujet. Ces deux contre-révolutionnaires ont été jugés et liquidés par leurs condisciples pour avoir tenté d'incendier deux amphithéâtres de l'université, acte qui a failli faire brûler vifs des centaines d'étudiants.*

« Comme vous le savez je n'occupe aucun poste officiel, et ce sont les organisations populaires qui décident de tout. J'admets volontiers que la dictature qu'exerce notre peuple est tyrannique mais n'était-ce pas le cas chez vous lors de la révolution de 1789 ? Malgré les excès commis, la Révolution française a marqué les débuts, à travers le monde, des républiques bourgeoises. La nôtre ouvre l'ère des Jamahirya [l'État des masses populaires].

– Vous avez déclaré récemment que l'armée libyenne était truffée de réactionnaires et de contre-révolutionnaires. Ne craignez-vous pas qu'au colonel Kadhafi succède un général Bonaparte ?

» Non, cela est exclu. Les révolutionnaires ici contrôlent les forces armées. Notre projet, en voie de réalisation, d'armer toute la population, est conçu précisément pour éliminer définitivement l'armée régulière. Nous n'avons déjà plus ni État, ni gouvernement, ni exploiteurs. Demain ce sera le peuple et lui seul qui détiendra tous les pouvoirs. »

En attendant ce sont les opposants islamistes qui contestent la politique « antimusulmane » du colonel Kadhafi – notamment dans le domaine du statut de la femme – qui auront été neutralisés. Selon une source proche du pouvoir quelque deux cents d'entre eux, des militaires, des fonctionnaires, des professeurs et des étudiants, ont été arrêtés au cours des dernières quarante-huit heures.

ERIC ROULEAU.

Des versions contradictoires

Le déroulement exacte des événements de mardi 8 mai à Tripoli reste difficile à reconstituer mais il semble qu'une fusillade ait éclaté vers 6 h 30 mardi matin autour du quartier ou se trouve la caserne Azizia, qui abrite le centre du bureau de liaison, des comités révolutionnaires libyens. Pendant plus de quatre heures, les diplomates en poste à Tripoli ont pu entendre des tirs d'armes automatiques et ont compté quinze à seize tirs de canon. Une partie du centre-ville a été interdit à la circulation. Les coups de feu ont cessé entre *11 h 30 et 12 h 30 GMT* et la circulation a repris normalement une heure plus tard.

Peu après l'attaque, quatre à cinq véhicules blindés, transportant des hommes armés de mitraillette, sont sortis de la caserne et ont commencé à tirer sur un bâtiment où s'était réfugié le commando et qui abrite les bureaux de sociétés françaises et grecques. Selon les milieux diplomatiques ce bâtiment se trouve à proximité de la caserne Azizia. Les autorités libyennes ont pour leur part minimisé la portée de l'affrontement affirmant qu'il s'agissait d'une simple prise d'otages de femmes et d'enfants par un commando de quinze hommes. Selon l'agence officielle libyenne, les comités révolutionnaires ont dû intervenir pour déloger des « *terroristes* » et ont été forcés de les tuer devant leur refus de se rendre.

Une troisième version a été donnée par un mouvement d'opposition, le Front national pour le salut de la Libye qui a revendiqué à Washington l'action contre la caserne d'Azizia, précisant que des forces à l'intérieur du quartier général du colonel Kadhafi s'étaient jointes au commando et que l'attaque avait fait plusieurs morts et blessés parmi les forces loyalistes. Un porte-parole de ce même Front a même affirmé par ailleurs que le colonel Kadhafi avait été tué au cours de l'opération.

Les oppositions à l'étranger

Le Front national pour le salut de la Libye (FNSL), qui a revendiqué, mardi 8 mai, l'attaque contre la caserne Azizia de Tripoli, a été créé à Khartoum en octobre 1981. Sa formation a été annoncée dans la capitale soudanaise le 7 octobre par l'ancien ambassadeur de Libye à New-Delhi et ancien président de la Cour des comptes libyenne, M. Mohamed Youssef El Magharief, qui s'était alors présenté comme le porte-parole de cette organisation.

Le mouvement comprend, selon M. Magharief, un bon nombre d'anciens responsables libyens – membres du Conseil du commandement révolutionnaire, ministres, diplomates, officiers, – qui ont eu pendant un an des contacts et discussions ainsi que des relations au plus haut niveau au sein même des instances dirigeantes libyennes. M. Magharief avait précisé que le FNSL coopérait avec les autres mouvements libyens d'opposition afin de *« libérer la Libye du pouvoir tyrannique du colonel Kadhafi »*. Ce front est apparemment appuyé par l'Arabie Saoudite et est d'inspiration islamique.

Parmi les autres mouvements d'opposition, le plus influent semble être le *Mouvement national libyen* créé en 1969 quelques mois après la révolution libyenne. Contrairement au FNSL le *Mouvement national libyen* ne s'est jamais compromis avec les nouveaux dirigeants de Tripoli. Opérant à partir de l'étranger, le MNL a consacré l'essentiel de ses efforts à organiser le mouvement de contestation estudiantin en Libye. L'*Organisation générale des étudiants libyens*, a été créée en 1976 à la suite de la pendaison publique de trois étudiants qui avaient participé en avril de la même année à des manifestations hostiles au régime à l'université Garyounis. La plupart des membres de ce mouvement se trouvent à l'étranger, notamment en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en Italie et sont recrutés parmi les étudiants libyens qui se trouvent dans ces pays.

D'autres groupes d'opposition ont été créés à l'étranger par la suite. *Le Front démocratique libyen* a été fondé en 1979 par des intellectuels et des journalistes libyens qui ont quitté la Libye après l'annonce de la *« révolution culturelle »* inaugurée par le colonel Kadhafi en 1973. Dirigé par le journaliste Fadel Massoudi, le FDL publie une revue, *Saout el Libya (la Voix de la Libye)*. En 1982, il s'est uni au *Groupement national libyen*, qui avait participé, en août 1975, à une tentative de coup d'Etat. Le chef de cette conspiration manquée était le capitaine Omar Meheishi, qui avait, en 1969, fait partie du Conseil du commandement révolutionnaire de Tripoli. Il s'était, par la suite, réfugié au Caire, où il avait tenté de mettre sur pied une branche du GNL. Le capitaine Omar Meheishi a depuis regagné la Libye, où il aurait été arrêté, et la plupart des ses sympathisants ont été absorbés, avec les membres du *Front démocratique libyen*, dans le *Groupe national démocratique libyen*, qui est présidé par M. Mahmoud Maghribi, ancien ambassadeur de Libye en Grande-Bretagne, réfugié à Londres en 1977.

Il existe également à Londres un troisième groupe, l'*Union constitutionnelle libyenne*, créée fin 1981 par Mohamed Ben Ghalboun. Ce groupe, qui a souvent fait l'objet d'attaques de la part des comités révolutionnaires libyens, est fortement représenté à Manchester et prône le renversement du régime de Tripoli, le rétablissement de la Constitution monarchiste et la tenue d'élections générales.

Silence prudent à Tunis

Les dirigeants tunisiens observaient toujours, ce mercredi 9 mai, en fin de matinée, un silence prudent à la fois sur les événements de Tripoli, bien qu'ils aient été indirectement mis en cause par l'agence de presse libyenne Jana, et sur l'arrestation mardi de trois gardes-frontières, à bord de leur véhicule, par les autorités libyennes, près de Ras-Jedir, à la frontière des deux pays. L'agence TAP s'est contentée d'annoncer que Tunis a entrepris des démarches auprès de Tripoli pour obtenir leur libération.

Mardi soir, Radio-Tunis n'avait même pas annoncé la tentative d'attentat contre le colonel Kadhafi. Les dirigeants tunisiens, qui avaient reproché à Radio-Tripoli ses interventions et ses commentaires intempestifs lors des « émeutes du pain » en Tunisie, en janvier, attendaient sans doute, conformément à un accord entre les deux pays, d'avoir eu un contact avec le colonel Kadhafi avant de réagir officiellement, ce qui ne les empêche pas d'avoir leur propre analyse de la situation.

Deux pays sont implicitement visés par les accusations libyennes : le Soudan, d'abord, puisque l'homme qui a été tué, Abdel Kader Saïd, était porteur d'un passeport soudanais au nom d'Ahmad Hawas – de même que ses compagnons, – la Tunisie, ensuite, dans la mesure où Abdel Kader Saïd est accusé d'être passé plusieurs fois par Tunis. Dans les milieux politiques tunisiens, on souligne qu'il s'agit essentiellement d'une affaire entre Libyens, même si le Soudan, qui a de très mauvais rapports avec Tripoli, a pu estimer que son aide aux opposants du colonel Kadhafi n'était qu'une réponse du berger à la bergère.

On note aussi que les autorités libyennes ont fermé les frontières, annulé le vol de l'avion qui devait quitter Tripoli pour Tunis mardi (et sans doute aussi d'autres vols), après avoir décidé de *« n'autoriser aucun citoyen arabe à quitter le territoire libyen »*. On estime, enfin, dans les milieux politiques tunisiens que la brutalité des réactions des responsables libyens prouve que l'alerte a été grave – ce n'est pas la première tentative de coup d'Etat contre le régime du colonel Kadhafi – et qu'ils l'ont prise au sérieux.

P. B.

Une politique d'austérité draconienne

Comme tous les pays producteurs de pétrole, membres de l'OPEP, la Libye a subi depuis près de trois ans le contrecoup de la baisse de la demande mondiale, puis, l'an passé, de la diminution des prix du brut. Sa production de pétrole, qui, en 1980, atteignait 82,4 millions de tonnes, est restée depuis lors limitée entre 50 et 60 millions de tonnes. Ses recettes pétrolières ont donc chuté de moitié, passant de 22,1 milliards de dollars en 1980 à 11 milliards de dollars environ en 1983. Désireux de rétablir l'équilibre de la balance des paiements, qui s'était fortement dégradée en 1981, avec un déficit de 5,5 milliards de dollars, le gouvernement libyen a mené depuis trois ans une politique d'austérité draconienne qui a touché tous les secteurs de l'économie.

Le budget de développement a été réduit en 1984 de 9 % pour la troisième année consécutive, passant à 2,2 milliards de dinars (contre 2,4 milliards de dinars en 1983). De nombreux grands projets ont été reportés ou réduits. Les importations ont été diminuées de près des deux tiers – de 14,1 milliards de dollars en 1981 à 5,4 milliards en 1983, – et le revenu par habitant est tombé à 8 000 dollars par an (contre 10 000 à 11 000 dollars auparavant).

Le résultat a été le rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements, en 1983, après un déficit déjà réduit de 1,6 milliard de dollars en 1982, mais il s'est traduit, pour la population, par des sacrifices importants. Les salaires ont été gelés depuis trois ans, voire, dans certains cas, réduits de 15 à 20 %. Le nombre des travailleurs immigrés a fortement diminué. Et des pénuries épisodiques sont apparues dans les supermarchés publics pour de nombreux produits de consommation courante. En avril, les derniers vestiges de l'économie privée – coiffeurs, pâtissiers et vendeurs de tapis – ont été fermés. Le colonel Kadhafi a même récemment proposé au Parlement la suppression de l'éducation primaire publique qui devait être assurée dans les familles. Cette proposition, refusée par le Parlement, montre l'ampleur de l'austérité imposée aux Libyens, après des années d'aisance, voire de gabegie.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

• ÉMISSAIRE BRITANNIQUE CHEZ M. SAVIMBI. – Les seize otages britanniques de l'UNITA et l'épouse portugaise de l'un d'entre eux doivent être libérés dimanche, a annoncé mardi 8 mai l'ambassade de Grande-Bretagne au Cap. Les otages doivent être libérés après une rencontre samedi à Jamba (sud de l'Angola) entre le sous-secrétaire adjoint britannique pour les affaires africaines, Sir John Leahy, et M. Jonas Savimbi, président de l'UNITA, en lutte contre le gouvernement de Luanda.

Cambodge

• RÉUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'ASEAN. – Réunis mardi 8 mai à Djakarta, les ministres des affaires étrangères des pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Brunei, Indonésie, Malaysia, Philippines, Singapour et Thaïlande) ont estimé que les récentes attaques vietnamiennes le long de la frontière khméro-thaïlandaise mettaient en péril la sécurité de *« toute la région »*.

Liban

• ENLÈVEMENT D'UN PASTEUR AMÉRICAIN A BEYROUTH-OUEST. – Le révérend Benjamin Weir a été enlevé, mardi matin 8 mai à Beyrouth-Ouest, par trois éléments armés non identifiés.

Selon le témoignage de sa femme, qui l'accompagnait au moment du rapt, le pasteur se trouvait dans une rue proche du bord de mer, la rue California, qui donne sur le quartier de Hamra, au cœur de Beyrouth-Ouest, lorsque les éléments armés circulant à bord d'une Peugeot blanche sans plaque d'immatriculation l'ont obligé à monter à bord de la voiture. L'enquête a été confiée à la police libanaise.

Le pasteur (soixante-trois ans), professeur de théologie dans une école de Beyrouth, réside au Liban depuis près de trente-cinq ans. *(AFP.)*

Nicaragua

• UN HÉLICOPTÈRE HONDURIEN ABATTU. – Un hélicoptère aux couleurs du Honduras a été abattu près du golfe de Fonseca au-dessus de l'espace aérien nicaraguayen, a annoncé le mardi 8 mai le père Miguel d'Escoto, ministre des affaires étrangères de Managua. Ses huit occupants sont morts.

Panama

• LE DÉPOUILLEMENT A REPRIS. – Le décompte des suffrages exprimés le 6 mai par les citoyens panaméens en vue de désigner le futur chef de l'État a repris le 8 mai.

République Sud-Africaine

• LE PROJET DE LA VISITE DE M. BOTHA EN FRANCE. – A la suite des informations selon lesquelles le premier ministre sud-africain souhaitait se rendre à Paris lors de la tournée européenne qu'il doit effectuer début juin, on indiquait, lundi 7 mai, de source autorisée à Paris, qu'il serait reçu, le cas échéant, *« à un niveau approprié »*, et non par le chef de l'Etat, ainsi que l'avaient laissé entendre deux journaux sud-africains. Au Cap, un porte-parole du ministre sud-africain des affaires étrangères a qualifié de *« pures spéculations »* les informations, également diffusées par la presse sud-africaine, selon lesquelles des *« négociations »* seraient en cours en vue d'une telle visite.

Mabuhay ! La Classe !





Mabuhay (MA-BOU-AILLE) en philippin : Vivez bien et soyez les bienvenus.
Pour les hommes d'affaires se rendant en Asie, nous avons créé la Classe Mabuhay* sur nos Boeing 747, des sièges relax et beaucoup de place pour les jambes. Savourez la luxueuse hospitalité qui nous a valu la récompense de la Chaîne des Rôtisseurs.
Pour vous, la Classe "Mabuhay" d'Amsterdam, Francfort, Londres, Paris, Rome ou Zurich jusqu'en Asie.

*Avec un petit supplément (sous réserve d'accord gouvernemental) aux voyageurs payant plein tarif. Voyez votre agent de Voyage ou PHILIPPINE AIRLINES (1) 359.43.21.

Philippine Airlines, Nouvelle Classe Mabuhay
Asia's first airline.
Agence A/Dailey

DÉFENSE

POINT DE VUE

Les dérives d'une politique

II. – OTAN : on change la donne

par YVES LANCIEN (*)

Dans un premier article « France : on donne le change » (le Monde du 9 mai), l'auteur a estimé que la France préparait deux forces armées pour deux batailles : une force d'action rapide offensive et classique, pour l'engagement en Europe, et une première armée, dotée d'armes nucléaires tactiques, pour la stricte défense de l'Hexagone.

Les tout récents propos tenus dans *le Point* par M. Michael Heseltine, ministre britannique de la défense, viennent de le confirmer : l'engagement militaire (et nucléaire) américain en Europe reste et restera pour longtemps aux yeux des Européens la garantie essentielle de la sécurité en Europe. L'heureuse conclusion du débat sur les euromissiles, en dépit de la campagne psychologique intense à laquelle furent soumises les opinions publiques du Vieux Continent, est venue fort à propos souligner la constance et la force des liens noués il y a quelque trente-cinq ans entre les deux rives de l'Atlantique. Comment s'étonner dans ces conditions de la part prépondérante prise par les Etats-Unis dans la direction de l'alliance atlantique ?

C'est précisément parce que les Etats européens mettent toute leur confiance dans la protection américaine que l'organisation militaire intégrée subsiste sous commandement américain. Seule, en effet, la France a choisi, tout en demeurant très fermement dans l'alliance, de se doter d'une force de dissuasion nationale indépendante, ce qui devait du même coup entraîner son retrait de l'OTAN.

Une doctrine mort-née

Cette acceptation du leadership américain confère au Pentagone un rôle déterminant dans la stratégie de l'alliance. La preuve en fut encore donnée, voilà quelque deux ans, quand prit corps, sans véritable concertation, la « doctrine Rogers » (*le Monde* du 6 janvier 1983).

Transféré des Etats-Unis, le concept américain d'*Air-Land battle 2000* allait devenir *ipso facto* la doctrine militaire de l'OTAN, quand bien même la mise en œuvre d'armes classiques très sophistiquées (les missiles guidés d'une grande précision), destinées à frapper les forces soviétiques de deuxième échelon, nécessitait une contribution financière importante des alliés européens !

Le général Rogers n'avait-il pas demandé un accroissement en valeur absolue des budgets de défense de 4 % par an ; ce qui était très au-dessus des capacités des alliés européens et se justifiait d'autant moins que la retombée industrielle eût été essentiellement américaine et que l'Europe aurait eu moins de poids encore dans la définition d'une stratégie « *made in USA* ». Pour autant, la « doctrine Rogers » aura sans doute vécu avant même d'avoir été testée. Non pas qu'on dût y renoncer en raison des réserves manifestées par la plupart des pays européens, mais, curieusement, par suite d'une *renonciation unilatérale des Américains* au concept d'*Air-Land battle 2000*, au profit d'une autre doctrine, *Focus 21* (21 pour XXIe siècle).

De quoi s'agit-il ? Si nous avons bien compris les indications qui nous ont été données, un peu à l'improviste pour être tout à fait franc, lors d'une récente mission d'une sous-commission de l'assemblée de l'Atlantique-Nord aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, *Air-Land battle 2000* serait mort-née pour trois raisons : d'abord, et surtout, en raison de l'insuffisance des contributions financières, mais aussi par suite des difficultés techniques d'acquisition des objectifs et des décisions prises pour la construction des *missiles MX et des avions B1* qui allaient assurer les plans de charge de l'industrie d'armement américaine.

C'est au mois de novembre dernier que le général Rogers lui-même a, le premier, évoqué ce changement d'orientation devant *le staff-college* de Camberley. Propos confirmés le *6 mars* devant la Chambre des représentants des Etats-Unis. En bref, la nouvelle doctrine, baptisée *Focus 21*, recouvrirait (en les coordonnant) les deux nouveaux concepts *Army 21* et *Air Force 21* : deux concepts distincts au lieu d'un, à la différence d'*Air-Land battle 2000*.

Seule, dans ces conditions, l'armée de l'air conserverait la mission d'attaque sur les « *Follow on forces* » (force d'exploitation du deuxième échelon soviétique en Europe). Cependant que l'armée de terre en reviendrait à sa mission traditionnelle, le combat du premier échelon.

A entendre le général Rogers, cette modification aurait pour conséquence que « *l'alliance atlantique devrait faire face rapidement à la difficile décision concernant l'usage d'armes nucléaires en cas d'attaque classique (...) dont les deux côtés savent qu'elle ne pourrait être stoppée que si nous utilisions les premiers l'arme nucléaire* ».

Voilà qui nous ramène tout droit à la stratégie de la bonne vieille réponse flexible, sans l'espoir, un temps caressé, d'un stade intermédiaire confié à des armes intelligentes, qui aurait permis un « *not early use* » nucléaire (non usage trop précoce de l'arme nucléaire).

On ne manquera pas dès lors de *s'interroger sur la place qui revient* aux percées technologiques, génératrices ou instruments de la doctrine ? Comme sur les appréciations qu'il convient de porter sur les « *emerging technologies* » (technologies nouvelles) : conformité avec *la doctrine, efficacité*, prix ? Quoi qu'il en soit, ce nouveau changement, venu d'ailleurs, ne manque pas de susciter de nouvelles interrogations quant au partage des responsabilités au sein de l'alliance.

Le « pilier européen »

D'autant que, au même moment, M. Henry Kissinger se prononce pour la « *restructuration de l'OTAN* » et M. Caspar Weinberger plaide pour un équilibre Pacifique-*Atlantique*.

Et l'on pourrait citer aussi tel ou tel propos plutôt inquiétant de certains candidats à la Maison Blanche. Aussi, sans renoncer en rien à ce qui reste pour tous les Européens de l'Ouest (*Français compris, naturellement*) un impératif majeur, le « *non-découplage* », faut-il envisager toutes les éventualités, y compris les moins probables. Le Liban, après le Vietnam et l'Iran, n'est-il pas là pour prouver qu'on ne peut s'en remettre à tout jamais à autrui du soin de vous protéger ? A tout le moins, *doit-on se souvenir du proverbe « Aide-toi, le ciel t'aidera. »* D'où sans doute un intérêt plus marqué ici ou là pour une sorte de « *pilier européen* » dans l'alliance. A la condition, *tout à fait essentielle*, que nos alliés américains soient associés à toute nouvelle réflexion sur le fonctionnement de l'alliance.

Tout porte à croire, en tout cas, que, en cas d'échec de la dissuasion, *le processus serait très rapide qui* viserait à annihiler sur-le-champ notre volonté de résistance. Bien des exemples récents sont là pour montrer le risque des conflits prolongés (Vietnam, Afghanistan, Liban, etc.), alors que le succès est le plus souvent au rendez-vous pour les opérations coup de poing (guerre de six jours, Kolwezi, Malouines).

Dans une telle perspective, l'importance des moyens modernes d'observation et de transmission en temps réel n'est plus à démontrer. Moins encore quand les Super-Grands envisagent de se lancer dans l'utilisation de l'espace, dans les systèmes antimissiles et dans la fabrication des armes à faisceaux dirigés.

Quel vaste champ d'exploration pour l'Europe, susceptible de la replacer dans le peloton de tête et de conduire à un nouvel équilibre des charges et des responsabilités au sein de l'alliance ! Ce qui lui éviterait d'être soumise à des changements inopinés de stratégies qui ne correspondent pas toujours à ses besoins et à ses moyens.

FIN

(*) Député RPR de Paris, chargé de mission pour la défense au RPR.

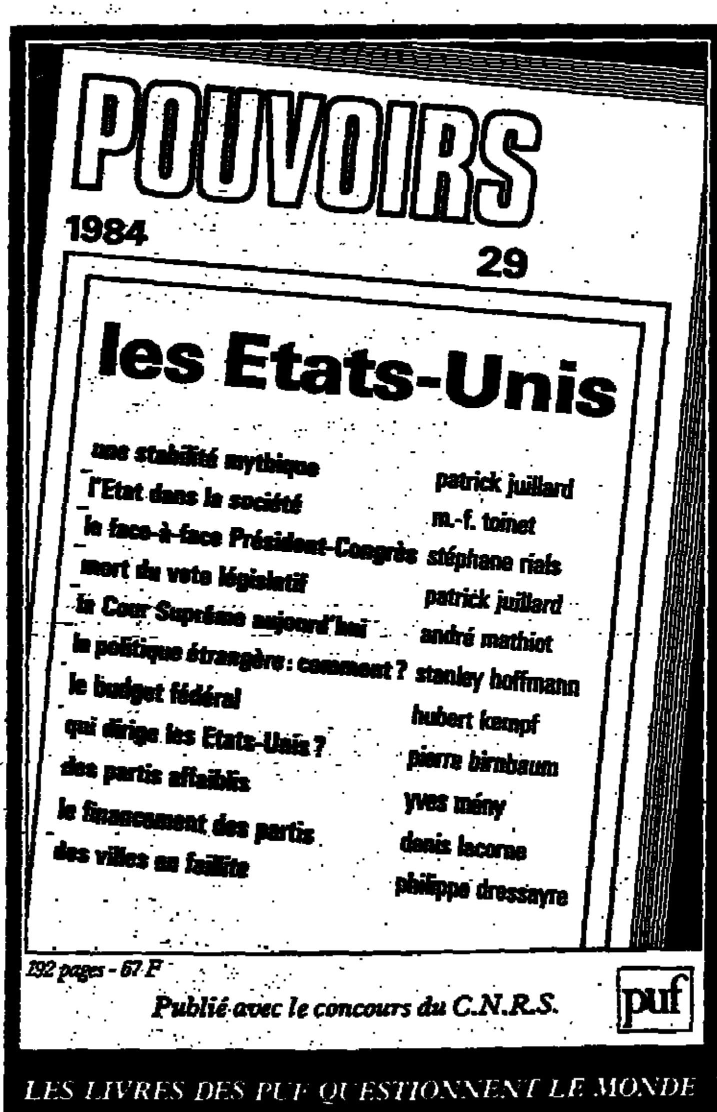
Lisez
Le Monde
dossiers et documents

en livraison immédiate
Plus vite, moins cher !
Vous cherchez
• une 205 GR, SR ou GT !
• un cabriolet SAMBA !
• une 305 ou une 505 tous types !
• une 505 GTI ou turbo ! • une 604 GTI ou GTD !
Tous ces véhicules sont disponibles dans notre stock permanent de 500 voitures neuves
PEUGEOT•TALBOT
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21
227, bd. Anatole-France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

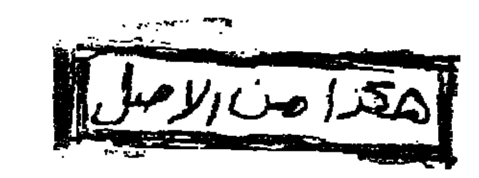
(Publicité)
5 JOURS NON-STOP ENGLISH
1. IMMERSION TOTALE - DÉBLOQUAGE
Niveau intermédiaire pour les gens qui n'osent pas parler
21 au 25 mai 1984
2. PRISE DE PAROLE EN PUBLIQUE EN ANGLAIS
Pour ceux qui vont aux conférences et congrès, niveau très avancé
4 au 8 juin 1984
Les deux stages sont résidentiels près de Bordeaux
SMASH : 110, bd de Sébastopol - 75003 - Tél. : 887-91-87

CANNES :
LES COULISSES DU FESTIVAL
COMME SI VOUS Y ETIEZ.
Le magazine de tous les écrans, les aventures de l'image. Chez votre marchand de journaux.
VOIR

MAGAZINE HEBDO
1981. Le candidat Mitterrand déclare : "j'entends relancer la consommation populaire."
1984. La baisse officielle du pouvoir d'achat a atteint 1,5% en 83.
Leur bilan en 100 mots-clés.
N° 1 cette semaine.







هذا من الأصل

EUROPE

RFA

Le chancelier Kohl aborde le congrès de son parti en position de force

Correspondance

Bonn. — Un an après le triomphe de la coalition gouvernementale aux élections législatives de mars 1983, le chancelier Helmut Kohl présente son premier bilan devant le congrès du Parti démocrate-chrétien allemand, réuni à partir de ce mercredi 9 mai pour trois jours à Stuttgart. Ce congrès doit être consacré aux changements de structures dans la société, aux questions écologiques, et au lancement de la campagne pour les élections européennes. Les débats de la CDU coïncideront avec les consultations du syndicat IG Metall, dans la région de Stuttgart, et dans la Hesse, où l'on connaîtra ce mercredi soir la décision de la base sur l'opportunité d'une grève.

Le chômage reste le point faible d'un gouvernement qui peut se prévaloir, pourtant, d'une reprise économique *qui répond largement* aux espérances, avec un taux annuel de croissance de 3 %. L'inflation reste stabilisée autour de 3 %, et les exportations allemandes, favorisées par la reprise aux États-Unis et la hausse du dollar, enregistrent de mois en mois de confortables surplus. Les milieux d'affaires ont retrouvé le sourire à Francfort et dans les autres centres industriels allemands, ce dont le chancelier devrait bénéficier largement à Stuttgart.

M. Helmut Kohl se présente devant le congrès en position de force. La crise qu'a traversée l'Allemagne fédérale en 1983, avec l'affaire du déploiement des euromissiles américains, est, pour le moment, oubliée. Malgré les manifestations pacifistes, la fermeté du gouvernement a payé, et le chancelier entend montrer aujourd'hui avec les syndicats de quelle trempe il est fait. Tout en appelant l'ensemble des partenaires sociaux à la sagesse, M. Helmut Kohl a réaffirmé, au cours des derniers jours, qu'il tenait les revendications sur la semaine de trente-cinq heures avec maintien du revenu pour une absurdité. Le gouvernement, qui a fait voter récemment par le Bundestag une loi sur la préretraite et qui préconise un assouplissement de la durée du travail modulé en fonction des différentes entreprises, devrait bénéficier, sur ce terrain encore, d'un large soutien du parti comme des deux autres formations de la coalition, les chrétiens-sociaux de Bavière et les libéraux.

Seuls certains syndicalistes démocrates-chrétiens critiquent la politique jugée un peu trop ouvertement antisyndicale du chancelier. Mais ils ont peu de chances de se faire entendre dans un congrès parfaitement organisé à l'avance par les amis du chancelier. Beaucoup plus que les divergences sur le projet de réforme de la fiscalité, ces critiques n'en marquent pas moins les limites de l'adhésion à la « *politique du milieu* » du gouvernement.

Petit à petit, sans grande révolution, le « changement », thème de la campagne électorale de l'année dernière, se précise, et pas non seulement sur le plan des relations avec les syndicats, avec cette rupture d'un consensus établi depuis la guerre par les gouvernements des deux bords.

Il y a d'abord eu les mesures d'austérité qui ont frappé aussi bien le système des bourses d'études que les allocation de maternité ou les aides aux handicapés. La réglementation du droit de manifestation doit être durcie, le statut des objecteurs de conscience l'a déjà été; le ministre de l'intérieur a renforcé son pouvoir sur les fonds distribués au cinéma allemand; et le groupe des femmes chrétiennes-démocrates au Bundestag se bat pour empêcher une réforme des conditions de remboursement de l'avortement. Le projet d'amnistie annoncé la semaine dernière par les dirigeants des trois partis de la coalition.,,, pour tous ceux qui ont profité indûment de déductions fiscales sur des dons versés aux partis politiques sous couvert d'organisations religieuses ou charitables, fait actuellement l'objet d'un mini-scandale.

Le chancelier n'a pourtant guère de soucis à se faire. L'opposition affaiblie, est encore incapable de présenter une solution de rechange claire. Les craintes suscitées dans l'opinion publique par tout ce qui pourrait menacer la reprise pèsent sur la capacité de mobilisation des syndicats, et on peut attendre du gouvernement qu'il réponde aux préoccupations de l'électorat dans le domaine écologique. Quant *aux critiques qui avaient été émises* contre le chancelier, notamment lors de l'affaire du général Kiessling, elles ont été vite étouffées par les sondages d'opinion.

Même le ministre-président de Bavière, M. Franz-Joseph Strauss, semble être gagné par l'état de grâce, au moins pour quelque temps, depuis le relatif échec de la CSU lors des élections municipales bavaroises de mars dernier.

HENRI DE BRESSON.

Pologne

Tractations pour une libération conditionnelle de onze dirigeants de l'opposition

Des tractations menées à Varsovie, par l'entremise d'un émissaire du secrétaire général de l'ONU, pour la libération de onze dirigeants connus de l'opposition sont dans une impasse, annonce l'agence France-Presse en citant des « sources sûres » à Varsovie.

Selon l'AFP, un envoyé de M. Perez de Cuellar, le Péruvien Emilio de Olivares, a séjourné secrètement dans la capitale polonaise du 30 avril au 5 mai : il aurait demandé aux onze détenus concernés (sept anciens dirigeants de Solidarité et quatre militants de l'ancien KOR (Comité de défense des ouvriers), avec l'accord du gouvernement polonais, d'accepter, en échange de leur libération immédiate, de partir pour six mois pour le pays de leur choix, accompagnés de leurs familles, et *aux frais de l'ONU, qui aurait également* « garanti » la possibilité pour eux de rentrer dans leur patrie.

Toujours selon l'AFP, les prisonniers — qui sont détenus sans jugement depuis plus de deux ans — ont rejeté cette offre, de même qu'ils avaient rejeté auparavant deux autres scénarios : le premier, qui avait la préférence des autorités de Varsovie, prévoyait un bref procès à huis clos au cours duquel les accusés auraient « avoué », tandis que leurs avocats auraient gardé le silence, en échange d'un verdict de « clémence » permettant une rapide libération.

Une autre solution envisagée comportait de la part des « onze » un engagement solennel à ne se livrer à aucune activité politique pendant deux ans et demi, en échange de quoi ils auraient été libérés le 22 juillet prochain (quarantième anniversaire du régime populaire) à l'occasion d'une amnistie qui aurait concerné l'ensemble des prisonniers politiques (472 selon les derniers chiffres officiels). Selon l'AFP, cette solution aurait eu la caution de l'épiscopat et du Vatican, à condition toutefois qu'elle soit approuvée unanimement par tous les intéressés.

Ces tractations auraient fait apparaître certaines divergences d'opinion, tant parmi les membres du KOR que parmi les sept anciens membres de la commission nationale de Solidarité. M. Adam Michnik aurait en particulier refusé de participer aux négociations, ne voulant entendre parler que d'une libération sans condition ou bien d'un véritable procès où les accusés plaideraient non coupables, tandis que trois autres détenus membres du KOR, MM. Kuron, Wujec et Romaszewski auraient, eux, pu rencontrer, pour discuter de ces offres, trois de leurs amis actuellement en liberté. La rencontre aurait eu lieu dans une résidence gouvernementale, près de Varsovie, celle-là même où M. Walesa avait été interné au début de l'état de guerre.

Parmi les sept dirigeants de Solidarité, contactés, eux, individuellement par d'anciens conseillers du syndicat, des divergences se seraient aussi fait jour, certains détenus — MM. Seweryn Jaworski, ancien représentant des aciéries de Varsovie, et Marian Jurczyk, ancien responsable du syndicat à Szczecin, — n'acceptant pas de négocier sans avoir reçu l'accord du principal dirigeant de la clandestinité, M. Zbigniew Bujak.

Il semble cependant qu'une solution ne soit pas définitivement exclue, certains détenus paraissant s'attendre à de nouvelles propositions, tandis que les autorités de Varsovie souhaitent vivement se débarrasser d'un problème qui entrave la reprise de leurs relations normales avec certains pays occidentaux, comme les États-Unis, et donc l'octroi de nouveaux crédits.

Le porte-parole du gouvernement a refusé, mardi 8 mai, de commenter les informations, mais, selon l'agence UPI, il a laissé entendre qu'une solution pourrait être trouvée à brève échéance. De son côté, M. Lech Walesa a déclaré depuis Gdansk : « *Nous savons que quelque chose a commencé à bouger* », et il a exprimé l'espoir que « *tous les prisonniers* » seraient bientôt libérés.

En attendant, le nombre de ces prisonniers continue à augmenter, pour dépasser le nombre de cinq cents. Le porte-parole officiel, M. Urban, a en effet annoncé que trente-neuf personnes avaient déjà été condamnées à des peines de prison ferme (de deux mois à un an) pour leur participation aux « contre-manifestations » du 1er mai, tandis que cent quinze restaient en instance de jugement et que plusieurs centaines de personnes avaient été condamnées à des amendes. Par contre, M. Urban a refusé de donner des indications sur les indications sur les interpellations faites à la suite des nouvelles manifestations du 3 mai.

UNESCO

Le conseil exécutif est dominé par la menace de retrait américain

La réunion du conseil exécutif de l'UNESCO s'ouvre ce mercredi 9 mai à Paris pour deux semaines. Elle sera dominée par la crise qu'a provoquée, au sein de l'organisation, la décision des Etats-Unis de s'en retirer le 31 décembre prochain si des améliorations importantes ne sont pas apportées, d'ici là, à son fonctionnement, et si sa politisation — que Washington juge excessive, et trop systématiquement défavorable aux démocraties occidentales — n'est pas sensiblement réduite.

Le conseil devra notamment examiner les conséquences qu'aurait pour les finances de l'Unesco le retrait américain. Les Etats-Unis fournissent en effet le quart du budget de l'organisation, et de nombreux programmes risquent donc d'être considérablement réduits ou supprimés. Cette perspective est d'autant plus préoccupante pour l'UNESCO que son directeur général, M. M'Bow, a reçu de la Grande-Bretagne une lettre dans laquelle celle-ci indique qu'elle reconsidérera également d'ici à la fin de l'année son appartenance à l'organisation si certaines réformes ne sont pas rapidement mises en œuvre.

Vingt-quatre pays occidentaux ont remis à M. M'Bow un mémorandum sur les changements qu'ils souhaitent. Une mission du Congrès américain a par ailleurs commencé, avec l'accord du directeur général, un examen de la gestion de l'UNESCO, *qui avait été vivement* critiquée par des parlementaires des Etats-Unis, s'agissant en particulier du budget et des procédures de choix du personnel.

Du côté français, on cherche à convaincre les Etats-Unis soit de revenir sur leur décision, soit au moins de l'ajourner d'un an, la Conférence générale de l'Unesco prévue pour l'automne 1985 étant seule habilitée à régler un certain nombre de questions en litige et à voter le budget. M. Cheysson, ministre des relations extérieures, a suggéré à M. M'Bow la constitution d'un comité restreint qui examinerait les difficultés actuelles et futures de l'organisation.

Yougoslavie

LA MORT INEXPLIQUÉE D'UN OPPOSANT SUSCITE DES REMOUS

(De notre correspondant.)

Belgrade. — La mort inexpliquée de Radomir Radovic, l'une des vingt-huit personnes arrêtées le 20 avril dernier alors qu'elles étaient réunies autour de M. Milovan Djilas, l'ancien collaborateur de Tito, suscite des remous à Belgrade. Dix-neuf intellectuels, parmi les plus éminents de la capitale yougoslave, ont adressé, le 8 mai, une pétition à M. Stane Dolanc, secrétaire (ministre) fédéral de l'intérieur, dans laquelle ils affirment que M. Radovic est mort « *de mort violente* ». Ils mettent en cause la police, réclament l'ouverture immédiate d'une enquête, le châtiment des coupables et la levée du secret qui entoure cette affaire — ou, à défaut, la démission du ministre de l'intérieur, qui est un dirigeant de premier plan.

Libéré le 21 avril, au lendemain de son arrestation, R. Radovic avait de nouveau été appréhendé le 22, pour subir plusieurs heures d'interrogatoire. Remis en liberté le 23, il disparaissait dans la soirée, sans laisser de traces. Il devait être retrouvé mort une semaine plus tard, dans la maison de campagne de sa tante, à une vingtaine de kilomètres de Belgrade (*le Monde* du 4 mai).

Selon son avocat, Me Knezevic, le rapport d'autopsie aurait tenté d'accréditer la thèse du suicide en faisant valoir que des produits insecticides avaient été découverts près du corps de R. Radovic, thèse qui est mise en doute par l'avocat et contestée par les parents et amis du disparu.

Pour les signataires de la pétition, R. Radovic est mort des suites des sévices infligés par la police pour tenter de lui extorquer des aveux. La police, ajoutent-ils, a également fait subir des sévices à au moins cinq autres intellectuels appréhendés le 20 avril. L'un d'eux avait même tenté de se donner la mort pendant son incarcération en s'ouvrant les veines avec les débris de verre de ses lunettes.

Parmi les signataires de la pétition figurent M. Dobrica Cosic, le plus grand écrivain serbe contemporain, et quatre autre membres de l'Académie des arts et des sciences, dont son secrétaire, M. Antonije Isakovic, et le peintre Mica Popovic ainsi que le général Gojko Nikolis, chef des services sanitaires de l'armée de Tito pendant la guerre, décoré de l'ordre du Héros national, la plus haute distinction yougoslave, plusieurs professeurs de l'université de Belgrade et d'autres intellectuels connus.

PAUL YANKOVITCH.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Ile, PARIS-4e
Tél : 326-51-09

Où le soleil est-il si bien, qu'il en oublie de se coucher ?
En Finlande, naturellement !
Partez en voiture !
La Finlande, pays des lacs et des îlots vous offre tous les plaisirs d'une nature authentique : chalet et barque au bord de l'eau, pêche, randonnées, voile, camping...
Et pour les amateurs de terres vierges, d'horizons lointains : la Laponie, avec tout l'exotisme du Grand Nord.
En voiture, vous atteindrez la Finlande, en vous embarquant soit à Travemünde, près de Hambourg, soit à Stockholm**, à bord de luxueux paquebots-ferries qui vous feront goûter aux plaisirs d'une mini-croisière - aux prix profondément doux !*
Un conseil pour les amateurs de Laponie : les trains autos-couchettes finlandais mettent Le Cercle Polaire à une nuit de sommeil d'Helsinki.
* FINNJET LINE, Travemünde-Helsinki, 3 fois par semaine.
** SILJA LINE ET VIKING LINE, Stockholm-Turku ou Helsinki, quotidiennement.
Pour recevoir une documentation complète, retournez le coupon-réponse à :
Office National du Tourisme de Finlande 13, rue Auber-75009 PARIS Tél. : 742.65.52
L.M.
Nom :
Adresse :
Finlande naturellement vôtre
Grenier/Bidault

MAGAZINE HEBDO
1981. Le candidat Mitterrand déclare : "j'ai horreur de la bureaucratie."
1984. Depuis 3 ans, 200 000 fonctionnaires ont été recrutés.
Leur bilan en 100 mots-clés.
N° 1 cette semaine.

MAGAZINE HEBDO
1981. Le gouvernement veut relancer les PME et PMI.
1984. Plus de 20 000 faillites sont enregistrées chaque année.
Leur bilan en 100 mots-clés.
N° 1 cette semaine.

REGLEMENT DE COMPTES A SILICON CORRAL : DAVID APPLE CONTRE GOLIATH I.B.M.
Le magazine de tous les écrans, les aventures de l'image.
Chez votre marchand de journaux.
VOIR

LA LIBERTÉ EN POCHE

DINERS CLUB INTERNATIONAL®

3641 123456 7890

PIERRE BERTRAND

Agir, voyager, rencontrer, choisir, entreprendre... Le Diners Club est le sésame qui ouvre la porte sur les nouvelles libertés de l'homme moderne. De ces libertés qui se conquièrent et se partagent entre pairs, au sein d'un même club.

Le Diners Club, c'est d'abord sa carte - moyen universel de paiement - et son réseau. 25 000 établissements de choix en France, 550 000 dans le monde. Tous réservent au porteur de la carte Diners un accueil privilégié. Hôtels, restaurants, magasins, agences de voyages et de location offrent à chaque membre du Diners les mêmes garanties de qualité et d'efficacité, de simplicité et de sécurité. Avec sa carte pour seul bagage, l'homme moderne parcourt le monde du Diners, libre de tout souci, de toute contrainte. Si la carte est utilisée en grande majorité à titre individuel, 40 000 sociétés françaises l'ont également retenue pour faciliter la vie de leurs cadres en déplacement.

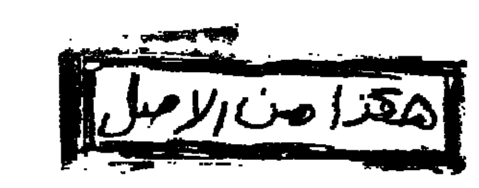
La liberté, le Diners Club la cultive également avec Diners Voyages et ses 45 points de vente en France. Diners Voyages organise sur un simple coup de fil l'ensemble des déplacements, à titre privé ou professionnel, des membres des sociétés adhérentes.

Liberté encore, avec Diners Assurances, société de courtage et de conseil qui conçoit pour ses clients des contrats spécifiques et leur fait bénéficier gracieusement d'une assurance voyage-accident.

Liberté enfin... celle de rêver et de se détendre avec la revue "Signature" éditée par le groupe Diners Club. Conçue spécialement pour les loisirs de l'homme d'affaires, "Signature" lui offre tant les informations qu'il recherche que des grands reportages qui lui donneront envie de s'évader. Une carte, une agence de voyages, une société d'assurances, un magazine de détente... Le Diners fédère sous sa coupe les quatre services-clef de l'homme moderne. Avec le Diners Club, mettez la liberté dans votre poche.

DINERS CLUB INTERNATIONAL:

18-20, rue François 1er - 75008 Paris - Tél.: (1) 723.78.05



هكذا من الاصل

Le Monde

politique

LE DÉBAT, A GAUCHE, SUR LA RIGUEUR ET L'AUSTÉRITÉ

M. Fiterman ne voit pas la rupture « à chaque détour de la conversation »

M. Charles Fiterman, ministre des transports, a déclaré, mercredi 9 mai, sur Europe 1, à propos des choix budgétaires, qu'il agira *« pour faire en sorte que la politique des transports puisse se développer selon les orientations qui ont été définies depuis 1981 »*.

« Je suis très heureux,** a-t-il dit, **qu'aussi bien le président de la République que le premier ministre aient confirmé qu'aucune décision n'était encore prise** [en matière budgétaire]. **Ce sont des questions qui sont, actuellement, en discussion, qui n'ont fait l'objet d'aucun arbitrage (...). Il y a bien mieux à faire, en ce moment, alors que l'on est, à peu près, à un mois des élections européennes, que de se lancer dans des polémiques sur cette question. »

M. Fiterman a souligné qu'il respecte les objectifs fixés par le président de la République (la réduction des prélèvements obligatoires), mais qu' *« il y a discussion »* sur les *« moyens »* d'atteindre ces objectifs. L'augmentation des prélèvements obligatoires, ces dernières années, n'a pas été liée aux dépenses de fonctionnement de l'Etat, a observé le ministre des transports, mais au soutien à l'activité économique et à l'aide sociale, pour les chômeurs principalement. *« Si on doit avoir pour objectif le rétablissement des équilibres financiers (...), ce qu'on appelle, en bref, la rigueur (...),* [on ne peut] *ignorer, par exemple, l'activité économique et l'emploi (...). On ne peut pas, non plus, perdre de vue, parce que nous sommes le gouvernement de la gauche, la mise en œuvre progressive d'un certain nombre de réformes qui ont été voulues par le pays et qui, en définitive, conduiront à des économies, à l'assainissement, au renforcement de notre appareil productif. »*

Le ministre des transports a défendu, notamment, le projet de TGV atlantique et le développement des transports urbains.

Interrogé sur la situation au sein de la majorité, M. Fiterman a affirmé qu'il ne *« voit »* pas *« la rupture à chaque détour de la conversation »* et qu'il *« parie sur la poursuite, jusqu'à la fin de la législature, de l'œuvre engagée en 1981 »*.

Mme Lienemann (PS) : *la discussion sur la réduction du temps de travail est urgente*

Les « néo-rocardiens » constatent que la politique du gouvernement a changé. Mais, à l'inverse des amis de M. Jean-Pierre Chevènement, ceux de M. Alain Richard (député du Val-d'Oise) et de Mme Marie-Noëlle Lienemann, membres du bureau exécutif, pensent que la continuation de la politique mise en œuvre depuis mars 1983 est la clé de la réussite. Mme Lienemann, candidate sur la liste socialiste aux élections européennes, explique ici le sens du *« parler vrai »* que souhaitent ses amis.

« Tout en soutenant le plan acier du gouvernement et en reconnaissant que la concertation avec les syndicats avait joué, vous avez exprimé des réserves sur la « méthode politique ». *Quelles leçons pour l'avenir tirez-vous des difficultés qui ont entouré l'annonce du plan acier pour la Lorraine ?*

– La modernisation ne se limite pas à la seule sidérurgie, mais va toucher des grands secteurs : l'automobile, probablement la chimie, avec sans doute, en termes de réduction d'emplois, la même ampleur. Toutes les zones concernées par l'automobile – la vallée de la Seine, la zone de Montbéliard (avec Peugeot), qui est peu robotisée – peuvent être considérées comme extrêmement sensibles.

» Dans ces zones, qui ne sont pas encore des pôles de conversion, il est indispensable de mettre en route la logique des « bassins d'emplois » et d'engager des négociations globales sur les incidences de la modernisation et les possibilités de la relance industrielle.

» En outre, la question de la modernisation ne se pose pas que pour ces grandes branches. Dans nombre de PME et de PMI, la robotisation, l'arrivée des nouvelles technologies, vont poser des problèmes d'adaptation des travailleurs à leur travail, et aussi de chômage. Il est de la première urgence, pour le PS, de remettre à l'ordre du jour le thème de la réduction du temps de travail : même avec une relance économique et une croissance un peu renforcée, nous n'éviterons pas un nombre massif de chômeurs.

» Enfin, la question de la modernisation de notre outil de production ne doit pas cacher la nécessité d'autres évolutions sociales complémentaires, qui sont des évolutions nécessaires, par exemple, en termes de formation.

» Il faut, non seulement dire tôt la vérité aux travailleurs, mais aussi les associer, le plus en amont possible, et à tous les échelons possibles.

– *Est-il possible de* « parler vrai » *sur le plan économique tout en ayant un discours mobilisateur ?*

– Le parler vrai en matière économique, la lucidité nous paraissent la condition d'une mobilisation des Français pour réussir les mutations qui s'engagent. Mais la rigueur ne constitue pas à elle seule une politique. La rigueur, c'est un choix de méthode qui assure une meilleure participation de l'ensemble des citoyens, dans la mesure où chacun sait les problèmes et les contraintes. Mais la rigueur doit être incluse dans un projet plus vaste de transformation de la société. Ce projet, que nous appelons le projet autogestionnaire, nous le pensons compatible avec ces mutations.

» Finalement, la grande question est de savoir quelle société va naître de tous ces bouleversements. Est-ce qu'elle va naître plus juste, donnant davantage de chances à chacun, davantage de sens de l'initiative et de la responsabilité, voilà l'enjeu. Construire cette société-là est mobilisateur.

» Pour réaliser cette mobilisation, il faut ne pas nous enfermer nous-mêmes dans notre petit cocon, dans nos partis politiques, mais réengager avec les forces sociales un vrai dialogue sur les transformations que nous pouvons engager.

» Plusieurs sont envisageables et compatibles avec les exigences annoncées par le président de la République. Premier enjeu : la réduction du temps de travail, avec partage des revenus et du temps de travail. Deuxième enjeu : serons-nous capables, à travers l'effort de rigueur que suppose la baisse de 1 % des prélèvements obligatoires, de mettre à plat le système de protection sociale, avec ce qu'il comporte de dysfonctionnements et d'injustices ? Serons-nous capables de faire que l'État soit moins présent, et qu'en même temps les mécanismes de solidarité soient plus justes ?

Troisième grand enjeu : le président parle de la modernisation de notre appareil de production, ce qui nécessite des créations d'entreprises. Sommes-nous, globalement, capables de promouvoir une société où l'initiative ne soit pas l'apanage d'un petit nombre, comme le voudrait le CNPF, mais bien quelque chose de collectif, une société où devenir entreprenant serait le mot d'ordre de chacun ? »

Propos recueillis par
JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Propos et débats

M. Jobert : le bonheur d'être français

« A cette heure où les débats franco-français *se développent avec une belle ardeur, attisés par les erreurs et les difficultés de la gestion socialiste des trois dernières années, ne faut-il pas les situer à leur place – toute relative ? »*, écrit M. Michel Jobert, dans le dernier numéro de sa *Lettre*. *« N'attachons pas trop d'importance à ces péripéties,* estime l'ancien ministre. *Le bonheur d'être Français est trop évident pour que,* par maladresse ou avec intention, *les uns ou les autres réussissent à le menacer. Car si cela était, ils seraient balayés par un peuple qui d'instinct sait, dans l'épreuve, mieux que quiconque les bonheurs qu'il abrite. »*

Mme Veil : l'Europe de la raison

La vision de l'Europe a évolué, affirme Mme Simone Veil, tête de liste de l'opposition, dans un entretien accordé au *Figaro* : *« On a vécu pendant plusieurs décennies avec une vision essentiellement affective de l'Europe. Pour les générations d'après-guerre et même de la guerre, l'Europe revêtait d'abord un aspect sentimental : celui de la réconciliation. A ce message de la réconciliation s'ajoutait le besoin des Européens de s'unir face à l'hégémonie soviétique. La réconciliation est maintenant chose acquise, notamment pour les jeunes. Par rapport à la première élection de 1979, l'opinion publique a évolué. Elle est peut-être moins sensible à l' « Europe du cœur ». En revanche, je crois qu'elle est, en 1984, beaucoup plus avertie qu'en 1979 des motifs rationnels qui rendent nécessaire l'union des nations européennes. « L'Europe de la raison » a progressé. »*

L'ancien ministre de la santé indique, d'autre part, que l'un des principaux objectifs de sa campagne *« consistera à montrer que les socialistes essaient de transférer au niveau européen les mesures qui ont été si néfastes à la France depuis 1981, en espérant qu'elles passeront mieux au niveau européen. Ce qui n'est pas vrai, car l'Europe ne vit pas isolée du monde, elle ne peut pas se replier sur elle-même et vivre en dehors de la concurrence internationale. »*

STAGES
HUBERT LE FÉAL:
DÉPASSER
LE TRAC,
S'AFFIRMER
DANS LA
PAROLE.
*
documentation
sans engagement
☎ 387 25 00

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
LA SÉLECTION
SCOLAIRE
Envoyer 30 F (timbres à 1 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 110 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Reporters
Dominique
JAMET
A chacun
SON COUP
D'ETAT
Editions
du Quotidien
20 ans après
« le Coup d'Etat
permanent »
de
François
Mitterrand
Dominique Jamet :
« A chacun son coup d'Etat »
Un polémiste de choc « Paris-Match ». *Du brio et du talent, une réponse virulente à Mitterrand* « le Figaro Madame ». *Un sens féroce de l'humour* « Ouest-France ». *Un bon cru, franc, vif et généreux, du vitriol qui décape et brûle au juste endroit* « le Point ». *Un boomerang plein d'alacrité et de formules* « France-Soir ».
Editions du « Quotidien ». Distribution Hachette : 50 F

Point de vue

Union de la gauche ou union de la France ?

par JEAN-MICHEL BAYLET (*)

CLARIFIER aujourd'hui le débat politique, ce n'est pas seulement vérifier que le Parti communiste est bien encore dans la majorité institutionnelle. C'est aussi s'assurer que la politique conduite par le gouvernement d'union de la gauche est bien celle qui convient à l'état de la France.

Jusqu'en juin 1982, cette politique n'a pas été suffisamment réaliste. La tentative de relance par la consommation engagée en 1981 négligeait les données objectives de la situation économique nationale et internationale. Les nationalisations à 100 % ou certains aspects de la loi Quilliot relevaient d'une vision trop idéologique de la réalité économique et sociale. Les modalités de la décentralisation manifestaient une confiance excessive dans le pouvoir de la loi de peser sur cette réalité.

Depuis bientôt deux ans, au contraire, la politique gouvernementale ne paraît pas suffisamment imaginative. Une plus grande rigueur dans la gestion était, certes, indispensable, mais l'équilibre à tout prix ne peut être à lui seul un gage d'efficacité économique. Le ralentissement de l'inflation et la réduction relative des déficits extérieurs ne sauraient compenser la faiblesse persistante de l'épargne et de l'investissement, l'aggravation inquiétante du chômage et l'alourdissement de la dette publique. Le risque de récession ne peut plus être ignoré.

Excès du changement pour le changement, insuffisances de la rigueur pour la rigueur : il ne semble pas jusqu'ici que l'union de la gauche ait pris l'exacte mesure des transformations économiques, sociales et culturelles qui doivent préparer la France du vingt et unième siècle.

***

Ces transformations ont commencé ; la France moderne n'est plus celle du Front populaire. Ne l'ayant pas toujours compris, socialistes et communistes ont, en 1981, recherché dans une idéologie obsolète les voies et les moyens de leur action politique. Dans leur majorité, les Français avaient voté pour le renouveau et non pour la rupture ; on leur proposait cependant l'affrontement de classes, la mythologie de la classe ouvrière, l'opposition des travailleurs et de l'entreprise. Complaisante à cette logique, la droite, appuyée sur les corporatismes et les insatisfactions catégorielles, jouait déjà son intérêt partisan contre l'intérêt national. La fascination exercée sur une partie de la gauche française par les analyses marxistes a conduit à l'aggravation des divisions sociales, alors que l'impératif de redressement économique exigeait la plus large union des Français.

Désavouées par les faits, ces analyses continuent pourtant à imprégner les discours et les comportements des partis qui devraient soutenir la mise en œuvre d'une politique économique nouvelle fondée sur une tout autre logique. A présent reconvertie dans la gestion, la gauche socialiste et communiste y est naturellement réticente et ne parvient pas à dépasser la rigueur pour mobiliser le pays autour d'une ambition renouvelée.

***

Une réelle clarification politique doit prendre appui sur une analyse actualisée de la société française contemporaine. La configuration des classes sociales a changé. La classe ouvrière a perdu une bonne partie de ses effectifs en raison de la régression économique des secteurs industriels traditionnels. Les formes modernes de l'entreprise remettent en cause le schéma classique de l'exploitation des travailleurs. La croissance du secteur tertiaire modifie l'équilibre d'ensemble des relations sociales.

Les rapports de pouvoir ne sont plus essentiellement confinés dans le domaine économique, mais s'exercent de façon croissante dans le champ culturel.

Les valeurs de la gauche moderne doivent être redéfinies à la lumière de cette vaste évolution. Il ne faut pas craindre d'abandonner à l'histoire quelques-uns des thèmes qui furent autrefois porteurs de progrès et de recherche de nouveaux moyens de maîtriser l'avenir : la révérence devant les institutions syndicales doit faire place à des formes nouvelles d'action syndicale, la prééminence quasi morale du service public doit s'accompagner d'une réflexion sur l'objectif d'efficacité dans l'intérêt général, la communication trop longtemps protégée doit être déverrouillée. De façon générale, il faut trouver un nouvel équilibre entre liberté et responsabilité.

Par cette démarche difficile, la gauche retrouverait ses véritables origines, sa plus grande tradition, qui est de constamment redéfinir la liberté à la lumière de l'évolution sociale. Qu'ils soient étiquetés « de gauche » ou « de droite », les conservatismes n'appartiennent jamais à cette tradition.

***

Pour la France de cette fin du vingtième siècle, une gauche moderne, inventive, confiante dans ses valeurs renaissantes, a le devoir de proposer un vaste projet de libération économique.

Le siècle écoulé fut celui des conquêtes de la démocratie politique. Le siècle à venir permettra aux citoyens de conquérir et maîtriser l'économie. D'ores et déjà, il faut donc ouvrir le plus largement possible les portes de l'engagement économique, en favorisant toutes les opportunités de créations d'entreprises, par les jeunes, par les salariés, par tous ceux qui sont porteurs d'un projet, en réduisant les contraintes administratives, en allégeant le fardeau fiscal ou social, en multipliant les formes juridiques d'entreprises, de manière que chaque initiative puisse être concrétisée.

L'initiative économique ne peut être seulement l'alibi chétif d'une politique globalement conservatoire ; elle doit être l'élément central d'une stratégie d'accompagnement des mutations technologiques qui, précisément, créent les conditions de la libération des forces productives. Mais, ces mutations provoquant inévitablement de graves traumatismes sociaux et régionaux, la gauche devra inventer et garantir les conditions de leur maîtrise sociale : par la réduction du temps de travail, par l'alternance des périodes d'emploi-production et d'emploi-formation, par l'organisation systématique de la concertation entre tous les acteurs de la vie économique et sociale, par la relance et le développement de la politique contractuelle.

***

Renouveau de la théorie politique et du programme d'action, telle serait la véritable clarification.

Elle devrait évidemment être accompagnée des deux ajustements stratégiques qu'elle implique.

Le premier impératif est le rééquilibrage de la gauche : l'obligation de solidarité faite au Parti communiste n'est crédible que si la majorité dispose d'une alternative en la forme d'une aile réformiste et humaniste, c'est-à-dire d'un puissant centre gauche susceptible de provoquer d'autres regroupements. C'est à cette tâche que les radicaux de gauche travaillent à l'occasion des élections européennes.

Le deuxième impératif, c'est de retrouver la confiance du pays après celle – peu significative en raison du contexte – de l'Assemblée nationale. Pour cela, l'action gouvernementale doit être conduite par ceux qui manifestent très clairement leur volonté de préférer à la guerre civile idéologique l'union des Français que le président de la République a appelée de ses vœux.

Appuyés sur la plus ancienne tradition de la gauche, les radicaux font ce choix pour l'avenir de la France.

(*) Président du Mouvement des radicaux de gauche.

M. Le Pen prêche la résistance et l'Evangile

De notre envoyé spécial

Dijon. – Jour férié ou pas, M. Jean-Marie Le Pen ne chôme guère. Le président du Front national était mardi après-midi 8 mai à Dijon, où plus d'un millier de personnes étaient venues l'écouter au forum du Palais des congrès dont l'entrée coûtait pour la circonstance 20 francs, conformément à une pratique instituée pour dissuader les contradicteurs potentiels tout en assurant des rentrées de fonds.

Célébrant tout à la fois Dien-Bien-Phu et l'anniversaire de la victoire de 1945, l'ancien parachutiste a expliqué à son auditoire que s'il se démène autant, c'est parce qu'il y a grand péril en la demeure de France.

Ce danger vient d'abord, bien entendu, des communistes : *« Le 8 mai,* dit M. Le Pen, *ne saurait être réduit à une victoire sur le nazisme. N'oubliez pas que le totalitarisme soviétique, qui fut l'allié du totalitarisme national-socialiste au début de la guerre de 1939 à 1941, est sorti renforcé du conflit mondial (...). Les SS-20 sont les seuls SS qui soient aujourd'hui dangereux pour la France. Les morts de la seconde guerre n'appartiennent à personne. La gauche a pris l'habitude de faire voter les morts, mais il ne faut pas qu'elle prenne celle de les faire manifester à ses côtés, elle n'en a pas le droit. »* Et le *« péril rouge »* est d'autant plus grand ajoute M. Le Pen, que l'URSS met en œuvre actuellement, de l'Afghanistan à l'Afrique, une *« offensive stratégique qui vise à couper le ravitaillement de l'Europe en matières premières et en énergie ».*

Il va de soi que les quatre membres communistes du gouvernement et les syndicats *« révolutionnaires »* participent activement à cette stratégie afin de *« serrer le pays dans le garrot »*. Le président du Front national assure que *« ce qu'est en train de faire M. Le Pors dans les PTT, M. Fiterman est en train de le parfaire au ministère des transports »*, alors que *« dans le même temps tous les médias, et d'abord le principal d'entre eux, le ministère de l'éducation nationale, désarment les cœurs et les âmes, distillent dans les esprits le pacifisme et la religion marxiste »*. Bref *« c'est une guerre en cours »*.

Sans compter que les socialistes, qui font, selon lui, le lit du totalitarisme communiste, recèlent dans leurs rangs un autre danger potentiel en la personne de M. Jean-Pierre Chevènement, représentant au sein du PS de la *« tentation autoritaire et nationaliste »*.

Puis il y a la *« sixième colonne »* – à moins que ce ne soit la septième, car on s'y perd un peu, – celle en tout cas que forment *« les six millions d'étrangers qui font peser d'ores et déjà sur notre pays et sur sa sécurité un danger mortel. Que vienne un mot d'ordre de l'étranger, que Kadhafi ou Khomeiny déclenche contre notre pays la guerre sainte, que l'intégrisme musulman ou l'islamisme révolutionnaire nous déclare la guerre pour une raison ou une autre, et les ghettos d'immigrés volontairement constitués se retourneront contre nous »*, prédit M. Le Pen. Si le Front national accédait au pouvoir, il prendrait en tout cas une première précaution en abrogeant les dispositions de la loi de 1972, qui prévoient l'attribution automatique de la nationalité française aux immigrés de la deuxième génération.

Comment faire reculer cette *« menace étrangère »* ? M. Le Pen prêche l'union de ces *« bons Français »* dont on exaltait naguère le civisme à l'école : *« Il faut réconcilier les Français. Si nous sommes unis, nous serons invincibles. Souvenons-nous que nous sommes les usufruitiers de ce magnifique patrimoine national qui nous est donné en cadeau dès que nous sortons du ventre de notre mère. »* Il prêche aussi la fraternité biblique : *« Il faut commencer, dans le fond, par suivre le précepte évangélique qui consiste à nous aimer d'abord les uns les autres. »* D'ailleurs, la liste européenne de M. Le Pen, qui sera rendue publique le dimanche 13 mai, sera œcuménique : *« Il y aura un Français musulman, un Français d'origine européenne naturalisé »* et même – pour couper court aux accusations d'antisémitisme, – *« il y aura un juif »*. Si, si, il l'a dit !

ALAIN ROLLAT.

Le Monde

société

RÉSISTANCE ET COLLABORATION SUR TF 1

Les choix du passé

« Ni un débat ni un règlement de comptes », avait d'emblée fait savoir Anne Sinclair. *En serait-on* enfin arrivé aujourd'hui à la possibilité d'une simple et sérieuse réflexion sur ce que furent la résistance et la collaboration ? *Au bout de quarante ans*, ce serait assurément une bonne chose. Mais en ce jour anniversaire de la capitulation allemande du 8 mai 1945, la réflexion était bien difficile, comme empoisonnée par ces remous que continue de susciter l'affaire Barbie avec ses miasmes, ses rebondissements artificiels sur les circonstances *de l'arrestation de* Jean Moulin, ses révélations qui n'en sont pas et qui deviennent des feuilletons surabondants. On n'y fit certes que des allusions. Pourtant, *comment ne pas relever* que si cette « Édition spéciale » de TF 1, mardi, fut sans doute écoutée, c'est parce que chacun en attendait plus ou moins un *peu de scandale*.

Il est vrai, comme l'a dit Jacques Chaban-Delmas, *qu'« une nouvelle génération a aujourd'hui envie de savoir et peut-être même de se passionner »*. Qui peut l'éclairer sinon ces rescapés qui furent d'un camp ou de l'autre ? Résistants, Jacques Chaban-Delmas et Lucie Aubrac le furent avec des idées politiques assurément différentes, mais qui en la circonstance ne pouvaient les séparer, encore moins les opposer.

Collaborateur, Lucien Combelle, qui dirigea pendant l'Occu*pation le journal Révolution nationale* le fut tout aussi totalement. Il croyait, lui, que l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste pouvaient seules sauver l'Europe en *perdition des années* 30. Il est aujourd'hui bien revenu de cet engagement qui lui valut la prison après la Libération. Il a invoqué le romantisme, un mot *récusé* vertement *par les deux* anciens résistants bien qu'il ait admis éprouver maintenant quasiment une honte.

Du moins on pouvait cette fois *en finir avec la méchante théorie* selon laquelle les choix de 1940 n'auraient été qu'affaire de hasard, que le collaborateur aurait pu être aussi bien résistant alors *que* le résistant *aurait pu* tomber dans la collaboration. L'idée fut à la mode dans les années 60. Lucien Combelle s'est bien gardé de la soutenir. Son remords *c'est de ne pas* avoir été sceptique.

Voulait-il signifier qu'il regrettait de ne pas avoir choisi le camp de la masse de ceux qui attendaient dans l'indifférence et la passivité à l'égard des extrêmes et de leurs dangers res*pectifs* ?

Anne Sinclair a su bien questionner les uns et les autres. Une guerre civile ce temps de l'occupation ? C'est le sentiment, la conviction d'Henri Amouroux qui aurait eu l'âge de s'en mêler *mais s'en garda. L'auteur de l'Histoire des Français sous l'Occupation* pour raison de neutralité renverrait-il dos à dos chacun des deux camps ? Il *s'est contenté de dire qu'il* y eut de part et d'autre des honnêtes gens et des salauds.

L'affaire Hardy

Du coup on revenait aux querelles du jour, aux affaires de trahison, à ces accusations récemment portées contre des *hommes qui auraient délibérément* trahi Jean Moulin, au dernier livre de René Hardy qui fut accusé de cette trahison, acquitté à deux reprises mais qui *aujourd'hui*, à soixante-treize ans, malade, remonte au créneau non pour accuser précisément tel ou tel autre de ses anciens compagnons, mais pour entretenir *malgré tout le soupçon en* écrivant : *« Tout, je le souligne, est obscur et donc possible »*. Et c'est ainsi qu'il place dans ce possible, l'hypothèse d'une trahison de Raymond Aubrac, le mari de Lucie Aubrac précisément qui, du coup, a rétorqué qu'elle avait aujourd'hui la preuve de la trahison de Hardy.

Des éclats de quelques secondes sur lesquels nous *reviendrons même si* Jacques Chaban-Delmas avec hauteur proclame : *« Nous n'avons à nous justifier de quoi que ce soit. Ceux qui portent de telles accusations reculent les limites de l'ignominie et je les ignore. »*

L'ennui c'est que ceux-là réussissent très bien à ne pas être ignorés et que le scandale fait toujours recette comme si l'on s'en amusait. Pourtant, auraient-ils été résistants ou collaborateurs, ces lycéens d'une terminale du lycée Voltaire à Paris ? L'un d'eux dit seulement : *« Quand on a fait un choix on en est responsable. »* Mais c'est encore à Barbie qu'il pensait. Décidément, Diderot avait bien raison de se lamenter : *« Quelle tâche que celle d'un auteur chez un peuple qui se soucie fort peu qu'on l'instruise mais veut sur toute chose être amusé même dans les matières les plus sérieuses, les plus importantes. »*

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

EN BREF

Deux mille personnes devront quitter l'îlot Chalon

Une vingtaine de personnes ont été interpellées, mardi 8 mai, dans les ruelles de l'îlot Chalon, près de la gare de Lyon, à Paris, au cours d'une nouvelle opération de police. Peu après les revendeurs de drogue, en majorité africains, et leur clientèle reprenaient leurs échanges. Interrogé le même jour à Antenne 2, M. Jean Tiberi, premier adjoint de M. Jacques Chirac, maire de Paris, a affirmé que les travaux de rénovation du quartier allaient commencer *« dans les jours qui viennent »*, qu'ils dureraient *« cinq à six ans »* et qu'ils auraient pour conséquence le départ de la moitié de la population, soit 2 000 personnes environ.

Lockheed versera 666 653 dollars à une victime rescapée d'un accident d'avion

Magali Maupoint, dix ans, d'origine sud-vietnamienne, adoptée par une famille française et rescapée de l'accident d'un avion Lockheed de l'armée américaine, survenu en 1975, au moment de l'évacuation de Saïgon, vient d'obtenir, après un jugement de la Cour fédérale de Washington, 666 653 dollars (environ 5 533 200 F) de dommages et intérêts. Les cent cinquante enfants rescapés de l'accident, présentant tous des dysfonctionnements du cerveau, plusieurs parents adoptifs avaient poursuivi en « dommages et intérêts » la Lockheed Aircraft Corporation et le gouvernement américain (*le Monde* daté 1er et 2 avril). Cinquante-quatre enfants, adoptés par des familles américaines, ont déjà obtenu un règlement avec la société Lockheed leur attribuant à chacun 300 000 dollars. Mais soixante-deux familles françaises, qui n'avaient bénéficié d'aucun dédommagement, ont porté plainte et sont dans l'attente d'un jugement.

La terre tremble encore en Italie

De nombreuses « répliques » continuent à faire trembler la terre dans la région d'Italie centrale où s'est produit le séisme du 7 mai. Selon les calculs du Centre sismologique euroméditerranéen de Strasbourg, la magnitude de la secousse principale, survenue à 19 h 49, était de 5,8. Les dégâts sont considérables, notamment à San-Donato-Val-di-Comino, à Frosinone, à l'Aquila, à Isernia, à Atina, à Alfadena, à Campobasso, à Venafro et dans les villages environnants. On compte plusieurs milliers de sans-abri.

Dans le même temps, des répliques assez faibles sont toujours ressenties dans la région d'Assise, de Pérouse et de Gubbio, secouée par le séisme du 29 avril.

● *Transfert retardé pour Normale-Sup à Lyon.* – Plusieurs fois annoncé et reporté, le tranfert dans le quartier de Gerland à Lyon des sections scientifiques des Écoles normales supérieures (ENS) de Saint-Cloud, Fontenay et Cachan avait été décidé en 1979. Prévue pour la rentrée 1985, l'ouverture de cette école va être retardée. Selon le président du conseil régional Rhône-Alpes, M. Charles Béraudier, le ministre de l'éducation nationale lui aurait annoncé qu'une réduction des crédits en 1984 allait entraîner un report de la fin des travaux de plusieurs mois. Cette information n'a pas provoqué de réactions de la part des conseillers régionaux.

● *Un enfant enlevé dans la forêt de Sénart.* – Rodolphe Vadé, huit ans, disparu dimanche 6 mai, dans la soirée, en lisière de la forêt de Sénart, à Tigery (Essonne), aurait été victime d'un rapt, selon les enquêteurs. L'enfant, accompagné de ses parents pour une promenade dominicale en forêt, s'était éloigné seul au moment du départ pour jouer à l'auto-stoppeur au bord de la route.

LES ANTI-ABOLITIONNISTES NE RENONCENT PAS

Deux propositions de loi pour le rétablissement de la peine de mort

Les partisans de la peine de mort ne lâchent pas prise. Deux propositions de loi demandant son rétablissement ont été officiellement enregistrées au Sénat ces dernières semaines. La première est signée de M. Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères, et de vingt-six de ses collègues appartenant, pour la plupart, au groupe de la Gauche démocratique ou des Républicains indépendants. Cette proposition demande le rétablissement de la peine de mort pour les meurtres de mineurs.

La seconde proposition émane de M. Charles Pasqua et de vingt-six autres sénateurs, membres, pour la plupart, du groupe RPR ou apparentés. Elle vise à rétablir la peine capitale dans des cas beaucoup plus nombreux : meurtres de policier et de magistrat, infanticide, viol d'un enfant, meurtre d'une personne âgée, assassinat d'un otage, etc. A la pointe de ce combat, l'ancien ministre de l'intérieur, M. Christian Bonnet (RI), est signataire des deux propositions, comme le sont MM. Jean Bénard (RI) et Paul Masson (RPR).

Depuis que M. Robert Badinter, garde des sceaux, a fait approuver l'abolition de la peine capitale par une majorité de sénateurs, c'est la première fois que des parlementaires demandent officiellement son rétablissement.

L'éventualité d'un retour au Parlement d'une majorité de députés et de sénateurs favorables à la peine de mort n'est pas à écarter. Pour y parer, le gouvernement français a signé le 28 avril 1983 un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme déclarant que *« la peine de mort est abolie »*. S'il était ratifié par le Parlement, cet accord, qui a la valeur d'un engagement international, interdirait à une majorité de droite de rétablir la peine capitale par une simple loi, sauf à dénoncer cet accord, qui constitue un solide verrou (*le Monde* du 29 avril 1983).

Jusqu'à présent, le gouvernement de M. Pierre Mauroy a renoncé à engager ce débat au Parlement, en dépit de l'engagement de M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, de *« ratifier désormais dans les meilleurs délais »* les accords internationaux conclus par la France (communiqué du conseil des ministres du 1er février).

Si un an après cela n'est toujours pas fait, c'est que, explique-t-on officieusement, l'ouverture d'un tel débat ferait resurgir la querelle de la *« supranationalité »*. Au moment où le protocole additionnel a été signé, M. Michel Debré et d'autres l'avaient dénoncé comme une tentative fomentée à Strasbourg, siège du Conseil de l'Europe, pour lier définitivement les mains du Parlement français. Officiellement, on souligne au ministère des affaires européennes que la ratification est *« toujours à l'étude »*, mais qu'il s'agit d'une *« question délicate »* qui nécessite *« beaucoup de précautions »*. Apparemment, le gouvernement hésite à affronter les anti-abolitionnistes convaincus comme MM. François-Poncet et Pasqua.

B. L. G.



LE COMMISSAIRE PELLEGRINI DÉTACHÉ A LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Du terrorisme à la banque

A défaut d'avoir pu s'imposer en matière de lutte contre le terrorisme, la « cellule élyséenne » atteindra-t-elle par ricochet le *« gang des postiches »*, ces *malfaiteurs* qui, depuis quelques mois, multiplient les hold-up sans bavures d'agences bancaires ? En tout cas, sa courte expérience n'aura pas été perdue pour tout le monde : M. Charles Pellegrini, commissaire *divisionnaire qui y fut chargé*, de l'été 1982 à l'été 1983, de la coordination avec la DGSE (contre-espionnage), a été nommé, début mai, conseiller auprès de la direction *générale de la Société générale*.

Du terrorisme à la finance ? En fait, M. Pellegrini ne change pas de domaine. Plus particulièrement affecté auprès de la direction de la gestion technique, il s'occupera de tous les problèmes de sécurité de la Société générale, qu'il s'agisse de la protection des agences ou des liens avec les services policiers spécialisés. C'est une recrue de choix. Agé *de trente-sept ans, homme de terrain*, spécialiste de police judiciaire, il fut « patron » de l'Office central de répression du banditisme (OCRB) avant de rejoindre le dis*positif mis en place autour de la « mission de coordination, d'information et d'action contre le terrorisme »* confiée à M. Christian Prouteau en août 1982.

Depuis, cette mission connut plusieurs *mésaventures, de l'affaire des* Irlandais de Vincennes à diverses opérations « réservées », en Corse notamment. Les révélations du gendarme Pierre Caudan, en mai 1983, *sur les irrégularités commises lors* de l'opération vincennoise, mirent ainsi en cause, entre autres, le commissaire Pellegrini. Selon M. Caudan, présenté par le capitaine Paul Baril comme *« un commissaire qui travaillait en collaboration avec la gendarmerie »*, il était présent dans l'appartement des supposés « super-terroristes » irlandais, lors de leur arrestation. *« Vous ne m'avez pas vu, je suis en vacances »*, aurait-il déclaré, toujours selon ce gendarme. M. Pellegrini fut d'ailleurs entendu par le juge d'instruction chargé de l'affaire.

Ces divers imbroglios eurent pour conséquence la *séparation* de la « mission » de M. Prouteau, conseiller technique du président de la République, et de ses branches opérationnelles, d'une part, le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) et, d'autre part, le groupe de policiers animé par M. Pellegrini, qui revinrent à des activités plus classiques. Ce dernier fut ainsi nommé, à l'automne 1983, chargé de mission auprès du directeur général de la police nationale, rejoignant ainsi son administration d'origine. Durant ces quelques mois, il s'occupa de l'équipement et du matériel. Une expérience qui devrait *également profiter à la Société générale*.

Mise à l'écart d'un super-flic ? Ambition déçue ? En fait, M. Pellegrini ne quitte pas la police nationale : il est détaché pour cinq ans auprès de la Société générale. Un détachement qu'il aurait demandé lui-même afin de *« prendre un certain recul »*.

EDWY PLENEL.

Les cérémonies du 8 mai

LE CHEVAL N'AIMAIT PAS LA MUSIQUE

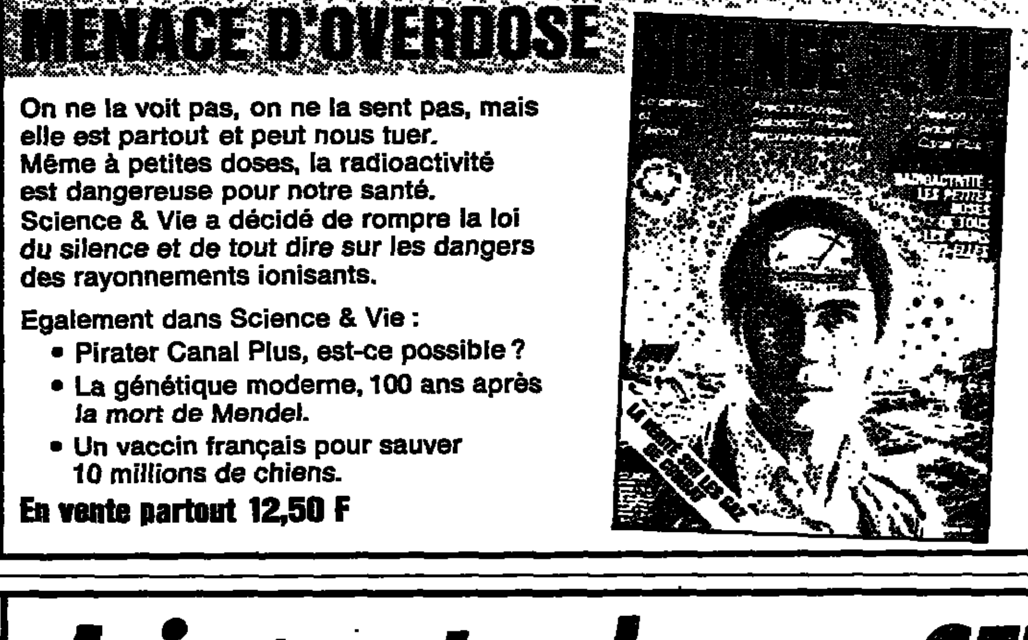
Joyau du Buisson, un cheval de la garde républicaine, n'a pas supporté les flonflons de la céré*monie du 8 mai à l'Arc de triom*phe. Tout se déroulait conformément à un protocole minutieusement mis au point. Mais voici que le cheval s'agite *pendant la remise des décora*tions. Rumeurs dans la foule. Et puis un fracas, que ne couvrait pas la musique militaire : *Joyau du Buisson*, après avoir, dans *une ruade, jeté* son cavalier à terre, s'écroule à son tour, entraînant un mouvement de panique parmi les autres chevaux.

Cheval et *cavalier* sont *rapi*dement remis sur pied et réintègrent l'escadron avec quelques contusions, et beaucoup de confusion pour le très jeune garde républicain.

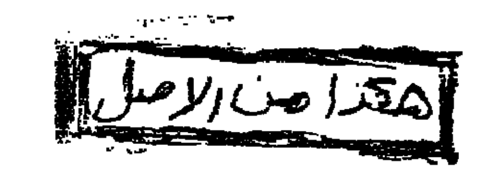
On croyait l'incident clos. Pas *du tout. Loin de se calmer, Joyau du Buisson* n'apprécie pas la musique qui s'amplifie... Dans un bond, le cavalier et sa monture se retrouvent à nou*veau à terre. Il ne faudra pas* moins de trois personnes pour relever, difficilement cette fois, le cheval récalcitrant.

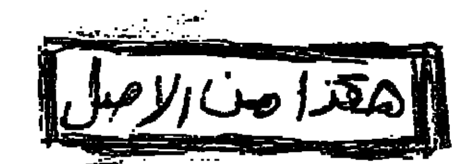
Alors, c'en est trop ! Le commandant de l'escadron *décide* d'exclure *Joyau du Buisson* du *défilé*. Dépité, son cavalier accompagne le fautif derrière les barrières. Et c'est en spectateur qu'il assiste à la fin de la cérémonie.

E. C.

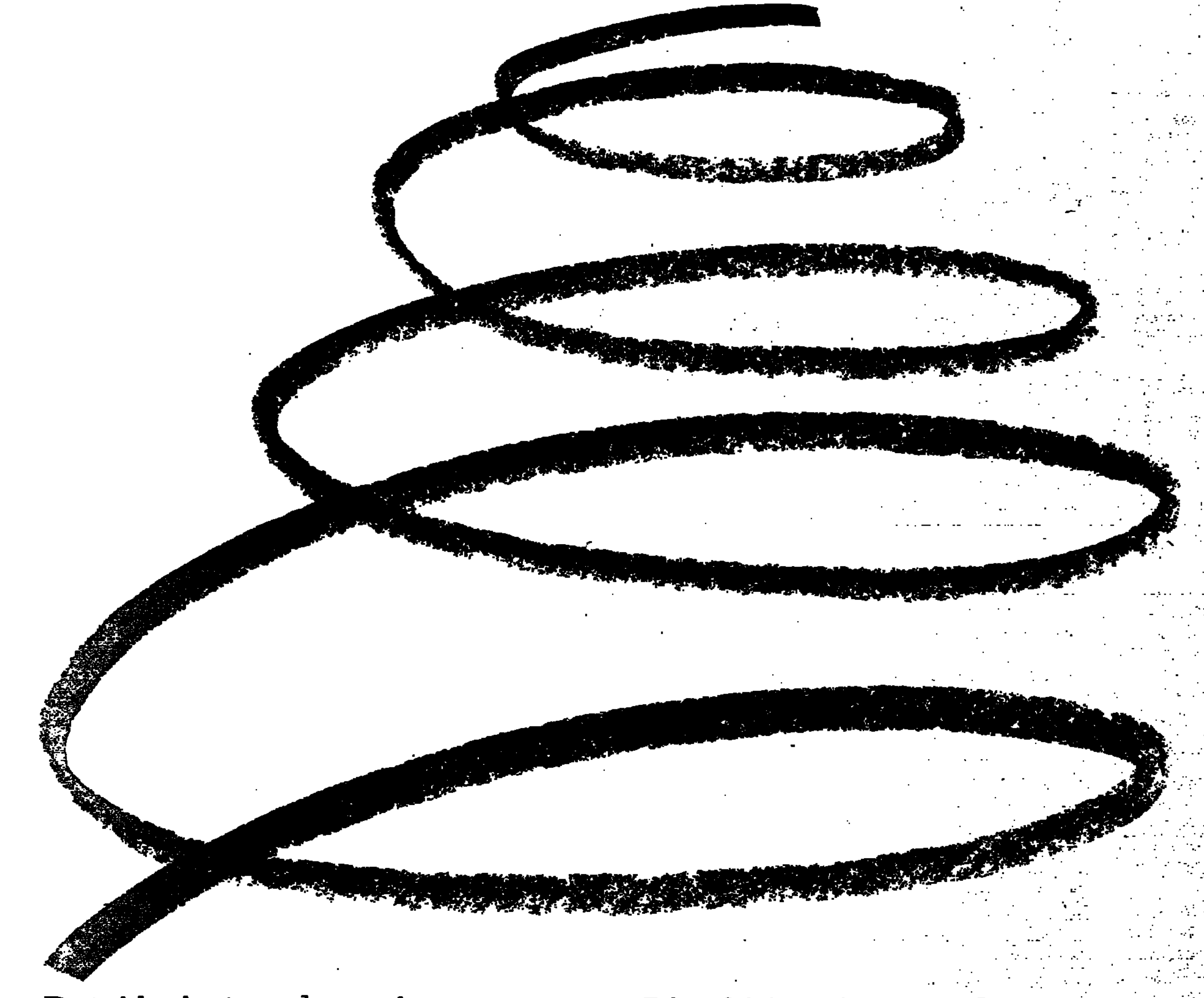








Dataid, l'informatique tonic.



glad

Dataid, c'est un dynamisme nouveau en informatique.

Un groupe de sociétés de service qui fonce dans huit directions: l'ingénierie de systèmes, l'assistance à l'exploitation, le traitement des valeurs scripturales, la délégation et le recrutement de personnel spécialisé, la distribution micro-informatique, l'ingénierie de réseaux, la bureautique.

Le secret du dynamisme Dataid?

L'ambition de répondre constamment aux attentes de ses clients. La rigueur de l'expérience jointe à la fougue de la jeunesse. Et l'impulsion motrice d'un groupe français indépendant qui progresse de 50% par an.

Vive l'informatique tonic.

GROUPE DATAID
48, Avenue Raymond Poincaré 75116 Paris
Tél. (1) 553.47.26

FORMATION CONTINUE

L'heure du changement

Souvent annoncé, le virage s'amorce dans le domaine de la formation professionnelle, permanente et continue. L'heure est enfin au changement.

La loi de 1971, très novatrice pour l'époque, va être relayée, cette même année, par la réforme défendue par M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle (le Monde du 5 mai), qui a ainsi voulu adapter les textes législatifs aux exigences de la période.

Parallèlement, l'opinion a pris conscience des grands bouleversements technologiques qui se préparaient et des mutations industrielles qu'elles impliquaient. Chacun est maintenant persuadé que la formation peut apporter une réponse, humaine et technique, aux évolutions nécessaires. On commence à comprendre que tout salarié devra, au cours de sa carrière, changer trois ou quatre fois de métier, et toujours se former. On admet aussi que, d'ici à l'an 2000, huit millions de personnes devront suivre des stages...

Tout serait-il donc parfait ? Que non ! L'utilisation qui a été faite de la loi de 1971, depuis son entrée en vigueur, et plus encore au cours de ces dernières années où notre pays a connu des difficultés économiques, montre bien que les résultats obtenus n'ont pas été à la hauteur des enjeux. Seules les entreprises les plus puissantes, dans les secteurs les plus florissants, ont accepté d'investir massivement pour améliorer la qualification de leurs personnels. Et encore l'ont-elles fait en se souciant d'abord de leurs cadres et ingénieurs, et moins souvent de leurs manœuvres et de leurs OS. Tant et si bien que, au moment du bilan, on constate l'existence d'un écart qui ne cesse de se creuser : les industries dépassées, les qualifications les plus faibles et les régions les moins favorisées voient s'amenuiser leurs chances de s'adapter ou de se moderniser.

Malgré des prophéties rassurantes, le même risque existe à propos de l'arrivée des nouvelles technologies, qui pourraient bien conduire au pire. Certes, on ne cesse de proclamer que l'introduction de la productique ou de l'informatique dans la modernisation de l'appareil industriel devrait se traduire par l'apparition de nouvelles qualifications, l'accroissement des responsabilités et l'amélioration de l'organisation du travail. Mais, à mesure que l'on approche de l'échéance, les certitudes deviennent interrogations. Et si l'état de la main-d'œuvre existante interdisait la greffe ? Et si les structures anciennes résistaient à la modernité et donnaient naissance à un taylorisme encore plus redoutable que le précédent ?

L'inquiétude vient aussi de ce que les solutions pour éviter ces écueils, si elles existent, donnent l'impression d'être à la fois très théoriques et aléatoires, à moins d'une volonté affichée. Elles exigeraient tellement d'efforts constants qu'on se prend à douter de leur réussite. Elles emprunteraient tant de méandres, supposeraient de si nombreuses conditions qu'elles paraissent inaccessibles, voire utopiques.

Alors que la question se pose en France, déjà mal placée, et qu'elle accroît l'anxiété devant les mutations technologiques, perçues comme augmentant le risque du chômage, on s'aperçoit que les mêmes craintes existent à l'étranger. C'est le cas de la Grande-Bretagne, où le dispositif de formation n'est guère développé pour les adultes, et vient seulement de s'ouvrir à ces préoccupations. Plus curieusement, c'est aussi le cas de l'Allemagne fédérale, où le scepticisme se répand, malgré la présence d'un système qui nous fait défaut jusqu'à maintenant, l'apprentissage en réelle alternance, partagé entre l'école et l'entreprise.

ALAIN LEBAUBE.

UN BILAN : Les plus favorisés ont accentué l'écart

Si l'on s'en tient aux chiffres globaux, la loi sur la formation continue de 1971 a obtenu de bons résultats, depuis son avènement. Alors que les entreprises devaient légalement consacrer 1,1 % de la masse salariale à la formation, le taux réel, en moyenne nationale, a été de 1,96 % en 1982, en progression quasi constante depuis la publication officielle des chiffres annuels (1) en 1976, et supérieur au 1,35 % constaté en 1972, quand le taux légal était de 0,8 % ; 15 milliards de francs, toujours en 1982, ont été dépensés par les quelque 130 000 entreprises assujetties à la loi, et 18,7 % des 11 millions de salariés qu'elles emploient en ont bénéficié.

Seule ombre au tableau, la durée moyenne de ces stages a diminué, passant de 62 heures en 1972 à 54 heures en 1980, pour se maintenir depuis à ce niveau.

Mais ces éléments statistiques généraux, pour rassurants qu'ils soient, ne disent pas tout de la réalité de la formation permanente ou continue en France. Selon la taille de l'entreprise et le secteur d'activité ou les catégories professionnelles et le sexe, les situations varient à l'infini, du meilleur au pire.

Surtout, après une décennie de fonctionnement, la loi, préparée et adoptée au temps de la croissance économique, et utilisée, pour l'essentiel, en période de crise et de récession ne correspondait plus parfaitement aux besoins, amplifiant les déséquilibres. C'est pourquoi, alors que le gouvernement de la gauche avait fait de la formation professionnelle une priorité, symbolisée par la création d'un ministère, fut mise en chantier la réforme de la loi qui vient d'aboutir avec le vote de l'Assemblée nationale, le 24 février dernier, et dont les textes d'application devraient être prochainement arrêtés.

EN dessous de 50 salariés, les efforts des employeurs en faveur de la formation professionnelle se limitent tellement au strict nécessaire que le taux légal n'est pas atteint pour les entreprises ayant entre 10 et 19 salariés (0,98 % de la masse salariale en 1981 et en 1982) *ou à peine pour celles qui* oscillent entre 20 et 49 salariés (1,09 % en 1981, 1,10 % en 1982). Beaucoup de ces sociétés préfèrent s'acquitter de leurs obligations en versant directement leur contribution au Trésor, mais on constate toutefois que leur nombre diminue et qu'elles ne représentent plus guère que 2 % des salariés.

Cette évolution, quoique très lente, est confirmée par une autre *statistique selon laquelle 51 % des* entreprises employant 32 % des salariés, en 1981, et 54 % représentant 33 % des salariés, en 1982, ont un engagement financier proche du *taux légal.*

A l'inverse, même si les résultats de 1982 sont provisoires et par conséquent sujets à caution dans ce cas précis, les entreprises de plus de 2 000 salariés intensifient leur action d'année en année. En 1972, *elles consacraient* 1,91 % de la masse salariale à la formation, en 1976, 2,50 % et, en 1982, 3,11 %.

L'effet de taille joue donc à plein, et on en retrouve les conséquences *dans tous les paramètres qui permet*tent d'apprécier l'importance de l'effort consenti.

Tandis que le pourcentage de salariés ayant participé à des stages est devenu stable ou a diminué dans les entreprises de moins de 500 salariés *(3,5 % des effectifs dans les* sociétés employant de 10 à 19 personnes, 5,2 % dans celles employant de 20 à *49* personnes et 12,7 % dans celles comprenant de 50 à 499 personnes en 1982), les bénéficiaires ne cessent d'augmenter dans les entreprises ayant un effectif supérieur à 500 personnes (21,4 % en 1982) et supérieur à 2 000 personnes (34,2 % en 1982).

Au total, pourtant, le nombre des stagiaires, qui atteignait 1 841 000 en 1981, n'a pas réellement bougé depuis 1977. L'effort des grandes entreprises, qui ont eu 953 400 stagiaires pour 3 millions de salariés *employés dans les sociétés de plus de* 2 000 personnes, et 373 500 pour celles de plus de 500, a tout juste compensé la faible participation des plus petites. A titre d'exemple, les *entreprises de moins de 20 salariés,* qui emploient 691 000 personnes, n'ont recensé que 23 000 stagiaires.

C'est assez dire que, si les petites entreprises consentent à faire des dépenses de formation, elles en réservent l'usage à moins de stagiaires, *proportionnellement, ou,* encore, que le recours à ces actions s'y trouve davantage concentré sur certains types d'activité.

La structure des dépenses elle-même vient d'ailleurs étayer cette appréciation. Les petites entreprises se tournent plus souvent vers les fonds d'assurance-formation pour gérer cette activité sans avoir à s'en préoccuper, pour 30,7 % d'entre elles, contre 1,3 % des sociétés de plus de 2 000 personnes. De même, elles se limitent, pour 29,9 %, à l'application des plans de formation conventionnels, quand les grandes entreprises ne sont que 11,1 % à se *satisfaire de ce programme minimum.*

En moyenne, les entreprises de moins de 20 salariés font un effort qui correspond à 700 F par salarié, tandis que la contribution *de plus* grandes équivaut à 2 900 F par salarié. Ces entreprises de plus de 2 000 salariés privilégient, en outre, pour 70 % d'entre elles, la formation interne, ce qui entraîne une ponction de 26,4 % (1,1 % pour les entreprises de moins de 20 salariés) des budgets formation pour les stages organisés dans les entreprises et de 49,8 % pour la rémunération des stagiaires.

L'effet de la crise

La qualité et la catégorie professionnelle des stagiaires varient, elles aussi, en fonction de la taille des *entreprises, même si, globalement,* les qualifications les plus élevées sont plus favorisées que les autres. C'est ainsi que, en 1981, 34,1 % des ingénieurs et cadres avaient bénéfi*cié de stages, pour 29,5 %* des agents de maîtrise et techniciens, 19 % des ouvriers et employés qualifiés et 10,2 % des manœuvres, OS et employés non qualifiés seulement, alors que 59 % des stagiaires sont ouvriers ou employés.

En fait, il apparaît que les petites entreprises forment plus facilement leurs cadres, ingénieurs et techniciens que leurs ouvriers. Les actions en direction des manœuvres ne commencent réellement qu'avec les entreprises qui emploient plus de 50 salariés et en faveur des agents de maîtrise qu'avec les entreprises de plus de 500 salariés, alors que les efforts pour les ouvriers et employés qualifiés sont relativement stables *dans toutes les tailles d'entreprise.*

L'autre constante observée concerne la situation des femmes, qui sont toujours moins bien représentées parmi les stagiaires (476 000 d'entre elles ont participé à des stages en 1981 sur les 1 841 000 *recensés*, pour 10 028 000 salariés, dont 3 341 000 femmes), quelle que soit la catégorie professionnelle à laquelle elles appartiennent. Toutefois, on constate que, *dans les secteurs d'activité où elles* sont bien représentées, ou qui ont recours à une main-d'œuvre féminine plus qualifiée, leurs résultats tendent à se rapprocher de ceux des *hommes.*

Quant à la durée moyenne des stages, qui apparaît bien comme l'un des facteurs permettant de juger de la pénétration de la formation dans l'entreprise, elle donne des indications variables. Alors que la durée *moyenne s'établissait* à 62 heures en 1972, traduisant ainsi un engouement pour une loi nouvelle, elle tombait à 59 heures en 1976, puis à 54 ou 55 heures en 1979, pour se stabiliser depuis, sans doute sous l'effet de la crise. Le coup de frein, d'ail*leurs, est intervenu au plus tôt dans* les entreprises de 2 000 salariés, qui pratiquent toujours les stages les plus longs, soit dès 1978-1979, tandis que les entreprises de plus de *500 salariés se sont maintenues au* niveau de ces mêmes années, et que les entreprises de moins de 500 ont réduit leur engagement à partir de 1980-1981.

En fonction des catégories professionnelles, les stages les plus longs s'adressent aux manœuvres et aux OS, particulièrement issus des petites entreprises, alors que les stages les plus courts sont attribués aux ingénieurs et cadres surtout, là encore, en provenance des petites entreprises où leur absence peut être *un handicap.*

Le retard des régions déjà défavorisées

L'autre élément qui détermine les variations de la politique de formation des entreprises tient, aussi, aux conditions particulières d'une branche ou d'un secteur, encore compliquées par la spécificité du personnel qu'elles emploient.

Six groupes, de ce point de vue, peuvent être établis par ordre décroissant, qui offrent plus d'une analogie avec le Catalogue de Prévert. Le premier, dans lequel on trouve les entreprises affectant de 2,4 % à 5,6 % de la masse salariale à *la formation avec de 36 % à 54 % de* stagiaires pour des durées allant de 20 à 30 heures, rassemble – ce qui n'étonnera personne – les secteurs électricité, gaz, eau, le pétrole et le *gaz naturel, les organismes finan*ciers et les assurances, mais aussi le charbon et les transports, avec leurs grosses entreprises.

Le deuxième groupe, qui consacre de 1,8 % à 2,4 % à la formation de 16 à 30 % de stagiaires pour des *durées allant de 45 à 92 heures et* une moyenne de 15 heures par salarié, comprend les services non marchands, la construction électrique et électronique, les métaux non ferreux, le caoutchouc et les matières plastiques, la parachimie et la pharmacie, la chimie de base, les fils artificiels et synthétiques et la construction automobile.

Au troisième rang, entre 1,4 % et 1,8 % de la masse salariale pour *14 % à 21 % de stagiaires* avec des durées de 30 à 68 heures et un effort correspondant à 6 ou 12 heures par salarié, on trouve les métaux ferreux, la sidérurgie, les services marchands aux entreprises, l'industrie du verre, la construction navale, l'aéronautique et l'armement, l'agriculture et la pêche, les matériaux de construction et minerais divers.

En quatrième position, consacrant de 1,24 % à 1,36 % de la masse salariale avec 18 % à 24 % de stagiaires et de 5 à 7 heures de stages par salarié, il y a le commerce de détail alimentaire, les industries agro-alimentaires, la réparation et le commerce automobiles, le papier-carton, la construction mécanique, l'industrie *de la viande et du cuir et* le commerce de gros non alimentaire.

Plus proches l'un de l'autre, le cinquième et le sixième groupe se situent à la frontière du taux légal, avec 1,1 % de la masse salariale. L'avant-dernier forme autant de stagiaires que le quatrième groupe pour les stages qui durent en moyenne de 52 à 67 heures mais qui ne représentent pas plus de 3 à 5 heures par salarié. Le dernier, avec 14 % de stagiaires, pour des durées de stages allant de 28 à 53 heures, ne fait guère mieux en ne dépensant que 4 heures de stage par salarié. Dans *le cinquième groupe, sont rassem*blés l'imprimerie, la presse et l'édition, la location et le crédit-bail immobilier, les services marchands aux particuliers ; dans le sixième, le *commerce de détail non alimentaire,* les hôtels, cafés et restaurants, le commerce de gros alimentaire, la fonderie et le travail des métaux, le textile et l'habillement, l'industrie du bois, de l'ameublement, le cuir et les chaussures, le bâtiment, le génie *civil et agricole.*

Reste à savoir quelles sont les dis*parités régionales ou locales, qui* viennent compléter un tableau déjà fort chargé et qui, pourtant, permettent de croiser une dernière série de critères, à recouper avec les autres. Si l'on considère les seuls pourcentages par rapport au nombre de salariés, la Ville de Paris arrive en tête avec 31,1 %, suivie des Hauts-de-Seine avec 19,8 %, l'Essonne avec 18,4 %, le Puy-de-Dôme avec 18,7 % et l'Isère avec 17,4 %. Arri*vent en queue, outre la Corse avec* 3,1 %, les Hautes-Alpes avec 6,6 %, l'Ariège avec 6,9 %, les Vosges avec 7 % et l'Indre avec 7,7 %.

Si l'on considère les taux de participation financière, les plus gros efforts sont réalisés dans le Puy-de-Dôme, avec 2,77 %, la Ville de Paris avec 2,72 %, les Deux-Sèvres avec 2,02 % et les moins bons pour la Corse avec 1,14 %, la Dordogne et le Jura avec 1,19 % et l'Aude avec 1,20 %.

En raison de la présence des grosses entreprises, la région Ile-de-France se détache largement du lot *commun et de son second immé*diat, la région Rhône-Alpes, qui ne bénéficie pas du même potentiel d'effectifs industriellement concentrés. Sont manifestement à la traîne *les régions du Limousin* et de la Basse-Normandie, ce qui tendrait à prouver que sont désavantagées en matière de formation professionnelle les zones qui le sont déjà économiquement et socialement. Leur retard, à l'avenir, ne ferait donc que croître.

A. Le.

(1) CEREQ : Statistique de la formationprofessionnelle. Années 1981-1982, *la Documentation française.*

Université de Paris 1
Panthéon-Sorbonne
centre d'éducation permanente
14, rue Cujas – 75230 Paris Cédex 05
354.67.80 - 329.75.23 - 329.12.13 poste 33.17

Notre Centre à vocation pluridisciplinaire propose à des entreprises, des administrations et à des participants individuels, des formations de courte et longue durée sanctionnées ou non par un diplôme :
- **ANGLAIS** (tous niveaux)
- **DROIT** (de la Vie Courante, Social, Administratif, des Affaires, du Cadre de Vie)
- **ECONOMIE GENERALE ET INTERNATIONALE**
- **AUDIOVISUEL - ERGONOMIE**
- **ECONOMIE SOCIALE**
- **CULTURE GENERALE**
- **CONCOURS ADMINISTRATIFS**
- **INFORMATIQUE**
- **FORMATION DE FORMATEURS**

Programme 84-85 des stages inter ou intra-entreprises sur simple demande

celsa -A.A.E.L.P.
77 rue de Villiers
92200 Neuilly
FORMATION CONTINUE EN COMMUNICATION

• FORMATIONS LONGUES
- Marketing - Publicité, Gestion du Personnel
- création de nouvelles options : Relations Publiques, Gestion Sociale de l'Informatisation
- admission : niveau bac + 3 à 5 années d'expérience professionnelle
- formations sanctionnées par des diplômes nationaux : Licence, Maîtrise

• FORMATIONS COURTES
nouveaux modules qualifiants en Relations Sociales et Marketing - *Publicité*

• LANGUES VIVANTES
- langue courante, langue des affaires
- sessions individuelles ou collectives
- professeurs enseignant dans leur langue d'origine
- matériel audio et vidéo, 3 laboratoires équipés d'un circuit fermé de télévision

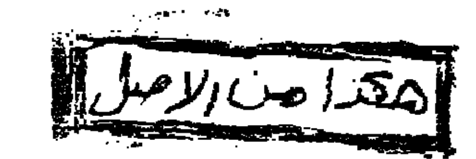
Nom ____ Prénom ____ Tél. ____
Adresse ____
Code postal ____ Ville ____
souhaite recevoir une documentation sans engagement de ma part :
☐ Formations longues ☐ Langues vivantes
Formations courtes uniquement : Brigitte DESNOS au (1) 745.17.90

IAE
Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
47, rue des Bergers 75740 PARIS Cedex 15

Dans le cadre de la Formation Continue l'IAE prépare à l'obtention de
DIPLOMES NATIONAUX DE TROISIEME CYCLE (DESS)

• CAAE (DESS de généraliste à la gestion)
– 1 journée par semaine pendant 18 mois ou à temps plein sur une année universitaire.
Début des inscriptions : 15 mars 1984
Test d'entrée : septembre 1984
• DESS "Développement de la Fonction Personnel"
• DESS "Contrôle de Gestion et Audit"
• DESS "Systèmes d'Information"
• DESS "Finance"
– Organisés en 16 séminaires de 3 jours sur 2 années civiles.
– Début des inscriptions : 2 mai 1984
– Tests et entretiens : courant octobre 1984
• Renseignements : Service Formation Permanente de l'IAE
(1) 558.02.28 - (1) 557.28.41 - (1) 558.00.21

Allez vivre les langues sur place!
DEUTSCH
Koln/Zurich
ENGLISH
London/Bournemouth
Brighton/Cambridge
Dublin/Edinburgh
ESPAÑOL
Madrid/Barcelona
FRANÇAIS
Paris/Lausanne/Neuchâtel
Cap d'Ail/Amboise
ITALIANO
Firenze
Stages intensifs 3, 4, 12 semaines, toute l'année.
Jeunes, adultes, F P.
Demandeurs d'emploi.
Professeurs de langues.
Programme culturel, excursions.
Hébergement en famille
EUROCENTRES
FONDATION SANS BUT LUCRATIF
13 G, passage Dauphine, 75006 Paris tél 325-81-40



مقتطف من الأصل

LES MUTATIONS INDUSTRIELLES

Scénario noir, scénario rose

Alors que les mutations industrielles et les innovations technologiques font partie, si ce n'est pas de notre quotidien, du moins de notre actualité, on ne cesse de s'interroger sur les effets qu'aura leur arrivée sur l'organisation du travail, les conditions d'emploi et les qualifications.

A leur propos, on insiste régulièrement sur les besoins en formation, et chacun y va de son discours moderniste pour appeler à la mobilisation de tous, salariés comme employeurs.

Au-delà de ces évidences, curieusement, on ne sait rien, ou peu de choses. On se risque peu à dépeindre l'avenir, à indiquer des échéances concrètes ou à préciser le comment.

A la demande du ministère de la formation professionnelle, M. Pierre Louis Marger, chargé de mission au Centre d'études industrielles (groupe CGE) et membre du Conseil économique et social, représentant l'UGICT-CGT, s'est livré à ce périlleux exercice en publiant un « *rapport d'étape* » consacré aux « *enjeux de la formation professionnelle face aux mutations industrielles* » qui a été au centre de la première journée du colloque « Savoir faire l'avenir » (*le Monde* du 3 mai 1984). Comme ses prédécesseurs, pour ce genre d'étude, M. Marger n'aboutit pas à des certitudes absolues et dégage, au mieux, des orientations.

Mais, à le lire comme à entendre les participants, y compris européens, aux débats qui ont suivi sa communication au colloque, on s'aperçoit que peuvent coexister, pour ce futur proche, deux scénarios *tout aussi crédibles. L'un serait badi*geonné de rose, jusqu'à l'excès ; l'autre serait teinté de noir, jusqu'au désespoir. Lequel faut-il retenir ?

SCÉNARIO noir. Pays industriel avancé, la France connaît une véritable sous-scolarisation dont M. de Lavergne, en novembre 1982, donnait quelques exemples préoccupants. Dès la fin de l'enseignement primaire, 15 à 20 % d'une classe d'âge ne dépasse pas des capacités d'apprentissage de base (lecture, écriture, calcul). En 1977-1978, le taux de scolarisation national à l'âge de dix-sept ans était de 54,5 %, alors qu'il était de 85,4 % en Allemagne fédérale, de 84,6 % aux Etats-Unis et de 88,4 % au Japon. En France, toujours, le quart des effectifs d'une classe d'âge pousse ses études jusqu'au baccalauréat, contre *94 %* au Japon qui produit huit fois plus d'ingénieurs et de diplômés de l'enseignement supérieur (baccalauréat et trois années d'études au moins) avec le double de la population seulement.

Sommes-nous loin de la formation et des mutations industrielles ? Pas tellement. Ces jeunes, peu ou mal formés, se retrouveront bientôt dans le monde du travail et y connaîtront *fatalement des difficultés*, *surtout* s'il leur faut s'adapter. Ainsi, à titre d'exemple, le rapport de la commission Ducray, qui analysait le faible niveau de formation des OS de chez Talbot, attirait également l'attention sur la situation de la maîtrise — 32 % des chefs d'équipe ou contremaîtres n'ont pas atteint le niveau initial du CAP, 52 % ont le CAP ou le BEPC, 16 % seulement ont un niveau plus élevé. Sur des schémas classiques de formation, on imagine que quatre années d'études à temps complet seraient nécessaires, en moyenne, reprend M. Marger dans son rapport, « *pour que la maîtrise de Talbot ait un niveau scolaire comparable à celui des ouvriers japonais* ».

Les forces d'inertie

De son côté, M. Alain d'Iribarne observait, dans un travail effectué pour le compte du CNRS (LEST, Aix-en-Provence), des éléments tout aussi inquiétants. « *On peut dire que la France n'a pas réussi à structurer son espace de qualification pour se mettre à produire de la véritable qualification ouvrière,* écrivait-il en novembre 1982. *Elle se débat avec une charnière qu'elle n'arrive pas à maîtriser entre l'école et l'entreprise, ce qui se manifeste par le niveau élevé du chômage de ses jeunes.* »

Si l'on considère que « la diffusion du progrès technique, son assimilation, sa maîtrise, dépendent du niveau culturel des acteurs de la vie industrielle », comme le note M. Marger, ou encore que « *l'introduction de technologies nouvelles dépend des types de main-d'œuvre existants* », l'avenir s'annonce sous de mauvais auspices. En effet, la faiblesse de la formation et la présence de qualifications peu élevées ont entraîné un certain mode de production et une organisation du travail dont il sera difficile de se débarrasser. On sait, observe par exemple M. Marger, que « *des travailleurs habitués à un travail répétitif de longue durée n'améliorent pas leur savoir-faire* » et qu'il faudrait donc, avant d'envisager un passage à des technologies nouvelles, qu'« *ils s'approprient les techniques qu'ils ont utilisées par le passé* ».

Dans ces conditions, les risques sont grands de voir la France rater ses chances dans la voie de la modernisation, et de constater qu'elle ne peut en tirer tous les bénéfices qu'elle pouvait en escompter en matière de formation et de qualification.

Cette inquiétude, d'ailleurs, rejoint le scepticisme qu'exprima au cours d'un colloque, pour son propre pays, le directeur de l'Institut allemand de recherche en sociologie industrielle, M. Lutz. « *On nous dit toujours que l'introduction de la productique est en contradiction totale avec le taylorisme, mais rien ne serait plus illusoire que de croire qu'elle va être capable de tout balayer sur son passage*, déclara-t-il. *Parce que les forces d'inertie sont puissantes, elle peut au contraire permettre un renouvellement du projet tayloriste infiniment plus efficace. En quelques années, elle peut priver l'ouvrier qualifié de tout son savoir-faire et le mettre au service de l'ingénieur.* »

Comme d'autres intervenants, il affirma que « *l'existence d'une main-d'œuvre qualifiée est un préalable à une réorganisation du travail* ». Ce que certains reprirent en soulignant les dangers de la « *logique d'adaptation* » ou encore de la formation exclusivement « *fonctionnelle* » qui ne permettrait pas de « *dominer son travail* ». Dans le même esprit, s'interrogea M. Granouillac : « *Va-t-on laisser éternellement la formation professionnelle jouer les brancardiers ?* » Et d'ajouter, désabusé : « *C'est tentant de dire que les salariés doivent faire l'effort, puis de considérer qu'il y a le chômeur normal et le chômeur technologique...* » Vision cauchemardesque : fin du scénario noir.

Assurer une culture élargie

Examinons maintenant le scénario rose, qui, c'est heureux, présente aussi quelques airs de vraisemblance. M. Marger, dans son rapport, y fait toujours référence avec optimisme, même si, ici ou là, il indique les « *déviations possibles* ». Avec des « si », les bouleversements introduits par l'arrivée des mutations technologiques peuvent être prévus, sans fatalisme, pourvu qu'il y ait « *appropriation par les salariés (...) des progrès de la productivité* ».

Pour ce faire, il faut considérer que « *la structure sociale est le résultat d'une histoire collective* », correspondant « *à des équilibres, à des compromis* », qui peut cependant faire preuve d'un dynamisme nouveau, si l'intégration des techniques s'accompagne d'une maîtrise du métier, et se combine avec le développement des « *technologies transversales* ». A l'arrivée de la productique ou de l'informatique doit correspondre une mutation de l'organisation de la production, permettant le dépassement des clivages — par des passerelles entre les disciplines professionnelles — et facilitant la mobilisation de tous.

Le fonctionnement de l'entreprise, à tous les stades du processus de production (conception, fabrication, gestion du produit), pourrait être plus collectif selon « *des systèmes complexes et intégrés* », supposant que « *le travailleur soit formé à des technologies annexes à sa spécialité* ». D'où l'intérêt, pour l'entreprise, poursuit M. Marger, d'« *assurer une culture élargie des salariés* », comme d'amener les cadres, « *par des formations complémentaires* », à déborder leurs capacités techniques et à s'ouvrir à la pédagogie, aux relations humaines et à la réflexion stratégique.

A ce stade, toutefois, le rapporteur souligne l'éventualité de nouveaux clivages, qui pourraient naître de cette transformation, tels que le blocage des opportunités de promotion personnelle, l'absence de mobilité promotionnelle ou la naissance d'autres corporatismes.

Partant du postulat selon lequel « *tout développement technologique et industriel dépend des capacités que les acteurs sont capables de mettre en œuvre pour définir des projets mobilisateurs* », M. Marger fait audacieusement appel à « *la constitution d'une culture industrielle* », susceptible d'aider à « *organiser les complémentarités par une nouvelle division du travail* » adaptée aux nécessités de la flexibilité. Au nom de ses espoirs, de « *la capacité de l'entreprise à mobiliser sur la base d'un certain nombre de valeurs communes* », autour d'« *un projet collectif* », il réfute le taylorisme qui « *ne peut pas faire appel à ces responsabilités multiples* », préférant « *l'expression des travailleurs et des groupes de travail* » aux méthodes d'interventions autoritaires.

S'appuyer sur l'entreprise

C'est en fonction de cette vision que M. Marger aborde le problème de la formation professionnelle, dont il souligne l'intérêt pour la « *stratégie d'entreprise* ». Qualifiée d'« *investissement productif à moyen terme* », la formation est bien plus qu'une « *politique sociale de valorisation prévisionnelle des ressources humaines* ».

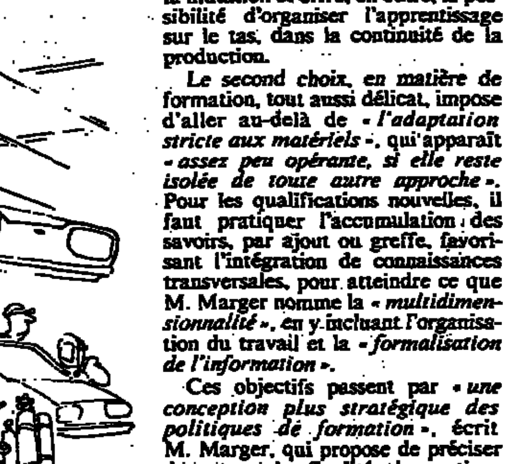
Elle doit, et cela paraît en effet essentiel dans le cas de la France, compte tenu de sa spécificité, faire largement appel à cette « *large partie des savoirs nouveaux sur les technologies* (qui) *existe d'abord dans l'entreprise* ». On constate aussi que la modernisation, sauf à admettre qu'elle doive entraîner la mort de certains métiers et une déqualification, passe par l'appropriation du savoir-faire et des connaissances techniques de base, déjà présentes dans le lieu de travail. Psychologiquement, une telle démarche peut être rassurante pour les travailleurs qui ne sont pas dépossédés de leur culture et de leur histoire. Techniquement, cela peut permettre le saut qualitatif qu'exige la mutation et offre, en outre, la possibilité d'organiser l'apprentissage sur le tas, dans la continuité de la production.

Le second choix, en matière de formation, tout aussi délicat, impose d'aller au-delà de « *l'adaptation stricte aux matériels* », qui apparaît « *assez peu opérante, si elle reste isolée de toute autre approche* ». Pour les qualifications nouvelles, il faut pratiquer l'accumulation des savoirs, par ajout ou greffe, favorisant l'intégration de connaissances transversales, pour atteindre ce que M. Marger nomme la « *multidimensionnalité* », en y incluant l'organisation du travail et la « *formalisation de l'information* ».

Ces objectifs passent par « *une conception plus stratégique des politiques de formation* », écrit M. Marger, qui propose de préciser davantage la finalité des actions entreprises en leur donnant des « *contenus d'emplois* », pour contrecarrer l'incertitude des salariés devant l'évolution technologique. Cela peut-il suffire ? Il rappelle encore que « *la seule formation de l'encadrement ou des techniciens comporte un risque de blocage ou de grippage évident* » et il insiste surtout sur la liaison avec le « *fonctionnement productif* » de l'entreprise. La méthode employée, ajoute-t-il enfin, devra privilégier « *le repérage systématique des capacités des individus* » en raison de l'incertitude de l'évolution des qualifications. Elle devra s'appuyer sur l'amélioration de la négociation collective et aboutir à la signature de cahiers des charges-formation.

Est-elle compliquée, cette voie ? Sans nul doute, comme elle est aussi idyllique et, peut-être, utopique. Mais, si le scénario noir est angoissant et lourd de menaces pour l'avenir, il est sûrement préférable de s'engager sur le chemin laborieux qui mène au scénario rose.

A. Le.



Dessin de PLANTU.

ADC PARIS
CONSEIL D'ENTREPRISES
CLAUDE BOUCHÉ

Trois jours d'un stage de vente ADC apportent des résultats pratiques et contrôlables dans l'immédiat.
Le calendrier des stages ADC inter-entreprises à Paris est à votre disposition
Stages "sur mesure" dans l'entreprise à Paris ou en province
ACTIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL
6 RUE BREY 75017 PARIS 380 51 23

LA CROIX-ROUGE FRANÇAISE
Activités associatives nationales et internationales
FORMATION CONTINUE ET ÉDUCATION PERMANENTE
Ecoute et analyse des besoins de santé et de formation pour une évolution professionnelle et personnelle.
45 thèmes de stages pour les personnels soignants et sociaux
- Éducation pour la santé, santé et milieux de vie, actions éducatives et préventives.
- Santé et maladies : *en cardiologie, traumatologie, pédiatrie... Drogues, alcoolisme, psychosomatique, médecines parallèles.*
- Fonctionnement d'équipe, organisation du travail, fonction de direction, concertation.
- Vie relationnelle, relation d'aide, approche corporelle.
- Soignants extra-hospitaliers : *infirmières en milieu scolaire, en milieu carcéral, en milieu d'entreprises.*

Envoi du programme 1985 à la demande.
CROIX-ROUGE FRANÇAISE
Direction Nationale de la Formation
17, rue Quentin-Bauchart - 75384 PARIS CEDEX 08. Tél. : 261-51-05, postes 570 et 571


les Chpeuneuneux : tout un programme !
Stages de peinture, aquarelle, théâtre, vidéo, photo, guitare, céramique, cuisine africaine, atelier poétique...
Randonnées douces, etc.
Documentation contre un timbre
CHPEUNEUNEUX
« La Boissière »
19310 Ayen - (55) 25-15-69

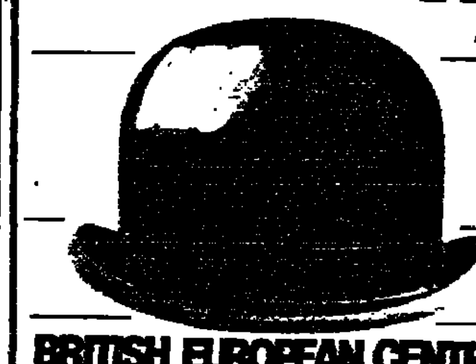

MAITRISEZ LA BUREAUTIQUE ET LA MICRO-INFORMATIQUE
Vous allez utiliser des outils bureautiques ou micro-informatiques.
Vous aurez une responsabilité dans la mise en place de ces matériels dans votre entreprise.
Nous vous apportons la manipulation de micro-ordinateurs professionnels, une aide à la décision, l'acquisition d'une méthodologie.
Stage de 25 jours en discontinu, sur 3 mois, par modules de 2 à 4 jours.
Possibilités de modules à la carte.
Renseignements : Bertrand Lmesa.
CREFAC, Tour ESSOR 93, 14, rue Scandicci, 93500 PANTIN
Tél. : 843-61-31


INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
78350 JOUY-EN-JOSAS – TÉL. (3) 956.80.00 POSTE 476 OU (3) 956 24 26 (LIGNE SPÉCIALE "RENSEIGNEMENTS")
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (HEC-ISA-CFC).
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
En vue de la rentrée de septembre 1984 **date limite** de dépôt des dossiers de candidature pour la **dernière session : lundi 28 mai.**

L'INSTITUT NATIONAL D'ÉDUCATION POPULAIRE
Parc du Val-Flory, Marly-le-Roi
organise des séminaires, colloques, journées d'étude, sur des thèmes en rapport avec le temps libre, la jeunesse, l'animation socio-culturelle...
et propose une formation supérieure à l'animation (2 ans en cours d'emploi) et des formations de formateurs spécialisés.
Tous renseignements : I.N.E.P., Val-Flory 78160 Marly-le-Roi — (3) 958-49-11


L'INSTITUT NATIONAL DE PROMOTION SUPÉRIEURE AGRICOLE
Établissement public d'enseignement supérieur, spécifique pour les adultes.
l'I.N.P.S.A. assure :
— Une formation d'ingénieurs des techniques agricoles (I.T.A.) : deux ans à temps plein rémunérés dans le cadre de la promotion sociale. *Publics concernés : techniciens, enseignants et exploitants agricoles.*
— Une formation de formateurs d'adultes en milieu rural. 10 modules d'une semaine sur trois ans maximum. *Publics concernés : formateurs d'adultes ayant déjà une expérience professionnelle dans ce domaine.*
— Une formation d'agents de développement rural. 14 modules d'une semaine sur trois ans. *Publics concernés : personnels des établissements d'enseignement technique agricole, chargés d'étude et d'aménagement rural des D.D.A., agents territoriaux et animateurs socio-culturels.*
Renseignements : I.N.P.S.A., Service d'information et d'orientation
rue des Champs-Prévois, 21100 DIJON. Tél. (80) 66-72-27, postes 23 ou 22.

(Publicité)
GIP Établissement de formation continue Nº 11.95.00244.95
CHATEAU DE BREANÇON 95640
(10 km de Cergy-Pontoise)
Enseignants : psychologues, médecins, psychanalystes, travailleurs sociaux, professionnels marketing.
VIE DANS L'ENTREPRISE (collaborateurs chargés des relations humaines). Analyse des problèmes humains.
PROBLÈMES SOCIAUX (élus et travailleurs sociaux). Entraînement à la prévention. Cours d'alcoologie.
RELATION THÉRAPEUTIQUE (médecins généralistes).
PUBLICITAIRES (analyse psychologique des plans de communication).
CONSULTATIONS INDIVIDUELLES : orientation. Préparation aux examens de recrutement.
Conseiller scientifique : Dr Gérard VACHONFRANCE
Contact : Doris BOURGEOIS, 466-60-12

L'Angleterre est notre salle de classe...
...l'Anglais s'apprend sur le terrain. En prise directe. Sur le vif. En Angleterre.

3 FORMULES :
1/FORMATION PROFESSIONNELLE
2/UNIVERSITAIRE 3/ÉLÈVE
30 CENTRES DE SÉJOUR
LONDRES / OXFORD / POOLE / BRIGHTON / GOSPORT
PORTSMOUTH / WESTON / DUBLIN (IRLANDE) etc...
PRIX SÉJOUR DE 3 SEMAINES A PARTIR DE 3280 FF TOUT COMPRIS
BRITISH EUROPEAN CENTRE
5, RUE RICHEPANSE - 75008 PARIS
Tél : (1) 260 35 57
BON POUR UNE DOCUMENTATION B.E.C. GRATUITE
Formation Prof. – Universitaire – Élève
NOM
Adresse
Ville

EN GRANDE-BRETAGNE

Des efforts pour les jeunes mais peu de possibilités pour les adultes

De notre correspondant

EN Grande-Bretagne, les employeurs assurent l'essentiel de la formation professionnelle des employés. Depuis le vote de la loi de 1964 sur la formation professionnelle, cependant, les gouvernements successifs ont accru l'intervention de l'Etat dans ce domaine. Cette influence s'exerce principalement par le biais de la Manpower Service Commission (MSC), la commission nationale de la main-d'œuvre, au sein de laquelle sont aussi représentés les syndicats, le patronat, les autorités locales et le monde de l'enseignement. Au cours des dernières années, la MSC a concentré ses efforts sur la formation des jeunes, une tendance confirmée par le nouveau programme de formation professionnelle (New Training Initiative) lancé l'année dernière par le gouvernement.

● LES JEUNES. – L'accent mis depuis la fin des années 70 sur la formation professionnelle de la jeunesse s'explique par la gravité de la situation de l'emploi dans cette tranche de la population britannique mais aussi par un phénomène sociologique propre à la Grande-Bretagne : le manque de transition entre la fin de la scolarité et la vie active. A la fin de la décennie précédente, 44 % des écoliers britanniques parvenus en fin de scolarité obligatoire (seize ans) entraient directement dans la vie professionnelle (où s'inscrivaient au chômage). A la même époque, seulement 19 % des écoliers français et *9 % des écoliers allemands* suivaient le même chemin, la majorité d'entre eux passant par des écoles professionnelles dans le cas de la France et par une période d'apprentissage dans celui de l'Allemagne. La disparition progressive d'un grand nombre d'emplois de manœuvres, du fait du déclin de l'industrie traditionnelle, ne pouvait qu'aggraver les effets de ce phénomène (l'an dernier, deux écoliers sur trois n'ont pas trouvé d'emploi à la fin de leurs études).

Des stages quasiment obligatoires

Pour remédier à cette situation, les travaillistes lancèrent, en 1978, leur Youth Opportunities Programme (YOP), un plan de formation professionnelle pour les jeunes. Très critiqué sous la première administration Thatcher, le YOP fut remplacé, avec tambours et trompettes, en septembre 1983, par un système plus sophistiqué, plus vaste et mieux accepté : le Youth Training Scheme (YTS). Ce nouveau programme vise à offrir à tous les *jeunes de seize ans sans emploi (et à* quelques chômeurs de dix-sept ans) la possibilité de suivre pendant un an un stage de formation professionnelle. Celui-ci se compose d'un enseignement théorique (treize semaines minimum) et d'une expérience de travail « en milieu réel », rémunéré au tarif de 25 livres (300 francs) par semaine ; à noter que certains employeurs généreux – comme Massey-Ferguson – vont au-delà du niveau de rétribution recommandé par la MSC, ce qui n'est pas forcément du goût d'un gouvernement qui s'efforce de maintenir les salaires des jeunes à un niveau bas pour encourager l'embauche. L'employeur qui fournit une place de stage dans le cadre du YTS reçoit de l'Etat une indemnité annuelle de 1 850 livres dont 1 300 sont versées aux stagiaires au titre de rémunération. La commission nationale de la main-d'œuvre a prévu que le YTS prendra en charge, dans un premier temps, quelque 460 000 chercheurs d'emploi, et le gouvernement a alloué 950 millions de livres au projet pour l'exercice financier 1983-1984 et 1,1 milliard de livres pour l'année suivante.

Consciente du fait que tous les stagiaires n'auront pas la chance de conserver leur emploi à la fin de leur année de YTS, la commission de la main-d'œuvre insiste pour que les entreprises offrent un apprentissage aussi varié que possible. Cette insistance est mal acceptée par certains patrons, notamment dans le bâtiment et la mécanique, qui souhaitent au contraire donner à leurs stagiaires une formation correspondant aux besoins propres de leur entreprise.

D'une manière générale néanmoins, le YTS est jugé de façon positive par les divers partenaires sociaux. Ainsi, le TUC (Trade Union Congress) a-t-il apporté son soutien au programme : « *Il donne aux jeunes sans emploi l'occasion d'acquérir une expérience professionnelle sans pour autant constituer pour les patrons un moyen d'embaucher de la main-d'œuvre bon marché au détriment d'ouvriers exigeant d'être payés au tarif syndical* », dit un porte-parole de la Confédération des syndicats britanniques, en ajoutant que le salaire hebdomadaire versé aux apprentis devrait être porté à 30 livres.

Tout le monde pourtant ne se montre pas aussi bienveillant à l'égard du YTS. Dans les milieux mêmes de la formation professionnelle, on déplore la pauvreté du salaire des stagiaires, le caractère quasiment obligatoire du programme et surtout l'absence de perspectives d'embauche à la fin du stage. Un député travailliste de Coventry a même vu dans le YTS une « *forme cynique de conscription industrielle* » et a demandé au TUC de tout faire pour amener à se syndiquer les jeunes « *contraints de prendre part à ces programmes esclavagistes* ».

Une ouverture tardive

● *LES ADULTES.* – Autant l'éducation des adultes se caractérise, en Grande-Bretagne, par une grande richesse du point de vue de la culture et des loisirs, autant la formation professionnelle réservée aux mêmes adultes laisse à désirer.

La loi de 1964 a institué des « conseils de formation professionnelle » chargés de mettre en place des programmes de formation à l'intérieur de chaque secteur industriel concerné (suite à une récente révision des systèmes, le nombre des conseils imposés par la loi sera réduit et les employeurs seront seuls à prendre en charge leur financement). Depuis 1964, par ailleurs, des dispositions ont été prises en matière de congés de formation à l'initiative des conseils et des services d'enseignement, mais il n'existe pas de textes semblables à *la loi française de 1971. Enfin*, les chômeurs âgés de dix-neuf ans et plus ont la possibilité d'améliorer leur qualification grâce à un programme baptisé Training Opportunities Scheme (TOPS) dont le but est de compléter la formation *donnée par l'entreprise. Quelque* soixante et un mille adultes rémunérés en fonction de leur situation familiale sont passés par les TOPS en 1981-1982.

Le gouvernement Thatcher a reconnu lui-même que les dispositions existantes offraient peu de possibilités aux adultes désireux de se recycler. D'où la création d'un Open Tech Programme, un nouveau plan de formation visant à aider les techniciens et le personnel d'encadrement à s'adapter à l'évolution des techniques et des méthodes de travail. Open Tech met particulièrement l'accent *sur l'informatique* et s'efforce d'être aussi accessible que possible grâce au télé-enseignement et à une grande souplesse dans les horaires de cours.

(Intérim.)

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

La formation en entreprise a ses limites

Contrairement à la France, qui a privilégié la formation professionnelle ouvrière par ses établissements scolaires, l'Allemagne fédérale a toujours préféré le dual system, fondé sur l'alternance. Proche a priori de l'apprentissage, ce dispositif, hérité du dix-neuvième siècle, assure la préparation de tous les métiers de l'artisanat et du commerce, mais aussi – et c'est son originalité – de l'industrie.

Comme tous les modes de formation professionnelle initiale, le modèle allemand présente des défauts qui ont été accentués par la crise économique et le chômage des jeunes. On lui reproche en particulier de ne pas satisfaire à toutes les demandes et de se prêter assez mal aux besoins nouveaux de polyvalence, nés de la mise en œuvre des nouvelles technologies, qui nécessitent des formations scientifiques. Directement sous l'emprise du patronat, le système de formation en alternance est étroitement lié aux besoins de l'économie et son efficacité se trouve confirmée par le fait que le taux d'abandon des élèves est très faible.

Toutefois, l'Allemagne a dû entreprendre une réforme pour s'adapter aux difficultés rencontrées. Plutôt que d'allonger la période de formation initiale, on a institué une année pré-professionnelle et on a modifié l'orientation scolaire et l'orientation professionnelle de façon à conjuguer les efforts des deux méthodes d'évaluation. Enfin, on assiste à une réforme au sein de l'enseignement professionnel court qui vise à accroître la polyvalence en l'organisant autour de familles de métier.

Ironie du sort. Pour corriger ses défauts, le système allemand tend à se rapprocher du système français qui, à son tour, avec l'accord signé par les partenaires sociaux sur la formation alternée en entreprise, effectue le même chemin... en sens inverse.

Jeune ou adulte
éloigné, malade, engagé dans la vie professionnelle,

Vous pouvez suivre - ou reprendre - des études !

LE CENTRE NATIONAL D'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE (ex CNTE)

Établissement Public du Ministère de l'Éducation Nationale (7 centres d'enseignement – 240 000 élèves)

Propose des formations de tous niveaux :

- Formations scolaires (du cours préparatoire à la classe terminale).
- Enseignements technologiques et professionnels.
- Certaines formations universitaires conduisant au DEUG.
- Préparation à la capacité en droit.
- Préparations aux concours de recrutement relevant du Ministère de l'Education (Carrières administratives et de l'Enseignement).
- Concours administratifs et techniques d'autres Départements Ministériels : Police, SNCF, Métiers sportifs, Secteur para-médical et social, etc...
- Préparation à l'expertise comptable.
- Actions de formation continue et de promotion sociale, dans le cadre de conventions avec des organismes publics ou privés (Loi du 16 Juillet 1971).

Scolarité : Droit d'inscription annuel pour la France Métropolitaine : de 216 à 539 F.

POUR OBTENIR TOUS RENSEIGNEMENTS : ECRIRE A

CNEC - Ministère de l'Education Nationale
Tour Paris-Lyon - 209/211, rue de Bercy
75585 PARIS CEDEX 12



Prenez le tournant déterminant de votre carrière

Est-ce un hasard si les anciens de l'ICG occupent les postes de direction ?

- **Ingénieur + ICG** – Directeur de division – Directeur d'usine – Directeur de filiale – Directeur général.
- **Cadre commercial + ICG** – Directeur commercial – Directeur marketing – Directeur des ventes – Directeur général.
- **Cadre administratif et financier + ICG** – Directeur financier – Directeur du personnel – Directeur du développement – Directeur général.

Oui, en 27 ans, l'Institut de Contrôle de Gestion s'est forgé une réputation inégalée dans les entreprises en permettant à plus de 16.000 cadres d'acquérir les compétences indispensables à l'exercice de fonctions de gestion et de direction.

Alors que tant d'autres, entre 30 et 45 ans, comptent en vain sur un "coup de pouce" du destin pour donner un nouvel essor à leur carrière, les cadres admis à suivre le cycle de formation de l'ICG s'assurent une supériorité décisive ; ils développent les aptitudes et les réflexes des décideurs, des gestionnaires et des stratèges qu'une entreprise peut investir de sa confiance.

Plus l'objectif est ambitieux, plus la formation doit être rigoureuse.

L'ICG forme les cadres en activité à l'exercice de fonctions de gestion et de direction qui leur ouvrent de nouvelles perspectives de carrière. Au programme des études : – Approche globale de l'entreprise, introduction à la notion de système – L'étude des grandes fonctions de l'entreprise et des techniques qu'elles mettent en œuvre : marketing, production, finance, direction. – Etude des outils : comptabilité analytique et budgétaire, prévisions à court terme, informatique, modélisation et analyse économique. – Stratégie, planification et contrôle de gestion, choix des investissements. – Entraînement à la prise de décisions : jeu d'entreprise en univers concurrentiel. – Synthèse : étude, diagnostic d'une entreprise régionale.

ICG

Ce bulletin vous permet de poser, sans engagement, la question dont dépend votre avenir.

"Quels sont les 10 atouts qui me permettront d'accéder à des fonctions de gestion et de direction ?". Vous trouverez une première réponse dans la brochure ICG et vous pourrez la compléter, si vous le souhaitez, lors d'un entretien personnel, sans engagement : vous saurez ainsi quelles aptitudes vous devrez développer au cours du cycle ICG afin d'être capable, en toutes circonstances, de décider, gérer, élaborer des stratégies et les mettre en œuvre.

Si vous envisagez de suivre le cycle ICG de votre région, le moment est venu de demander cette information : renvoyez ce bon à l'ICG, 37 quai de Grenelle, 75738 Paris Cedex 15.

Institut de Contrôle de Gestion

"Quels sont les 10 atouts qui me permettront d'accéder à des fonctions de gestion et de direction ?"

Je désire recevoir la brochure ICG qui m'apportera toutes précisions sur le cycle de formation et sur les aptitudes qu'il est nécessaire de développer pour accéder à des fonctions de gestion et de direction. Je pourrai ensuite, si je le souhaite, avoir un entretien personnel, sans engagement, avec un responsable de l'ICG de ma région.

Nom ____________ Prénom ____________

Société ____________

Adresse ____________

Code postal ____ Ville ____________

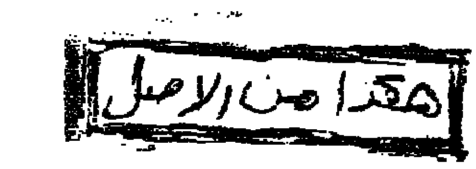
N° téléphone professionnel ____________

Bulletin à renvoyer à l'ICG, 37 quai de Grenelle, 75015 Paris

ICG Institut Français de Gestion
37 quai de Grenelle 75732 Paris Cedex 15



MO 9/05



LE STAGE :

Un « plus » pour le cadre à la recherche d'emploi

AU cours de 1983, plus de 91 000 cadres ont fait l'expérience, plus ou moins longtemps, du chômage. Fin mars 1984, ils étaient presque 60 000 à figurer sur les fichiers de l'ANPE (2,7 % de plus qu'en mars 1983). Le seul mois de mars 1984 a vu 7 563 nouvelles inscriptions. Et l'APEC (1) n'est pas optimiste dans ses perspectives pour le premier semestre : « *L'horizon s'assombrit,* constate-t-elle. *On revient à la situation peu favorable du début 1981.* » Quant à l'offre d'emploi de cadres, « *elle se situe sur une pente de l'ordre de 15 à 20 %. Les seules petites annonces parues dans la presse ont baissé, en un an, de 30 %. Et, phénomène aussi grave, les demandeurs d'emploi y répondent de moins en moins. Soit qu'ils n'y croient plus, soit qu'ils utilisent des procédés plus originaux, si ce n'est farfelus, pour retrouver un poste* ».

Actuellement, la durée moyenne du chômage des cadres se situe autour de trois cent trente jours, alors qu'elle est de deux cent quatre-vingt-dix-huit jours pour l'ensemble des demandeurs d'emploi. « *Un cadre reste en moyenne de huit à dix mois au chômage. Mais la majorité d'entre eux retrouvent du travail dans les huit premiers mois et les autres s'étirent parfois sur plusieurs années.* » Ce sont les cadres dits « âgés » qui font les frais de cet étirement. Même si, par le biais des contrats de solidarité, leur nombre a diminué de 10 % en 1983 et l'on compte, aujourd'hui, environ 20 500 cadres âgés de plus de cinquante ans parmi les demandeurs d'emploi.

« *Le chômage s'est peut-être « banalisé » dans l'idée du public, mais pas pour celui qui le vit. Au début, le cadre parle d'« accident ». Il trouve normal, « vu la conjoncture », qu'il en soit là. Il rationalise. Mais lorsque, six mois plus tard, il est toujours en recherche d'emploi, il culpabilise. La perte de son travail est vécue comme une déqualification professionnelle, puis sociale et psychologique* », constate un responsable d'un centre de formation.

Le chômage reste un choc. D'autant plus rude que le cadre est âgé. Ces cadres âgés, majoritairement autodidactes — aujourd'hui 32 % seulement des cadres possèdent un diplôme de l'enseignement supérieur, et ils étaient 22 % il y a dix ans, — ont fait toute leur carrière dans la même société (parfois deux) *et bien souvent* sans changer de fonction. Ils sont les hommes d'un poste, dans une entreprise donnée et un secteur d'activité précis. A cinquante ou cinquante-cinq ans, ils sont piégés par leur titre acquis par promotion interne dans une entreprise en pleine expansion économique avec le salaire correspondant, à l'heure où la crise oblige à tout retraduire en termes d'économies.

La recherche d'emploi : une activité

« *On s'aperçoit,* dira un responsable de formation « spécialiste des petites annonces », *que beaucoup de ces cadres ne savent pas situer leur ex-fonction, en amont et en aval, dans leur ex-entreprise. Ils décrivent leur tâche. Ils analysent en détail ce qu'ils faisaient sans esprit de synthèse. Ils sont encore moins capables de projeter leur activité dans une autre société ou dans un autre secteur. Ils perdent alors tout discernement et répondent tous azimuts aux petites annonces. Ou au contraire ils abandonnent.* » Ce que confirme une jeune femme passionnée de marketing. « *Je viens du textile. Pour moi, il n'y avait pas d'avenir possible en dehors des grands industriels que je connaissais, Boussac, etc. Il m'aura fallu passer par un stage pour comprendre que ce que je savais faire dans « la maille », par exemple, pouvait s'exercer tout autant à d'autres produits de luxe !* »

Aujourd'hui, la recherche d'emploi devient une activité, avec ses règles, ses erreurs et sa méthodologie. Elle s'enseigne. On s'y forme. L'APEC, par exemple, organise des journées de bilan professionnel et personnel pour redéfinir ou affiner la stratégie de chacun. Le créneau n'a d'ailleurs pas échappé à des « astucieux », qui promettent un emploi au chômeur grâce au *curriculum vitae* fabuleux qu'ils vont lui fabriquer, moyennant finances, bien entendu. La plupart du temps, les stages de reconversion, de perfectionnement intègrent cette recherche de travail comme une des phases de la formation.

Elément vital et central de la recherche ce fameux *curriculum vitae*. Les demandeurs d'emploi en parlent comme s'il s'agissait de la pierre philosophale, qui allait commuer leur banale activité passée en une suite d'étapes prospères. Il est vrai que le CV va permettre ou non de franchir la barrière de « nettoyage » des candidatures et d'accéder au stade suivant : celui du premier entretien. Un CV se pense, se mûrit, se travaille. « *J'ai retrouvé un poste après la quatrième rédaction de mon CV,* dit M. D... *J'avais déjà suivi des « journées bilan », mais c'est au cours de mon stage que j'ai décidé, après avoir entendu à nouveau les animateurs de la session, de reprendre mon CV. Le lundi de Pâques 1983, je me suis installé tout seul et toute la journée je l'ai remanié. Il a plu à une entreprise qui recherchait un directeur des ventes. Une fois convoqué, j'ai emporté le poste. A cinquante-deux ans, j'avais un an de chômage derrière moi.* » Un autre explique : « *Lorsque j'indiquais mon âge, j'avais entre 1 % à 2 % de réponses à mon courrier. Aujourd'hui, je ne marque rien. Je ne cache rien non plus. Il est facile de se rendre compte que je ne suis pas tout jeune puisque je détaille ma carrière. Eh bien, j'obtiens 40 % à 50 % de lettres en retour.* »

Le temps joue, le temps court pour les demandeurs d'emploi. Ceux qui sont « passés par le chômage » ont un avis unanime : « *Il faudrait suivre des sessions de bilan et de stratégie de recherche d'emploi tout de suite. Ne pas attendre six mois de prospection infructueuse. Au début, seul, on accumule les erreurs.* » Erreur de CV mal formulé, mal présenté ; erreur de « cible » — en postulant dans plusieurs directions dans l'espoir que l'une d'entre elles répondra ; erreur de formation complémentaire, en choisissant un stage d'anglais alors qu'un peu de gestion ou de marketing aurait été plus salutaire ; erreur de jugement en refusant de changer de région ou encore erreur de comportement face à un interlocuteur chargé du recrutement en s'avouant battu d'avance : « *Vous m'avez donné rendez-vous, mais je sais que vous ne me prendrez pas à cause de mon âge !* »

Or, les erreurs conduisent à l'échec, au découragement, si ce n'est à la dépression. En tout cas, la personnalité se modifie.

Avec le chômage, s'insinue puis s'impose la perte de confiance en soi, accompagnée d'amertume, d'aigreur et de rancune. Or, la personnalité joue à plein dès que la barrière des « exigences objectives » de l'entreprise pour le poste proposé est franchie. « *Le temps de la poignée de main, je sais si le courant passera ou non,* dit un chef du personnel. *Les entreprises veulent des cadres dynamiques, chaleureux, capables de mobiliser leur énergie sur un problème. Elles parlent en termes de « risques » — et le chômage qui perdure en est un à leurs yeux, car le demandeur d'emploi recherchera plus la sécurité que l'initiative, — et en termes de « garanties maximales » face à cet acte grave et couteux que constitue un recrutement. Le chômeur, lui, parle en termes de* « confiance », *de* « chances » *à lui redonner, d'* « honnêteté » *ou de* « loyauté ». *Deux langages antinomiques.* » Les formateurs le savent bien, et, dans les stages, que ce soit de reconversion, de complément de formation ou de remise à jour des compétences, ils jouent sur la dynamique des groupes pour redonner du tonus et « remobiliser » les forces.

Plaire pour être embauché

Au CESI, par exemple, l'antenne cadres Ile-de-France propose, parmi d'autres, un stage baptisé « FOM-Fonctions-Outils-Méthodes », d'une durée de dix-huit semaines, où, en sus d'un perfectionnement à la gestion et d'une initiation à l'informatique, entrent pour une grande part des techniques de relations et de communication (2).

« *Dans le stage FOM,* dit une formatrice, *ils reprennent courage. Ils savent que 75 à 80 % de nos stagiaires retrouvent un emploi dans les trois à six mois qui suivent la fin de la session. On « remet en forme » leurs connaissances. On leur donne un bagage, un vocabulaire, qui leur permettent de discuter avec des informaticiens, des financiers. Ils travaillent par petits groupes. Malgré un an ou plus de chômage, ils arrivent très « positifs » ouverts, faisant des projets d'avenir. Ils n'ont pas renoncé. D'autres, au contraire, sont découragés, ou amers. La dynamique du groupe les entraîne vers des buts plus constructifs. Et le stage, obligatoire, de quatre semaines en entreprise vient renforcer leur désir de se réinsérer rapidement.* »

Un autre stage, « Développement de l'expérience en entreprise », pour des cadres ayant un bon passé professionnel et venant d'horizons divers, utilise la dynamique de l'entreprise en plus de celle du groupe. Il s'agit, après avoir fait le point sur ses connaissances et ses aspirations, de vérifier au cours d'un stage de trois mois, sur le terrain, la validité du projet. Il faut donc « se vendre » comme stagiaire à une société. Une simulation de ce que sera la recherche d'un emploi ultérieurement : « *C'est l'occasion d'un coup de pouce extraordinaire. On n'est plus chômeur, mais « stagiaire en entreprise ». On peut renouer avec des relations perdues, reprendre contact avec des gens...* »

La plupart des organismes de formation tirent partie des possibilités offertes par le magnétoscope. La révélation de son apparence, de son comportement éclaire parfois le stagiaire sur l'image qu'il donne de lui-même. « *Parfois, au contraire, il découvre qu'il a un joli sourire ou des gestes aisés. Ça le rassure. Car, se faire embaucher, c'est plaire. Et quand on est au chômage, on a l'impression de ne plus plaire et qu'on ne plaira jamais plus. Ni à un patron ni à son conjoint...* »

« Suivre sans materner »

« *Le simple fait d'être admis à suivre un stage suscite un renouveau d'espoir* », constate le CREFAC (3). L'expérience du centre envers les cadres en recherche d'emploi depuis un an et plus l'a conduit à imaginer un stage « Promotion des compétences » intégrant au « contenu » professionnel des entretiens individuels réguliers avec des formateurs, des psychologues, pour un « suivi professionnel » qui n'exclut jamais le « suivi personnel » : « *Pendant dix-sept semaines — dont quatre en entreprise — on va « mobiliser » les stagiaires, essayer de transformer les « vieux sangliers » en cadres dynamiques et ouverts, les aider à clarifier leur projet professionnel et à mettre en valeur leur savoir-faire et leur expérience. Avant de pratiquer ce « suivi », environ 50 % des stagiaires retrouvaient un poste dans les six mois après la sortie du centre ; aujourd'hui, ce pourcentage est atteint à la fin du stage.* »

« *Au cours des entretiens, on les écoute, on les ramène à la réalité, la leur et celle des entreprises. On les malmène quand il le faut* », dit Mme C..., psychologue qui « suit » quatre à cinq stagiaires à chaque session. « *Il ne s'agit pas de les « materner », loin de là. On ne fait rien à leur place. On ne se charge d'aucune démarche pour eux. L'effet du « suivi » s'ajoute à celui de la dynamique du groupe.* »

Bien que les responsables du CREFAC se défendent d'être le « SAMU » des cadres en difficulté, ils admettent recevoir parfois des « *gens complètement déboussolés* », qui n'osent plus avoir confiance en eux et se dévalorisent consciencieusement si ce n'est consciemment. « *Par exemple, un cadre dressait devant moi son CV de poissonnier. En l'interrogeant plus à fond, j'ai appris qu'il gérait 2 tonnes de poisson par jour pour des grandes surfaces et qu'il dirigeait une équipe d'une trentaine d'ouvriers,* dit un formateur. *Le chômage, pour un cadre âgé, surtout s'il est autodidacte, impose des « deuils » à faire abandonner son titre, abaisser son niveau de salaire !* » C'est ce qu'a admis M. C... pour « enlever » un poste de direction de vente. Il a accepté de gagner 30 % de moins qu'auparavant. Ce premier emploi lui a servi de tremplin. Deux mois après, il « intégrait » une autre société intéressée par son « profil » et retrouvait son ancien niveau de rémunération.

« *Le chômage, c'est comme une carie,* dira un responsable de formation. *Soignée à temps, elle guérit sans séquelles, sinon... Le stage, judicieusement choisi, adapté aux compétences et au projet professionnel du cadre, c'est un « plus » que les employeurs ne négligent pas. Il signifie que le postulant n'est pas resté dix mois les pieds dans ses pantoufles, mais qu'il a accepté de se perfectionner, de se remettre en question, d'évoluer. Le cadre en recherche d'emploi peut en jouer pour « neutraliser », sinon pour faire oublier sa période de chômage qui le stigmatise.* »

CHRISTIANE GROLIER.

(1) APEC, Association pour l'emploi des cadres, 8, rue Duret, 75016 Paris, tél. 502-13-50.

(2) CESI, Ile-de-France, département « cadres », 9, rue d'Arcueil, 94250 Gentilly, tél. (1) 664-35-51, organise à destination des salariés comme des demandeurs d'emploi, des stages de gestion et management d'entreprises (dont fait partie le stage FOM), des stages d'informatique, de techniques commerciales à visée exportation, pour la formation de responsables de formation en entreprise et de formation-insertion.

(3) CREFAC, tour Essor 93, 14, rue Scandicci, 93500 Pantin, tél. 843-61-31, organise des stages pour les cadres : « Promotion des compétences », « Qualification professionnelle dans la fonction gestion et organisation de production », « Qualification professionnelle dans la fonction achats et gestion des stocks », ainsi que des stages pour la réinsertion des femmes et la formation des administrateurs représentant les salariés dans les entreprises du secteur public.

I.U.T. CACHAN ÉLECTRONIQUE

I — D.U.T. FORMATION INITIALE
En deux ans avec baccalauréat C, D, E, F2, F3.
En un an avec DEUG A ou MATHÉMATIQUES SPÉCIALES.

II — D.U.T. PROMOTION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL
Cours du soir, durée quatre ans, avec baccalauréat C, D, E, F2 récent (deux fins d'après-midi plus samedi matin).

III — SESSIONS DE FORMATION CONTINUE
Selon contrats avec entreprises : de une à dix semaines.
● Logique — Microprocesseurs — Semi-conducteurs et transistors — Amplificateurs opérationnels et circuits intégrés — Initiation à l'informatique, hyperfréquences.

IV — ANTENNE C.N.A.M.

Renseignements :
BRIGITTE LECLERC - Tél. : 664-10-32 (poste 221)
9, avenue de la Division-Leclerc - 94230 CACHAN

L'ÉDUCATION de *Le Monde*

MAI 1984

DEVENIR INGÉNIEUR

Pas de chômage chez les ingénieurs : les entreprises se les arrachent. Passer par une classe préparatoire n'est plus une obligation : l'accès sur titres universitaires à l'une des cent quarante-huit écoles ou la formation continue permettent également de devenir ingénieur et d'occuper des postes qui sont aujourd'hui plus tournés vers la gestion et le technico-commercial que vers la production.

Aussi au sommaire :
La lecture dans les entreprises et le rôle des bibliothèques des comités d'entreprise.
Où loger des groupes de jeunes à Paris ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
11 F

— (Publicité) —
VOTRE FORMATION EN LANGUES

Une formation linguistique à vocation professionnelle est un complément utile, voire indispensable, dans de nombreux secteurs. Quel que soit votre niveau, vos occupations et votre résidence actuelle, vous pouvez préparer tranquillement, par correspondance, un examen professionnel très apprécié des entreprises, comme les diplômes des Chambres de Commerce étrangères, de l'Université de Cambridge, du BTS traducteur commercial, etc. Langues & Affaires, premier établissement européen pour l'enseignement des langues commerciales, vous renseigne sur ces diplômes et leur préparation. Service orientation et formation. Documentation gratuite à L. & A., service 4172, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Tél. : (1) 270-81-88. (Et. privé)

fédération des instituts
les lagrange

Vous souhaitez :
— Créer une entreprise,
— Avoir une qualification et un métier,
— Bâtir un plan de formation,
— Animer la vie locale,
— Participer à son développement économique et culturel,
— Ouvrir un cinéma,
— Gérer une association...

23 instituts de formation régionaux sont à votre disposition et répondent à toutes les demandes d'information individuelle ou collective de formation.

F.I.L.L., 21, r. de Provence, 75009 Paris
Tél. : 246-82-82



A.N.F.O.P.A.R., 3, place d'Armes, 60700 PONT-SAINTE-MAXENCE (Oise), tél. (4) 472-25-09
— Conseil en formation continue et en orientation professionnelle ;
— Adaptation aux nouvelles technologies informatique, bureautique, agricole et agro-alimentaire ;
— Remise à niveau et pré-qualification ;
— En conversion ou en perfectionnement, en congé de formation ou rémunérations par le C.N.A.S.E.A.



ASSISTANCE EN FORMATION DES ADULTES
6, rue Bray 75017 Paris Tél. 766.46.17
PLANS DE FORMATION ET STAGES
TECHNIQUES MODERNES DU TRAVAIL DE BUREAU
● Secrétariat,
● Bureautique,
● Techniques d'expression écrite et orale.
Stages inter-entreprises et sur mesure

Centre culturel latino-américain pour travailler avec
L'AMÉRIQUE LATINE
pour mieux connaître ses langues, ses cultures
pour réussir vos contacts et défendre vos projets
Stages d'espagnol, de portugais-brésilien et de quechua — cours à la carte
CETECLAM.
Organisme formateur n° 11750225575
6, rue des Fossés-Saint-Marcel
75005 PARIS — Tél. : 336-56-04

OISE
OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH
agréée par le British Council
21, rue Théophraste Renaudot
75015 PARIS Tél.(1) 533.13.02

L'ANGLAIS A OXFORD

Stages individuels intensifs à Oxford, toute l'année, toute durée, pour adultes et étudiants

PROMO J



L'art d'écrire ! L'art de parler !
D'abord des techniques !
Etes-vous sûr de les maîtriser ?
Venez les acquérir au
CENTRE FORMATION COMMUNICATION
Prochains stages : « Prendre la parole »
4 au 8 juin à Nîmes, et 18 au 22 juin à Paris
Pour tous renseignements :
C.F.C., Gallician, 30600 VAUVERT — Tél. : (66) 73-31-50
137, rue de Vaugirard 75015 Paris - Tél. : (1) 273-01-73

... *communiqué* ...
Cette annonce concerne les leaders qui veulent le rester.

groupe escp
CFP

SAVOIR PERIME ? ENTREPRISE ANEMIEE ? UN RISQUE A NE PAS COURIR.
Pour mieux affronter les temps actuels, un bain de jouvence à vos connaissances !

AXIOME.
Le vrai capital d'une entreprise, c'est son capital humain.
PROBLEME.
Dans un monde en complète mutation, être seulement efficace ne suffit plus. Encore faut-il :
• anticiper, innover radicalement face à une concurrence féroce,
• gérer les données d'un environnement de plus en plus complexe pour mieux communiquer et convaincre.
SOLUTION.
Le Centre de Formation Permanente et son équipe de spécialistes est à votre disposition pour établir le plan de campagne (Formation et Perfectionnement) le mieux adapté à ces impératifs.
— Programmes personnalisés particulièrement souples, conçus et réalisés pour votre entreprise.
— Séminaires inter-entreprises centrés sur les nouvelles méthodes de gestion, (groupes "homogènes").
— Dans une ambiance d'échanges et de dialogues animés par un enseignement de qualité, délibérément tourné vers les entreprises et largement ouvert à l'international.

CHANGEZ LA VIE DE VOTRE ENTREPRISE ! OSEZ-LE ... !

TELEPHONEZ à Mme PILLET au (1) 355.39.08
CFP - 79, AVENUE DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS
pour toute information sur l'ensemble des activités.
Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris



LE SYNODE NATIONAL DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE FRANCE

Modernité protestante

(Suite de la première page.)

Deux sujets qui relèvent, à prime abord, de la « cuisine interne » du courant calviniste que représente l'ERF au sein de la Fédération protestante de France. En évoquant *« la reconnaissance des ministères »* et *« la célébration civile et religieuse du mariage »*, le pasteur Jean-Pierre Monsarrat, président du conseil national de l'ERF, a même parlé de *« brin de futilité »*, au regard des tâches immenses qui attendent le chrétien dans le monde.

Or, non seulement ces deux questions mettent le doigt sur un malaise réel qui déborde largement les frontières du protestantisme, mais encore les réponses apportées par le synode de Dourdan illustrent bien la contribution spécifique de l'ERF. Dans les deux cas — la diversification des ministères et le refus par certains couples d'enfermer leur *« projet commun d'amour »* dans le cadre institutionnel du mariage — on touche à la sensibilité moderne qui caractérise beaucoup de jeunes : égalitarisme, authenticité, peur d'un engagement à vie, méfiance pour toute institution...

Selon la législation actuelle de l'ERF, seuls les pasteurs ayant reçu *« l'ordination-consécration »* sont accueillis et reconnus par l'Eglise. Depuis 1959, du reste, l'article XII de la discipline (sur la diversité des ministères) est laissé en blanc, faute d'un accord sur la reconnaissance d'autres ministères que celui de pasteur. Certains étudiants en théologie, qui refusent l'ordination à cause de sa connotation de « sacralisation » et de l'engagement à vie qu'elle implique, *se sont vu accorder* le titre de « pasteurs-proposants », un statut de compromis, peu satisfaisant.

Le synode de Nancy avait décidé, en *1983*, de reporter le vote définitif de l'article XII à 1985 et, en attendant, de soumettre à l'étude des synodes régionaux, pendant deux ans, des *« orientations générales »* qui reconnaissent une diversité ministérielle : pastorat, évangélisation, enseignement de la théologie, recherches bibliques, exercice du diaconat, etc. A Dourdan, on a fait un pas de plus vers l'abolition de ce que le pasteur Monsarrat a qualifié de *« fausse diversité des statuts ministériels (pasteurs, pasteurs-proposants) »*, en adoptant une *« reconnaissance liturgique »* pour tous les ministères et en abandonnant l'idée d'« ordination » et d'engagement à vie.

Dans un texte voté à la quasi-unanimité, le synode décide de *« reconnaître publiquement »*, lors d'un culte, *« ceux que Dieu appelle à un ministère et qui vont y consacrer tout ou partie de leur temps »*. Cet acte sera appelé *« liturgie de reconnaissance des ministères, puisque le mot ordination, utilisé en beaucoup de langues dans l'Eglise universelle, évoque, en français, l'entrée dans un clergé »*. Quant au pasteur, le mot ne paraît pas comme tel ; le texte dit seulement : *« Le service de la Parole et du Sacrement étant premier, mais non supérieur, tous les ministères de l'Union devront être reconnus de la même manière. »*

Une éthique de voyageurs

Malgré deux craintes opposées exprimées par certains — celle d'une nouvelle *« cléricalisation »*, puisque les ministères reconnus vont se multiplier, et celle d'un *« nivellement »* avec une *« dilution du pastorat »*, — la majorité des délégués ont salué dans ce texte une véritable expression du *« ministère commun à tous les baptisés »*, cher à la théologie protestante. Un observateur catholique a reconnu que le texte posait un nouvel obstacle à l'œcuménisme, mais ce fut pour ajouter : *« Mieux vaut un obstacle clairement défini que le brouillard ! »*

Ce refus d'établir une hiérarchie des ministères — *« tous sont appelés à servir l'Eglise à leur place »* — se retrouve dans le traitement du second thème à l'ordre du jour, la cohabitation et le mariage, avec une nette volonté d'éviter une « double morale ». Le synode a été amené à poser la question du *« maintien ou de l'abandon de l'obligation du mariage civil comme mode de reconnaissance de la conjugalité »* pour la simple raison que la « cohabitation » — appelée autrefois concubinage — est non seulement de plus en plus répandue parmi les jeunes protestants, mais aussi chez des étudiants en théologie, candidats au ministère pastoral tout en refusant le mariage...

Selon la discipline en vigueur, la commission des ministères exige que les candidats aux ministères cohabitants se marient. Or, dans la tradition réformée, ce n'est pas l'Eglise qui marie ; elle ne fait que bénir l'union de deux chrétiens, lors d'un culte, alors que le seul engagement public est celui pris devant le maire, lors du mariage civil. En rappelant que la cohabitation n'est pas un fait marginal mais une réalité courante, le pasteur suisse Robert Grimm, qui présenta le rapport sur ce thème, a ajouté qu'elle traduit *« une mutation de valeurs : priorité de l'instant sur la durée, de l'effectif sur l'institutionnel, du personnel sur le social, du conjugal sur le parental »*. Et il a plaidé pour la *« liberté responsable »* du couple, qui peut choisir de légaliser ou non son union sans l'intervention directe de l'Eglise, en citant la recommandation de Karl Barth : *« Une éthique de voyageurs pour des voyageurs »*. *« Regardez Jésus-Christ !* s'est-il écrié. *Pouvez-vous mettre l'amour en système, en discipline (...), en équation morale ? »*

A l'issue d'un débat passionné qui divisa les délégués en deux camps irréductibles, *sans suivre le rapporteur*, qui allait jusqu'à laisser aux protestants réformés, y compris les ministres, la liberté de se marier ou non, le synode a fait une partie du chemin. Le texte final, largement adopté, reconnaît que les valeurs de respect, d'amour et de fidélité ainsi que la responsabilité et la stabilité nécessaires à l'accueil et à l'éducation des enfants *« peuvent être vécues aussi bien dans la cohabitation que le mariage »*.

Affirmant que *« ce projet commun d'amour appelle sa visibilité »*, dont le lieu, jusqu'à présent, est le mariage civil, les rédacteurs avouent se trouver dans une impasse. *« Nous n'avons pas pu arriver en synode à avancer au-delà de ces affirmations,* écrivent-ils. *Pour la majorité d'entre nous, la seule cérémonie religieuse* [qui ne constitue pas le mariage, NDLR] *ne semble pas pouvoir être actuellement un lieu de reconnaissance publique du couple. »*

Le texte se termine par une exhortation à trouver, *« à court terme, une solution que nous devons aux cohabitants »*, y compris ceux qui se destinent au ministère. Affaire, donc, à suivre.

ALAIN WOODROW.

L'engagement de l'épiscopat catholique dans le débat scolaire est critiqué

Parmi les nombreux vœux adoptés par le synode — sur la faim dans le monde, le chômage, les immigrés en France, l'alcoolisme, — le texte sur le débat scolaire, dont voici le texte intégral, distingue la position de l'ERF de celle de l'épiscopat catholique.

« Le synode national, réuni à un moment où le débat sur la question scolaire divise à nouveau les Français, rappelle les positions déjà exprimées par la Fédération protestante de France, notamment dans sa déclaration du 26 février 1982 et dans son communiqué du 29 février 1984 :

» — L'attachement du protestantisme français à la laïcité de l'Etat ; en ce sens, la laïcité de l'école lui paraît toujours constituer une des sauvegardes de la liberté religieuse ;

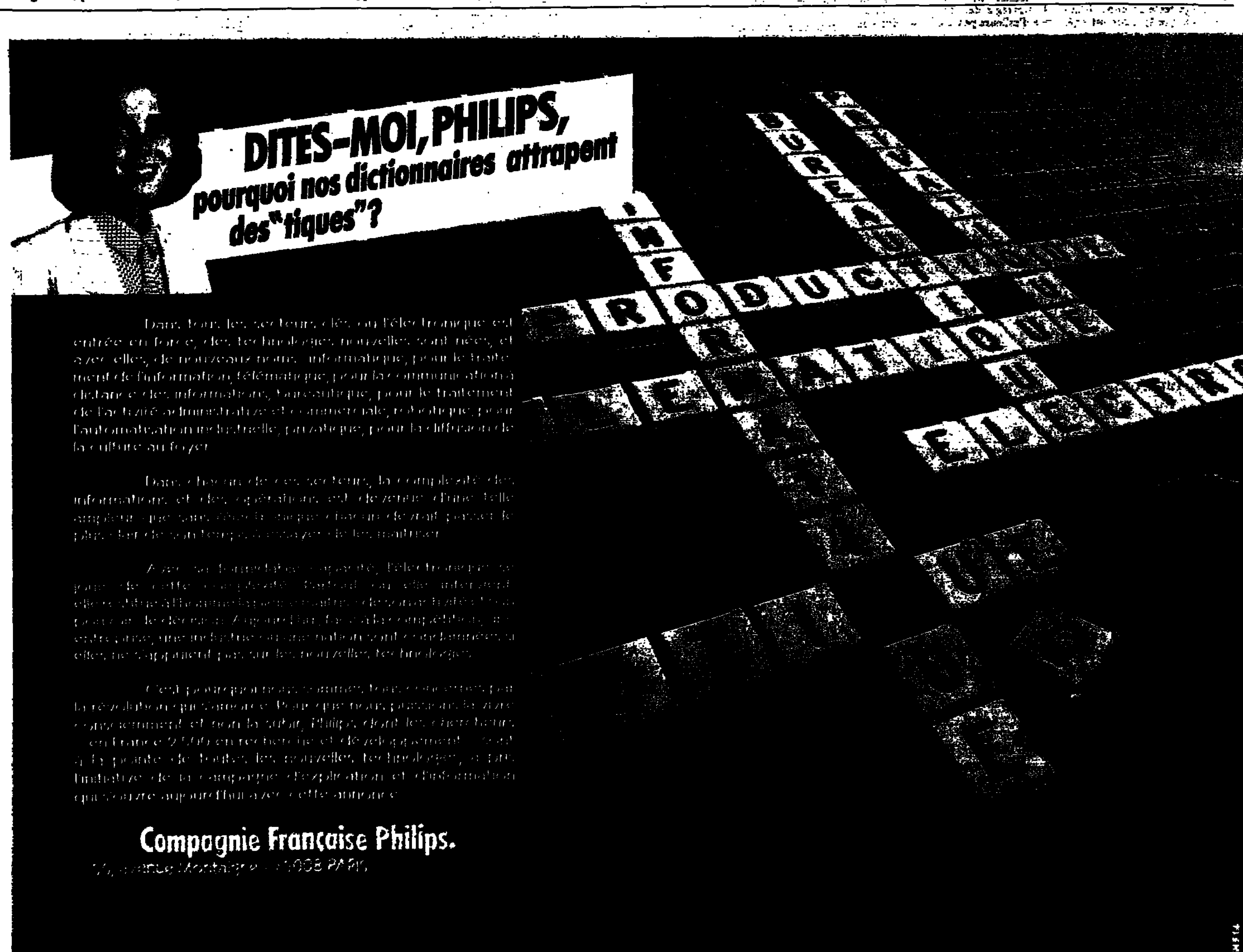
» — L'accord exprimé aux principes énoncés dans les propositions du ministre de l'éducation nationale, en précisant le double souci de la Fédération protestante de France de voir les mesures spécifiques proposées pour l'enseignement privé s'inscrire dans le cadre d'une réforme d'ensemble du système éducatif qui accroisse au maximum possible la responsabilité de tous les partenaires (enseignants, parents d'élèves, collectivités territoriales) et d'assurer une véritable égalité de tous les enfants dans leur droit à l'éducation, en évitant toute ségrégation sociale, tout en respectant le droit des familles à choisir tel établissement à vocation particulière.

» Le synode national exprime son regret de voir ce débat devenir l'enjeu d'une lutte politique qui n'utilise trop souvent ce thème que comme un prétexte et regrette, en particulier, de voir la hiérarchie catholique engagée à un tel degré dans ce débat. »

APRES 12 ANS DE SILENCE, SERGIO LEONE PARLE DE SON DERNIER FILM.

Le magazine de tous les écrans, les aventures de l'image. Chez votre marchand de journaux.

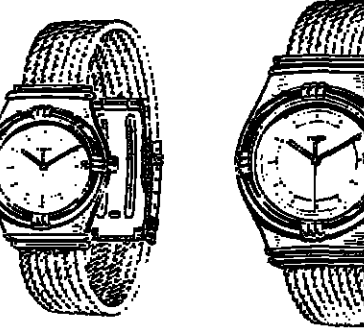
VOIR



هكذا من الأصل



Quand un homme de la mer devient joaillier, il transforme un câble marin en une montre d'or et d'acier.



FRED
JOAILLIER

6, rue Royale, Paris. Tél. 260.30.65 • Le Claridge, 74, Champs-Élysées • Hôtel Méridien, Paris. 21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo • Aéroport d'Orly. 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS 11, rue Payenne - Paris 3e - 271.82.20

PETER DAHL
Lithographies
d'après les épitres de Fredman
de Carl Michael Bellmann (1740-1795)

TONY EMILSON
sculptures

expositions ouvertes jusqu'au 20 mai
lundi, vendredi 12 h-18 h, samedi, dimanche 14 h-18 h.

LE CARNET DU Monde

Naissances

– M. Michel CHABERT et Mme, née Anna ISELIN, ont la joie de faire part de la naissance de

Sarah,

le 28 avril 1984.

45, rue du Maréchal-Foch,
78000 Versailles.
Tél. : 021-14-10.

– Jean-Claude et Christine ROUÉ-GUÉRIN et Marie-Laure, ont la joie d'annoncer la naissance de

Luc,

19 avril 1984.

36, rue Aristide-Briand,
Montgeron (Essonne).

Décès

– Jean Benoît, son époux,
Ses enfants et petits-enfants,
Les familles Benoît, Bau, Maurette, Barthélemy, Bertschy et Decottignies,
ont la douleur de faire part de la mort de

Simone BENOIT,
née Lefebvre,

survenue subitement, le 5 mai 1984, en son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 10 mai, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, à Paris-16e.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse.

6, boulevard Suchet,
75016 Paris.

– Halina Frenkel,
Anne Frenkel-Zamire,
Jacques Brochot,
Lilith Jdanko,
Nos amis, ses amis,
ont la très profonde douleur d'annoncer la disparition de

Boris Borvine FRENKEL.

« Il imposa une frontière à la ténèbre. »

(Job, XXVIII 3.)

– Mme Pierre Imbert,
son épouse,
M. et Mme Bernard Montcerisier
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Pierre Imbert
et leurs enfants,
M. et Mme Dominique Imbert
et leurs enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Pierre IMBERT,

survenu le 7 mai 1984, à Trans-en-Provence, à l'âge de soixante-treize ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 10 mai, à 10 heures, en l'église de Saint-Prix (Val-d'Oise).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Parc 95390 Saint-Prix.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Le docteur Jean-Augustin Richard,
ancien assistant de l'hôpital Boucicaut,
son mari,
M. et Mme Jean Planchais,
Le docteur et Mme Jacques Richard,
M. et Mme Hubert Richard,
Mme Anne Anquetin,
M. et Mme Jean-Luc Richard,
M. et Mme Michel Franck,
ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
font part du décès de

Mme Jean-Augustin RICHARD,
née Madeleine Linder,

survenu le 6 mai 1984, dans sa soixante-dix-huitième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 9 mai, en l'église Notre-Dame de Doullens (Somme), dans l'intimité familiale.

Nous rendons grâce à Dieu.

151 *bis*, rue Blomet,
75015 Paris.
300, rue de Vaugirard,
75015 Paris.

– M. et Mme Samuel
et leurs enfants,
Les familles Emerique, Israël et Salmon,
ont le regret de faire part du décès de

Mme veuve Amédée SCHNERB,
née Andrée Emerique,

le 4 mai 1984.

Les obsèques ont eu lieu à Saint-Etienne, dans l'intimité.

27, rue Aristide-Briand,
78380 Bougival.

– On nous prie d'annoncer le décès du

professeur
Pierre-Maxime SCHUHL,
membre de l'Institut,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 5 mai 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

la levée du corps aura lieu en son domicile, 7, avenue de Suffren, à Paris-7e, le jeudi 10 mai, à 8 heures.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 15 heures, au cimetière israélite de Sélestat (Bas-Rhin).

– Le président
et les membres du comité central de l'Alliance israélite universelle,
ont le regret d'annoncer de décès de leur collègue

le professeur
Pierre-Maxime SCHUHL,
membre de l'Institut,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 5 mai 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La levée du corps aura lieu en son domicile, 7, avenue de Suffren, à *Paris-7e, le jeudi 10 mai, à 8 heures.*

L'inhumation aura lieu le même jour, à 15 heures, au cimetière israélite de Sélestat (Bas-Rhin).

AIU,
45, rue La Bruyère,
75009 Paris.

Remerciements

– Mme Jean Mauberna
et sa famille,
très touchées par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Jean MAUBERNA,

expriment leurs remerciements émus et attristés.

Anniversaires

– Le 10 juillet 1983 disparaissait tragiquement

M. Elie GOZLAN.

Les prières commémorant cet anniversaire seront dites le 13 mai 1984, au domicile familial à Fès (Maroc), 47, boulevard Mohamed-V.

Messes anniversaires

– Une messe sera célébrée le jeudi 10 mai 1984, à 18 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, pour

l'ingénieur général de l'armement
Louis-Charles BESSE,

rappelé à Dieu
le 10 mai 1983.

Communications diverses

– A l'initiative du département Chine de l'Institut national des langues et civilisations orientales, une réunion à la mémoire de

Robert RUHLMANN,
professeur de chinois,

se tiendra le 15 mai 1984, à 16 h 30, au centre universitaire Paris-IX Dauphine, amphithéâtre no 1.

Ses amis, ses collègues et ses anciens élèves sont invités à y participer.

– Société des études renaniennes : lundi 14 mai, à 17 h 15, dans la salle VIII du Collège de France, conférence de Mme Marie-Claire Bancquart, professeur à l'université Paris-X (Nanterre), sur Anatole France et Renan.

Avis

– On nous prie d'insérer l'avis suivant :

Recherche
Mme Hélène BEGUIN
qui habitait en 1944 avenue de Wagram, témoin de mon arrestation par Gestapo, le 25 juin 1944, 13, rue de Passy.
M. René Bailly,
24360 Busserolles-Badil.



Vente
aux particuliers
MOQUETTE
100% Pure laine
-50%
de sa valeur
Grand choix de coloris
Petite et grande largeurs
Devis gratuit
Pose par spécialistes
LA MOQUETTERIE
334 rue de Vaugirard - Paris 15e
842-42-62 ☎ 250-41-85

"VOL à VIE avec TWA"
les bulletins de participation sont chez votre agent de voyages.

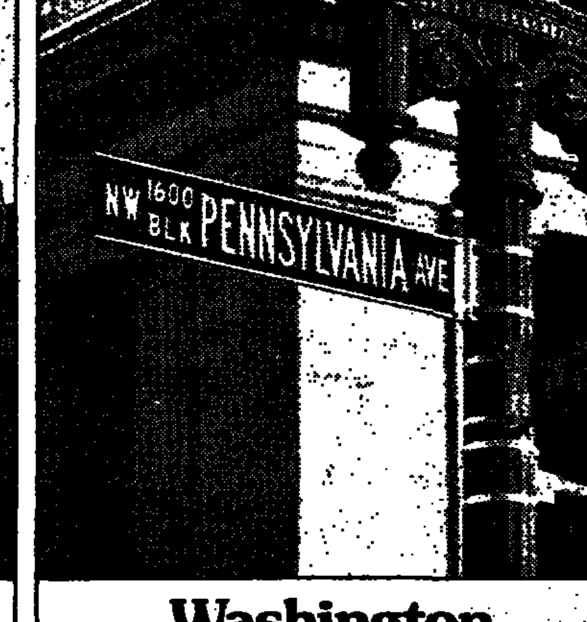
TWA en Amérique.
Les tarifs qui ne courent pas les rues.



New York
3.750 F Loisirs



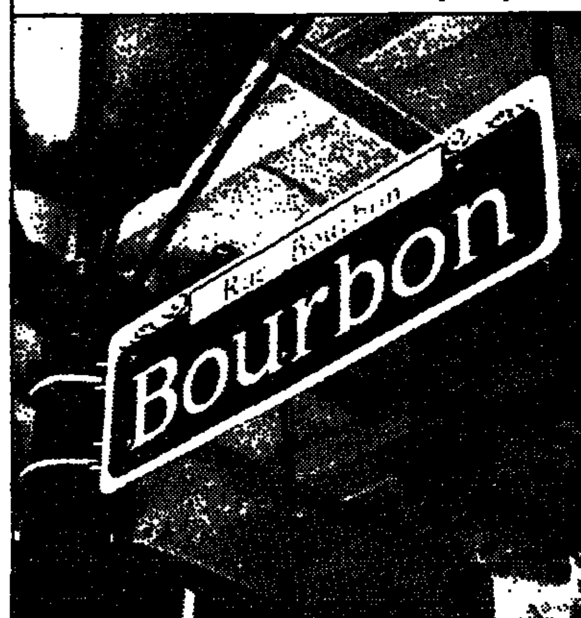
Boston
3.550 F Super Apex



Washington
4.000 F Loisirs



San Francisco
5.585 F Loisirs



New Orleans
4.880 F Loisirs



Et tout
le réseau TWA

Plus de 60 villes.

Si vous visitez l'Amérique cette année, vous ne pouvez y aller en meilleure compagnie qu'avec TWA.

TWA sait prendre soin de vous. Aucune autre ligne aérienne ne vous offre des tarifs aussi bas, pour un service d'un aussi haut niveau, en vol comme au sol. Et un si chaleureux accueil en Amérique.

De Paris, TWA vole 3 fois par jour vers New York, et une fois par jour vers Washington et Boston. Aux USA, TWA relie plus de 60 villes sur toute l'étendue du territoire. Aussi, quelle que soit votre destination, TWA vous y emmènera. Plaisir, confort, économie : votre voyage aura tout pour vous plaire. Allez voir votre agent de voyages, TWA à Paris, ou Loisirs SA, l'Agent Général de TWA à Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice et Strasbourg.

Sur tous les tarifs indiqués, un léger supplément s'applique le week-end.
Transporteur officiel I ♥ N.Y. Séjour min. 14 jours, max. 60 jours.

Vous plaire nous plaît.
TWA

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES



★ Aubrey Beardsley : *les Wagnériennes* (1894).

UNE EXPOSITION DEBUSSY A LA VILLA MEDICIS

Le mystère en pleine lumière

ROME n'a pas tenu rigueur à Claude Debussy de l'avoir *jadis méchamment dédaigné* : ce sont les musiciens italiens qui ont pris l'initiative d'une série de concerts fêtant le centenaire de son Grand Prix de Rome, et la Villa Médicis, tant brocardée par lui (« *hôtel cosmopolite, caserne laïque et obligatoire, foyer d'art médiocre* »), s'est vengée en lui dédiant une exposition admirable : « Debussy et le symbolisme », préparée par François Lesure, directeur du département de la musique à la Bibliothèque nationale, et Guy Cogeval, historien d'art, pensionnaire de l'Académie de France.

Les documents historiques n'y manquent pas ; portraits, photos, manuscrits, objets familiers, décors, etc., mais l'exposition n'est pas pour autant anecdotique : elle ouvre des pistes, sollicite la réflexion, pousse des hypothèses, parfois hardies. « *Il s'agit ici*, écrit Lesure, *de montrer quels furent les goûts de Debussy en matière d'arts plastiques, dans quels milieux il évolua pendant toute sa période de formation et, le cas échéant, quelles relations on peut découvrir entre la nature de ses compositions et celle des toiles dont il retint les leçons (...). Ce que cette exposition veut faire apparaître, c'est son appartenance au mouvement symboliste.* ».

On assiste donc à une réfutation en règle de l'« impressionnisme » du musicien, qui n'aimait guère ces peintres et détestait qu'on appliquât le mot à son œuvre. Ainsi, point de Renoir et de Cézanne, ni de Matisse et de Picasso, et un seul Monet *(les Rochers de Belle-Ile*, fort symboliste), mais trois *Demoiselle élue* de Rossetti, bien entendu, un Burne-Jones, la superbe Salomé *(l'Apparition)* de Gustave Moreau, des Beardsley, Lautrec, Gauguin *(Au-dessus de l'abîme* et son « orchestration résolue de tons entiers »), Puvis de Chavannes, Maurice Denis, Sérusier, Vuillard, Le Sidaner, etc.

Chacun offre l'occasion de s'interroger sur l'art de Debussy, de distinguer ce qui le rapprochait ou l'éloignait de la peinture. Parmi les correspondances les plus proches et les plus attestées, on méditera sur quelques admirables bronzes de son amie Camille Claudel, des Whistler, surtout les Turner *(« le plus beau créateur de mystère qui soit »,* disait-il) et les estampes japonaises (Hiroshige et Hokusai) qui touchent au plus intime de sa musique.

Après une riche section consacrée au théâtre, de *Pelléas* à *Jeux*, avec des Bakst splendides et l'extraordinaire album de photos du baron De Meyer sur le *Prélude à l'après-midi d'un faune* dansé par Nijinski, notamment, la dernière partie s'applique à scruter « le théâtre intérieur, l'Ultima Thulé ». « *Aux frontières du symbolisme, un certain nombre de peintres peuvent nous permettre de recomposer par fragments ce théâtre de l'angoisse auquel Debussy aspirait* » (Guy Cogeval), dont la charnière pourrait bien être cette *Chute de la maison Usher* d'après Edgar Poe, opéra dont il rêvait depuis 1889 et auquel il travailla entre 1908 et 1916, dont il ne reste que des bribes.

Cette recherche donne une conclusion fascinante, quoique contestable, à l'exposition ; elle nous livre une sorte de « psychanalyse » de Debussy, articulée sur des toiles d'Odilon Redon, Vallotton (en particulier le prodigieux *Clair de lune*, comme un terrible paysage de laque), les Nordiques Welden Hawkins, Degouve De Nuncques, Khnopff, Spillaert, Munch surtout avec ses *Jalousie*, où l'on pourrait lire une saisissante évocation de Golaud, et Kandinsky, en un ultime retour à la couleur pure.

Cette réunion de tableaux, pleine de « révélations », contribue cependant à noircir quelque peu le paysage debussyste, et il faut se ressaisir de l'envoûtement, réécouter sa musique pour équilibrer notre vision. François Lesure a d'ailleurs fermement marqué les limites à ne pas dépasser (c'est nous qui soulignons) : « *Le symbolisme ne suffit pas à* expliquer *Debussy, mais on ne peut comprendre sans lui la* formation *du langage du musicien (...). Il a offert à ce mouvement la fin glorieuse que celui-ci ne pouvait plus espérer, si l'on veut bien voir dans* Pelléas *la création la plus achevée du symbolisme.* »

Il y a bien en effet un « *tournant décisif dans son évolution entre* Pelléas *et* la Mer », une sorte de libération, *par la lumière, du symbolisme*, au moins de ses brumes nordiques. *Le Martyre de saint Sébastien* n'est-il pas latin et grec, et les *Sonates* de la fin purement françaises, tandis que *Jeux* débouche presque sur l'abstraction ?

Que les origines symbolistes subsistent est évident, mais le drame de son existence que fut *la Chute de la Maison Usher* me paraît éclairant : caractéristique de son angoisse de vivre et de sa hantise de la mort, le sujet de Poe l'*enferme* dans le monde de *Pelléas* ; s'il tâtonne et remâche sans cesse ses esquisses, c'est qu'elles ne correspondent plus à la musique qu'il porte en lui (il a écrit en une note d'une intuition fulgurante : « *Je mourrai du passé de la Maison Usher* »). La preuve en est que, dans le même temps, une musique *complètement nouvelle, presque un* nouveau Debussy, jaillit sans difficulté dans *le Martyre de saint Sébastien*. N'est-ce pas la page du symbolisme, autant que celle du prétendu « impressionnisme » *(« termes commodes pour mépriser son semblable »,* disait-il) qui est alors tournée ?

Pour en revenir au premier Debussy, *symboliste, on est frappé*, en face de ces peintures, par une certaine parenté de mystère, de profondeur, mais aussi par une originalité foncière. Car c'est toujours chez le musicien « le mystère en pleine lumière », ou mieux le mystère par la lumière. Dans les œuvres les plus sombres, *il y a toujours une pureté* sonore fondamentale, étincelante, qui enclôt les sentiments, même âpres et souterrains. Sans doute est-ce là le plus grand secret de l'harmonie et de l'*instrumentation* debussystes (par *« gradation de rares et brillantes couleurs »*, ainsi qu'il le disait lui-même), et ce qui le distingue surtout du symbolisme des peintres et des poètes.

C'est peut-être ce qui l'a délivré, non du tragique toujours présent, mais du wagnérisme et des pulsions troubles du romantisme allemand, pour arriver à ces formes diaphanes de la fin de sa vie, libérées de la terre. N'oublions pas les botticelliennes *Rondes de printemps*, où l'on pourrait voir comme un témoignage tardif de la réconciliation de Debussy avec ses souvenirs amers de la Villa Médicis...

JACQUES LONCHAMPT.

★ Villa Médicis, jusqu'au 3 juin. L'exposition comporte cent quatre-vingt-dix-neuf numéros. Elle ne viendra malheureusement pas à Paris : même si l'on ne peut se rendre à Rome, il faut se procurer le somptueux catalogue de François Lesure et Guy Cogeval, en italien et en français (298 pages, 21 × 24, avec 24 illustrations en quadrichromie et 96 en noir et blanc).

UN ENTRETIEN AVEC MATTHIAS LANGHOFF

Le prince de Hombourg, soldat

MANFRED KARGE et Matthias Langhoff mettent en scène – avec une distribution française – Frédéric, prince de Hombourg, *de Kleist, qu'ils avaient déjà monté en Allemagne, en 1978.*

Dans la mémoire du théâtre français, le Prince garde le visage d'un Gérard Philipe angélique, idéalement romantique, symbole de pureté, symbole d'un Festival d'Avignon légendaire, silhouette blanche dans les arbres, mille et mille fois répétée sur les photos et les affiches, et même ceux qui ne l'ont pas vu le connaissent.

Aujourd'hui, Gérard Desarthe est le Prince. Après Villeurbanne et l'Odéon (en juin), le spectacle va à Avignon, au théâtre municipal. Il n'y aura pas de ciel pour les songes du prince somnambule, mais un sol de sable lourd, encadré de palissades coupées par des portes battantes et qui laissent voir des murs noircis, délabrés. De chaque côté se font face les loges moisies d'un théâtre baroque réunies par un arc de stuc qui se désagrège... L'espace ressemble à un décor abandonné, à une arène, à une caserne.

Descendant d'une famille depuis toujours militaire, Kleist a été soldat pendant sept ans, après avoir mené des études au collège huguenot de Berlin, et avant de connaître cet enchaînement de combats exaltés et perdus, d'échecs professionnels et privés, d'angoisses et d'impuissances qui l'ont conduit au suicide. Il avait demandé sa réintégration dans l'armée, où il avait souffert corps et âme, il voulait la noble mort des héros, qu'il n'a pas pris le temps d'attendre...

« Kleist, *dit Matthias Langhoff*, a été marqué par la société militaire : la vie de caserne. Le décor, c'est ça : une caserne et les sables du Brandebourg. De la poussière. Le mot revient souvent dans la pièce, dans différents sens. « *Les ennemis du Brandebourg seront réduits en poussière.* »... Puis il y a les ruines, celles d'un théâtre, celles de nos monuments les plus glorieux, que les femmes après la guerre dégageaient pierre à pierre. Ma mère a fait ça... Schiller a écrit des pièces héroïques, mais Kleist offre les matériaux concrets d'un système fondé sur la discipline et la manipulation. Frédéric se fait manipuler...

– Parce qu'il est somnambule ?

– Le somnambulisme est une maladie que le Prince vit comme une déficience. Quand il est éveillé, il rêve, la réalité lui échappe. Les autres ont compris cette forme de perversion. Ils ont compris les lois du monde, lui, non, c'est pourquoi ils peuvent le manipuler. Frédéric ressemble aux rêveurs qui, plongés dans le socialisme, sont prêts à tout pour préserver l'image qu'ils se font du socialisme. Etre somnambule ou désespéré... C'est affaire de circonstances.

» Frédéric, en tout cas, n'est pas un révolté. S'il se révolte, c'est de façon anarchique, par réaction instinctive. Il est sincère, il croit sincèrement à la justice de cette société hiérarchique qui égalise les individus. Lui, prince d'une petite principauté sans importance, ne met *jamais en doute* la légitimité du pouvoir, de ceux qui le détiennent.

– Pourtant, il désobéit.

– Il intervient en dépit des consignes, et il gagne. Les stratèges peuvent organiser les grandes lignes de la guerre, ils ne peuvent pas programmer les détails d'une bataille. Trop de choses se passent. Ce moment-là est pour les soldats une occasion de liberté, d'initiative. La seule de leur existence. Frédéric s'oppose au groupe de vieux généraux. Malgré sa haine pour Napoléon, Kleist s'opposait aux princes allemands. Il a décrit comment et pourquoi l'armée française est victorieuse et la manière de désigner aux soldats la place où ils devaient mourir. Alors que les Prussiens se battaient comme des bureaucrates.

– Le Prince intervient, c'est pour gagner.

– Il ne connaît pas autre chose. Il n'a pas l'ambition du pouvoir. Quand meurt le Grand Electeur, il pense naturellement lui succéder. Seulement, il n'est pas un politique, n'en a pas les capacités, pas plus que Kleist. Ce que veut Frédéric, c'est gagner une femme qui, en réalité, l'a repéré déjà. Ça n'a rien à voir avec l'héroïsme. Là aussi, il se fait manipuler. Le seul moyen d'atteindre cette femme est d'agir : Frédéric est *un être passif, qui pense l'action.* Et cette fois, il agit. Mais en lui pardonnant, en le couvrant d'honneurs, le Grand Electeur le reprend sous sa coupe et, en définitive, c'est encore une manipulation.

– Il empêche Frédéric d'aller plus loin ?

– Mais il ne pense pas aller plus loin. La bataille lui donne un élan, et après *c'est fini. Pour les soldats*, la paix c'est la désintégration, la folie. Ils ne savent pas la vivre. Leur seule solution est *que* ça repart. Sans la guerre, il n'y a plus de relations humaines directes. On s'envoie des lettres. Je ne connais pas de pièce où on en lise autant. La communication circule par écrit. L'univers, c'est l'armée, l'armée c'est la guerre, gagnée ou perdue.

– Pourquoi alors vouloir gagner ?

– Qu'est-ce qui existe d'autre ? Je pense à une anecdote qui s'est passée à Hambourg, en 1978, à la première du *Prince*, pendant la scène après la bataille. L'Electeur dit « *Otez-lui son épée.* » C'était traité comme un rituel très froid. L'Electeur dit sa réplique, et, à ce moment, là, l'acteur qui joue le Prince s'en va. Il quitte le plateau. Les autres restent plantés, abasourdis, sans savoir quoi faire, sans pouvoir rien faire. Après deux interminables minutes, le Prince revient. Brusquement, il s'était aperçu qu'il avait oublié son épée. Comme le plateau était faiblement éclairé, de la salle on ne s'en rendait pas compte... J'étais parmi le public, et j'ai compris quelque chose, un point décisif : ce fait qu'il existe une solution, un moyen de désamorcer le système. Le hasard m'a rendu sensible ce qu'il faudrait faire et que personne ne fait : s'en aller. Soudain, dans ces *deux minutes, les acteurs ne pouvaient* plus jouer, les spectateurs attendaient... Tout était juste.

– La version TNP est différente de l'allemande ?

– Complètement. D'abord il y a le temps, six ans ont passé. Le pays, les références. La langue. En allemand, *le texte est très simple*, les acteurs ont à jouer les mots sans avoir besoin de rien souligner. Les attitudes romantiques viennent naturellement. Les acteurs français ont un chemin à trouver.

» Reprendre le *Prince* est important. Ça peut paraître bête, mais j'ai l'impression d'aller vers une position absolue *vis-à-vis* de moi. Maintenant, avec le recul, je regarde la façon qu'on peut *avoir* de se *crisper* sur un mal, sur un défaut qu'on porte en soi. Une sorte d'entêtement radical incontrôlable... De toute façon, j'aime bien reprendre une pièce deux ou trois fois. A chaque fois, on saisit une partie, mais pas l'ensemble. Le pire, ce sont les *pièces qui marchent et qu'on n'a pas* envie de remonter. »

COLETTE GODARD.

★ TNP Villeurbanne, du 10 au 26 mai.

L'histoire

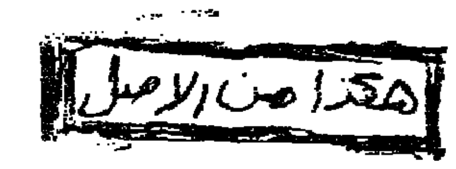
Le 28 juin 1675, pendant la bataille de Fehrbellin, dans la campagne sablonneuse du Brandebourg, les troupes du Grand Électeur Frédéric-Guillaume mettent en déroute les Suédois, alliés de Louis XIV. Le successeur de Frédéric-Guillaume obtient *le droit d'ajouter à son* titre celui de « roi en Prusse » et c'est son fils Frédéric Ier qui fonde les structures militaires du nouveau royaume (1).

La bataille de Fehrbellin est entrée dans la légende, ainsi que l'anecdote selon laquelle Frédéric de Hesse-Hombourg, neveu du Grand Électeur, transgresse les consignes, lance sa cavalerie et emporte la victoire.

« *Si je vous jugeais selon les rigueurs des lois militaires, vous auriez mérité de perdre la vie. Mais à Dieu ne plaise que je ternisse l'éclat d'un jour si heureux en répandant le sang d'un prince qui a été l'un des principaux instruments de la victoire.* » La désobéissance d'un prince somnambule et le pardon du Grand Électeur forment le sujet du *Prince de Hombourg*, la dernière pièce que Kleist a écrite avant de se suicider.

(1) *Journal du TNP, n° 7.*





هكذا من الأصل

A bord de la Péniche-Opéra

Mélodrames et œuvres rares

POUR qui possède un tant soit peu de curiosité, il reste, en dehors des œuvres du grand répertoire, tant de partitions oubliées ou méconnues qu'il n'y a que l'embarras du choix. Les responsables de la Péniche-Opéra viennent d'effectuer ce qu'ils appellent une *« plongée dans les eaux profondes de la musique française du dix-neuvième siècle »*, suivie, pour faire bonne mesure, d'un voyage au pays du mélodrame romantique allemand. De telles initiatives, assez courageuses dans leur originalité, mériteraient un plus large retentissement, mais les sentiers battus sont les seuls où l'on se presse.

La période révolutionnaire, à laquelle étaient consacrées les deux premières soirées, est riche en œuvres curieuses dont certaines, réellement inspirées, auraient leur place au sein de notre patrimoine vivant et auraient été plus légitimement en situation pour célébrer le 10 mai 1981 que le final de la *9e Symphonie* de Beethoven. Les deux soirées suivantes se proposaient, toujours avec les moyens du bord — quelques instrumentistes et chanteurs placés sous la direction de Jean-Paul Roth, — de faire revivre l'atmosphère des salons dans les années 1830, lorsque fleurissaient les arrangements, fantaisies, pots-pourris, sur *Robert le Diable* de Meyerbeer, dernier sursaut de l'époque où l'on faisait de la musique avec les instruments que l'on avait sous la main, avant que l'invention du phonographe ne vienne mettre bon ordre à tout cela (1).

Retour aux choses sérieuses avec la fondation de la Société nationale de musique au lendemain de la défaite de 1870, en réaction contre l'hégémonie de l'opéra et qu'illustrait un programme où figuraient le premier quatuor à cordes de Saint-Saëns, le quintette de Franck et la sonate pour violon et piano de Pierné par le pianiste Jean Hubeau et le Quatuor Viotti.

Cette volonté de remettre à l'honneur la musique instrumentale n'impliquait pas qu'il faille renoncer à toute inspiration extramusicale. A l'exemple de Weber, de Berlioz et de Liszt, les compositeurs français ont su trouver dans un exotisme bien compris la source d'un renouvellement des formes et du langage. Tel était le thème des soirées suivantes. Parallèlement, le wagnérisme et l'antiwagnérisme agitaient les journaux et alimentaient les conversations. Pastiches (de Chabrier, Fauré, Messager, Audran), réductions pour piano, hommages indirects (de Ropartz, Magnard, Chausson), cet épais dossier comportait bien des pages inconnues mêlées aux commentaires si précieux de Baudelaire, Huysmans, Villiers de L'Isle-Adam...

La place du pathétique

Ce cycle de concerts-spectacles, où musique, poésie, littérature et gastronomie (à l'entracte) se tendaient la main, s'achevait avec un récital de mélodies françaises par Hélène Delavault et Claude Lavoix. Ce n'était là cependant qu'une pause provisoire puisque la Péniche-Opéra avait invité Caroline Gautier à présenter le spectacle qu'elle a imaginé autour de sept mélodrames romantiques de Liszt, Schubert et Schumann. Il s'agit plus exactement d'une mise en espace dans la mesure où Caroline Gautier, qui récite des poèmes de Hebbel, Shelley, Bürger (que William Nabore ponctue, accompagne ou prolonge au piano), se déplace, revêt une armure ou une cape, saisit un chandelier ou se couche sur un lit funéraire, selon les suggestions du texte.

La qualité principale de ces interprétations réside dans le respect intelligent d'un art où le pathétique occupe une place si importante que l'interprète doit s'en faire une idée assez haute pour ne pas sombrer dans le ridicule. Mais dans le romantisme allemand l'ironie a sa place, et l'auditeur doit aussi savoir comprendre qu'un spectre qui ne parvient pas à retrouver son visage au milieu des morts et apparaît à sa bien-aimée sans pouvoir se faire reconnaître se trouve dans une situation tragiquement comique.

La notation de la voix parlée n'est pas aussi précise qu'elle le sera dans le *Pierrot lunaire* ; on peut donc dire que c'est à un véritable travail de recomposition que se livre Caroline Gautier, tirant du texte des accents, des rythmes, des inflexions mélodiques qui forment avec l'accompagnement pianistique un contrepoint serré d'une haute éloquence.

On regrettera seulement que la Péniche-Opéra soit amarrée sur les bords du quai de Jemmapes car la chaussée est trop bruyante pour que la musique trouve la part de silence qui lui est nécessaire. La direction du port de Paris a sans doute ses raisons, mais les mélomanes ne sauraient y souscrire sans arrière-pensée.

GÉRARD CONDÉ.

(1) Un regain d'intérêt semble se manifester actuellement en faveur du piano à quatre mains comme en témoigne la réédition, par la maison Bouvier (23, quai Saint-Michel, Paris-5e), des *Quatuors* et *Trios* de Haydn, *Quintettes* de Mozart, musique de chambre de Schumann, Brahms, etc., disparus des catalogues.

MARLÈNE D., UN LIVRE DE MARLÈNE DIETRICH

Autobiographie des sentiments

IL y a des mois qu'on attendait en France les Mémoires de Marlène Dietrich. Et maintenant, son livre, traduit de l'américain, est là, avec une couverture noire où un portrait de la star aux yeux mi-clos, au visage modelé par la lumière, est encadré d'une bordure dorée. *Marlène D.*, par Marlène Dietrich. Soudain, cette femme paraît trop proche, avec les pages imprimées dont on se demande quelle vérité va sortir. Qui êtes-vous, en fait, Marlène D. ?

L'avant-propos, lapidaire, balaie, sans les nommer, les *« prétendus biographes »*, les *« parasites »*, qui ont écrit sur elle. Marlène a décidé de ne pas parler de sa vie, mais de sa carrière. Pas de biographie, donc, pas d'autoportrait illuminé par la gloire qui *« l'a toujours laissée indifférente »*. Des souvenirs, pas n'importe lesquels, une sorte de réflexion sur son destin. Inutile d'espérer des révélations sensationnelles. Elle n'a jamais joué ce jeu, elle ne va pas commencer maintenant.

De sa vie, pourtant, Marlène Dietrich privilégie son enfance, son éducation de fille de bonne famille, ses rapports avec une mère qui, deux fois veuve dans les années 1910 et pendant la guerre, lui donna l'amour, l'affection et les principes d'acier qui ont formé son caractère. Les images paternelles sont floues et, à la limite, inexistantes. La mère, elle, revient souvent. Comme l'Allemagne, le pays natal jamais renié, dont le nazisme et Hitler, « le nabot », l'ont séparée. Comme la culture allemande, qui fait partie d'elle-même. Star de Hollywood, naturalisée américaine, vedette internationale, Française d'adoption, Marlène Dietrich retrouve ses racines d'exilée. C'est une des surprises de ces Mémoires où des détails qui pourraient paraître anecdotiques prennent une curieuse importance.

Marlène possède le don de l'ironie et cette superbe insolence des gens de qualité, qu'elle apporta, à l'écran, dans certains de ses rôles. Enfance, jeunesse, tout s'enchaîne jusqu'à l'arrivée — dans le livre — de Joseph von Sternberg. Le lecteur, qui attendait ce moment, se trouve, alors, brusquement face à une vérité travestie par la légende. L'histoire du tournage de *l'Ange bleu* vient bien telle qu'on la connaît, à cette différence près que Marlène Dietrich met allègrement en pièces ce cabot d'Emil Jannings à la réputation surfaite. La suite, les années de travail avec Sternberg, c'est l'hommage sincèrement émouvant, venu du fond du cœur, de Galatée à Pygmalion, de Trilby à Svengali.

Avant Sternberg, dit Marlène, elle n'était rien, comme actrice. Il lui a tout appris, il a tiré d'elle tout ce qu'elle portait sans le savoir, il l'a protégée, il a supervisé, en secret, les films médiocres (selon elle) qu'elle tourna après leur « séparation ». Il a été son ami autant que son créateur. *« Jeune et stupide »*, elle ne l'a pas compris sur le coup. Des historiens ont commenté le génie de Sternberg.



Le témoignage de *Marlène D.* en dit plus, d'une autre façon, sur une relation sans doute unique dans l'histoire du cinéma.

Plus qu'un hommage, un éloge. Elle rend à son « maître » la vie, la grandeur, l'intelligence, l'immense singularité artistique que les studios américains et les médiocres incapables de le comprendre sont venus contrarier, sinon détruire.

Peu importe qu'il ait été un substitut du père ou un compagnon plus intime. Marlène lui fait don de sa propre *notoriété* dans un acte d'adoration où pointent ses larmes. Et quelle actrice, quelle star s'est jamais, comme elle, préoccupée de la technique cinématographique : mise en scène, décors, éclairages, montage ?

Des esquisses d'hommes aimés, admirés, d'amis, de metteurs en scène (Chaplin, Welles, Wilder, Gabin, Hemingway, Remarque et quelques autres), traversent ces souvenirs, en carnets de notes où l'on peut cueillir des sentiments divers. Le chef d'orchestre Burt Bacharach, compagnon des récitals de chansons (l'autre carrière où Marlène triompha), a droit à un portrait plus fouillé mais également affectif.

Et l'on s'amusera, sans doute, au récit des repas préparés, à Hollywood, dans la maison de Marlène, pour les Français poussés à l'exil par l'Occupation. On appréciera la discrète évocation de Rudolf Sieber, le mari de Marlène, et de leur fille, Maria. Car cette femme, à bien des égards exceptionnelle, a rempli, dans le privé, des engagements conformes à son caractère.

Celle dont Billy Wilder nous a dit, un jour, qu'elle était *« une vraie Allemande »* a toujours été fidèle à une ligne de conduite morale et sentimentale dont elle n'éprouvait pas le besoin de faire étalage. Elle a tenu en ordre son univers intérieur. C'est ce qu'il faut savoir lire dans cet ouvrage, venu peut-être à l'heure de la solitude et de la sérénité, et dont les photographies ont été choisies dans sa collection privée.

Et puis, au chapitre des souvenirs de guerre, à la fois cocasses et dramatiques, dans le récit qu'elle en fait, voilà Marlène aux armées, sur les lignes d'opérations militaires, en Europe, menant sa propre bataille contre le nazisme. Cela, on le savait. Pas à ce point-là. C'est, ici, sa contribution à l'histoire contemporaine.

JACQUES SICLIER.

★ *Marlène D.* —, par Marlène Dietrich. Traduction de Boris Mattews, avec la collaboration de Françoise Ducout. Editions Grasset, 250 p. ill., 89 F.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Salle Pleyel
Lundi 14 mai
20 h 30
(p.e. Valmalète Mondial Musique)

ORCHESTRE COLONNE
ROSSINI - STABAT MATER
Dir. : Claudio SCIMONE
sol. : Sylvia SASS
Marguerita ZIMMERMANN
Raimundo METTRE
Malcolm KING
Chœur de l'Orch. Colonne
Chef de Chœur : J. SOURISSE

TT
théâtre de la tempête
cartoucherie
328.36.36
sophocle
ANTIGONE
compagnie georges lafaye

Centre Georges Pompidou
2 mai/21 mai
EUROPE COPY RIGHT 1
50 heures de vidéo sur la rock culture européenne présentées par le groupe
FRIGO
grand foyer 1er sous-sol / entrée libre



C'est un concerto douloureux, d'une émotion magique, jamais racoleuse. Mais surtout l'interprète de Violette, Monique COUTURIER, justifie tous les superlatifs.

Gilles COSTAZ (le Matin de Paris).

La mise en scène, rigoureuse, subtile, intelligente, évoque la trajectoire de ce singulier destin. Les acteurs sont remarquables. Un spectacle dont l'humour parfois tempère la douloureuse beauté.

Emile CADEAU (Télérama)

Maigre, visage blessé, elle est mieux qu'une actrice : une femme qui vit sa souffrance sans désespérer de la vie. Allez voir Monique COUTURIER : elle est unique.

Guy DUMUR (le Nouvel Observateur)

Mission accomplie : Brigitte MANTEL, l'adaptatrice, et Anita PICCHIARINI, la « metteuse en scène », n'ont pas trahi la littérature et l'écrivain au purgatoire gagne ce nouveau public, grâce au théâtre du CAMPAGNOL.

Matthieu GALEY (l'Express)

CHAILLOT
THEATRE NATIONAL
LA MOUETTE
Tchékhov • Antoine Vitez
Grand Théâtre • Jusqu'au 20 mai.
MARIAGE
Gombrowicz • Daniel Martin
Théâtre Gémier • Jusqu'au 17 juin.
LA DERNIERE BANDE
Samuel Beckett • Mario Gonzalez
Grand Foyer • Du 16 mai au 2 juin.
THEATRE POUR LES JEUNES SPECTATEURS
LA MUSIQUE D'EXILAR
de Jean-Yves Chatelais
Grand Foyer • Jusqu'au 2 juin.
MUSIQUE VIVANTE
Mâche • Miroglio • Renna • Xenakis • Varèse • Stravinsky
Grand Théâtre • Le 22 mai.
RENDEZ-VOUS DE POESIE
Avec Andrea Zanzotto • Le 4 juin.
HOMMAGE A JULIO CORTAZAR
Théâtre Gémier • Le 21 juin.
727 • 81 • 15

DANSE

Les Festivals d'été

- **SEINE-MARITIME** — Ouvert le 25 mai à Rouen, il se poursuit jusqu'au 21 juillet et fait appel à de jeunes groupes qui ont en commun un certain esprit dans l'air du temps : Daniel Larrieu et la compagnie Astrakan, Philippe Decoufle, compagnie Beweging Dans (Hollande), M.-A. de Mey (Belgique), compagnie Pierre Droulers (Belgique), Michael Clark (G.-B.), compagnie Dansers collectif (Hollande).
  ★ Place de la Rougemare, Rouen ; tél. : (35) 70-04-07
- **LA ROCHELLE** — La danse, cette année, est réduite à la compagnie J.-M. Matos (création des *Iles* et action dans les rues piétonnes), *Yoyo*, solo de Yorma Uotinen, à l'Oratoire, et, à la Maison de la culture : Larrio Ekson, Carolyn Carlson, le Théâtre du Silence.
  ★ 4, rue Saint-Jean-du-Pérot ; tél. : (46) 41-03-35.
- **DANSE A AIX** — Nombreuses manifestations du 2 au 11 juillet ; projets de rue avec Kilina Cremona, Cesc Gelabert, Lila Greene ; spectacles à l'école normale d'institutrices : le groupe 34 Septembre, le Vaudeville noir, les compagnies de K. Saporta, Murray Louis, S. Buirge, S. Linke, Ch. Trouillas, M.-Ch. Gheorgiu, B. Sharma et A. Deloo.
  ★ Comité des fêtes, 2 bis, avenue Victor-Hugo ; tél. : (42) 26-23-38.
- **MONTPELLIER** (20 juin-18 juillet) — Danse classique et contemporaine : à la cour Jacques-Cœur, R. Chopinot (création de *Via*), le Ballet de Bâle *(Roméo et Juliette)*, Abrasevic (ballet populaire yougoslave), C. Carlson et M. Araudaïo : à Grammont, les compagnies de D. Bagouet, Ph. Decoufle, J. Baïz, Maitrayi Malavika (Indes), Ballet du Nord (programme Balanchine), Gelabert et Azopardi (Espagne) ; au théâtre Iseion *(Ti bon ange)* ; à la Maison pour tous, les Capoeiras, danses indiennes, danses de Guadeloupe, Vanaver Caravan (USA).
  ★ 2, rue Girard ; tél. : (67) 66-35-00.
- **FESTIVAL DE CHATEAUVALLON** — Du 11 au 24 juillet. Un site exceptionnel au-dessus de Toulon : Théâtre en plein air, Mario Maya *(El dialogo del Amargo)*, comédie musicale américaine *(One mo' Time)*, compagnie japonaise Toho *(Médée)* ; Théâtre couvert, compagnie de P. Droulers, J. Baïz, Lolita-danse, C. Diverrès et B. Montet...
  ★ Centre de rencontres de Châteauvallon, Ollioules ; tél. : (94) 24-11-76.
- **AVIGNON** — *Ulysse*, le voyage intérieur du groupe Emile Dubois (27-29 juillet), le ballet de l'Opéra de Paris *(Raymonda* ou *le Lac des cygnes*, du 1er au 4 août) sont programmés dans la cour d'honneur ; d'autres groupes de jeune danse se produiront dans différents lieux de la ville, Maguy Marin, Michel Hallet-Hagayan, Régine Chopinot, J.-M. Matos, D. Bagouet et les Japonais Eiko et Koma. Andy Degroat présente une création à la chartreuse de Villeneuve les 23, 25, 26 et 27 juillet.
  ★ Bureau du festival, 8, rue de Mons ; tél. : (90) 22-67-08.
- **VAISON-LA-ROMAINE** — Spectacles au Théâtre antique : *le Sacre du printemps*, par la compagnie Martha Graham (10 juillet), le ballet de la Scala de Milan (16-17 juillet), le Ballet-théâtre de Nancy (21 juillet), un grand gala folklorique international en ouverture le 8 juillet.
  ★ Hôtel de ville de Vaison-la-Romaine ; tél. : 36-06-25.

SCULPTURES ET DESSINS ACQUIS PAR LE LOUVRE

La rafle tranquille des œuvres errantes

LA peinture est reine au Louvre. A elle les plus belles cimaises, les plus gros budgets d'acquisition, les hauts prix acceptés par les comités d'achats. La part de la sculpture, du dessin, est plus réduite, cela saute aux yeux lorsqu'on s'enfonce dans les salles souterraines du musée. En trois ans, de 1980 à 1983, le Louvre a fait entrer quarante-trois œuvres en tout, achetées, données, ou reçues en paiement de droits de succession. Et *le conservateur du département,* M. René Gaborit, est content. Naguère, en dix ans, de 1967 à 1977, son secteur n'avait engrangé que quatre-vingt-douze pièces. Maigre butin qui souligne bien la situation particulière de la sculpture.

Le musée qui veut acheter des tableaux a surtout des problèmes d'argent. Lorsqu'il s'agit de sculpture, c'est l'œuvre qui manque le plus : les marchands sont aussi rares que les collectionneurs spécialisés. Et, surtout, si l'œuvre d'un peintre fécond se chiffre par milliers de pièces, celle d'un sculpteur qui a beaucoup produit dans sa vie n'en compte qu'une centaine. De plus, les statues meurent plus vite. Elles ont beau être dures, taillées dans la pierre ou le marbre, elles périssent avec les châteaux qu'elles décorent.

Et lorsqu'elles sont exposées en plein air, elles tombent en poussière pendant que les façades tiennent encore. On connaît le cas des sculptures de la place de la Concorde que le temps a érodées cruellement et qu'il fallut démonter. Les illustres personnages de pierre qui se tiennent debout sur les murs et les toits *du Louvre sont dans un état de délabrement avancé.* On ignore que les sculptures qui décorent nos édifices publics sont souvent des copies – parfois des copies de copies, – les originaux ayant depuis longtemps été déboulonnés par crainte de les voir dépérir.

Ainsi le fronton du ministère de la marine place de la Concorde est faux. Les sculptures sur le devant des Invalides ? des faux ! *Idem* à l'hôtel de Soubise. On en citerait des colonnes. C'est aujourd'hui le destin des statues que de s'acheminer lentement des palais, des monuments, des châteaux, vers les sous-sols des musées, tels les éléphants centenaires vers leur cimetière.

Du privé aux musées

Autrefois, cette transhumance *s'était faite au bénéfice des* demeures particulières, où, grâce au négoce d'antiquailles, étaient allés se réfugier des lambeaux de monuments frauduleusement arrachés, des sculptures isolées de leur environnement. C'est à un mouvement contraire qu'on assiste à présent. Il va des collections privées aux musées. Et souvent le ballet est réglé par le marché international qui pèse de tout le poids de ses lourdes mises financières sur la détermination des prix. Il joue même un rôle, ce marché, dans la valorisation intellectuelle d'œuvres dont les auteurs *furent célèbres et que l'histoire des* modes a ensevelis.

L'exposition des acquisitions du département des *sculptures* est là pour nous dire combien d'artistes de notoriété, au siècle dernier encore, sont effacés des mémoires : Desbœuf, Bonassieux, Getcher... petits maîtres de la petite sculpture non officielle, objets d'appartement très typiques de l'intimisme bourgeois qui n'est plus. Mais que dire d'œuvres du seizième siècle dont l'identité ne fut découverte qu'à cette dernière décennie ?

Ponce Jacquiot (1512-1572) par exemple. Il n'y a rien de plus délicieux *que sa Tireuse d'épine,* terre cuite de dimension relativement petite, mais d'une précision, d'un raffinement, d'une fermeté de volume absolument remarquables. Voilà un maître français cité par Vasari, initié à l'humanisme italien, qui fut illustre en son temps.

Au dix-septième et au dix-huitième siècle, il était considéré encore comme un des principaux maîtres de la Renaissance, puis il tomba dans l'oubli. Un oubli d'autant plus radical que, les sculptures changeant moins rapidement de main que les peintures, le long *séjour dans* le secret des demeures les fait sortir des allées de la connaissance.

Cette Tireuse d'épine est restée jusqu'en 1772 dans le cabinet du financier Crozat. Disparue à la Révolution, elle ne refit surface dans une vente publique qu'en... 1976. Nos musées ne remarquèrent pas le passage de cette *Spinaria,* dont le thème érotique a inspiré d'autres sculpteurs, comme Sansovino *(l'Enfant à l'épine)* ou des peintres, comme Rubens. Mais elle n'échappe pas à la sagacité des marchands qui, s'ils ignorent de qui elle est le chef-d'œuvre, sont bien armés pour flairer sa qualité. Une telle statue ne peut être que d'une bonne main ! Prenons-la, on l'identifiera ensuite. Le Louvre la leur achète en 1980, sur sa bonne mine, puis finit par éclaircir son mystère, grâce à l'obstination de Mme Grodecki dans ses fouilles des Archives nationales.

Lorsqu'il s'agit de l'œuvre d'un artiste connu et reconnu, un circuit plus court rapproche le musée et le collectionneur. *Le Christ* de Puget était guigné par Le Louvre depuis longtemps. C'est une terre cuite d'une intense expression dramatique faite par un sculpteur français du dix-septième siècle, un des rares baroques qui, à l'instar des grands Italiens, a pratiqué tous les arts, la sculpture, la peinture, l'architecture. Cette pièce exceptionnelle décorait depuis 1860 la salle du conseil d'une banque privée de Marseille. Le marché des Puget étant rarissime, les prix sont vertigineux. Le musée de Berlin a payé 10 millions de francs environ pour un Puget et celui d'Ottawa, beaucoup plus cher. Ladite banque fut heureuse de réaliser cette transaction avec Le Louvre, bien que ce *Christ vivo,* représenté vivant sur sa croix, c'est-à-dire souffrant et douloureux, ait subi plusieurs détériorations et restaurations maladroites. Grâce aux ateliers du musée, il semble sortir des mains du grand baroque marseillais, qui dirigea sous Colbert, aux arsenaux de Toulon, le travail des sculpteurs de figures de proue des galères du roi.



★ *La Tireuse d'épine,* de Ponce Jacquiot.

Un autre oublié a fait son apparition au Louvre à la suite d'une acquisition. Il ne s'agit pas de se réjouir que justice ait été rendue à l'artiste, mais l'œuvre vaut la peine d'être là, palpitante dans sa chair de marbre blanc, vivante, truculente. Mme de Verninac, dont Chinard a fait le portrait allégorique en *Diane préparant ses traits,* est l'épouse d'un préfet et la sœur de Delacroix. Elle n'est pas inconnue du Louvre puisqu'elle fut peinte par David, qui ne voulait pas – et on sait le pouvoir qu'il avait sous l'Empire – que la sculpture fût exposée près de son tableau. Ecarté, le buste tomba dans l'oubli des maisons particulières. C'est pourtant un beau morceau que Chinard le Lyonnais a taillé avec une sensualité que n'a pas la figure néoclassique de David. Delacroix dans son *Journal* le trouvait injustement un peu froide, la tête guère plus différenciée que les drapés.

Au-delà de David, c'est à l'ingrisme que Delacroix décochait ses piques. Bonne transition pour aller à la rencontre de Bartolini : c'est *Ingres fait sculpteur,* avec un rien de mièvrerie. Le Louvre a acheté sa *Bacchante au repos* ou *Dircé. C'est la première œuvre de* cet artiste florentin de Paris, qui suivit l'armée française et se retrouva dans l'atelier de David où il rencontra Ingres, épousa sa passion pour le « dessin d'après nature ». Naturellement le corps souple de cette petite personne incertaine, ni tout à fait féminine ni tout à fait masculine, ni adulte ni enfant, n'est pas bien loin de la *Maniera* de Canova. Elle plut à un aristocrate anglais, le duc de Devonshire, qui nota lors d'un de ses passages à Florence : « *Saw a Dircé wich pleased me, but he asks 600...* » Il a acheté le marbre, plus grand que celui du Louvre, qui est toujours au château de Chattsworth.

Un grand *Apollon* détaché sans doute d'une fontaine, non encore identifié, et une *Diane* de Ponsonelli ont enrichi la collection baroque italienne, peu étoffée dans ce domaine malgré ses Bernin. Et un buste de Voltaire chauve par Houdon est venu rejoindre le Voltaire jeune en perruque, « à la française », du Louvre. On se demandera qui, de Pigalle ou de Houdon, a fait le portrait le plus ressemblant. A voir la tête chenue du retraité de Ferney, on sait aujourd'hui que Voltaire se met à ressembler à la statue dont le ciseau *de Houdon a fait mystérieusement* frémir le marbre.

Quelques étages plus haut, on *peut voir* que la rafle du Cabinet des dessins a été très fructueuse, avec mille six cent cinquante-trois pièces dont les deux tiers reçus en don ou en dation. Mme Bacou, conservateur du département, qui vient de remplacer M. Sérullaz, parti en retraite après des années de chasse aux œuvres sur papier, est aux anges. Le comité d'achats du Louvre a tout de même consenti à payer au prix international, c'est-à-dire cher, puisque ceux-ci sont tirés vers le haut par le *taux élevé du dollar, une aquarelle* de Turner, *la Vue du château de Saint-Germain-en-Laye.* C'est le *moins* que nos musées nationaux pouvaient faire pour la seule œuvre de cet artiste anglais du Cabinet des dessins.

Dans le grand reposoir

Beaucoup d'autres « premières » dans ces acquisitions. Voici les premiers *Gainsborough, dessins* de jeunesse, le premier Friedrich, le premier Liotard, un beau et dense *pastel, le premier Piranèse* architectural, une saisissante vue de l'intérieur d'un palais qui manquait au Louvre. D'où vient-il ? De la collection de la Société des architectes DPLG, qui l'a proposé pour financer des réparations dans ses locaux (les temps sont durs !). Mais ce chef-d'œuvre est mieux ici, offert à tous ceux qui veulent le voir. Un premier R. Strozzi, mais une feuille exceptionnelle, l'étude du portrait du *Saint-Jean-Baptiste* qui est au musée de Hanovre.

Le dessin de Raphaël est, lui, un luxe. Il s'ajoute à la collection déjà *riche du Louvre (dont les Editions* de la réunion des musées nationaux vient de publier le catalogue). Six Goya d'un coup reçus en dation sont une acquisition sans précédent pour ce peintre. Il faut ajouter les fonds d'atelier de Nicolas Mignard (cent pièces) et de Lépicié, des dessins de Boucher, de Callot, et naturellement les carnets de David pour *le Serment du Jeu de Paume,* et celui de Delacroix au Maroc, le dernier resté *chez un particulier, les trois autres* étant déjà dans les musées, deux au Louvre, un à Chantilly.

C'est le but ultime du Louvre : réunir les chefs-d'œuvre errants, les stabiliser dans le grand reposoir à œuvres d'art qu'est le musée. Le Cabinet des dessins compte cent cinq mille numéros, mais il a des lacunes importantes dans les écoles étrangères. Ça laisse de beaux jours au marché des dessins, à son art de « renifler » des chefs-d'œuvre inconnus. Et au visiteur du musée aussi, qui doit courir vers ces trésors perdus et retrouvés.

JACQUES MICHEL.

★ *Les acquisitions récentes (1980-1983) du département des sculptures,* au pavillon de Flore du Louvre. Catalogue établit sous la direction de René Gaborit, 43 œuvres illustrées, 109 pages, publié par les Editions des musées nationaux.

★ *Les acquisitions du Cabinet des dessins,* au pavillon de Flore. Catalogue publié sous la direction de Roseline Bacou. Liste et illustrations des acquisitions de 1973 à 1983.

VILLA ARSON, A NICE

La peinture joue sur les mots

Une exposition sur le thème des écritures dans la peinture inaugure à Nice les nouvelles salles de la villa Arson, promue Centre national d'art contemporain décentralisé.

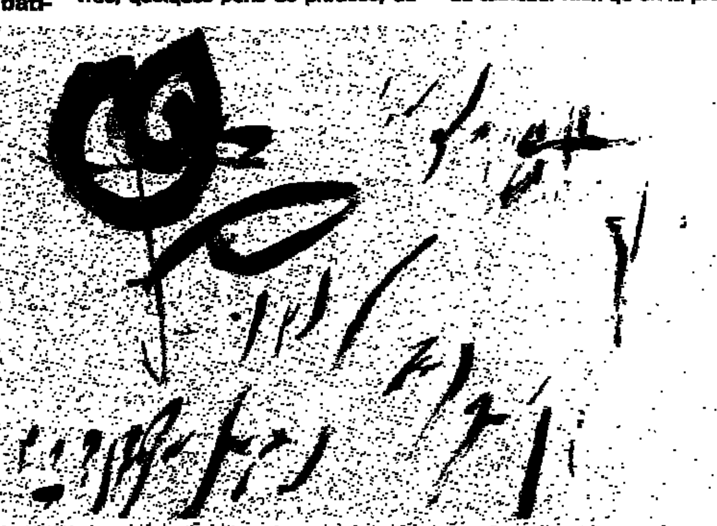
La villa Arson est une grande villa du dix-huitième siècle avec vue imprenable depuis les hauteurs de Nice. Donnée par la ville au ministère de la culture, elle avait été, il y a une douzaine d'années, entourée, sous la responsabilité de l'architecte Michel Marot – qui y a réussi l'intégration des nouveaux bâtiments au site, – d'un ensemble immobilier de plus d'un hectare et demi comprenant un Centre artistique de rencontres internationales, qui n'a jamais très bien marché, et une Ecole nationale des arts décoratifs où deux cent soixante élèves sont inscrits actuellement.

L'idée d'en faire un Centre national d'art contemporain est née en 1982, sur proposition de l'artiste niçois Henri Macchironi à la délégation aux arts plastiques, qui y a vu l'occasion d'implanter une de ces structures nouvelles permettant d'asseoir son programme de décentralisation artistique. (Actuellement, un autre centre est en cours de réalisation, à Grenoble, sous la responsabilité de Pierre Gaudibert.)

Le projet du nouveau centre de la villa Arson est ambitieux, qui, sous l'impulsion de l'écrivain Michel Butor, président du conseil d'orientation, penche du côté des rapports entre les arts et les lettres, lesquels devraient célébrer là leurs retrouvailles ; et de la Méditerranée : vu sa situation géographique, on peut le comprendre. Il devrait inclure un centre de documentation de pointe ; travailler en relation avec l'Ecole des arts décoratifs ; recevoir des artistes de passage, des écrivains, qui animeraient débats et colloques ; organiser des expositions, mais aussi des concerts et des spectacles : deux salles de deux cents places remises en état (elles prenaient l'eau) pourront servir à cet effet, ainsi que les jardins. Ce qui pourrait contribuer à faire venir le public de la région, qui n'a pas tellement l'habitude de prendre le chemin de la villa.

Tout cela est fort bien, fort réjouissant, mais là où le bât blesse, c'est que, pour réaliser la chose, il faudrait que le ministère de la culture ne soit plus l'unique bailleur de fonds du Centre (environ 5 millions de francs en 1984), comme c'est le cas actuellement, la ville, le département et la région semblant se faire tirer l'oreille.

MIS à part Mondrian et les puristes de l'abstraction, quel est le peintre qui n'a *jamais cédé, à un moment* ou à un autre, à l'envie de glisser une lettre, un mot, quelques lettres en ordre *ou en désordre, quelques* mots en vrac, quelques pans de phrases, au moins *dans la doublure des couleurs* ? Pour voir, pour confronter cet autre langage avec le sien, *éprouver leur résistance respective,* leur force visuelle ou signifiante. Pour jouer avec les mots et les *images, jouer les images contre les* mots. Pour faire du sens, engendrer d'autres images, déclencher tout un *processus de mise en doute des évi*dences, brouiller les pistes, détruire des illusions. Ou les renforcer...



★ *Ecriture III,* de Jean Degottex, 1958.

Cette histoire d'écritures dans la peinture est une longue histoire compliquée, pleine d'intrigues et de *rebondissements, qui commence* à l'aube des temps avec les premières traces d'intelligence et finit avec la *signature en bas à droite, ou le titre* du tableau. Rien qu'en la prenant au *pied de la lettre – en ne tenant* compte que de la représentation des caractères reconnaissables, qui peuvent être manuscrits ou typographiés, ce qui évidemment est différent, – *on n'en sort pas.* Mais, alors qu'on pousse un peu du côté des écritures au sens large, des *écritures naissantes pleines de* pleins et de déliés, des fausses écritures, de la calligraphie, des hiéro*glyphes, des automatismes,* des graffiti, on en sort encore moins.

Et ce n'est pas l'exposition de la villa Arson qui, *bien que limitée à* l'art contemporain depuis 1945, nous aide à démêler toutes ces intri*gues de vocabulaire. Elle fait penser* à un brouillon. En fait, elle présente tel quel le choix de chacun des onze « *chercheurs* » – *c'est comme cela* qu'on appelle là-bas les critiques d'art et les écrivains invités à plan*cher sur le sujet,* lesquels n'ont pas mis en commun leurs trouvailles et d'ailleurs ne sont pas toujours allés chercher bien loin de leur cercle *habituel et naturel d'amis les* artistes, ou les œuvres.

Le résultat, c'est qu'il y a des choses inutiles et peu significatives alors que d'autres, d'importance, n'y sont pas. On pourrait citer, ce *que n'a pas manqué de faire Ben,* un Niçois voisin qui a la langue bien pendue, l'absence des lettristes et *de ce à quoi il tient beaucoup* : la bande dessinée occitane, ou encore des jeunes graffitistes. Et ajouter à cela que dans l'ensemble on n'a pas trop forcé sur les représentants de l'art conceptuel des années 70 notamment.

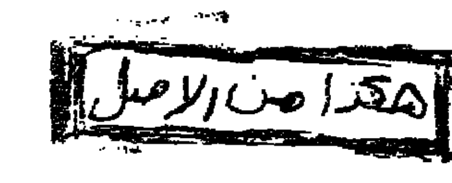
Voir le non-dit

Le parcours de l'exposition dans *les salles rénovées* et gagnées sur des ateliers inutilisés, avec toutes ces différences de niveaux et ces *puits de lumière,* n'en demeure pas moins agréable, il permet de croiser de grands artistes et de bonnes peintures et *tout* de même de reconnaître ici et là de nombreux modes d'introduction des écritures dans la peinture. Comme le ver dans la pomme, ou la pipe (Magritte); comme une de ces menaces que la peinture cultivée aime à cultiver ; comme texture ; comme ingrédient parmi d'autres de l'environnement urbain moderne ; comme matière picturale malaxée (les *affichistes,* les *nouveaux réalistes*); comme élément d'information inclus dans diverses figura*tions, de la figuration* narrative aux nouvelles figurations critiques, en passant par Fougeron ; comme éléments d'un langage corporel ; comme expression sauvage, plus ou moins domestiquée, qui surgit entre chien et loup, avant l'image, avant *le mot* (Masson, Alechinsky, Voss, Twombly...).

Il y en a d'autres bien sûr, de la *simple ponctuation, quasi accidentelle,* au rythme profond d'une écriture picturale qui refuse la spécialisation, sur les deux cents et quelques œuvres présentées. Ce qui fait une grosse exposition, pourtant *pas trop lourde à voir,* peut-être tout simplement parce que les écritures ont moins de corps physique que les images peintes, quand elles ne viennent pas en surcharge.

Mais cela ce veut pas dire légè*reté. L'écrit dans la peinture, c'est* une façon de faire déraper vers le non-dit, les formes de la pensée, les *sons aussi, la musicalité, la poésie* visuelle.

GENEVIÈVE BREERETTE.



هكذا من الأصل

SÉLECTION

CINÉMA

« La Fête de Gion » de Kenji Mizoguchi

Mizoguchi et les « réalités humaines ». Ici, il revient à Gion, quartier réservé de Kyoto, avec deux portraits de geisha (apprentissage, conflits), sujet qu'il avait déjà traité dans *Sœurs de Gion*.

« Farrebique » de Georges Rouquier

Feuilletons à rebours l'album de famille, reprenons le chemin des années 40 vers ce coin de l'Aveyron où l'on vient de voir vivre les jours d'aujourd'hui *(Biquefarre)*. Quatre saisons, la petite histoire et la grande.

ET AUSSI : la Diagonale du fou, de Richard Dembo (échecs et suspense) ; *le Sang des autres*, de Claude Chabrol (Jodie Foster, la belle Hélène) ; *l'Etoffe des héros*, de Philip Kaufman (épopée spatiale) ; *Meurtre dans un jardin anglais*, de Peter Greenaway (l'art et l'intrigue) ; *Un homme parmi les loups*, de Carroll Ballard (l'amitié, les bêtes et les grands espaces).

THÉATRE

« Le Suicidé » à l'Odéon

Il y en a un qui s'est donné la mort, mais que l'on ne voit pas : il y en a un autre au-devant de la scène que son entourage pousse au suicide mais qui, lui, n'y parviendra pas. Là n'est pas le problème : Nicolaï Erdmann, en 1928, décrivait les difficultés d'être au pays du socialisme. Dans les décors légers et beaux de Lucio Fanti, les comédiens du Français dirigés par Jean-Pierre Vincent livrent toutes les richesses, les finesses de la pièce.

ET AUSSI : Enfance au Petit Rond-Point (la voix de Martine Pascal pour la mémoire de Nathalie Sarraute) ; *Great Britain*, à Nanterre (la triste histoire de la mort des rois) : *le Neveu de Rameau* à l'Atelier (Michel Bouquet au paroxysme).

MUSIQUE

Mai à Bordeaux et à Etampes

Le Mai de Bordeaux brille cette année d'un éclat particulier. Inauguré les 11 et 13 mai par une séduisante production d'*Idoménée* de Mozart, il offrira ensuite une série de fêtes avec notamment le prodigieux violoncelliste Franco Maggio Ormezowski (au château de la Brède), l'Octuor de la Philharmonique de Berlin, Mirella Freni, le Quatuor Orlando, Ivo Pogorelich, Gundula Janowitz, et bien d'autres (jusqu'au 27 mai).

Un autre festival de grande qualité débute cette semaine, à Etampes, consacré à Bach, avec les meilleurs spécialistes de la musique ancienne : le Collegium vocal de Gand et la Chapelle royale (11-12 mai), l'Orchestre baroque d'Amsterdam et Ton Koopman, Musica Antiqua de Cologne, le Trio Médicis, Ch. Coin, la Grande Ecurie et le Groupe vocal de France, dans de belles églises de la vieille ville (jusqu'au 3 juin).

ET AUSSI : Festival d'Evian et concours de quatuor à cordes (jusqu'au 11 mai) : Miguel Angel Estrella et le Quatuor Cedron (Pleyel, le 10) : *Motets* de Brahms, dir. J. Grimbert (Sorbonne, le 10) : Concerto pour violon de Schoenberg et 9e Symphonie de Bruckner, par le NOP, dir. Marek Janowski (Radio-France, le 11) ; *le Retour d'Ulysse* de Monteverdi, mise en scène M. Schlumpf, direction J.-Cl. Malgoire (Lille, les 11, 13, 15) : Quatuor Brandis (Théâtre du Rond-Point, le 13, à 11 h) ; Yvonne Minton (Athénée, le 14) ; Rossini, par l'Orchestre Colonne, dir. Cl. Scimone (Pleyel, le 14) ; œuvres de Le Baron, Maderna, Zimmermann, Strauss, par l'EIC, dir. Gustav Kuhn (Théâtre du Rond-Point, le 14) ; le Studio de musique ancienne de Montréal : *Vêpres* de Monteverdi et *Requiem* de Biber (Niort, le 15, Saint-Malo, le 16, puis en Lorraine du 18 mai au 23 juin).

VARIÉTÉS-ROCK

Angel/Maimone Entreprise

Un vrai travail de création à partir du rock, dans un jeu musical somptueusement développé, avec des « riffs » nerveux et une mise en forme théâtrale en noir et blanc d'un esthétisme raffiné et plein de bonheur.

ET AUSSI : Herman Van Veen au Palais des glaces ; Status Quo le 10 mai au Zénith, le 11 à Besançon, le 15 au Palais d'hiver de Lyon ; Saga le 10 mai à Lyon, le 11 au Stadium de Marseille, le 12 au Palais des congrès de Clermont-Ferrand ; Ultra Vox au Zénith le 13 mai.

DANSE

« Avis de vent d'ouest » au Théâtre de la Bastille

Odile Duboc : géométrie des trajets, parcours tracés, voie uniforme : mais il y a toujours des signes, une part d'imprévu dans l'itinéraire de chacun de nous.

« Nathalie ou la laitière suisse » au TMP

Un ouvrage composé en 1832 par Philippe Taglioni à l'intention de sa fille Marie, restauré par Pierre Lacotte et dansé par le Ballet classique de Moscou.

ET AUSSI : Seuls les autres... par la Compagnie Balmuz à L'Escalier d'or (la petite musique intérieure de Jacques Patarrozi) ; Compagnie Magenia au Théâtre du Lys à Montparnasse (entre danse et mime) : *Danse-sur-Marne* au CAC de Chelles (Jennifer Muller and Works) ; Compagnie Arcor au CAC de Villepreux : *le Silence des sirènes* (création) : *les Danaïdes*, par la Compagnie Serge Keuten (sous le chapiteau de la danse installé square de Choisy, 13e).

EXPOSITIONS

Sandro Chia et Anselm Kiefer à l'ARC

Chia est italien, Kiefer est allemand. Tous deux sont des figures connues – mais assez mal en France – de cette nouvelle génération d'artistes qui, d'Europe aux Etats-Unis, donne dans la peinture d'histoire. Une *peinture sombre*, lourde de mémoire, chargée du passé de l'Allemagne, avec ses mythes et ses héros, pour Kiefer ; une peinture plus colorée, plus fantaisiste, haute en pâte et penchant vers ce grand réservoir d'images et de formes qu'est l'histoire de l'art, pour Chia.

ET AUSSI : Etienne Martin (les « Demeures », au Centre Georges-Pompidou, les bois, à Artcurial). *La Rime et la raison*, au Grand Palais. *Un siècle d'images de piété*, au musée-galerie de la SEITA. *Caspar David Friedrich* et *Altdorfer*, au Centre culturel du Marais. *Le labyrinthe dans l'art contemporain*, à la Fondation Culbenkian.



EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

MNAM

Visites animations régulières, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage) : lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

PIERRE BONNARD. Jusqu'au 21 mai.

DONATION DE LA FAMILLE DE MENIL : sculptures, tableaux. Jusqu'au 4 juin.

UN SIÈCLE DE PHOTOGRAPHIES D'ARCHITECTURE, 1839-1939. Jusqu'au 21 mai.

ENRICHISSEMENTS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE. De Baskt à Matisse. Jusqu'au 20 août.

JOE GANTS. Photographies. Jusqu'au 20 mai.

PIERRE DE FENOYL. Jusqu'au 15 juillet.

ÉTIENNE-MARTIN, « Demeures ». Jusqu'au 11 juin.

BOUILLON - REYNIER - VIEILLE. Jusqu'au 11 juin.

CCI

IMAGES ET IMAGINAIRES D'ARCHITECTURE. Jusqu'au 28 mai.

BPI

EUROPE COPY RIGHT. Jusqu'au 21 mai.

THE EYE OF BIG BROTHER. ORWELL. Jusqu'au 14 mai.

THÈME ILLUSTRÉ. Claude Lapointe, illustrateur. Bibliothèque des enfants. Piazza, jusqu'au 18 juin.

∴

ILES FLOTTANTES. Un parcours à travers les œuvres de Boris Tissot. Atelier des enfants. De 14 à 18 h. Jusqu'au 30 mai.

Musées

UN NOUVEAU MONDE : Chefs-d'œuvre de la peinture américaine, 1760-1910. Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi, jusqu'à 22 heures. Entrée : 16 F ; le samedi : 12 F. Jusqu'au 11 juin.

***LE TRÉSOR DE SAINT-MARC,* de Venise.** Grand Palais *(voir ci-dessus)*. Entrée gratuite le 21 mai. Jusqu'au 25 juin.

LA RIME ET LA RAISON. Les collections Ménil (Houston-New-York). Grand-Palais. Entrée place Clemenceau. (Voir ci-dessus.) Jusqu'au 30 juillet.

JEUNES ARTISTES SOVIÉTIQUES ET CHEFS-D'ŒUVRE DE L'U.R.S.S. – ART CONTEMPORAIN FRANÇAIS. Grand Palais, avenue Winston-Churchill. Tous les jours, de 10 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 29 mai.

HALLES ET MARCHÉS D'ILE-DE-FRANCE. Grand Palais, espace 404 (225-03-20). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 14 mai.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Pages d'albums. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (256-37-11). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. *Jusqu'au 16 septembre.*

NOUVELLES ACQUISITIONS du département des sculptures, 1980-1982. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 13 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 4 juin.

ACQUISITIONS DU CABINET DES DESSINS, 1973-1983. Musée du Louvre *(voir ci-dessus)*. Jusqu'au 4 juin.

LA DONATION KAUFMANN ET SCHLAGETER. Musée du Louvre, entrée porte Jaujard (voir ci-dessus). Du 11 mai au 3 septembre.

DIX SIÈCLES D'ENLUMINURE ITALIENNE, du VIe au XVIe siècle. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-82-83). De 12 h à 18 h. Jusqu'au 3 juin.

BAUHAUS ET PHOTOGRAPHIE, 1928-1935. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi, jusqu'à 20 h 30. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 13 mai.

RITZI ET PETER JACOBI. Musée d'art moderne de la Ville de Paris *(voir ci-dessus)*. Jusqu'au 24 juin.

SANDRO CHIA. Peintures 1976-1984. – ANSELM KIEFER. Arc au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Du 11 mai au 24 juin.

LE PRINCE EN TERRE D'ISLAM CHAPITEAUX ROMANS. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'à fin octobre.

L'EMPIRE DU BUREAU, 1900-2000. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h à 18 h ; sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 15 mai.

L'IMAGE DE LA MER. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 21 mai.

LA PUB AU MUSÉE DE LA PUB. Musée de la publicité *(voir ci-dessus)*. Jusqu'au 21 mai.

LUTÈCE-PARIS DE CÉSAR A CLOVIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à fin mars 1985.

CONSTANTIN KOUSNETZOFF, 1863-1936. Musée Carnavalet *(voir ci-dessus)*. Jusqu'au 29 juillet.

LOUIS XIV ET L'URBANISME ROYAL PARISIEN. Archives nationales. Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (277-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Entrée : 4 F ; dim. : 2 F. *Jusqu'au 31 octobre.*

CAMILLE CLAUDEL, 1864-1943. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-34). Sauf mardi, de 10 à 17 h 45. Entrée : 9 F. Jusqu'au 11 juin.

JOAN PALA. Prix Bourdelle 1983. Musée Bourdelle, 16, rue A.-Bourdelle (548-67-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 13 mai.

MONTMARTRE. Des origines à nos jours. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (606-61-11). De 14 h 30 à 17 h 30 ; dim., de 11 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'à fin décembre.

LES FASTES DE LA TAPISSERIE - XVe/XVIIIe SIÈCLE. Musée Jacquemard-André, 158, boulevard Haussmann (562-39-94). Sauf lundi, de 13 h 30 à 19 h. Jusqu'au 17 juin.

UN SIÈCLE D'IMAGES DE PIÉTÉ 1814-1914. Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (555-91-50). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 16 juin.

150 ANS DE RESTAURATION EN LANGUEDOC-ROUSSILLON - L'ARCHITECTURE ET L'EAU. Musée des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (727-35-74). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 9 F Jusqu'au 27 août.

MUSIQUE DES PEUPLES DU MONDE. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation, bois de Boulogne (747-47-66). Tous les jours, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 29 juillet.

Centres culturels

SOLS. Peintures, sculptures, installations. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer (563-90-55). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 21 mai.

JEUNE SCULPTURE. Territoires intérieurs. Port d'Austerlitz (accès par les berges face à la cour départ de la gare) (585-56-55). Tous les jours, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 3 juin.

LE CORBUSIER-SAVINA. Sculptures et dessins. Fondation Le Corbusier, 10, square du Docteur-Blanche (288-41-53). Sauf dim., de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 19 mai.

LE VITRAIL EN LORRAINE, du XIIe au XXe siècle. Caisse nationale des monuments historiques, 62, rue Saint-Antoine (274-22-22). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 17 juin.

ALTDORFER et le réalisme fantastique dans l'art allemand. Jusqu'au 15 juillet ; **CASPAR DAVID FRIEDRICH. Le tracé de la transparence.** Jusqu'au 3 juin. Centre culturel du Marais, 28, rue des Francs-Bourgeois (272-73-52). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F.

DESSINS FLORENTINS ET ROMAINS DE LA COLLECTION FRITS LUGT. Jusqu'au 27 mai ; **WIM OEPTS. Tableaux et gravures.** Jusqu'au 20 mai. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (705-85-99). Sauf lundi, de 13 h à 19 h.

TONY EMILSON, sculptures ; PETER DAHL, lithographies, textiles. Centre Culturel suédois, 11, rue Payenne (271-82-20). De 12 h à 18 h ; samedis et dimanches de 14 h à 18 h. Jusqu'au 20 mai.

JOCELYNE BENOIT. Albums d'art, gravures et monotypes. – LOUIS GOSSELIN. Sculptures. – CARLOS OTT. Opéra de la Bastille. – PIERRE DANIEL DRAP. Photographies. – JACQUES CARTIER AU CANADA. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (551-35-73). Sauf lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 10 juin.

MISES EN BOITE. Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (271-26-16). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 3 juin.

JEAN VOIGT. Mirages de la décadence. Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Elysées (569-02-02). De 13 h à 19 h ; dim. (et fêtes), de 15 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 20 mai.

REGARDS SUR LES KURDES. Photographies. Institut Kurde, 106, rue La Fayette (824-64-64). Du 10 au 31 mai.

SOUVENIR D'UN UNIVERS PERDU. Chronique de la vie juive en Pologne de 1864 à 1939. Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal (331-98-20). De 10 h à 21 h. Jusqu'au 31 mai.

LE LABYRINTHE DANS L'ART CONTEMPORAIN. Architecture, sculpture, archisculpture, peinture, installations. Fondation C. Gulbenkian, 51, avenue d'Iéna (720-85-83). Sauf sam. et dim., de *14 h à 18 h. Jusqu'au 29 juin.*

EUGENIO TELLEZ. Paysages idéologiques. Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile (278-25-49). Sauf dim. et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 26 mai.

FIGURE, FIGURES. Gare S.N.C.F. de Paris-Est (285-60-47). Jusqu'au 30 mai.

UN DEMI-SIECLE DE RELIURES D'ART CONTEMPORAIN, en France et dans le monde. Hôtel de Sens, 1, rue du Figuier (278-14-60). Sauf dim. et lundi, de 13 h 30 à 20 h. Jusqu'au 23 juin.

L'HOPITAL SAINT-LOUIS : Hier, aujourd'hui, demain. Mairie du 10e arrondissement, 72, rue du Faubourg-Saint-Martin. Sauf dim., de 9 h à 19 h. Jusqu'au 2 juin.

LES ROUMAINS DE FRANCE. Quarante ans de vie culturelle. Salle des fêtes de la mairie du 19e arrondissement, place Armand Carrel. De 12 h 30 à 18 h. Jusqu'au 13 mai.

SIMON GOLDBERG. Dessins, sculptures. Salons de la Rose-Croix Amorc, 199bis, rue Saint-Martin (271-99-17). Sauf dim. et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 30 juin.

JEAN-CLAUDE RENARD. Maison de la poésie, 101, rue Rambuteau (236-27-53). Jusqu'au 29 mai.

Galeries

UN ART AUTRE/UN AUTRE ART. Les années 50 (1945-1955). Galerie Artcurial, 9, avenue Matignon (299-16-16). Jusqu'au 28 juillet.

MOLAS, des indiens Kuna de Panama. Galerie Urubamba, 4, rue de la Bûcherie (354-08-24). Jusqu'au 2 juin.

MAITRES IMPRESSIONNISTES ET MODERNES. Galerie D. Malingue, 26, avenue Matignon (266-60-33). Jusqu'au 9 juin.

LES MAITRES FLAMANDS DES XVIe ET XVIIe SIECLES. Galerie de Jonckheere, 21, quai Voltaire (261-38-79). Jusqu'au 7 juillet.

MARIANO HERNANDEZ, BENGT LINDSTROM. Galerie ABCD, 30, rue de Lisbonne (536-36-06). Jusqu'au 30 mai.

ETIENNE MARTIN. Jusqu'au 30 juin – **CLAUDE LALANNE. Les métamorphoses de la nature. Bijoux.** Artcurial, 9, avenue Matignon (299-16-16).

VILLON – GROMAIRE. Gravures, dessins, aquarelles. Galerie J.-P. Joubert, 38, avenue Matignon (562-07-15). Jusqu'au 3 juillet.

PIERRE KLOSSOWSKI. Œuvres récentes. – ROBERT RYMAN. Peintures. Galerie Maeght Lelong, 14, rue de Téhéran (563-13-19). Jusqu'au 2 juin.

BARANOFF-ROSSINE (1888-1944). L'avant-garde russe. Galerie Verneuil Saints-Pères, 13, rue des Saints-Pères (260-28-30). Jusqu'au 19 mai.

BAZAINE. Peintures récentes. Aquarelles. Galerie Adrien Maeght, 46, rue du Bac (222-12-59). Jusqu'au 15 mai.

CLAUDE BELLEGARDE. Cabines chromatiques 1960. Galerie 1950, 38, rue de Lille (260-94-37). Jusqu'au 19 mai.

EUGÈNE BOUDIN, 1824-1898 – MAITRES DES XIXe et XXe SIÈCLES. Œuvres majeures. Galerie Schmit, 396, rue Saint-Honoré (260-36-36). Du 10 mai au 20 juillet.

HENRICOT. Peintures – ROMAN. Sculptures – CHLEQ. Tapisseries. Galerie G. Laubie, 2, rue Brisemiche (887-45-81). Jusqu'au 12 juillet.

GENEVIÈVE ASSE. Dessins récents. Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (325-54-06). Jusqu'au 9 juin.

BIERCE. Œuvres récentes. Galerie Serge Garnier, 12, boulevard de Courcelles (417-12-43). Jusqu'au 2 juin.

ROS BLASCO. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (633-90-66). Jusqu'au 19 mai.

BOGRATCHEW. Sculptures, dessins. Galerie H. Bénézit, 20, rue de Miromesnil (265-54-56). Jusqu'au 29 mai.

ALEXANDRE BONNIER. Figures, portraits et auto-portraits. Galerie NRA, 2, rue du Jour (508-19-58). Jusqu'au 30 juin.

BOST. Pastels. L'Œil Sévigné, 14, rue de Sévigné (277-74-59). Jusqu'au 9 juin.

GEORGES BRU. Les blasons du corps féminin. Dessins. Galerie Mathias Fels, 138, boulevard Haussmann (562-21-34). Jusqu'au 31 mai.

SAMUEL BURI. Galerie Jean Briance, 23-25, rue Guénégaud (326-85-51) et galerie le Dessin, 27, rue Guénégaud (633-04-66). Jusqu'au 19 mai.

MICHAEL BUTHE. Galerie Bama, 40, rue Quincampoix (277-38-87). Jusqu'au 30 juin.

PATRICE CADIOU. Sculptures. Galerie Site-Art présent, 10, rue Coquillière (508-58-96). Jusqu'au 9 juin.

LOUIS CANE. Les Ménines. Galerie D. Templon, 30, rue Beaubourg (272-14-10). Jusqu'au 9 juin.

JEAN CLERTÉ. La journée de l'imprimeur. Papiers d'essuyage. Galerie Erval, 16, rue de Seine (354-73-49). Jusqu'au 19 mai.

PIERRE COMTE. Space art an 4. Galerie A. Oudin, 28bis, boulevard Sébastopol (271-83-65). Jusqu'au 30 mai.

CORDESSE. Peinture. Galerie Clivages, 46, rue de l'Université (296-69-57). Jusqu'au 19 mai.

ROBERT COUTURIER. Galerie Dina Vierny, 36, rue Jacob (260-23-18). Jusqu'au 30 juin.

NOEL CUIN. Traveling. Galerie Farideh Cadot, 77, rue des Archives (278-08-36). Jusqu'au 20 mai.

RAYMOND DAUSSY. Peintures 1941-1953. Galerie A. Blondel, 4, rue Aubry-le-Boucher (278-66-67). Mai-juin.

ROSITA DEWEZ. Galerie Charley Chevalier, 27, rue de la Ferronerie (508-58-63). Jusqu'au 30 mai.

GÉRARD DIAZ. Gravures 1980-1984. Galerie Sagot-le-Garrec, 24, rue du Four (326-43-38). Jusqu'au 9 juin.

MARTIN DISLER. Galerie Crousel-Hussenot, 80, rue Quincampoix (887-60-81). Jusqu'au 16 mai.

RAOUL DUFY. Peintures, aquarelles, plumes, crayons. Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger (296-39-45). Jusqu'au 27 juin.

JOSKO ETEROVIC. Œuvres récentes. Galerie D. Gervis, 14, rue de Grenelle (544-41-90).

FAGNIEZ. Peintures récentes. Galerie Bellint, 28 bis, boulevard de Sébastopol (278-01-91). Jusqu'au 2 juin.

ALBERT FERAUD. Masques et torses. Sculptures et dessins. L'Art et la Paix, 35, rue de Clichy (874-35-86). Jusqu'au 23 juin.

ELIZABETH FRANZHEIM. Encres de Chine. Galerie d'art international, 12, rue Jean Ferrandi (548-84-28). Jusqu'au 30 juin.

FROMBOLUTI. Femmes endormies. Galerie D. Speyer, 6, rue Jacques Callot (354-78-41). Jusqu'au 9 juin.

GILLES GHEZ. Galerie Caroline Corre, 14, rue Guénégaud (354-57-67). Jusqu'au 19 mai.

J. GODFREY. Renaissance du silence. Peintures, gravures, dessins. Galerie des Lombards, 10, rue des Lombards (278-40-99). Jusqu'au 26 mai.

JAMES GUITET. Peintures récentes. Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux (277-19-61). Jusqu'au 19 mai.

MATI KLARWEIN. Galerie Isy Brachot, 35, rue guénégaud (354-22-40). Jusqu'au 2 juin.

GEORGE KOSKAS. Portraits 1984. Galerie Raph, 12, rue Pavée (887-80-36). Jusqu'au 15 juin.

LIMERAT. Bois peints. Galerie Krief-Raymond, 50, rue Mazarine (329-32-37). Jusqu'au 31 mai.

PIERRE MERCIER. Œuvres photographiques 1981-1984. Galerie Gillespie-Laage-Salomon, 24, rue Beaubourg (278-11-71). Jusqu'au 2 juin.

ROBERT MOTHERWELL. Peintures et gravures. Galerie B. Jordan, 54, rue de Verneuil (296-37-47). Jusqu'au 15 mai.

RODRIGO MOYNIHAN. Peintures et gravures. Galerie C. Bernard, 9, rue des Beaux-Arts (326-97-07). Jusqu'au 30 juin.

OUEZZIN. Galerie Claude Aubry, 2, rue des Beaux-Arts (326-27-27). Jusqu'au 26 mai.

MARY ANN PARKINSON. Galerie R. Lussan, 7, rue de l'Odéon (633-37-50). Jusqu'au 23 mai.

MORENO PINCAS. Galerie C. Dubois, 420, rue Saint-Honoré (260-13-44). Jusqu'au 20 mai.

JEAN-PIERRE PINCEMIN. Œuvres 1983-1984. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (274-38-00). Jusqu'au 9 juin.

ANNA RECKER. Galerie E. de Caussans, 25, rue de Seine (326-54-48). Jusqu'au 26 mai.

GERMAINE RICHIER. Sculptures. *Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard* (271-20-50). Jusqu'au 9 juin.

ISABELLE ROUAULT. Peintures. Galerie Yoshii, 8, avenue Matignon (359-73-46). Jusqu'au 2 juin.

SADR. Galerie Darial, 22, rue de Beaune (261-20-63). Jusqu'au 27 mai.

JULIO SILVA. Tableaux, sculptures. Galerie l'Obsidienne, 28, avenue Matignon (266-67-93) – **Aquarelles, bronzes.** Galerie des Ambassades, 4, avenue Matignon (225-17-35). Mai.

FERNAND TEYSSIER. L'Œil de bœuf, 58, rue Quincampoix (278-36-66). Jusqu'au 30 mai.

J.C. VIGNES. Galerie P. Lescot, 153, rue Saint-Martin (887-81-71). Jusqu'au 9 juin.

BERND ZIMMER. Galerie Y. Lambert, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare (271-09-33).

En région parisienne

AULNAY-SOUS-BOIS. Antoine Bourdelle. Galerie d'expositions de l'hôtel de ville. De 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 17 mai.

BOBIGNY. Roger Somville, préfecture, hôtel de ville, Bourse départementale du travail, Maison de la culture. Renseignements : 830-11-93. Jusqu'au 27 mai.

CORBEIL-ESSONNES. Erro. Centre d'action culturelle Pablo-Neruda, 22, rue Marcel-Cachin. Sauf le lundi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 30 mai.

CRETEIL. Patrick Raynaud. Album-Photo. Maison de la culture, place Salvador Allende (899-94-50). Mai-juin.

GENNEVILLIERS. Autoportrait *(Artistes ayant exposé à Gennevilliers depuis 1968)*. Galerie municipale E. Manet, place Jean-Grandel. Sauf dim., de 14 h à 19 h. Jusqu'au 30 mai.

JOUY-EN-JOSAS. Impressions cachemire au XIXe siècle. Musée Oberkampf, château de Montebello (946-80-48). Sam., dim., mardi et jours fériés, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 28 juin.

MAGNY-LES-HAMEAUX. Les belles amies de Port-Royal. Musée national des Granges de Port-Royal (043-73-05). Sauf lundi et mardi, de 10 h à 11 h 30 et de 14 h à 17 h 30. Entrée : 6 F ; Dim. : 3 F. Jusqu'au 29 juillet.

MARLY-LE-ROI. De Renoir à Vuillard : Marly-le-Roi, Louveciennes, leurs environs. Musée-promenade, grille royale, parc de Marly (969-06-26). Sauf lundi, mardi (et jours fériés), de 14 h à 18 h. Jusqu'au 24 juin.

MEAUX. L'Evénement 84 : Le Petit Poucet. Musée Bossuet, 5, place Charles-de-Gaulle (434-84-45). Jusqu'au 2 juin.

MONTROUGE. Salon d'art contemporain. Centre culturel, 2, avenue Emile-Boutroux (656-52-52). Jusqu'au 3 juin.

POISSY. L'art à l'hôpital : P. Laforcrière, peintre ; M. Lasserre, graveur. Centre hospitalier intercommunal Léon-Touhladjian, 10, rue du Champ-Gaillard (074-92-11, poste 447). Jusqu'au 18 mai.

PONTOISE. Le portrait dans les collections du musée. Musée Tavet Delacour, 4, rue Lemercier (038-02-40). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 20 mai.

SAINT-DENIS. Nordine Chérif. Photographies. Maison de la jeunesse, 12, place de la Résistance (243-44-13). Jusqu'au 19 mai.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Ouverture de la salle d'archéologie des cinq continents. Musée des Antiquités nationales, place du Château (451-53-65). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 9 F ; Dim. : 4,50 F.

SAINT-OUEN-L'AUMONE. Regard sur la sculpture contemporaine : cinq vocabulaires pour un espace. Hôtel de ville (464-05-16). Jusqu'au 28 mai.

VILLEPARISIS. Lionel Godart. CAC Jacques Prévert, place de Pietrasanta (427-94-99). Mer., sam. et dim., de 14 h à 19 h. Jusqu'au 24 juin.

En province

ARRAS. Tal-Coat. Peintures et dessins, 1964-1984. Centre Noroît, 9, rue des Capucins (21-30-12). Jusqu'au 1er juillet.

AUBUSSON. Mario Prassinos : Tapisseries. Musée de la tapisserie, avenue des Lissiers (66-33-06). – **Peintures et dessins.** Ecole nationale d'art décoratif, place Villeneuve (66-14-28). Jusqu'au 12 juin.

BEAUVAIS. Ritzi et Peter Jacobi. Galerie nationale de la tapisserie, rue Saint-Pierre (448-24-53). Jusqu'au 24 juin. « **Mécénat d'art nouveau à Paris** ». Musée départemental de l'Oise, ancien palais épiscopal (445-13-60). Jusqu'au 31 mai.

BLERANCOURT (Aisne). La peinture américaine dans les collections du Louvre. Musée national de la coopération franco-américaine (39-60-16). Jusqu'au 30 septembre.

BOURG-EN-BRESSE. Filippi. Sculptures. Musée de Brou, 63, boulevard de Brou (22-22-31). Jusqu'au 3 juin.

CALAIS. Joseph Beuys. Dessins 1941-1983. Musée des beaux-arts et de la dentelle, 25, rue de Richelieu (97-99-00). Jusqu'au 4 juin.

CASES DE PENE. Peintures abstraites des années 50-60. Fondation du Château-de-Jau. Jusqu'au 20 mai.

CHARTRES. Francis Limerat. Œuvres de 1971 à 1984. Musée des beaux-arts, 29, cloître Notre-Dame (36-41-39). Jusqu'au 15 juillet.

COLMAR. Charles Spindler. Mobilier 1900. Musée d'Unterlinden, place d'Unterlinden (41-89-23). Jusqu'au 27 mai.

COMPIEGNE. Midi-Pyrénées à Compiègne. Jusqu'au 30 mai – **Denis Roche – Galerie Molière.** Jusqu'au 31 mai. Centre culturel, place Briet-Daubigny (420-07-57).

DIEPPE. Friedlaender. Gravures récentes. Château-musée, rue des Chastes (84-19-76). Jusqu'au 31 mai.

DREUX. La rupture. Centre du Lièvre d'or. Jusqu'au 30 mai.

DUNKERQUE. Paul Jenkins: Collages. Musée d'art contemporain, avenue des Bains (65-21-65). Jusqu'au 28 mai.

FONTEVRAUD. Italie-Allemagne : Chia, Paladino, Baselitz, Penck, etc. Abbaye royale (51-79-30). Jusqu'au 2 juin.

GRENOBLE. Gilles Ailland. Peintures. Maison de la culture, 4, rue Paul-Claudel (25-05-45). Jusqu'au 30 mai.

LA ROCHE-SUR-YON. Gasiorowsky. – Rousse. Musée municipal, rue Jean-Jaurès (05-54-23). Jusqu'au 16 juin.

MARCQ-EN-BARŒUL. Orages désirés, ou le paroxysme dans la traduction de la nature. Fondation Septentrion (46-6-37). Jusqu'au 3 juin.

MONTAUBAN. L'éloge de l'insolite (Rencontres autour de Roland Cat). Musée Ingres, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville (63-1[illegible]04). Jusqu'au 20 mai.

NICE. A. et G.-A. Mossa. Musée des beaux-arts-Jules-Chéret, 33, avenue des Baumettes (44-50-72). Jusqu'au 31 mai. – **Ecriture dans la peinture.** Centre national d'art contemporain de la villa Arson, 20, avenue Stephen-Liegeard (51-30-00).

RENNES. Simon Vouet - Eustache Le Sueur, dessins du musée de Besançon. Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola (30-83-8[illegible]). Jusqu'au 10 juin. – **Inauguration du musée de la céramique.** *Hôtel* d'Hocquartille, 1, rue Fancon.

LES SABLES-D'OLONNE. Jean-Luc Vilmouth. Œuvres récentes. Musée de l'abbaye Sainte-Croix (32-01-16). Jusqu'au 31 mai.

SAINT-ETIENNE. Murs blancs pour chambre noire. Maison de la culture (25-05-18). Jusqu'au 3 juin.

SAINT-OMER. Edgar Chahine. Gravures. Musée Sandelin, 14, rue Carnot (38-00-94). Jusqu'au 3 juin.

SAINT-QUENTIN. « A travers la couleur » et « Jazz » (de H. Matisse). Musée Antoine-Lécuyer, 28, rue A.-Lécuyer (62-39-71). Jusqu'au 4 juin. – **Fils et textiles.** Basilique (64-[illegible]44). Jusqu'au 31 mai.

STRASBOURG. Per Kirkeby. Musée d'art moderne, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons (32-46-07). Jusqu'au 20 mai. – **Robert Hammerstiel, graveur.** Cabinet des estampes, château des Rohan, 2, place du Château (32-48-95). Jusqu'au 20 mai.

TOULOUSE. Six Dessaux. Musée des augustins, 21, rue de Metz (22-21-82). – **Art espagnol actuel.** Palais des arts, 5, quai de la Dorade (22-[illegible]93). Jusqu'au 20 mai. **Roger Van Rogger. Rétrospective.** Bibliothèque universitaire, 09 *bis*, rue Vauquelin (41-11-05). Du 10 mai au 8 juin.

TOURS. Les Peintres et l'architecture antique. Musée des beaux-arts, 18, place François-Sicard (0[illegible]68-73). Jusqu'au 3 juin. – **Erro. Collages. – Jean-Pierre Péricaud. Peintures récentes.** Galerie d'art contemporain, 17, rue de la Bourde (20-46-75). Jusqu'au 2 juin.

TROYES. Aspects de la peinture contemporaine, 1945-83. Musée d'art moderne, place Saint-Pierre (80-57-30). Jusqu'au 18 juin.

VILLENEUVE-D'ASQ. Fabrizio Plessi. Musée d'art moderne, autoroute Lille-Gand, sortie Château (05-42-46). Jusqu'au 30 juin.

VILLEURBANNE. [illegible] Webb. Le Nouveau Musée, 11, rue du Docteur-Dolard (885-55-10). Jusqu'au 10 juin.

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

LA WALDSTEIN-LES ORPHELINS – Jardin d'Hiver (255-74-40) 21 h (9).

LES SINCÈRES – Théâtre 18 (226-47-47) 20 h 30 (9).

GUST – Petit TEP (364-80-80) 21 h (9).

LE TERRIER – Musée d'art moderne (527-67-70) 21 h (9 au 13).

LE MARIAGE – Chaillot, salle Gémier (727-81-15) 20 h 30 (10).

EN ATTENDANT GODOT – Créteil maison des arts (899-94-60) 20 h 30 (10).

LE ZOULOU – Théâtre Noir (346-91-93) 20 h 30 (10).

GESTE ET PAROLES – Ranelagh (288-64-49) 20 h (11).

L'ISSUE – Juvisy, Eclipse (921-60-34) 21 h (10).

HORS PARIS

GENÈVE – Ciel noir, de Renaud Paul Lambert, par François Chaix, à la Comédie (41-22) 20-60-01, jusqu'au 26 mai.

BRUXELLES – Pareils et mêmes, de Manfred Karge, par l'Ensemble Théâtre Mobile (322) 513-73-00, jusqu'au 9 juin.

LYON – Frédéric, prince de Hombourg, par Karge et Langhoff, avec Gérard Desarthe et Philippe Clevenot au TNP (7) 884-70-74 du 10 au 28 mai.

L'OPÉRA D'QUATSOUS, par la *Compagnie Rotative* (7) 828-28-49 à l'Usine Rhône-Poulenc de Vaise, 45, rue Michel-Berthet, du 11 mai au 16 juin.

Les salles subventionnées

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

OPÉRA (742-57-50), les 11 et 15 à 19 h 30 : Boris Godounov.

SALLE FAVART (296-06-11), les 11 et 14 à 19 h 30 : Mariage secret.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20) (mer., jeu.), les 11, 12, 15 à 20 h 30 ; le 13 à 14 h 30 : Spectacle Courteline ; le 13 à 20 h 30 : Cinna ; le 14 à 20 h 30 : la Mort de Sénèque.

CHAILLOT (727-81-15) Grand Foyer : le 9 à 14 h 30 ; le 12 à 15 h : la musique d'Exilar ; Grand Théâtre : les 9, 10, 11, 12, 15 à 20 h 30 ; le 13 à 15 h : la Mouette.

ODÉON (325-70-32), les 9, 10, 11, 12, 15 à 20 h 30 ; le 13 à 15 h : le Suicidé.

PETIT ODÉON (325-70-32), les 9, 10, 11, 12, 13, 15 à 18 h 30 : Revoir la mer.

TEP (364-80-80), les 9, 10, 11, 12, 15 à 20 h 30 : 325 000 francs ; Cinéma : le 12 à 14 h 30 ; le 13 à 20 h : le Coup du berger, de J. Rivette ; les Mistons, de F. Truffaut ; le Chant du styrène, de A. Resnais ; Et Dieu créa la femme, de R. Vadim.

BEAUBOURG (277-12-33) (mar.), Débats/Conférences-année : le 9 à 18 h : espace architectural (C. de Benedetti) ; le 11 de 18 h à 20 h 30 : Les enjeux de l'autonomie ; Cycle de rencontres avec quelques-uns des artistes les plus marquants de l'art contemporain : à 18 h 30, le 9 : M. Merz ; le 10 : J. Ginguely ; le 11 : F. Stella ; le 12 : J.-P. Raynaud ; le 13 : M. Raysse ; le 14 : G. Viatte ; le 9 à 18 h 30 : J.-F. Lyotard ; le 10 à 18 h 30 : Alors l'école ? ; le 12 à 19 h ; le 14 à 21 h : Phoné 2 ; Concerts-animation : le 14 : Espace libre : à 18 h 30 : Marginalités musicales ; 19 h 45 : Vidéo ou écoutes de bandes ; 20 h 30 : entre le jazz et la musique savante improvisée ; 20 h 30 : Concert Gustav Kuhn ; cinéma-vidéo : les 9, 10, 11, 12, 13, 14 à 13 h : Julio Cortazar, de A. Caroff et C. Namer ; 16 h ; le Temps d'un éclair ; 60 000 lignes sous les mers, de N. Drouzy ; Gulfstream, de B. Mackay ; 19 h : Logique du catch, de C. Lotzillon ; le 9 à 14 h 30 : Ecran des enfants : le Roi des singes ; les 9, 10, 11, 12, 13 à 15 h : Etienne-Martin : affinités philosophiques et littéraires (Gurdjeff, Lovecraft) ; les 9, 10, 11, 12, 13 à 18 h : Productions vidéo anglaises ; Théâtre-Danse : le 14 à 19 h : La pièce de Sirocco, de J.-L. Rivière.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83). Grand ballet classique de Moscou : les 9, 10, 11 à 20 h 30 : Nathalie ; Ballet national de Marseille (R. Petit) : Premier programme : le 15 à 20 h 30 : Proust ou les intermittences du cœur ; *Concert : le 14 à 18 h 30 : Jane Rhodes ;* P. Roge (piano) (Brahms, Debussy, Schubert, etc.).

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), les 9, 10, 11 à 20 h 30 ; le 12 à 14 h 30 et 20 h 30 : Arden de Faversham ; le 15 à 20 h 30 : Ballet de Gyor ; les 9, 10, 11, 12 à 18 h 30 : Les musiciens du Nil ; le 15 à 18 h 30 : Musiques de l'Inde du Nord et du Sud.

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34) (lun.), les 9, 10, 11, 12, 15 à 20 h 30 ; le 13 à 16 h : les Liaisons dangereuses.

Les autres salles

A. DÉJAZET (887-97-34) (D.), 21 h 30 : sam., 15 h : la Nuit des assassins.

ANTOINE – S. BERRIAU (208-77-71) (D. soir, L.), 20 h 45, dim., 15 h : Nos premiers adieux.

ARTS-HEBERTOT (387-23-23) (D. soir, J.), 21 h, dim., mar. 15 h : le Nouveau Testament.

ATELIER (606-49-24) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : le Neveu de Rameau.

BASTILLE (357-42-14) (D., L.), 20 h : Dis Joe.

BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : les Trois Jeanne (dern. le 9).

CALYPSO (227-25-95) (D., L.), 20 h : le Suicidaire.

CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-48-65), mer., jeu., ven., 20 h 30 : Zod, zod, zod...iaque.

CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (372-00-15), mer., jeu. 21 h : ven., sam. 20 h : Ferdaous, une voix en Enfer.

CARTOUCHERIE, Th. du Soleil (374-24-08), le 9 à 18 h 30 : Richard II ; les 10, 11, 12 à 18 h 30, le 13 à 15 h 30 : Henry IV. II (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : Antigone. Epée de Bois (808-39-74) (D. soir, L., Mar.), 20 h, sam., dim. 15 h 30 : le Prince travesti.

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Galerie (D., L.), 20 h 30 : l'Ame de la fugue ; La Ressarre (D., L.), 20 h 30 : l'Ecole des mères.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41) (Mer., D. soir), 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24) (D., L.), 20 h 45, sam. 17 h : Chacun sa vérité.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22) (D. soir, L.), 20 h 30, dim., 15 h 30 : les Aventures de la villégiature.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : les Marchands de gloire (dern. le 12).

DAUNOU (261-69-14) (mer., D. soir), 21 h, dim. 15 h 30 : S.O.S. homme seul.

DÉCHARGEURS (236-00-02) (D.), 20 h 30 : Sigmund's follies ; 22 h : le Prince.

ÉDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30 : Désiré (der. le 9).

ÉPICERIE THÉATRE (272-27-05) (D.), 19 h : Imprévu pour un privé ; (mar.), 20 h 30 : l'Ile des chèvres.

ESPACE-GAITÉ (327-95-94) (D. soir, L.), 22 h, dim. 15 h : Un p'tit mot sous la porte.

ESPACE KIRON (375-50-25) (D., L.), 20 h 30 : le Triomphe de l'amour.

ESPACE MARAIS (584-09-31) (D. soir, L.), 22 h, dim. 18 h : Adam et Ève et le troisième sexe.

ESSAION (278-46-42) (D., L.), I. 20 h 30 : Oreste ne viendra plus ; II. 20 h 30 : Sensualité.

FONTAINE (874-74-40) (D.), 20 h 30, sam. 18 h et 21 h 30 : les Aventures de Dieu.

FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (534-87-25), Mer. jeu., ven., 21 h : Colas Breugnon.

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18) (D. soir), 20 h 45, dim., 15 h : Grand-Père *(dern. le 13)*.

GALERIE 55 (326-63-51) (D., L.), 20 h 30 : Who's Afraid of Virginia Woolf ?

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 18 h 30 : la Place au soleil.

HUCHETTE (326-38-99) (D.), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Bonsoir Prévert.

LA BRUYÈRE (874-76-99) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : Top Girls.

LIERRE-THÉATRE (586-55-83) (D. soir, L.), 21 h, dim. 17 h : Nina, c'est autre chose.

LUCERNAIRE (544-57-34) (D.), I. 18 h 30 : Fando et Lis ; 20 h 15 : Six Heures au plus tard ; 22 h 30 : L. Kourilski. II. 18 h 30 : la Ville à voile (à partir du 14) ; 20 h 15 : l'Ambassade : 22 h 30 : la Panthère bleue. Petite salle, 22 h 30 : la Répétition de Jeanne.

LYS-MONTPARNASSE (327-88-61) (D.), 22 h : le Shaga.

MADELEINE (265-07-09) (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 15 h : les Œufs de l'autruche.

MAISON DE L'ASIE (580-04-73), Mer., Jeu., Ven., Sam. 20 h 45 : Madras, la nuit ou...

MARAIS (278-03-53) (D.), 20 h 30 : Le roi se meurt.

MARIE-STUART (508-17-80) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : Madame Benoit ; Jeu., Ven., Sam. 22 h : l'Echo du silence.

MARIGNY, grande salle (256-04-41) (D. soir, L.) 21 h, Dim. 15 h : J'y suis, j'y reste ; salle Gabriel (225-20-74) (D. soir, L.), 21 h, Sam. 18 h 30 et 21 h 30, Dim. 15 h : le Don d'Adèle.

MATHURINS (265-90-00) (D. soir, L.), 21 h, Dim. 16 h 30 : la Femme assise.

MAUBEL (255-45-55) (D., L.), 20 h 30 : Fool for love.

MICHEL (265-35-02) (D. soir, L.), 21 h 15, Sam. 18 h 15 et 21 h 30, Dim. 15 h 30 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22) (D. soir, L.), 21 h, Dim. 15 h 30 : J'ai deux mots à vous dire.

MOGADOR (285-45-30) (D. soir, L.), 20 h 30, Sam. 21 h, Dim. 16 h 30 : Cyrano de Bergerac.

MONTPARNASSE (320-89-90) (D. soir, L.), 21 h, Sam. 17 h, Dim. 16 h : Tchin tchin ; petite salle (D. soir, L.), 21 h, Dim. 16 h : la Salle à manger.

NOUVEAUTÉS (770-52-76) (J., D. soir), 20 h 30, Sam. 18 h 45 et 21 h 30, Dim. 15 h 30 : l'Entourloupe.

ŒUVRE (874-42-52) (D. soir, L.), 21 h, Dim. 15 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

PALAIS-ROYAL (297-59-81) (D. soir, L.), 20 h 45, Sam. 18 h 45 et 22 h, Dim. 15 h 30 : la Fille sur la banquette arrière.

PLAINE (250-15-65) (D. soir, L., Mar.), 20 h 30, Dim. 17 h : Marivaux et Marivaux.

POCHE (548-92-97) (D.) 20 h : Molly Bloom ; 21 h : l'Élève de Brecht.

POTINIÈRE (261-44-16) (D. soir, L.), 20 h 30, Dim. 15 h : la Salle des profs.

QUAI DE LA GARE (523-48-78) (D.), 20 h 30 : Moby Dick.

RENAISSANCE (208-18-50) (D. soir, L.), 21 h, Dim. 15 h : Noix de coco.

SALLE DU BATEAU IVRE (297-48-89), Ven., Sam. 20 h 30 : Antigone.

SAINT-GEORGES (878-63-47) Mer., Ven., Dim., Mar., 21 h, Sam 18 h 30 et 21 h 30 : Théâtre de Bouvard.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10) (D. soir, L.), 21 h, Dim. 15 h 30 : Bataille navale.

TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79), I. (D., L.), 20 h 30 ; l'Écume des jours ; 22 h 30 : Dim. 17 h : l'Homme cassé II. (V., S.), 22 h 30 : Fando et Lis.

THÉATRE A.-BOURVIL (373-47-84), (D.), 21 h, Sam. 16 h 45 : Y'en a marr... ez vous.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02) (D.), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h, Sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48) (D.), 20 h : le Tigre ; 21 h : Fils de butte où les Seigneurs de Montmartre.

THÉATRE DE PARIS, Petite salle (280-09-30) (D. soir, L.), 20 h 30, Dim. 15 h : Drôle de programme.

THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80) (L.), 20 h 30, Sam., Dim. 17 h 30 : la Lanterne magique de Prague ; Petite salle (D. soir, L.), 20 h 30, Dim. 15 h : Enfance.

TOURTOUR (887-88-£–) (D., L.) 20 h 30, Sam. 15 h : Mon cœur dans les Highlands.

TROIS SUR QUATRE (327-09-16) (D.), 20 h 30 : la Pêche à la mouche ; 22 h : la Femme de couleurs.

VARIÉTÉS (233-09-92) (D. soir, L.), 20 h 30, Dim. 15 h 30 : l'Étiquette.

Les cafés-théâtres

ATHLETIC (624-03-83) (D., L.), 21 h : Une poule sur un mur.

AU BEC FIN (296-29-35) (D.), 20 h 45 : la Troisième jambe du carrosse ; 22 h 15 : le Président.

BEAUBOURGEOIS (272-08-51) (L.), 19 h30 : Odd numbers sur un air de jazz.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) (D.), I : 20 h 15 : Areuh=MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 + Sam. 24 h : les Sacrés Monstres ; II : 20 h 15 : Pas de citrouille pour Cendrillon ; 21 h 30 : Last Lunch, Dernier Service ; 22 h 30 : Limite !

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51) (D., L.), 20 h : Chant d'épandage ; 22 h 15 : Plus la peine de frimer.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) (D.), I : 20 h 15 + sam. 23 h 45 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours ; II : *20 h 15 : Ils avaient les foies dans* l'Ouest ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50) (D.), 21 h : Il n'y pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Attention ! belles-mères méchantes.

POINT-VIRGULE (278-67-03) (D.), 20 h 15 : les Surgelés ; 21 h 30 : le Ticket ; 22 h 30 : Moi je craque, mes parents raquent.

PROLOGUE (575-33-15), J., V., S., à 21 h : Téléphonosolo.

RESTO-SHOW (508-00-81) (D., L.), 19 h : le Pêcheur de perles.

SENTIER DES HALLES (236-37-27) (D., L.) : 20 h 15 : Les dames de cœur qui piquent ; *21 h 30 : la Folle Nuit érotique* de Roméo et Juliette ; 22 h 30 : Acide.

SPLENDID ST-MARTIN (208-21-93) (D., L.), 20 h 15 : M. Boujenah.

LE TINTAMARRE (887-33-82) (D., L.), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : le Céleri jaune.

VIEILLE GRILLE (707-60-93) (D., L.), 20 h 30 : la Vie entre les dents.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h, dim. 15 h 30 : On perd les pétales.

DEUX ANES (606-10-26) (Mer.), 21 h, dim. 15 h 30 : l'Impôt et les Os.

La danse

BASTILLE (357-42-14), 21 h : Avis de *vent d'ouest (dern. le 13)*.

ESCALIER D'OR (523-15-10) (D. soir, L.), 21 h, dim. 17 h : Chorégraphie J. Patarozzi.

DEUX PORTES (361-24-51), les 9, 10, 11 à 21 h : Cie Ballet des Deux-Portes.

PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. et dim. 15 h : Ballets Moïsseiev.

LYS-MONTPARNASSE (327-88-61) (D.), 20 h : Cie Magenia.

SQUARE DE CHOISY, sous chapiteau (585-88-93) (D., L.), 20 h 45 : Cie S. Keuten (à partir du 11).

SOLEIL D'OR (543-50-12), le 12 à 20 h 45 : Swarna Surya, S. Kakoli Sen Gupta.

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), les 11, 12 à 20 h 30, le 13 à 16 h 30 : Ballet national du Nicaragua.

THÉATRE DE PARIS (874-10-75) (D. soir, L.), 20 h 30, Dim. 15 h : Lindsay Kemp Company *(le Songe d'une nuit d'été)*.

Opérettes, Comédies musicales

ÉLYSÉE-MONTMARTRE (252-25-15), Mer. 14 h 30, ven., sam. 14 h 30 et 20 h 30, dim. 14 h et 17 h 30 : l'Amour à Tahiti.

Opéra

A. DEJAZET *(887-97-34) (L.), 19 h : les* Macloma, l'Opéra du Marais.

PALAIS OMNISPORTS DE BERCY (346-12-21) (D. soir), 20 h, Dim. 14 h 30 : Aïda (dern. le 13).

Le music-hall

ALLIANCE FRANÇAISE (544-72-30), les 9 à 15 h et 21 h, le 10 à 14 h 30 : le *Kwach Hir du Nigéria (dern. le 10)*.

AMANDIERS (366-42-17) (D., L.), 20 h 45 : Mimobile (dern. le 10) ; à partir du 11 : Cosmocomi compagnie.

BATACLAN (700-30-12) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : Mezz, la Rage de vivre.

BOBINO (322-74-84) (D. soir, L.), 20 h 45, Dim. 16 h : Angel/Maimone Entreprise (dern. le 12) ; à partir du 14 : B. Wooton.

CASINO DE PARIS (874-26-22) (D. soir, L., Mar.), 20 h 45, mer., sam., dim. 16 h : Hair 84.

CINQ DIAMANTS (580-18-62), les 14, 15 à 20 h 30 : Théophile, D. Vachée, D. Borano.

CITHEA (357-99-26) (D. L.), 22 h : Cl. Astier.

LUCERNAIRE (544-57-34) (D.), *19 h 45 : R. Bahr, chansons populaires juives.*

OLYMPIA (742-25-49) (D. soir, L.), 20 h 30, Dim. 17 h : le Cirque de Pékin (dern. le 13) ; à partir du 15 : B. Lavilliers.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90) (Mer. soir, J., D. soir), 20 h 30, sam. 21 h, mer. 15 h, dim. 14 h 15 et 17 h 30 : Holiday on Ice.

PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : H. Van Veen (dern. le 12). – Petite salle (D., L.), 21 h : J. Cuomo.

PORTE DE PANTIN, sous chapiteau (203-55-52) (Mer. soir, D. soir, L.), 21 h, Mer., Dim. 15 h 30 : Clown Kompanie.

SOLEIL D'OR (543-50-12), le 9 à 20 h 45 : Sri Sundar Rao.

TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79), le 12 à 15 h : S. Dupres.

THÉATRE DU JARDIN (745-23-72), le 14 à 20 h 45 : C. Vaucaire, J. Douai.

TRISTAN BERNARD (522-08-40) (L.), 20 h 45, Dim. 15 h : Marotissimo.

THÉATRE PRÉSENT (203-02-55) (D. *soir, L.), 20 h 30, Dim. 17 h : La Villette* en chansons.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41) (D., L.), 22 h : R. Anselmi, C. Perez, R. Lopez ; 24 h : René et Daniel.

En région parisienne

ASNIÈRES, CCA (790-63-12), le 12, à 20 h 45 : La fabuleuse histoire de Shaolin.

AULNAY, MC (868-00-22), le 11, à 20 h 30 : Jazzacordéon ; le 13, à 16 h 30 : Acordéons et cabrettes.

BAGNEUX, Th. V. Hugo (663-10-54), (D. soir, L.) 20 h 30, Dim. 15 h : Violette Leduc, l'affamée.

BLANC-MESNIL, Parc Urbain J. Duclos *(868-00-22), le 12 à 21 h : Jo Privat.*

BOBIGNY, MC (831-11-45) le 11 à 20 h 30 : le 12 à 16 h 30 : La Coulée ; le *12 à 20 h 30, le 13 à 16 h 30 : La Saignée.*

BOULOGNE-BILLANCOURT, TBB (603-60-44) (D. soir, L.), 20 h 30, Dim. 15 h 30 : les Joyeuses Commères de Windsor.

CACHAN, CC (664-12-15), le 15 à 20 h 45 : B. Haller.

***CHATILLON**, Salle des Fêtes, le 15 à* 21 h : Pitchipoi oratorio.

CHATENAY-MALABRY, Hall Faculté de Pharmacie (660-38-70), le 12 à 21 h : C. Magny, M.-A. Cousin.

CHATOU, Louis Jouvet, le 15 à 21 h : Soirée de ballets.

CHELLES, CAC, le 11 à 20 h 45 : Jennifer Muller and Works.

CHOISY, Th. P. Eluard (890-89-79), le *12 à 20 h 30 : Cie du Pain d'Orge.*

CLICHY, Th. Rutebeuf (824-44-16), les 9, 10, 11 à 20 h 30, les 12, 13 à 17 h : Scène de nuit à Clichy.

CRÉTEIL, Maison des arts A. Malraux (899-94-50), le 11 à 20 h 30 : J. Guidoni ; Le 15 à 20 h 30 : J. Bertin.

GARCHES, CCM (741-39-32), les 10, 11 à 21 h : Arcane.

GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30), *le 15 à 20 h : 45e Parallèle/Fartov et Bel*cher.

IVRY, Th. des Quartiers, (672-37-43) (Dim. soir, Jeu.), 20 h 30, Dim. 17 h : la Surprise de l'amour. Théâtre (670-15-71), les 14, 15 à 20 h 30 : Fugitive détail.

MASSY, CC P. Bailliart (920-57-04), le 11 à 21 h : S. Marc, D. Goyone.

NANTERRE, Th. des Amandiers (721-18-81), les 9, 11, 12 à 20 h 30 ; le 10 à 19 h 30 ; le 13 à 17 h, le 15 à 20 h 30 : Great Britain.

PAVILLONS-SOUS-BOIS, CECAS (848-10-30), le 11 à 20 h : Jazz O'Balcon, Inc Jazz Corporation.

RIS-ORANGIS, Salle R. Desnos (906-72-72), *le 12 à 21 h : Ensemble Ad Ar*tem, dir. A. Myrat.

SAINT-DENIS, Basilique (rés. : 524-*15-16) les 9, 10 à 20 h 30 : Orchestre na*tional de France, dir. J. Conlon (Brahms).

SARCELLES, OCM (419-54-30), le 15 à 21 h : Orchestre d'Ile-de-France, dir. P. Capolongo (Glinka, Rachmaninov, Stravinsky).

***SAVIGNY-SUR ORGE**, Eglise, le 11 à* 20 h : Festival de musique sacrée.

LE VESINET, CAL (976-32-75), le 10 à 20 h 30 : C'est la guerre, Monsieur Gruber.

VILLE-D'AVRAY, Château, le 10 à 20 h 30 : Chœur et orchestre de Chaville, dir. G. Reverdy.

ODIF
ORCHESTRE DE L'ILE-DE-FRANCE
DIRECTEUR JACQUES MERCIER
GLINKA Ruslan et Ludmilla
RACHMANINOV Concerto n° 3
STRAVINSKI Petrouchka
direction PAUL CAPOLONGO
FRANÇOIS JOËL THIOLLIER piano
samedi 12 mai 21 h – VILLEJUIF – Théâtre R. Rolland
mardi 15 mai 21 h – SARCELLES – Forum des Cholettes
jeudi 17 mai 21 h – NOYON – COSEC
samedi 19 mai 21 h – VITRY – Théâtre Jean Vilar

LA GRAVURE
41, rue de Seine (6e) - 326-05-44
CLAUDE LEGROS
monotypes, aquarelles
DU 25 AVRIL AU 19 MAI

Galerie OLIVIERI
72, bd Saint-Germain, Paris (6e)
354-10-05
XAVIER
« les objets »
peintures et sculptures
du 4 mai au 1er juin

KLUMB
3 au 26 mai
Galerie GOROSANE
52, Fg St-Honoré
PARIS 8e - Tél. : 265-36-00

BAZAINE
GALERIE ADRIEN MAEGHT
42 - 46 RUE DU BAC PARIS 7
DU 3 MAI AU 16 JUIN

GALERIE COLETTE DUBOIS
420, rue Saint-Honoré, 75008 PARIS - Tél. : 260.13.44
MORÉNO PINCAS
jusqu'au 20 mai

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7e) - Me Varenne
Camille CLAUDEL
Tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 17 h 45
DU 15 FÉVRIER AU 11 JUIN

XXXe SALON DE MONTROUGE ● 2 mai-3 juin
ART CONTEMPORAIN, peinture, sculpture, dessin, travaux sur papier, photo et
OTTO DIX ŒUVRES DE 1910 à 1966
2, avenue Emile-Boutroux, et 32, rue Gabriel-Péri
MONTROUGE, 10 h à 19 h

GILLES DULIS
Peintures sur verre
MUSÉE BRICARD
1, rue de la Perle, Paris-3e
De 10 heures à 12 heures
et de 14 heures à 17 heures
le mecredi jusqu'à 19 heures
Fermé dimanche et lundi
« Une beauté singulière... »

GALERIE LA HUNE
dessins récents de
ASSE
Mai 84
14, rue de l'Abbaye
75006 PARIS - 325-54-06

ARTCURIAL
centre d'art plastique contemporain
ETIENNE-MARTIN
Les bois 1951-1984
CHIA, CLEMENTE
Gravures de la Transavantgarde italienne
UN ART AUTRE / UN AUTRE ART
Les années 50
Peinture, sculpture
CLAUDE LALANNE
Bijoux
9, av. matignon paris 8 - 299.16.16
du mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h 30





GALERIE SERGE GARNIER
12, bd de Courcelles - 17e
Tél. 763-06-46
BIERGE
du 3 mai au 2 juin

FONDATION C. GULBENKIAN
51, avenue d'Iéna – 75116 Paris
EXPOSITION
DE LABYRINTHE
DANS L'ART CONTEMPORAIN
de Alechinski à Vieira da Silva
du 2 mai au 28 juin
lundi-vendredi de 14 h à 18 h

هقدا من الاصل

EN V.O. : 14 JUILLET RACINE – 14 JUILLET PARNASSE

UN "INEDIT" DE MIZOGUCHI
LA FÊTE DE GION

GEORGE V – IMAGES – MAXEVILLE – LUMIÈRE – FORUM HALLES – QUINTETTE – CLUB les MUREAUX – C2L VERSAILLES – ALPHA ARGENTEUIL – CERGY PONTOISE – CLUB les MUREAUX

AMOK !
à JOHANNESBURG
un film de SOUHEIL BEN BARKA
GRAND PRIX DU FESTIVAL DE MOSCOU

théâtre Ouvert
COURTES MAIS...
du 9 mai au 9 juin à 21 h - matinée samedi à 16 h
(relâche dimanche et lundi)
LA WALDSTEIN de J.-P. Amette — mises en scène A.Françon
LES ORPHELINS de J.-L. Lagarce — C.Cohendy
avec Charles Berling, Yann Collette, Jean-Claude Durand
Gérard Hardy, Frédéric Leidgens, André Marcon,
Anne Wiazemsky
4 bis Cité Véron 18e — le Jardin d'hiver — loc. 262.59.49

THEATRE DE LA COMMUNE AUBERVILLIERS
150ème
à cinquante ans elle découvrait la mer. de Denise CHALEM
833.16.16
Denise CHALEM
Isabelle SADOYAN
Mise en scene
Gabriel GARRAN
"Ce bel affrontement de femmes est un frémissant spectacle."
Fabienne Pascaud. Telerama
"Intimité intense. On y croit."
Jean-Pierre Thibaudat. Libération
"Pour découvrir un nouvel auteur, Denise Chalem qui joue sa pièce, aux côtés de la formidable comédienne qu'est Isabelle Sadoyan."
Bruno Villien. Le Nouvel Observateur
"Un écrivain est né."
Serge Moati. L'Arche
"Mise en scène vivante, réelle et rêvée."
Michel Cournot. Le Monde

COACH LEATHERWARE
Nº 9085—Coach Duffle Bag
Souples et décontractés, les sacs "Coach bag" sont taillés dans un remarquable cuir américain — c'est un cuir "pleine fleur" qui, à l'usage, se patine et vieillit en beauté.
Ce sont les sacs les plus connus depuis dix ans aux U.S.A. et déjà reconnus aujourd'hui à Paris.
Galerie Coach Bag
23 Rue Jacob, Paris 6e
326.29.17

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 9

Eglise de la Madeleine, 21 h : Orchestre symphonique franco-allemand, dir. : J. Rehak (Beethoven, Bizet).

Centre Bösendorfer, 20 h 30 : M. Laforêt (Chopin, Debussy, Albéniz).

Hôtel de St-Aignan, 21 h : C. Joly (D'Indy, Brahms).

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : M. Boegner, J. Mourailler (Mozart).

Salle Cortot, 20 h 45 : H. Lamy, P. Loiret, G. de Talhouet (Chabrier, Damare, Debussy...)

Lucernaire, 21 h : Ph. Rausch (Schubert, Debussy, Prokofiev).

Ranelagh, 20 h 30 : J.-L. Caillard (Beethoven, Strauss).

Eglise Saint Louis des Invalides, 20 h 45 : Ensemble des jeunes solistes de Paris, dir. : J.-B. Beauchamp (Bach, Albrechberger, Haendel).

JEUDI 10

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : A. Weissenberg (Franck, Schumann, Rachemaninov).

Lucernaire, 21 h : D. Picamoles (Schumann, Beethoven, Chopin).

Hôtel de Saint-Aignan, 21 h : Le concert du Marais, quatuor vocal.

Eglise Saint-Germain-des-Prés, 20 h 30 : Nouvel orchestre philarmonique, dir. : M. Valdes (Cornélius, Hoffmann).

Salle Pleyel, 20 h 30 : M.-A. Estrella (Mozart, Brahms).

Sorbonne, grand amphithéâtre, 20 h 45 : N. Lee, D. Selig, chœur de Paris-Sorbonne (Brahms).

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 30 : J.-C. Veilhan, D. Salzer, L. Comtois, D. Comtois-Cahen (Mozart, Wagenseil, Danzi...).

Eglise Saint-Médard, 20 h 45 : J. Galard (Bach, Mendelssohn, Couperin).

Eglise Sainte-Clotilde, 21 h : Ensemble Bach de Paris (Bach).

Jardin du Luxembourg, 16 h : Musique des gardiens de la paix de Paris.

Salle Cortot, 20 h 30 : L. Delfanti, A. Schaeffer (Schumann, Wolf, Wagner).

VENDREDI 11

Radio-France, grand auditorium, 20 h 30 : Nouvel orchestre philarmonique, dir. : M. Janowski (Schoenberg, Bruckner). **Auditorium 106**, 19 h : J.C. Pennetier, Ch. Ivaldi (Risset).

Salle Cortot, 20 h 45 : F. Killian, piano (Bach, Beethoven, Brahms).

Hôtel de Saint-Aignan, 21 h : C. Comoy, J. Lavielle, D. Gascuel-Weber, P. Moragues (Schubert).

Lucernaire, 21 h : voir le 10.

Centre Mathis, 20 h 45 : I. Krainik, Ch. Brière (Bach, Corelli, Piechowska...).

Fondation des Etats-Unis, 20 h 30 : A. Alton, B. Coissard, F. Cornu, A. Erwin, R. McCoy, S. Scott (Muczynski, Enesco, Brahms).

SAMEDI 12

Lucernaire, 21 h : voir le 10.

Hôtel de Saint-Aignan, 21 h : M. Noda (Debussy, Ravel, Chopin).

Basilique Sainte-Clotilde, 20 h 45 : Der gemischte Chor Weinheim et chœur la Tarentelle (Bach, Campra).

Eglise Saint-Merri, 21 h : Chorale Heinz, dir. : G. Wilkins (Bach, Ives, Gerschwin).

Eglise arménienne, de 18 h 30 à 22 h : Forum des solistes d'oratorio d'Ile-de-France.

Centre Bösendorfer, 20 h 30 : E. Wim Schulte, L. Colladant (Schubert, Brahms, Wolf...).

DIMANCHE 13

Eglise Saint-Merri, 16 h : Quatuor Fourmeau (Joplin, Weill, Scarlatti).

Conciergerie, 18 h 30 : Orchestre symphonique franco-allemand (Bach, Haydn).

Eglise Saint-Louis des Invalides, 17 h : Chorale des Invalides, dir. : J. Cussac (Mozart, Haydn).

Eglise Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Chorale Montorgueil, Nouvel orchestre de chambre, dir. : O. Guion (Josquin des Prés, Corelli, Haydn...).

Eglise arménienne, de 15 h à 22 h : Forum des solistes d'oratorio d'Ile-de-France.

Théâtre du Rond-Point, 10 h 45 : Quatuor Brandis (Schubert, Beethoven).

Salle Cortot, 20 h 30 : P. Bolbach (Sor, Torroba, Falla...).

Musée Carnavalet, 15 h : P.-H. Xuereb, G. Moutier (Bach, Haydn, Beethoven...)

Théâtre La Bruyère, 11 h : Ensemble La Bruyère (Schubert).

LUNDI 14

Hôtel de Saint-Aignan, 21 h : B. Grenat, G. Moutier (Donizetti, Schumann, Saint-Saëns).

Radio-France, grand auditorium, 18 h 30, 20 h 30 : Cycle acousmatique (Campania, Garcia, Parmegiani).

Lucernaire, 21 h : L. André (Bach, Schubert, Brahms).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre Colonne (Rossini).

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : Ensemble instrumental de France (Bach, Mozart).

Théâtre du Rond-Point, 20 h 30 : Ensemble intercontemporain, dir. : G. Kuhn (Le Baron, Maderna, Zimmermann...).

Athénée, 20 h 30 : Y. Minton, J. Constable (Strauss, Wagner, Rachmaninov...).

Salle Cortot, 20 h 30 : Lauréats du conservatoire national de musique de Paris (Saint-Saëns, Mendelssohn, Debussy...).

MARDI 15

Salle Gaveau, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. : H. Yazaki (Honegger, Mendelssohn, Roizenblat...).

Radio-France, Auditorium 105, 19 h : Ensemble A Sei Voci (Cuniot).

Hôtel Saint-Aignan, 21 h : J.-P. Sevilla (Haydn, Beethoven, Schumann).

Parc Montsouris, 20 h 30 : Musique des gardiens de la paix de Paris.

Eglise Saint-Séverin, 21 h : Orchestre et chorale P. Kuentz, Chorale A. Roussel de Brest (Mendelssohn).

Eglise de la Madeleine, 21 h : Requiem de Verdi, concerts Lamoureux, dir. J.-Cl. Bernedi, soprano J.-A. Pickens.

Lucernaire, 21 h : voir le 14.

Institut autrichien, 19 h : E. Magnan, J. Laroche (aubin).

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 30 : Y. Uyama (Couperin, Danican-Philidor, Bach).

Jazz, pop, rock, folk

AMERICAN CENTER (321-42-20), les 10, 11, 12 à 21 h : J. Leandre, B. Phillips, R. Black ; le 13 à 16 h 30 : Jazz on a sunday afternoon.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), les 9, 10 à 21 h 30 : Royal Tencopatos, à partir du 11 : D. Doriz.

CC DE BELGIQUE (271-26-16) les 11, 12 à 20 h 45 : Musique flexible.

CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24) les 9, 10, 11, 12 à 22 h 30 : S. Kasseya.

CITHEA (357-99-26), 20 h, le 9 : BF 7 M ; le 10 : Hot Pants ; les 11, 12 : Yalta ; le 13 : A. Zahar ; le 15 : RTH.

DÉPOT-VENTE (637-33-88), 21 h, le 11 : Riockin Rebels ; le 12 : Chicago blues.

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30, les 11, 12 : S. Debriano Sextet ; le 13 : Retour en force ; le 14 : Benny's Bad Band.

ELDORADO (208-23-50), le 10 à 20 h 30 : Fleshtones ; le 11 à 20 h : Matillien ; le 14 à 20 h 30 : Cindy Lauper.

FORUM (297-53-47) (D., L.), 21 h : Magma Offrering.

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : le 9 : J.-M.- Padovani ; le 10 : Cheikh Tidiane Fall ; les 11, 12 : Ethnic Heritage Ensemble ; le 13 : Saep Trio ; le 14 : R. Towner, J. Abercrombie ; le 15 : Jazz plus.

PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03), le 14 à 21 h : E. Fitzgerald.

PHIL'ONE (776-44-26), les 11, 12 à 20 h 30 : Xalam.

PETIT JOURNAL (326-28-59), à 21 h : mer : Watergate Seven + One ; jeu : J. Turner ; ven. : JCJB 6 Old Finest Stompers ; sam. : Minor Swing Quintet ; lun : Alligator Jazz Band ; mar : Cuarteto Cedron.

RADIO-FRANCE, Gd Auditorium (524-15-16), le 10 à 20 h 30 : J.-C. Fohrenbach Quartet.

SLOW CLUB (233-84-30) (D., L.), 21 h 30 : P. Sellin, B. Vasseur (dern. le 12).

SUNSET (261-46-60) (D., L.), 23 h : L. Cokelaere, J. Do Sallabery, S. Bray, L. Rouah (dern. le 12).

TWENTY ONE (260-40-51) Jeu., ven. sam. 21 h : G. Hunter.

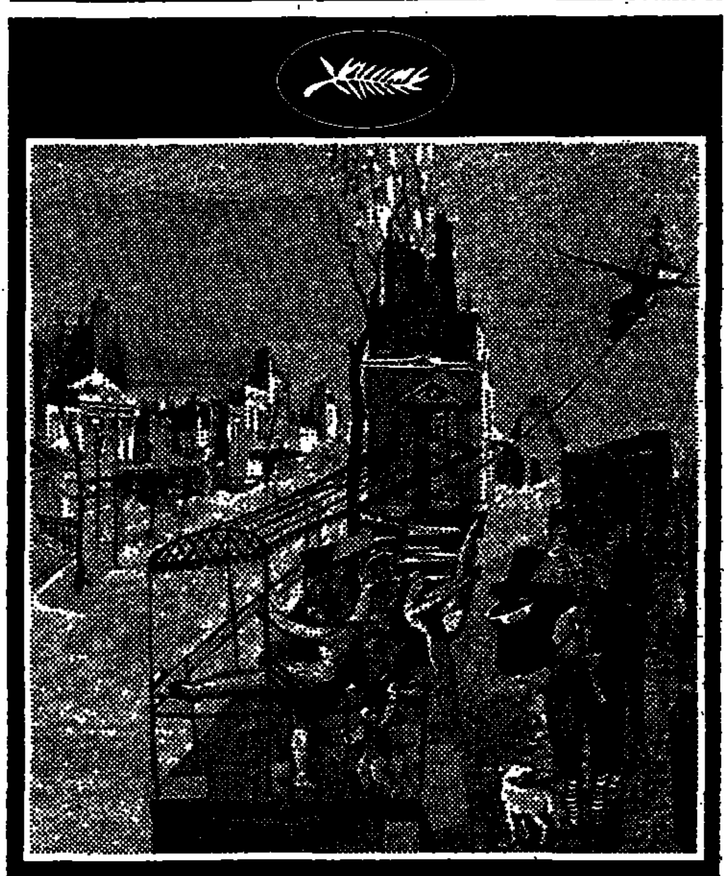
ZENITH, le 10 à 20 h : Status Quo ; le 13 à 20 h : Ultravox.

MUSÉE DE LA MARINE
Palais de Chaillot
« BAROUF A CHIOGGIA »
Comédie en trois actes de GOLDONI par la Compagnie François-Villon
MARDI 15 MAI, à 20 h 30
Réservations : 553-31-70

FESTIVAL DE SAINT-DENIS
BASILIQUE
mercredi 9 - jeudi 10 mai 20h30
REQUIEM DE BRAHMS
direction
James Conlon
places disponibles en vente aux guichets 30 min. avant le concert

THEATRE DE LA VILLE
ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCURE
saison de danse
20 h 30
places 46 F et 72 F
du 15 au 20 mai
matinée dimanche 14 h 30
pour la première fois à Paris
ballet de gyor
HONGRIE
chorégraphies
Ivan Marko
20 h 45
du 22 au 26 mai
groupe émile dubois
FRANCE
chorégraphies
Jean-Claude Gallotta
du 28 mai au 2 juin
pour la première fois à Paris
ballet gulbenkian
PORTUGAL
2, place du châtelet
274.22.77

CHAQUE JOUR EN DIRECT DU FESTIVAL DE CANNES
16H - 18H
ECOUTEZ LE CINÉMA
une émission
Radio 7 RCA FM
RADIO CÔTE d'AZUR 100,7
Le Monde



37e FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM
CANNES 11-23 MAI 1984

AL' OLYMPIA — LES 6 DERNIÈRES DU
CIRQUE DE PEKIN
9, 10, 11 et 12 mai à 20 h 30. 12 et 13 mai à 15 h.
Location au théâtre de 11 h à 22 h. Par Téléphone : 742.25.49. Dans les agences.



CINEMA

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 9 MAI

15 h, Une gueule en or, de P. Colombier ; 19 h, Cinéma japonais : les Lanternes, de T. Kinugasa ; 21 h, Archives du film : Rose France, de M. L'Herbier.

JEUDI 10 MAI

15 h, Echec au Roy, de J.-P. Paulin ; Cinéma japonais ; 19 h, Quand une femme monte l'escalier, de M. Naruse ; 21 h, la Harpe de Birmanie, de K. Ichikawa.

VENDREDI 11 MAI

15 h, Tête blonde, de M. Cam ; 19 h, Cinéma japonais : l'Ile nue, de K. Shindo ; 21 h, la Rose du crime, de G. Ratoff.

SAMEDI 12 MAI

15 h, les Loups entre eux, de L. Mathot ; Cinéma japonais : 17 h, le Lac desséché, de M. Shinoda ; 19 h, Les mauvais garçons, de S. Hani ; 21 h, Le général est mort à l'aube, de L. Milestone.

DIMANCHE 13 MAI

15 h, Par la fenêtre, de G. Grangier ; Cinéma japonais : 17 h, Tueries à Yoshiwara, de T. Uchida ; 19 h, Nuit et brouillard au Japon, de N. Oshima ; 21 h, Bataille sans merci, de R. Walsh.

LUNDI 14 MAI

Relâche.

MARDI 15 MAI

15 h, Dominique de Y. Noé ; 19 h, Cinéma japonais : les Gangsters en plein jour, de K. Fukasaku ; 21 h, le Fils de d'Artagnan, de R. Freda.

BEAUBOURG (278-35-57)

MERCREDI 9 MAI

15 h, Eugénie Grandet, de E. G. Mariel ; 17 h, Le vent se lève, de Y. Ciampi ; 19 h, Cinéma israélien : Dernier rivage, de H. Gouri, J. Ehrlich et D. Bergman.

JEUDI 10 MAI

15 h, El cofre del pirata, de F. Mendez ; 17 h, Reproduction interdite, de G. Grangier ; 19 h, Cinéma israélien : Big Shots, de J.-Y. Goldwasser.

VENDREDI 11 MAI

15 h, Don Juan Quilligan, de F. Tuttle ; 17 h, le Désordre et la Nuit, de G. Grangier ; 19 h, Cinéma israélien : Transit, de D. Wachsmann.

SAMEDI 12 MAI

15 h, le Tour du monde de Sadko, de A. Ptouchko ; 17 h, la Belle des belles, de R.-Z. Léonard ; Cinéma israélien : 19 h, Anou Banou ou les Filles de l'utopie, de E. Politi ; 21 h, la Jument du charretier, de S. Ohana ; Ma mère, de M. Bat Adam.

DIMANCHE 13 MAI

15 h, Pères et fils, de M. Monicelli ; 17 h, La Garçonne, de J. Audry ; Cinéma israélien : 19 h, Lentement, de A. Heffner ; Rocking-horse, de Y. Yosha ; 21 h, le Premier Amour, de U. Peres.

LUNDI 14 MAI

15 h, Here comes Trouble, de L. Seiler ; 17 h, les Jeunes Maris, de M. Bolognini ; 19 h, Cinéma israélien : Lena, de E. Green.

MARDI 15 MAI

Relâche.

Les exclusivités

L'ADDITION (Fr.) (*) : UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59).

L'AFFRONTEMENT (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

ALDO ET JUNIOR (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert 14e (321-41-01).

L'ANGE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

A NOS AMOURS (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

BIQUEFARRE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

CARMEN (Esp., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile (380-42-05).

CARMEN (Franco-It.) : Forum (à partir de vend.), 1er (297-53-74) ; Gaumont-Halles, (mer., jeu.), 1er (297-49-70) ; Gaumont Richelieu (mer., jeu.), 2e (233-56-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Murat, 16e (651-99-75).

LES CAVALIERS DE L'ORAGE (Franco-yougoslave) : Ambassade (mer., jeu.), 8e (359-19-08) ; République Cinéma, 11e (805-51-33).

CELESTE (All.) ; v.o., Logos, 5e (354-42-34) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

CENT JOURS A PALERME (Franco-It.) ; Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier (mer., jeu.), 8e (387-35-43) ; Français (mer., jeu.), 9e (770-33-88) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (827-84-50) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Victor Hugo (mer., jeu.), 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LES COMPÈRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA CORRIDA (Sov., v.o.), Cosmos, 6e (544-28-80).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Athéna, 12e (343-07-48).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bots.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoches, 6e (633-10-82).

ÉCOUTEZ BIZEAU, ÉCOUTEZ MAY PICQUERAY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

L'ÉDUCATION DE RITA (Angl., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

EMMANUELLE IV (**) : George V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

L'ETOFFE DES HEROS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; V.F. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne (mer., jeu.), 6e (222-57-97) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Bienvenue Montparnasse (à partir de ven.), 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01).

LES FILMS NOUVEAUX

AMOK, film marocain de Souheil Ben Barka. V.o. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Lumières, 9e (246-49-07) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; Images, 18e (522-47-94).

LA FÊTE DE GION, film japonais de Kenji Mizoguchi. V.o. : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

FOOTLOOSE, film américain d'Herbert Ross. V.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-33) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

FORT SAGANNE (à partir de vendredi), film français d'Alain Corneau. Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LES NOUVEAUX BARBARES, film italien d'Enzo Castellari. V.o. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Maxeville, 9e (770-72-86) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Images, 18e (522-47-94).

STRYKER, film philipin de Cirio H. Santiago. V.o. : UGC Danton, 6e (329-42-62). – V.f. : Rex, 2e (236-83-96) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

FAUT PAS EN FAIRE UN DRAME (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; (v.f.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES FAUVES (*) (Fr.) : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud (mer., jeu.), 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont Gambetta (mer., jeu.), 20e (636-10-96).

FEMALE TROUBLE (**) (A. v.o.) : 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15).

FEMMES DE PERSONNE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LA FEMME FLAMBÉE (All., v.o.) (**) : Logos I, 5e (354-42-34) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

FORBIDDEN ZONE (All., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15).

LA FORTERESSE NOIRE (A., v.o.). Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-26-46) ; (v.f.) : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

FRAULEIN BERLIN (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

L'HABILLEUR (Ang., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (534-20-12).

LE JUGE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation (mer., jeu.), 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LE LÉOPARD (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George V, 8e (562-41-46).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-48-85).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

LES MORFALOUS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Fauvette (mer., jeu.), 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

NEW YORK NIGHTS (A. v.o.) (**) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

OSTERMAN WEEK END (A., v.o.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

PERMANENT VACATION (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99).

POLAROID KILLER (Fr.) (**) : Movies, 1er (260-43-99).

RETOUR VERS L'ENFER (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parmount City Triomphe, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention (mer., jeu.), 15e (828-42-27) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

RISKY BUSINESS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

RUSTY JAMES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

SAHARA (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Convention, 15e (828-20-64).

LE SANG DES AUTRES (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot (mer., jeu.), 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

SCARFACE (A., v.o.) (*) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Français, 9e (770-33-88).

SCÉNARIO DU FILM PASSION (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

STAR 80 (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.) : la Guerre des étoiles ; L'empire contre-attaque ; le Retour du Jedi ; Escurial, 13e (707-28-04).

STREAMERS (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Studio Logos, 5e (354-42-34) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

TCHAO PANTIN (Fr.) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

TENDRES PASSIONS (A., v.o.) : Forum (mer., jeu.), 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00).

THE WIZ (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRACE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

TRAHISONS CONJUGALES (Angl., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : (H. sp.) Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso (Hsp), 17e (380-30-11).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; PLM St-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Passy, 16e (288-62-34).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse Pathé (mer., jeu.), 14e (320-12-06).

UN NID AU VENT (Sov., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

VENT DE SABLE (Alg., v.o.) : St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Bienvenue Montparnasse (mer., jeu.), 15e (544-25-02).

VIVA LA VIE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (544-14-27) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) ; UGC Normandie, 8e (359-41-18) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-42) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : Arcade, 2e (233-54-58) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

V'LA LES SCHTROUMPFS (A., v.f.) : George-V, 8e (562-42-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LES VOLEURS DE LA NUIT (Fr.) : Paramount Odéon (mer., jeu.), 6e (325-59-83) : V.f. : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

WILLIAM BURROUGHS (A., v.o.) : Olympic, 14e (545-35-38).

YENTL (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; UGC Rotonde, 6e (633-08-22) ; UGC Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (246-66-44).

Les grandes reprises

ALIEN (A., v.o.) (*) : Galande, 5e (354-72-71) ; Arcades, 2e (233-54-58).

AURELIA STEINER (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

AUTOPSIE D'UN MEURTRE (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LA BIBLE (Fr.) : Sudio de l'Etoile, 17e (380-42-05).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

BLANCHE-NEIGE (A. v.f.) : Napoléon 17e (755-63-42).

BLOW UP (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97).

LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (325-47-46).

DELIVRANCE (A., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (329-44-40).

DÉTRUIRE DIT-ELLE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

LES DIABOLIQUES (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).

FANNY ET ALEXANDRE (Su., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

FARREBIQUE (Fr.) : Sudio Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

FEMMES ENTRE ELLES (It.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

FENÊTRE SUR COUR (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

LE FLEUVE (A., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

LES FRAISES SAUVAGES : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

FURYO (A., v.o.) : Saint-Lambert (H. sp.), 15e (532-91-68).

LE GARDE DU CORPS (Fr.) Paris loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Fr.) (**) (H. sp.) : Denfert, 14e (321-41-01).

GOLDFINGER (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

HAIR (A., v.o.) : Boîtes à films, 17e (622-44-21).

HAROLD ET MAUDE (Ang., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

HAUTE SOCIÉTÉ (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

HELLO DOLLY (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Saint-Michel, 5e (325-79-17) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) : Marignan, 8e (359-92-82) : Action Lafayette, 9e (329-79-89) : 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) : Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé-Wepler (mer. jeu) 18e (522-46-01).

L'HOMME QUI VOULUT ETRE ROI (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (227-95-94).

L'HONNEUR PERDU DE KATARINA BLUM (All., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99).

IL POSTO (It., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr., H. sp.) (**) : Boite à films, 17e (622-44-21) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

JEUNE ET INNOCENT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) : Quintette, 5e (633-79-38) : George V, 8e (562-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LA LUNA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

MACADAM COW BOY (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

RIVE DROITE

LE BISTRO ROMAIN	Le Bistro de la Gare à l'italienne, nouvelles suggestions, menu 47,90 F s.n.c. Les fameux CARPACCIO et aloyaux sur le grill, nouvelle grande carte des desserts. Ouv. ts les jrs j. 1 h 122, Champs-Elysées; 9, av. des Ternes; 103, bd du Montparnasse; 9, bd des Italiens; 18, rue du Vieux-Marché-aux-Grains, Strasbourg; place Gambetta, Bordeaux.
L'ÉPI D'OR 236-38-12 25, rue J.-J.-Rousseau, 1er F. dim.	Le vrai bistrot parisien qui sert ses plats régionaux jusqu'à 1 h du matin : jambonneau géant à la lyonnaise, charcuterie tourangelle, lapereau à l'angevine. P.M.R. : 110 F.
LES TROIS MOUTONS 225-26-95 63, av. Fr.-Roosevelt, 8e T.L.J.	OUVERT APRES LE SPECTACLE. Grillades d'AGNEAU et de BŒUF. P.M.R. 185-215 F S.C. Salle climatisée. Menu 150 F s.c.
INDRA 359-26-72/359-46-40 16, rue du Commandant-Rivière, 8e	GASTRONOMIE INDIENNE. La cuisine des Maharadjahs à Paris dans un décor authentique. AGRÉÉ par le MINISTÈRE DU TOURISME INDIEN. P.M.R. 120 F. Salle pour réception, cocktail, mariage. Fermé le dimanche.
ORPHIE F/dimanche 8, rue d'Artois, 8e 256-31-39	Nouveau : la dernière création de Patrick EYMARD, dans un décor chaleureux. Spécialités de poissons classiques (rougets grillés, dorade en papillote, turbot à la vapeur d'algues). Sce assuré jusqu'à 23 h.
CHEZ DIEP 256-23-96 22, rue de Ponthieu, 8e Ouv. t.l.j.	Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. P.M.R. : 90 F.
AUBERGE DES TEMPLES 874-84-41 74, rue de Dunkerque, 9e Mo Anvers	Tous les jours. Restaurant cambodgien unique à Paris. Spécialités chinoises, japonaises, thaïlandaises et vietnamiennes.
AU PETIT RICHE 770-68-68/770-86-50 25, rue Le Peletier, 9e Fermé dimanche	Son étonnant MENU à 100 F service compris. Vins de Loire. Décor centenaire. Salons de 6 à 50 personnes. Déj., dîners, soupers de 19 h 30 à 0 h 15. Parking Drouot.
AUB. DE RIQUEWIHR 770-62-39 12, rue du Fg-Montmartre, 9e Ts.l.jrs	Déjeuners, dîners, soupers. De 12 h à 2 h du matin. SPÉCIALITÉS ALSACIENNES. Vins d'Alsace. Sa CARTE DES DESSERTS. Salons de 20 à 80 couverts. SOUPE A L'OIGNON.
NICOLAS F/lundi soir et sam., ouv. dim. 12, r. de la Fidélité, 10e 246-84-74, 770-10-72	Poissons et grillades au feu de bois. NOUVEAU : menu suggestion du marché, 130 F, et sa carte de spécialités, plats du jour. CANARD de CHALLANS, SANDRE au beurre blanc.
LE LOUIS XIV 208-56-56/200-19-90 8, bd Saint-Denis, 10e F/lundi, mardi	Déjeuners. Dîners. SOUPERS APRÈS MINUIT. Huîtres, Fruits de mer, Crustacés, Rôtisserie, Gibiers, Salons, Parking privé assuré par voiturier.
PALAIS DU TROCADÉRO 727-05-02 7, avenue d'Eylau, 16e Tous les jours	Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor feutré. Cuisine faite par le patron. Air conditionné. Service et livraison à domicile. Plats à emporter.
IN DE NOI 226-43-21 156, rue Cardinet, 17e F/dim.	Jusqu'à 1 h du matin. SPECIALITES CORSES, charcuterie, courgettes et sardines au BROCCIU. CABRI, FROMAGES, GUITARE ET CHANTS.
LE GUILLAUME TELL 622-28-72 111, av. de Villiers, 17e F/sam., dim.	TERRASSE D'ÉTÉ. Spéc. POISSONS, CRUSTACÉS, BOUILLABAISSE et BOURRIDE. Carte crédit. Parking assuré, 210, rue de Courcelles.
CHEZ GEORGES 574-31-00 273, bd Pereire, 17e Porte Maillot	Maison cinquantenaire. Accueil jusqu'à 23 h 30. Ses plats cuisinés à l'ancienne, tranchés et servis devant vous. Gigot, train de côtes et ses vins de propriétaire. OUVERT TOUS LES JOURS, MÊME LE SAMEDI.
LE SAINT-SIMON 380-88-68 116, bd Pereire, 17e F. sam. midi-dim.	Ses spécialités de poissons. MENU à 110F. s.n.c. et CARTE. Propriétaire et chef de cuisine B. FERRAGU. Parking, 210, rue de Courcelles.
LE RELAIS DES BUTTES 208-24-70 86, rue Compans, 19e F/dim.	Déjeuners, dîners, dans un JARDIN INTÉRIEUR. Spéc. de POISSONS (selon arrivage). P.M.R. : 140 F. Salon.
L'ORÉE DU BOIS 747-92-50 Bois de Boulogne, Porte Maillot T.l.j.	Déjeuners, dîners, 160 F. Dîners dansants jeudi, vendredi, samedi, 250 F. Attractions internationales. Réceptions de 10 à 800 personnes. TERRASSE-JARDIN.

RIVE GAUCHE

LA FERME DU PERIGORD 1, rue des Fossés-Saint-Marcel, 5e	DEJEUNERS D'AFFAIRES, DINERS. Commandes prises jusqu'à minuit. Tél. 331-69-20. OUVERT TOUS LES JOURS. Parking gratuit.
LE MAHARAJAH 325-12-84 15, rue J.-Chaplain, 6e T.l.js.	Jusqu'à 23 h 30. CARREFOUR MONTPARNASSE-RASPAIL-BRÉA, venez déguster les spécialités de TANDOOR, nos BIRIANIS ainsi que les CARYS.
TAN DINH F/dimanche 63, rue de Verneuil, 7e 544-04-84	Restaurant vietnamien. PRIX MARCO POLO 1979. 600 Grands Crus, dont 160 Pomerol. Service assuré jusqu'à 23 h 15. Parking : Bac-Montalembert.
CHEZ FRANÇOISE 705-49-03 Aérogare des Invalides, 7e F/dim. soir et lundi	C'est votre fête aujourd'hui, Madame ou vous, Monsieur ? Valable toute l'année, FRANÇOISE vous offre gracieusement, pour commencer votre repas, son foie gras frais maison. Et aussi son menu à 90 F s.n.c. Parking privé : entrée face au no 2, rue Faber.

HORS PARIS

CHATEAU DE LA CORNICHE 093-21-24 à Rolleboise	Dans son panorama exceptionnel. Nouvelle salle à manger sur terrasse suspendue. Bar. Fumoir. Goûters. Salon des Impressionnistes, de MONET à RENOIR, de Giverny à Rolleboise.

SOUPERS APRES MINUIT

AUB. MONTMARTROISE
6, r. des Abbesses. F/lundi. 606-81-48
Spéc. inédites et traditionnelles de DANIEL
Menu 100 F B.s.c. Jusqu'à 1 h 30

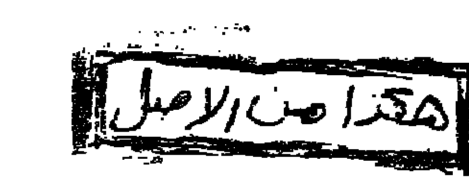
CABANE de la BUTTE 4, r. Lamarck, 18e F/merc. 264-63-40
Moules à la marseillaise - Ris d'agneau
BOUILLABAISSE s. com. Anchoïade - PIANO

LA TOUR D'ARGENT
6, place de la Bastille, 344-32-19
Cadre élég. et confort. - Tous les jours de 12 h à 1 h 15 mat. Grill., poissons

LE BULLIER 22, av. Observatoire Tél. 326-68-11
(face à la Closerie des Lilas)
BRASSERIE-CAFÉ-GLACIER
de 8 h à 1 h du matin. Tous les jours

LE BISTRO DE LA GARE
Nouvelles suggestions, menu 47,90 F s.n.c.
Les fameux aloyaux sur le grill
Nouvelle grande carte de desserts
Ouvert tous les jours jusqu'à 1 h
73, Champs-Élysées - 59, bd du Montparnasse
38, bd des Italiens - 30, rue Saint-Denis

LA CLOSERIE DES LILAS
171, boulevard du Montparnasse
326-70-50 et 354-21-68
Au piano : Yvan MEYER



هكذا من الاصل

Club du Monde des Spectacles

Réservation

Liste des Spectacles

Location réservée aux adhérents du Club du Monde des Spectacles

Renseignements : 281.26.20

N°
Nom :
Adresse :
Expire le :

Date choisie — Nombre de places.

- Barclay James Harvest, le 27-06, *Bercy*, 80 F au lieu de 90 F.
- France Gall, le 11-09, 20 h 30, *Zénith*, 120 F au lieu de 150 F ; 105 F au lieu de 130 F, *Palais des Glaces*.
- Lou Reed, le 3-07, 20 h, *Zénith*, 86 F au lieu de 95 F, *Palais des Glaces*.
- Herman Van Veen, jusqu'au 12-05, 80 F au lieu de 90 F, 60 F au lieu de 70 F.
- Zaka percussions, du 15 au 19-05, 60 F au lieu de 70 F.
- Zani Diagate et le Super Djatabend, du 22 au 26-05, 60 F au lieu de 70 F.
- Arturo Sandoval, du 30-05 au 8-06, 65 F au lieu de 75 F.
- Lucid Beausonge, du 12-06 au 16-06, 82 F au lieu de 90 F ; 62 F au lieu de 70 F.
- Musique flexible avec Denis Van Hecke, F. Wyuts, N. Fiszman, M. Berckmans, Jan de Haas, les 11 et 12-05, 20 h 45, CC Wallonie-Bruxelles, 30 F au lieu de 50 F.
- Récital Julia Migenes-Johnson, *(la Bohème, la Traviata, Roméo et Juliette...)*, les 27, 28, 30-06, *Bercy*, 220 F au lieu de 240 F, 180 F au lieu de 200 F.
- Festival de Saint-Denis, Orch. Baroque d'Amsterdam, le 20-05, 46 F au lieu de 50 F. Quatuor à cordes de Paris, le 29-05, 45 F au lieu de 55 F. Ensemble intercontemporain, le 1-06, 40 F au lieu de 45 F. Ensemble Contrechamps de Genève, le 6-06, 40 F au lieu de 45 F. IVe Symphonie de G. Mahler par l'Orch. Nat. de Lille, le 19-06, 65 F au lieu de 75 F. Madrigal Chor de Stuttgart *(Strauss, Verdi)*, le 26-06, 55 F au lieu de 75 F. Symph. nº 2 de Beethoven par l'OIF, le 27-06 *(avec M. Portal)*, 50 F au lieu de 60 F.
- Le Neveu de Rameau, avec Michel Bouquet, les 12, 13 (mat.), 15-05 *(Atelier)*. 108 F au lieu de 120 F.
- Salle Gaveau : Olivier Gardon (piano) ; le 29-05 : 20 h 30. 78 F au lieu de 90 F. Emile Naoumov (piano) ; le 28-05 : 20 h 30. 78 F au lieu de 90 F. Karin Lechner (piano) ; le 19-06 : 20 h 30. 78 F au lieu de 90 F.
- Great Britain, d'après Edouard II, de C. Marlowe, mise en sc. : J.-H. Anglade ; le 17-05 : 19 h 30 *(Amandiers, Nanterre)*. 66 F (prix normal).
- Exercices de style, de R. Queneau, mise en sc. : J. Seiler *(Théâtre Montparnasse)* ; les 23 et 24-05 : 20 h 30. 105 F au lieu de 120 F.
- Démission (ex-procédé Guimard-Delaunay), à partir du 19/06 *(Palais des Glaces)*. 65 F au lieu de 75 F.
- XXIe Festival du Marais, du 13/06 au 13/07. Nous consulter.
- La Villette en Chansons, Caf'conc Villette, t.l.j. *(Théâtre présent)*. 50 F au lieu de 60 F.
- La mort de Sénèque, mise en scène : J.-M. Villégier, les 1/06 et 5/06, 20 h 30 *(Comédie-Française)*. 50 F au lieu de 60 F.
- J. Rhodes, le 14/05 ; N. Gedda, le 28/05, 18 h 30 *(T.M.P.)*. 36 F au lieu de 40 F.
- Radio Symphony Orchestra de Berlin, le 1/06, 20 h 30 ; Philharmonie de Cracovie, dir. M. Penderecki, le 4/06, 20 h 30 ; Orchestre Philharmonique de Monte-Carlo, dir. M. Foster, sol. R. Lupu, le 6/06, 20 h 30 *(T.M.P.)*. 158 F au lieu de 175 F.
- Festival de Vaison-la-Romaine, du 8 juillet au 6 août (conditions Club, nous *consulter*). — *Festival de Sully-sur-Loire, 29-06 au 28-07 (idem)*.
- Cinna, mise en sc. : J.-M. Villégier ; le 18-06 : 20 h 30 *(Comédie-Française)*. 65 F au lieu de 83 F, 50 F au lieu de 60 F.
- Avant-première Johnny Hallyday, le mercredi 7 novembre *(Zénith)*. 125 F au lieu de 180 F, 105 F au lieu de 150 F, 75 F au lieu de 120 F, 65 F au lieu de 100 F.
- Spectacle Courteline, le 21-05 : 20 h 30 *(Comédie-Française)*. 65 F au lieu de 80 F, 50 F au lieu de 60 F.
- Ivanov, de Tchekhov, mise en sc. : Cl. Régy ; les 31-05, 6-06, 11-06 : 20 h 30 *(Comédie-Française)*. 65 F au lieu de 83 F ; 50 F au lieu de 60 F.
- Le Directeur de théâtre, opéra-bouffe de Mozart, par la Camerata des Arts de Paris (+ œuvres de Mozart), les 17, 19, 23-05 : 20 h *(musée Grévin)*. 50 F au lieu de 60 F.
- Dom Juan, mise en sc. : M. Bénichou ; les 24 et 30-05 : 20 h 30. *(Bouffes du Nord)*. 60 F au lieu de 70 F.
- Exceptionnellement, Festival d'Avignon (du 7-07 au 4-08) : *Richard II, la Nuit des rois, Henri IV, Richard III, Ulysse, le Ballet de l'Opéra de Paris, l'Écharpe rouge, le Prince de Hombourg, la Cerisaie*. Nous consulter.
- Roger Waters, Eric Clapton, les 6 et 7-07, 20 h *(Bercy)*. 100 F au lieu de 110 F, 135 F au lieu de 150 F (orchestre).
- Yes, les 8 et 9-07, 20 h *(Bercy)*, 90 F au lieu de 100 F.
- Gust, d'Achternbusch, les 14, 15, 16, 17, 18, 19-05, 21 h (TEP). 44 F au lieu de 61 F.
- Le Ballet de Marseille, les 15, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 26-05 : les 20 et 27-05, 14 h 30 *(TMP)*. 140 F au lieu de 155 F.
- Carmina Burana, les 12, 13, 14, 15-06, 20 h 30 *(TMP)*. 160 F au lieu de 175 F.
- Ballet Moisseiev, les 22, 23-05 *(Palais des Congrès)*. 145 F au lieu de 180 F, 110 F au lieu de 130 F, 85 F au lieu de 100 F.
- Lindsay Kemp Company, le 17-05 *(Théâtre de Paris)*. 90 F au lieu de 110 F, 75 F au lieu de 85 F.

Pathé-Cinéma : chèques cinéma (51 écrans Paris-Périphérie), Lille, Lyon, Marseille, Orléans, Tours (sf du sam. 18 h au dim. 18 h, veilles de fêtes et fêtes). 110 F (les cinq chèques), 220 F (les dix).

Réservation dans la limite des places disponibles. Indiquez les dates et le nombre de places choisies. Pour réserver, téléphonez-nous et confirmez par écrit avec un chèque sous 48 heures, ou bien retournez-nous directement ce bulletin de location avec votre chèque. (Les prix indiqués comprennent les frais de location.)

Réservation

Nom .... Prénom ....
Rue .... N° .... Ville ....
Code postal .... N° Carte Club ....

Chèque joint à l'ordre de CAMERA PRESS. Retournez ce bulletin-réponse avec votre chèque et une enveloppe timbrée au tarif lettre à Camera Press du Monde des Spectacles, 94, rue Saint-Lazare 75009 Paris.

Adhésion au Club

A retourner au journal LE MONDE, service publicité, 5, rue des Italiens 75009 Paris.
Je désire recevoir la Carte du Club du Monde des Spectacles et je joins 100 F français par chèque ou mandat-lettre à l'ordre du journal "Le Monde".

Nom .... Prénom ....
Rue .... N° .... Ville ....
Code postal .... N° tél. ....

CINEMA

LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LA LUNA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

MACADAM COW BOY (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Boîte à films (H. sp), 17e (622-44-21).

LA MALLE DE SINGAPOUR (A., v.o.) : Hautefeuille (mer., jeu.), 6e (633-79-38).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Olympic, 14e (545-35-38).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Ermitage, 8e (359-15-71) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Napoléon, 17e (755-63-42) ; Pathé Clichy (mer., jeu.), 18e (522-46-01).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.) Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).

LA NUIT (It., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97).

NOBLESSE OBLIGE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

LE NOUVEL AMOUR DE COCCINELLE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

L'ŒUF DU SERPENT (Suéd., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71) ; Arcades, 2e (233-54-58).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

RENCONTRES DU TROISIÈME TYPE (A., v.o.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).

RÊVE DE SINGE (It., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

RIZ AMER (It., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

SCARFACE (H. Hawks) (A., v.o.) : Mac Mahon, 17e (380-24-81) ; Action Christine, 6e (329-11-30).

SA MAJESTÉ DES MOUCHES (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LA STRADA (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

SUEURS FROIDES (Vertigo) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Monte-Carlo 8e (225-09-83) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

TESS (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) : Calypso, 17e (380-30-11).

THE ROSE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

TO BE OR NOT TO BE (Lubitsch) (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

UN CONDAMNÉ A MORT S'EST ÉCHAPPÉ (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

UNE FEMME DISPARAIT (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (320-30-19).

LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).

Les séances spéciales

AMERICAN GIGOLO (*) (A., v.o.), Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h 20 + ven., sam. 0 h 15.

L'AMOUR VIOLE (Fr.), Studio Bertrand, 7e (783-64-66), jeu. 18 h, ven. 20 h, dim. 14 h.

LE BAL DES MAUDITS (A., v.o.), Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 12 h 50.

LES BAS-FONDS (Jap., v.o.), Studio Bertrand, 7e (783-64-66), jeu., ven., mar. 19 h, sam. 21 h.

BLADE RUNNER (*) (A., v.o.), Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h.

CARMEN JONES (A., v.o.), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), jeu. 16 h 30, mar. 16 h 10.

CASANOVA (de Fellini) (It., v.o.), Templiers, 3e (272-94-56), sam. à mar. 22 h 15.

COMEDIE EROTIQUE D'UNE NUIT D'ETE (A., v.o.), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), ven. 20 h 30, dim. 16 h 30.

DANTON (Fr.-Pol.), Grand-Pavois, 15e (554-46-85), mer. 19 h 15.

ECOUTEZ BIZEAU, ECOUTEZ MAY PIQUERAY (Fr.), Saint-André des Arts, 6e (326-48-18), 12 h.

FAMILY LIFE (Brit., v.o.), Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), dim., lun., mar. 12 h.

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.), Grand-Pavois, 15e (554-46-85), ven. 19 h 15.

JOHAN, CARNETS INTIMES (**) (Fr.), Movies-Halles, 1er (260-43-99), 12 h 10 + sam. 24 h.

LES JOUEURS D'ECHECS (Ind., v.o.), Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), dim., lun., mar. 11 h 40.

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.), Olympic-Saint-Germain, 6e (222-87-23), 12 h.

LETTRES D'AMOUR PERDUES (Fr.), Studio Bertrand, 7e (783-64-66), mar. 14 h.

LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.), Grand-Pavois, 15e (554-46-85), dim. 20 h.

MORT A VENISE (It., v.o.), Templiers, 3e (272-94-56), tous les jours sauf sam., dim. 20 h + sam., dim. 15 h 30.

LE MYSTERE DE PICASSO (Fr.), Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), dim., lun., mar., 11 h 55.

LE PIGEON (It., V.O.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

PLAY TIME (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56), dim., 21 h 20.

POLAR (Fr.) : 7e Art-Beaubourg, 3e (278-34-15), 12 h.

LA PRISE DU POUVOIR PAR LOUIS XIV (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), dim., lun., mar., 11 h 40.

PULSIONS (**) (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), sam., 0 h 20.

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), dim., lun., mar., 12 h.

SALO (**) (It., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), sam., 0 h 20.

SATYRICON (**) (It., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 22 h 15 (sauf dim.), sam., dim., 15 h 45 ; lun., 20 h.

LE SECRET DE VERONIKA VOSS (All., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85), mar., 19 h 15.

LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85), sam., 19 h 15.

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), jeu., 20 h ; ven., 22 h ; mar., 22 h 15.

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.), Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 13 h 10.

WANDA (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h.

WILLIAM BURROUGHS (A., v.o.), Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38), 18 h (sauf sam., dim.).

Les festivals

CINEMA DES ETATS BALTES (v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80), mer., 16 h : Edgar et Christine ; mer., ven., sam., dim., lun., 18 h : l'Auberge des visiteurs de l'au-delà ; mer., ven., sam., dim., 20 h, jeu., mar., 18 h : Un nid au vent ; mer., ven., dim., mar., 22 h : la Corrida ; jeu., ven., lun., mar., 14 h : la Sonnate au bord du lac ; jeu., ven., lun., mar., 16 h : Personne ne voulait mourir ; jeu., sam., lun., 22 h : la Forêt de roseaux ; sam., 16 h : la Fillette et les échos ; dim., 16 h : la Belle.

LES NOUVEAUX AS D'HOLLYWOOD (v.o.) : Olympic Marylin, 14e (545-35-38), mer., Blue Collar ; jeu., American gigolo ; ven., Hardcord ; sam., la Fièvre au corps ; dim., les Gens de la pluie ; lun., la Valse des pantins ; mar., Halloween.

PROMOTION DU CINEMA (v.o.) : Studio 28, 18e (606-36-07), mer., Vive les femmes ; jeu., le Crime de Cuenca (**) ; ven., Bus Stop ; sam., Polar ; dim., mar., l'Ascenseur (*).

PROMOTION DU CINEMA Studio 28, 18e (606-36-07), mer., le Bal ; jeu., Pipermint Frieden ; ven., Femmes de personne ; sam., Risky Business ; dim., mar., Fenêtre sur cour.

MARLON BRANDO (v.o.), Action Rive Gauche, 5e (329-44-40), mer., jeu., l'Equipée sauvage ; ven., sam., l'Homme à la peau de serpent ; dim., lun., les Révoltés du Bounty.

MARX BROTHERS Action Ecoles, 5e (327-72-07), mer., Une nuit à l'Opéra ; jeu., mar., les Marx au grand magasin ; ven., Noix de coco ; sam., Chercheurs d'or ; dim., Monkey Business ; lun., Un jour au cirque.

MARGUERITE DURAS Denfert, 14e (321-41-01) : jeu., dim., 12 h, lun., 16 h : le Camion ; lun., 12 h, Détruire dit-elle ; sam., 12 h, dim., 10 h : Aurelia Steiner.

GARBO FOR EVER (v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38), mer., mar., dim., Ninotchka ; jeu., lun., la Reine Christine ; ven., sam., la Femme aux deux visages.

ALFRED HITCHCOCK (v.o.) : Action La Fayette, 9e (329-79-89), mer., jeu., l'Inconnu du Nord-Express ; ven., sam., Agent secret ; dim., lun., mar., Sabotage.

JOHN HUSTON Olympic Petite Salle, 14e (545-35-38) : mer., jeu., Quand la ville dort ; ven., sam., la Nuit de l'Iguane ; dim., Fat City ; lun., mar., le Piège.

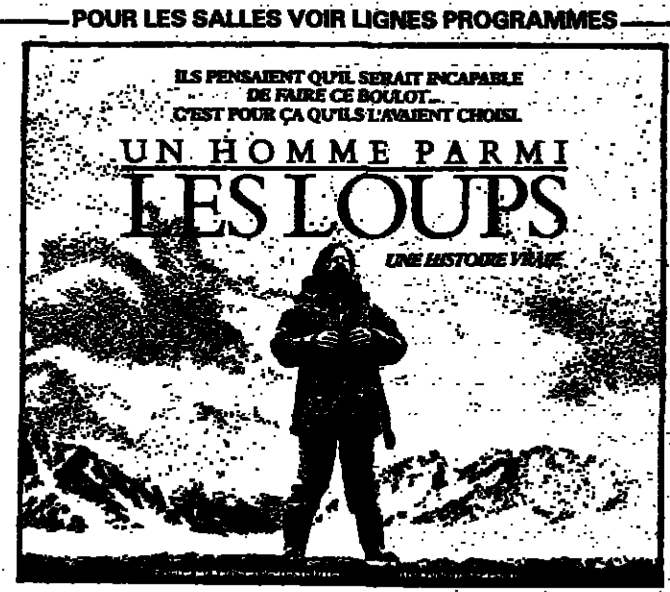
BUSTER KEATON Marais, 4e (278-47-86) : jeu., mar., le Mécano de la General ; ven., la Croisière du Navigator ; mer., sam., Steamboat Bill Jr ; dim., les Lois de l'hospitalité ; lun., Fiancées en folie.

CARLOS SAURA (v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01) : mer., sam., 18 h., ven., lun., 14 h, Cria Cuervos ; jeu., 14 h, Ana et les loups ; ven., 22 h, mar., 14 h : Vivre vite (**) ; ven., 16 h., dim., mar., 22 h : Noces de sang ; dim., 18 h : la Cousine Angélique.

ROMY SCHNEIDER Ciné 13 Première, 18e (259-62-75) : sam., dim., 14 h 45, 19 h 30 : l'Important c'est d'aimer ; sam., dim., 17 h 15, 22 h., Clair de femme.

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES



JUSQU'AU 14 MAI : LES OCCASIONS CHEZ CITROEN C'EST CADEAU !

5000 F MOINS.

MEME SANS REPRISE

sur les occasions toutes marques de plus de 30.000 F.

...Crédit total* sans aucun versement initial... avec achat et paiement immédiat de votre véhicule actuel... garantie nationale Eurocasion sur véhicules signalisés...

En avant Citroën !

Eurocasion

*Sous réserve d'acceptation du dossier par Sofi-Sovac. Ces offres sont valables dans la limite des stocks disponibles, dans les points de vente du réseau Citroën annonçant cette opération. Offre réservée aux particuliers.

CITROËN préfère TOTAL

CITROËN

COMMUNICATION

GRANDES MANŒUVRES DANS LA PRESSE FÉMININE

Les éditeurs français réagissent à l'offensive du groupe Bertelsmann

D'une année sur l'autre, la bataille sur le front de la presse écrite se déplace. L'an dernier à la même époque, il n'était question que du lancement de deux magazines de fin de semaine : *les Nouvelles* et *Magazine hebdo*. L'un et l'autre poursuivent leur carrière sans avoir pour autant atteint complètement les objectifs qu'ils s'étaient fixés.

Cette année, l'offensive est déclenchée dans le secteur de la presse féminine, au moment précis où le magazine *Elle*, un des pionniers du genre, s'apprête à célébrer son 2 000e numéro.

Le 15 mai paraîtra le premier numéro né de la fusion de *Femmes d'aujourd'hui* et de *Modes de Paris*. Ce mariage est la conséquence directe de l'accord tripartite signé entre M. Maurice Brébart, homme de presse belge qui contrôle les Editions du Hennin (*Femmes d'aujourd'hui*), M. Antoine de Clermont-Tonnerre, PDG des Editions mondiales (*Modes de Paris, Télé-poche, Nous deux*) et Mme Francine Amaury, qui dirige le groupe éditeur de *Marie-France*, mensuel dont M. Brébart est également directeur depuis l'automne dernier (*le Monde* du 2 décembre 1983). Selon Mme Danièle Mazingarde, rédactrice en chef (française) du nouvel hebdomadaire — qui portera en titre le double logo, — il s'agit de « *renouveler la présentation de deux titres prestigieux de la presse de maman, de faire plus tonique* ». (Prix 6,20 F.) *Femmes d'aujourd'hui* diffusant quelque 560 000 exemplaires et *Modes de Paris* 650 000, les promoteurs de la fusion espèrent que le nouveau produit totalisera au moins 1,2 million d'exemplaires.

Cette concentration de titres est aussi, de manière anticipée, la contre-offensive déclenchée contre un autre projet : celui que nourrit depuis six mois M. Axel Ganz, qui dirige la branche française du groupe allemand Bertelsmann (*le Monde* des 25 et 26 avril). Après avoir lancé avec succès, voici trois ans, le magazine *Géo*, le groupe a fait mener une étude de marketing très poussée dans le secteur de la presse féminine, qui l'a conduit à lancer le mensuel *Prima*. Ce magazine très classique — avec ses recettes, ses enquêtes sur le mal de dos, ses patrons (qui tiennent compte il est vrai des « femmes rondes » plutôt que mannequin) — atteignait au bout d'un an et demi un tirage de plus d'un million d'exemplaires. Fort de cette trouée, à partir de « recettes » analogues, le groupe prépare le lancement, pour l'automne prochain, d'un hebdomadaire qui, sous le nom de code « Alpha », vient d'être testé auprès des annonceurs. La rédactrice en chef sera MmeE Martine Grapas.

Lancement de « 7 Jours Madame »

Le nouveau projet du groupe allemand a déclanchée, également, une réaction chez Hachette-Filipacchi. Une des filiales du groupe, Edi 7 (qui édite notamment *Télé-7 Jours*) a décidé de lancer, le 18 juin, *7 Jours Madame*. Cet hebdomadaire de format tabloïd, en couleurs, paraissant chaque lundi (premier tirage : huit cent mille exemplaires) s'inspirera largement d'un hebdomadaire populaire féminin... allemand, *Bild der Frau* (groupe Springer), qui diffuse, outre-Rhin, plus de deux millions d'exemplaires après un an d'existence. La direction de la rédaction de *7 Jours Madame* a été confiée à M. Nicolas Darlet, directeur général de *Confidences*.

Le lancement du nouvel hebdomadaire — dont la régie publicitaire sera assurée par Média 7, filiale d'Havas — sera soutenu par une campagne promotionnelle d'un montant de 30 millions de francs.

Ainsi, une course de vitesse s'engage entre de puissants groupes de presse pour conquérir ou préserver leur place sur le marché de la presse féminine, non seulement pour damner le pion du groupe Bertelsmann mais aussi avec l'espoir de dissuader M. Robert Hersant de donner à *Madame Figaro* la périodicité hebdomadaire, annoncée depuis près d'un an.

Le mensuel *Marie-Claire* empruntera, pour sa part, une autre stratégie pour conforter sa renommée et son tirage : il va diffuser chaque semaine, sur les antennes de cinquante-sept radios locales privées, une émission hebdomadaire de huit minutes intitulée « Marie-Claire passion ». Cette promotion publicitaire sera soutenue, dans soixante-dix-sept villes « touchées » par ces radios « libres », par une campagne d'affiches dans les cités en question.

CLAUDE DURIEUX.

Le câble à Paris

M. CHIRAC FAVORABLE A L'« ÉCONOMIE DE MARCHÉ »

M. Jacques Chirac, maire de Paris et président du RPR, a précisé, dans une interview à l'hebdomadaire *le Point* (no 607 du 7 mai), sa position sur le câblage de Paris, après les récentes décisions du conseil des ministres.

« *Pour mener à bien le démarrage très délicat du câble, le seul contexte possible, c'est celui de l'économie de marché* », estime le maire de la capitale, qui se déclare inquiet sur le statut des sociétés d'exploitation du câble.

« *Il semble que les pouvoirs publics s'apprêtent à remettre en cause le rôle d'initiateur des collectivités locales dans l'organisation et la gestion du câble. Or, si l'on devait obliger les collectivités locales à s'associer avec des partenaires publics imposés réglementairement, je me demande comment pourra fonctionner une société dans laquelle il n'y aura aucun responsable ni chef de file* (...). *Je me réserve la faculté d'opter pour un système de concession du câble à une société privée. Cela supposerait bien sûr l'abandon partiel de la technologie de la fibre optique préconisée par les PTT* ».

● *Grève au* Populaire du Centre. — Le quotidien de Limoges *le Populaire du Centre* n'a pas paru, mercredi 9 mai, en raison d'une grève des quarante journalistes, reconductible. La rédaction, qui avait déposé un préavis, demande notamment la création de trois emplois pour compenser des départs en préretraite. *Le Populaire du Centre* fait partie du groupe *la Montagne*, le journal de Clermont-Ferrand, et occupe une place prépondérante en Limousin. (*Corresp.*)

Le financement des « radios libres »

(Suite de la première page.)

Et la Haute Autorité évite de statuer à nouveau sur des accords péniblement obtenus et de nouvelles demandes d'autorisations rendues nécessaires par la volonté d'une radio de devenir une société. *Statu quo*, en quelque sorte.

La publicité partout, et pour tous, y compris dans le domaine associatif. On est loin des déclarations gouvernementales de 1981 et 1982, quand se décidait le sort des « radios libres » !

Pour être simple, et tentante, cette solution risque toutefois d'être dangereuse et ressemble à une capitulation devant l'invasion d'une publicité, désormais omniprésente. C'est ce qui a incité le cabinet de M. Georges Fillioud à opter pour un système contraignant et rigoureux, mais qui avait le mérite de la clarté. Deux catégories juridiques y étaient définies, qui impliquaient chacune un mode de financement différent : d'une part, des sociétés fonctionnant comme des PME, vivant de ressources publicitaires et contribuant (au même titre que la télévision et les radios périphériques) à un fonds de soutien pour les radios associatives ; d'autre part, des associations, renonçant à la publicité et recevant notamment les subventions de ce fonds ainsi que celles des collectivités territoriales.

Un choix difficile pour nombre de stations, le statut de société impliquant une structure, des charges, des risques et un contrôle bien plus contraignant que le statut associatif. Un choix ardu, même, pour les radios dites « municipales », lesquelles auraient dû choisir entre la publicité et l'aide de la ville, les relations entre les municipalités et les sociétés privées étant régies de façon très rigoureuse. Un choix sans doute délicat pour bien des radios associatives, mais qui aurait peut-être permis de faire le tri entre les vraies radios de type associatif et celles qui n'en avaient que le nom.

Pourquoi désormais prendre le risque de monter une PME quand on peut demeurer à moindres risques dans le secteur associatif et profiter sans grand contrôle à la fois de la publicité et des subventions ? Comment enfin répartir équitablement le fond de péréquation ? la confusion ne sera-t-elle pas accrue dans un secteur qui n'a jamais autant « grenouillé » qu'aujourd'hui ?...

Les organisations professionnelles elles-mêmes ne s'y étaient pas trompées qui étaient favorables à la séparation distincte entre les deux secteurs (1), tout comme les interlocuteurs du secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication — ministères de l'intérieur, des finances, de la justice et représentant de l'Elysée — lors des réunions interministérielles pour la préparation du projet.

M. Mitterrand a tranché. Qui a donc l'oreille du prince ?

ANNICK COJEAN.

(1) L'Association des agences conseils en publicité, l'Union des annonceurs, la Fédération nationale de la publicité, la Fédération nationale de la presse française, le Syndicat national de la presse quotidienne régionale, le Syndicat des journaux gratuits et plusieurs organisations regroupant des radios privées locales.

Une exposition spectaculaire et pleine de fantaisie
UNE GIRAFE POUR LE ROI
ORANGERIE DU CHATEAU DE SCEAUX
tous les jours sauf mardi, de 10 h à 18 h, Mº Bourg-la-Reine ou Parc-de-Sceaux
DU 19 AVRIL AU 15 JUILLET

Irlande : en navigateur ou en gentilhomme ?

Déchirante alternative s'il en est !

Sans passer le moindre permis, se retrouver seul maître à bord d'un bateau descendant le Shannon, ce fleuve tellement plus formidable à parcourir que des canaux, quoi de plus tentant ?

Oui, mais se retrouver dans une country house irlandaise avec son hospitalité d'un autre temps, sa table, ses fauteuils profonds, son parc, qu'en faites-vous ?

Pour vous décider, vous voulez des prix ? Les voilà :

Bateaux du Shannon (8 jours)
● Bateau seul (6-8 personnes) ..... 4.000 F*
● Bateau et voyage en avion ...... 3.300 F*

Country houses (8 jours)
● Votre voiture et voyage ferry..... 3.025 F*
● Voiture de location et avion...... 4.535 F*

Vous n'arrivez pas à choisir ? Restez plus longtemps et essayez les deux, ou bien demandez-nous "l'Irlande en Kit" qui contient tous les prix de l'Irlande.

*Prix hors taxes par personne, base 4 personnes

l'Irlande en kit

Pour recevoir "l'Irlande en Kit" remplissez ce coupon et envoyez-le (en joignant 4 timbres à 2,00 F pour frais d'envoi) au Mailing Express, Irlande, BP 591, 75830 Paris Cedex 17, ou venez nous voir, 9, bd de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. 261.84.26.

Nom
Adresse

MN1

Irlande
Allez loin sans aller loin.

INTERMARCHÉ

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 9 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 Feuilleton : Dallas.
Suite des démêlés de la famille Ewing... pour ceux qui suivent encore.

21 h 25 L'histoire à la une : La suite s'inscrira plus tard.
Emission proposée par G. Lauzun, réal. F. Contini.
1923-1926. De la victoire à la chute du « cartel », les éléments essentiels qui ont marqué les deux années du gouvernement du « cartel des gauches », cartel rassemblant une gauche non unie, avec les caractéristiques de son programme, son impuissance face au « mur de l'argent ». Pour ce dossier historique, qui utilise et mêle les documents d'époque — affiches, presse souvent féroce et sarcastique, films des actualités cinématographiques — et les témoignages d'historiens, de politiques, d'économistes — sollicités par Jean-Marie Colombani, chef du service politique au Monde, *— Franco Contini a voulu mettre en évidence les rouages qui expliquent la superficialité des faits, les mécanismes sous-jacents aux faits qui ponctuent l'histoire. Avec M. Serge Bernstein, historien.*

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Téléfilm : Deux amies d'enfance (1re partie).
De N. Companez. Avec A. Clément et L. Mikael.
Un amour de roman-photo. La vie éperdument jeune de Nelly et de Jackie sous l'Occupation, leur fascination pour le beau Misha, musicien allemand d'origine juive. « Les deux amies d'enfance » se voient comme on regarde passer le train des choses mortes. Léger, gracieux, juvénile.

22 h 15 Magazine médical. La greffe, le greffon, les greffés.
Réal. D. Thibault, 2e partie : La transplantation rénale.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Ring Parade Cadence 3.
Emission de Guy Lux et Léla Milcic.
Autour de Dalida, l'invitée d'honneur, Joe Jackson, Toto Cutugno et le groupe Laid Back.

22 h Journal.

22 h 20 Téléfilm : le Piège du fourmilion.
D'A. Griffon, réal. A. Boutardel, avec J. Martin, B. Le Coq, J.-M. Richier...
Deux frères, derniers descendants d'une longue lignée paysanne, vont se retrouver — à cause d'un commissaire de police en vacances et d'une femme diseuse de bonne aventure — au centre d'un drame d'amour et de solitude.

23 h 25 Prélude à la nuit.
Mladi (jeunesse), *de Léos Janacek, par les philharmonistes de Châteauroux sous la direction de J. Komives.*

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.
17 h 11 Dessin animé : Belle et Sébastien.
17 h 40 Huckleberry Finn et Tom Sawyer.
18 h 4 Série : La porteuse de pain.
18 h 30 Vie régionale (magazine de la rédaction).
18 h 55 Atout Pic.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilleton : Galops.
19 h 50 Gil et Julie.

IN EXCESS
INXS
ORIGINAL SIN
45 t. / 45 t. géant

FRANCE-CULTURE

20 h Les enjeux internationaux.
20 h 30 Musique : le « Misere » d'Hoffmann. Fantastique et sacré dans le premier romantisme allemand (œuvres de Weber, Wagner, Hoffmann).
22 h 30 Nuits magnétiques : L'invitation philosophique.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de la basilique Saint-Denis) : *Ein deutsches Requiem*, de Brahms, par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, dir. J. Conlon, sol. B. Hendricks, soprano, W. Groenros, baryton.
22 h 34 Les soirées de France-Musique : Feuilleton « Hugues Cuénod » ; à 23 h 10, Wagner musicien.

Jeudi 10 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 30 TF 1 Vision plus.
12 h Le rendez-vous d'Annik.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Objectif santé : droitier-gaucher.
14 h La croisière s'amuse.
14 h 55 Les choses du jeudi (et à 15 h 55).
La brocante à la Bastille.
15 h 30 Quarté, en direct de Longchamp.
16 h 55 Images d'histoire d'hier.
L'armée de terre.
17 h 25 Le village dans les nuages.
17 h 45 Série : Les secrets de la mer Rouge.
18 h 15 Presse-citron.
Magazine des adolescents.
18 h 25 Clip jockey.
18 h 50 Jour J.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Les petits drôles.
20 h Journal.

20 h 35 Feuilleton : l'Homme de Suez.
Scénario de J. Robert et P. Gaspard-Huit, réal. C.-Jaque, avec G. Marchand, G. Verda, S. Renoir...
Deuxième épisode. — *Au cours d'un bal donné par le consul de France en Égypte, Agathe et Lesseps se promettent l'un à l'autre. Mais la peste s'abat sur le pays. Agathe rentre en France tandis que Lesseps se dévoue aux pestiférés.*

21 h 30 Bravos.
Magazine culturel de J. Artur et C. Garbisu.
Dossier sur le Centre national des Alpes (avec G. Lavaudant). Et J. Maillan, N. Treat, actualités, clip, etc.

22 h 25 Cinéma (quatre étoiles à la une) **: Mon oncle d'Amérique.**
Film français d'A. Resnais (1980), avec G. Depardieu, N. Garcia, R. Pierre, M. Dubois, N. Borgeaud, P. Arditi (rediff.).
Une femme et deux hommes, d'âges et de milieux différents, que rien ne semblait destiner à se rencontrer, vont pourtant se trouver liés les uns aux autres à certains moments de leur vie. Un surprenant récit de fiction, appuyé sur les théories du biologiste Henri Laborit (il tient son personnage dans le film) à propos du déterminisme des comportements. Resnais et ses acteurs passent, avec aisance, d'un univers scientifique au romanesque et à l'imaginaire.

0 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
13 h 35 Feuilleton : la Vie des autres.
13 h 50 Aujourd'hui la vie.
14 h 55 Téléfilm : Victoire sur le silence.
Réal. L. Antonio.
L'histoire vraie de Kitty O'Neill, une jeune fille sourde qui devint la plus grande cascadeuse du monde et la « femme la plus rapide de la Terre »...
16 h 30 Magazine : Un temps pour tout.
De M. Cara et A. Valentini.
Le cheveu : comment transformer un visage par la coiffure.
17 h 45 Récré A 2.
Pic Pic Pic ; Mes mains ont la parole ; Latulu et Lireli...
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord (INC).
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Série : La Saga du Parrain.
De F. Ford Coppola, avec Al Pacino, R. Duval, D. Keaton...
1958. Le « clan » Corleone est réuni pour assister à la première communion du petit-fils de Vito. Michael, qui mène une lutte effrénée contre le clan rival, cherche l'appui du sénateur Pat Geary. Un grand film sur la Mafia multiplié en feuilleton.
21 h 25 Magazine : Musiques au cœur.
D'E. Ruggieri et P. Camus.
Aimez-vous le cinéma ? Aimez-vous l'opéra ? La fascination qu'exerce l'art lyrique sur les hommes de cinéma a enrichi le répertoire cinématographique : du Siegfried *de Fritz Lang à la* Carmen *de Rosi, en passant par tous les opéras filmés italiens de la seconde guerre mondiale, bardés de convention — mais où jaillit le talent d'un Gobbi ou d'une Barbieri, — Eve Ruggieri nous entraîne dans un art en forme de passion. Décors somptueux, costumes exceptionnels, voix d'or, folie.*
22 h 40 Histoires courtes.
Ulysse, d'A. Varda.
23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

14 h 25 En direct du Sénat.
Questions au gouvernement.
17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douzes régions.

19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.
20 h 35 Cinéma : Dix petits nègres.
Film franco-anglo-italien de P. Collinson (1974), avec O. Reed, E. Sommer, R. Attenborough, S. Audran, G. Froebe, C. Aznavour.
Dix personnes sont invitées, par un inconnu, dans un palais du désert iranien. Enfermés là, ces invités, tous coupables d'une action criminelle, vont mourir l'un après l'autre. L'ingénieux et passionnant roman d'Agatha Christie est bien mal servi par cette médiocre adaptation, malgré les qualités des interprètes.
22 h 10 Journal.
22 h 30 Prélude à la nuit.
Quatuor opus 54 no 1 en sol majeur, *de Joseph Haydn, par le Quatuor Muir de Philadelphie.*

FR 3 - PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.
17 h 11 Les Gasconnettes.
(Les corridas.)
17 h 20 Chok et Cher (2e partie).
17 h 55 Karaté au féminin.
18 h 8 Feuilleton : Dynastie.
18 h 55 Atout Pic.
19 h Informations.
19 h 35 Feuilleton : Galops.
19 h 50 Gil et Julie.



FRANCE-CULTURE

7 h Matinales.
8 h Les chemins de la connaissance : Claude Bruaire ; à 8 h 33, Max Weber, Georg Simmel et la ville ; à 8 h 50, Le sarment de lune.
9 h 5 Matinée de la littérature.
10 h 30 Le cri du homard.
10 h 50 Musique : Sydney Bechet (et à 14 h 50).
12 h 5 Agora.
12 h 45 Panorama.
13 h 30 Peintres et ateliers.
14 h 10 Un livre, des voix : « L'Évangile selon Marie-Madeleine », d'Aurélia Briac.
16 h 3 Méridiennes : Adresse aux vivants ; 16 h 10, Mediator ; *16 h 50, Paroles ; 17 h,* Une journée dans la vie de Sarah Bernhardt.
18 h 30 Bonnes nouvelles, grands comédiens : « A un jeune juif d'aujourd'hui », d'Elie Wiesel.
19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Les progrès de la biologie et de la médecine : le spermatozoïde, avec le professeur Georges David.
20 h Les enjeux internationaux.
20 h 30 Le conquérant des mots perdus, de D.A. Kergal (première partie : l'Enfermement), avec J.-N. Sissia, P.-F. Pistorio, J. Taouss...
22 h 30 Nuits magnétiques : l'invitation philosophique.

FRANCE-MUSIQUE

2 h Les nuits de France-Musique : Carlo Maria Giulini.
7 h 10 Actualité du disque.
9 h 5 L'oreille en colimaçon.
9 h 20 Musiciens d'aujourd'hui : Teresa Stich-Randall interprète des œuvres de Bellini, Mozart, Schumann.
12 h 5 Concert : Œuvres de Vivaldi par l'Academy of Ancient Music, sol. A. Bury, J. Holloway, M. Huggett, C. Mackintosh...
13 h 32 Opérette-magazine.
14 h 2 Repères contemporains.
15 h L'après-midi des musiciens : *Henry du Mont*, compositeur et maître de chapelle du roi et de la reine (1610-1684) ; œuvres de Du Mont, di Cortona, Bernhard, Bouzignac, Charpentier, Geoffroy...
19 h Le temps du jazz : feuilleton « Punch Miller » ; Intermède ; Le bloc-notes.
20 h Concert (en direct du Théâtre royal de la Monnaie, à Bruxelles) : *les Noces de Figaro*, opéra-bouffe de Mozart, par les Chœurs et l'Orchestre symphonique de l'Opéra de Bruxelles, dir. S. Cambreling, sol. J.-P. Lafont, F. Lott, B.-M. Aruhn...
22 h 45 Les soirées de France-Musique : Wagner musicien ; Œuvres de Debussy, Wolf, Webern, Duparc.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

JEUNES

« Créez vos entreprises ! »

« Jeunes, créez vos entreprises ! » Le message n'est pas neuf, mais il connaît ces temps-ci une nouvelle actualité avec la publication par le ministère du temps libre, de la jeunesse et des sports d'un *Guide des jeunes qui veulent créer leur entreprise*, rédigé avec la collaboration de l'Agence nationale pour la création d'entreprises (ANCE).

Association, coopérative, société, le choix est présenté en termes clairs. On a souhaité visiblement bannir la langue de bois, en présentant la construction du projet d'entreprise sous forme de questions, dont celle-ci, particulièrement candide : *« Espérez-vous obtenir des primes ? »*

Outre les classiques primes régionales réservées aux entreprises de production, la brochure rappelle l'existence des aides attribuées par le ministère de Mme Avice, de la subvention accompagnant la création d'emplois d'initiative locale (40 000 F au maximum par emploi) et des bourses AJIR (Aventure jeunesse initiative responsabilité) qui veulent inciter les jeunes à créer leur propre emploi (deux cents projets primés en 1984).

Elle omet, en revanche, les bourses proposées par des organismes comme la Fondation de France (bourses Projet jeunes : de 10 000 à 20 000 F) ou la Caisse de dépôts et consignations (bourses CDC de l'initiative locale pour les associations), concourant à l'insertion sociale et professionnelle des seize-trente ans).

Avant de réfléchir à la question du « comment ? », il faut avoir défini son « créneau ». Un forum organisé récemment par le Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ) de Paris a permis à nombre de jeunes lancés dans l'aventure de l'entreprise de confronter leurs expériences, d'évoquer leurs succès et leurs difficultés. Les initiatives sont extrêmement diverses : association spécialisée d'enseignement en milieu pénitentiaire, coopérative de travail intérimaire, société de restauration rapide. Le guide publié par le ministère du temps libre fournit d'utiles conseils pour formuler et présenter son projet.

Pour ceux qui souhaitent participer à la création d'une entreprise mais ne se sentent pas prêts à travailler immédiatement sans filet, le Centre d'initiative pour l'emploi des jeunes (CIEJ) a créé Chantiers-relais, une SARL qui propose des ateliers et chantiers avec un encadrement éducatif et professionnel. Ces « entreprises intermédiaires », destinées aux jeunes qui ne souhaitent pas entrer directement dans le monde du travail, ont pourtant un double objectif de production commerciale et d'insertion socioprofessionnelle. Les jeunes perçoivent un salaire égal au SMIC, qui rémunère à la fois leur production et leur participation à la formation professionnelle. Le CIEJ se donne aussi pour mission d'aider à la création d'entreprises qui acceptent de faire d'embler une place aux jeunes. Il organise des stages de formation pour ceux que tente la création d'une entreprise intermédiaire.

PHILIPPE BERNARD.

★ Le *Guide des jeunes qui veulent créer leur entreprise* est distribué par les centres d'information jeunesse et par les directions départementales du temps libre, de la jeunesse et des sports.

★ CIDJ de Paris : 101, quai Branly, 75740 Paris Cedex 15. Tél. : 566-40-20.

★ CIEJ : 42, rue Etienne-Marcel, 75002 Paris. Tél. : 261-52-68.

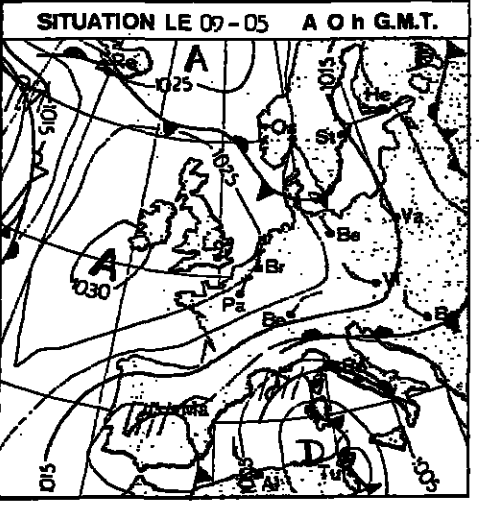
EXPOSITION

LA PLANÈTE OCÉAN. – La Maison *de la nature présente, jusqu'au* 28 octobre, « la Planète océan », une exposition réalisée par le Centre de la mer et des eaux, qui recense les connaissances physiques, chimiques, géologiques, biologiques et paléontologiques de l'océan. Attraits supplémentaires de cet ensemble : deux aquariums *marins, une* maquette géante du fond océanique et des projections cinématographiques.

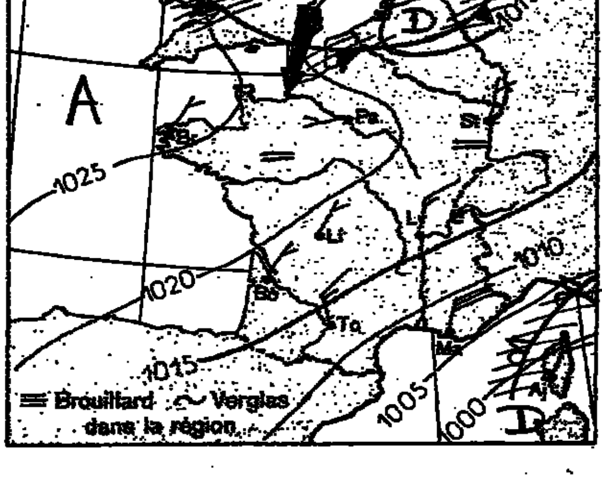
★ Maison de la nature, 9, quai du 4 septembre, 92100 Boulogne. Tél. : 603-33-56. Entrée gratuite tous les jours de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h (inscription obligatoire pour les groupes).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 09-05 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 10.5.84 DÉBUT DE MATINÉE



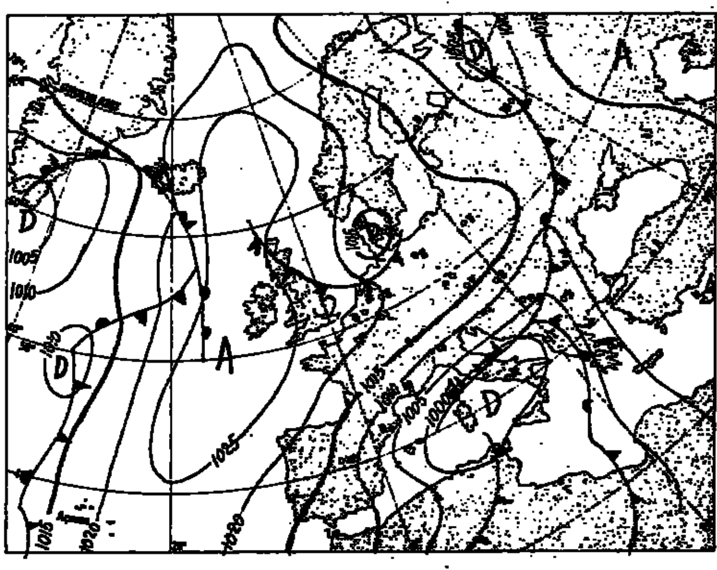
Evolution probable du temps en France entre le mercredi 9 mai à 0 heure et le jeudi 10 mai à 24 heures.

Dans le champ dépressionnaire de Méditerranée, seront encore observées quelques remontées orageuses. D'autre part, sur la face est de l'anticyclone centré sur le proche Atlantique, l'écoulement d'air froid se poursuivra et un front froid formé dans cet écoulement pénètrera sur le pays avec une faible activité.

Jeudi, les résidus nuageux et orageux concernant le matin l'extrême sud des Alpes et la Corse devraient se limiter l'après-midi à la Corse. Un vent fort continuera à souffler en vallée du Rhône. Le front froid pénétrant par le nord se manifestera essentiellement par un passage très nuageux, situé le matin du Nord au Contentin, aux Ardennes et au nord des Vosges avec possibilité de quelques petites pluies près des côtes et sur le relief. Dans la journée, ce ciel très nuageux, intéressera progressivement les régions situées plus au nord, jusqu'aux Charentes et au nord du Massif Central. Avant ce passage nuageux, et plus au Sud, le ciel sera clair avec quelques brumes locales le matin, quelques gelées blanches et même de faible gelées sous abri, en particulier de l'Aquitaine au massif central et à la Bourgogne. Après le passage nuageux, le ciel sera changeant et quelques averses pourront se produire du Nord à la Normandie, au Bassin parisien et au Nord-Est. Un vent de secteur nord modéré à assez fort s'établira. Les minima seront de l'ordre de 5 degrés *dans le Nord, 10 degrés près de la Méditerranée*, 0 degrés à 5 degrés ailleurs. Les maxima atteindront 10 degrés du Nord au Nord-Est, 15 à 17 degrés dans le Sud-Ouest, 18 degrés sur les régions méditerranéennes, 11 degrés à 13 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, à 8 heures, le 9 mai, de 1022,2 millibars, soit 766,7 millimètres de mercure.

PRÉVISIONS POUR LE 10 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 mai; le second, le minimum de la nuit du 8 au 9 mai) : Ajaccio, 21 et 15 degrés; Biarritz, 17 et 7; Bordeaux, 16 et 5; Bourges, 12 et 1; Brest, 10 et 5; Caen, 10 et 5; Cherbourg, 9 et 5; Clermont-Ferrand, *13* et 3; Dijon, 12 et 4; Grenoble-S.-M.-H., 13 et 8 ; Grenoble-St-Geoirs, 12 et 1; Lille, 11 et 1; Lyon, 13 et 1; Marseille-Marignane, 20 et 10; Nancy, 11 et 1; Nantes, 13 et 5; Nice-Côte d'Azur, 20 et 15; Paris-Montsouris, 4 et 4; *Paris*-Orly, 11 et 4; Pau, 18 et 5; Perpignan, 19 et 12; Rennes, 12 et 4; Strasbourg, 11 et 1; Tours, 10 et 3; Toulouse, 19 et 5; Pointe-à-Pitre, 30 et 24.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 22 et 18 degrés; Amsterdam, 13 et 1; Athènes, 22 et 13; Berlin, 12 et 5; Bonn, 13 et – 1 ; Bruxelles, 18 et 8; Le Caire, 26 (max.) ; îles Canaries, 24 et 17; Copenhague, 11 et 3; Dakar, 25 et 20; Djerba, 31 et 21; Genève, 12 et 5; Jérusalem, 18 et 8; Londres, 11 et 2; Luxembourg, 10 et 2; Madrid, 15 et 8; Moscou, 24 et 14; New-York, 18 et 12; Palma-de-Majorque, 20 et 13; Rome, 26 et 15; Stockholm, 40 et 2; Tozeur, 38 et 17; Tunis, 25 et 15.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3706

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV				■		■			
V			■				■		
VI				■				■	
VII		■							
VIII				■					
IX					■			■	■
X		■							
XI							■		

HORIZONTALEMENT

I. N'est pas du genre à griller d'impatience. – II. Ouverte à la circulation pour les départs et les retours de pont. – III. Sont donc aussi plaisantes que complaisantes. – IV. Poussé dans une course. A donc été frappé. – V. Symbole. Peut avoir une cervelle d'oiseau ou une grosse tête. Symbole chimique. – VI. Congé. Un heurt ou un leurre. – VII. Une bonne calotte. – VIII. Du même genre. Auguste ou Honoré. – IX. Terrible pour Einstein. Ligne de conduite. – X. Physiquement agréable, moralement désagréable. – XI. Peut donc être pris pour une truffe. Personnel.

VERTICALEMENT

1. Ceux qui l'ouvrent n'ont généralement pas l'intention de la fermer. – 2. Sa robe est pleine de taches. Lettres de suscription. – 3. Petite heure canoniale. Refroidissent dans une bombe, échauffent dans une sauterie. – 4. Ceux qui l'entonnent n'ont pas fini de chanter. Alla donc à l'encontre. – 5. Peuvent avoir un beau jeu et être contraintes à faire le mort. Chef d'élite. – 6. Un petit grain. Pour les fervents du coq ou pour les fervents du taureau. – 7. L'éternel féminin. Traite donc de fines étoffes ou de vieux chiffons. – 8. Théologien musulman. Chute de rein. Pratiques. – 9. C'est la fin de tous nos problèmes. Note.

Solution du problème n° 3705

Horizontalement

I. Cannibale. – II. Amie. Lion. – III. Minuterie. – IV. Bravade. – V. Rasai. Sud. – VI. Il. Ill. Ré. – VII. Enlace. – VIII. Levée. Eta. – IX. Ere. Super. – X. Urne. Mère. – XI. Rature. Es.

Verticalement

1. Cambrioleur. – 2. Amiral. Erra. – 3. Ninas. Event. – 4. Neuvaine. Eu. – 5. Tailles. – 6. Bled. La. Ume. – 7. Aires. Cèpe. – 8. Loi. Uretère. – 9. Enéide. Arès (Ares).

GUY BROUTY.

KLUMB

3 au 26 mai

Galerie GOROSANE

52, Fg St-Honoré

PARIS 8e - Tél. : 265-36-00

Avec *LE MONDE* du lundi 14, numéro daté 15 mai

UN SUPPLÉMENT MAGAZINE EXCEPTIONNEL



L' « informatisation de la société » est aujourd'hui une réalité : le marché français de la micro-informatique est en croissance de près de 65 % par an. Et l'ordinateur envahit les foyers, même si son utilité n'est pas toujours évidente.

L'industrie française commence à rattraper son retard et commence à proposer aux familles comme aux professionnels des matériels de plus en plus crédibles. Ce qui ne l'empêche pas de paraître encore bien modeste à côté des géants comme IBM ou Apple.

Les grandes entreprises assimilent peu à peu le « phénomène micro », tandis que toutes les professions sont peu à peu touchées.

Analyses, reportages et enquêtes sur tous ces sujets feront la matière d'un magazine exceptionnel de 68 pages que *le Monde* publiera, lundi 14 mai, à l'occasion du « Spécial SICOB ».

68 PAGES EN COULEURS SANS SUPPLÉMENT DE PRIX **Le Monde**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 7 et mardi 8 mai :

DES DÉCRETS

● Portant modification du chapitre II du titre III du livre IV du code des assurances relatif à la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE).

● Portant modification du décret du 1er juin 1946 portant application de l'article 17 de la loi du 2 décembre 1945 en vue de la réorganisation du crédit et de l'assurance-crédit à l'exportation et à l'importation.

● Portant relèvement du salaire minimum de croissance en métropole et dans les départements d'outre-mer.

● Portant publication de la convention entre le gouvernement de la République française, le gouvernement de l'Espagne et le gouvernement de la République portugaise relative à l'extension du bénéfice de certaines dispositions des conventions de sécurité sociale passées entre deux de ces Etats aux ressortissants du troisième Etat, signée à Madrid le 10 novembre 1982.

ARTISANS RÉGIONAUX

UTILE ET AGRÉABLE. – Le service culturel de la ville de La Queue-en-Brie (Val-de-Marne) organise, samedi 19 et dimanche 20 mai, dans le hall d'honneur de la mairie, une exposition des dernières créations d'artisans régionaux : bijoux en argent, dentelle, cuivre repoussé, faïence décorée, tableaux de marquetterie, meubles en bois peint, objets et jouets en bois massif, etc.

★ Service culturel de La Queue-en-Brie, tél. : 576-30-42. Accès : Nationale 4 depuis la porte de Bercy, à Paris.



PARIS EN VISITES

VENDREDI 11 MAI

« De Saint-Etienne du Mont à l'ancienne École polytechnique », 14 h 30, façade, Mme Allaz.

« Hôtel de Marle », 15 h, 1, rue de la Perle, Mme Bouquet des Chaux (Caisse nationale des monuments historiques).

« Cimetière de Charonne », 14 h 30, métro Philippe-Auguste (Arts et Curiosités de Paris).

« Notre-Dame », 15 h 30, entrée de la Crypte (Paris et son histoire).

« Saint-Germain-l'Auxerrois », 14 h 30, métro Louvre (Résurrection du passé).

annonces associations

Appels

VAC. ÉCONOMIQUES, éch. de résid. : Fr., U.S.A., G.-B., Pays scand., Algérie, Québec, Italie. Ecr. INTERLINK, B.P. 1124, 69203 Lyon Cedex 1. (7) 839-35-45.

Sessions et stages

UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE MÉDECINE CHINOISE

BOURSES D'ÉTUDES

Cercles d'études pour adultes à : Paris, Lyon, Genève, Bruxelles, Nice, Rennes, Luxembourg, Toulouse, Lille, Bordeaux, Marseille, Nantes. Age limite : 30 ans. Niveau : fin d'études secondaires. Dossiers et renseignements : E.U.T.C.M. 87190 HEILIGENBERG 7

ANGLAIS, ESPAGNOL, CHINOIS, ALLEMAND, FRANÇAIS, RUSSE. Apprentissage efficace, rapide, joyeux par la suggesto-pédagogie à sa source française - 326-22-64

LES ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH BING

Week-ends de sensibilisation, stages, ateliers hebdomadaires. Formation permanente. Documentation sur demande. Merci de joindre 4 t. à 2 F. B.P.G. 245, 75227 Paris Cedex 05.

CHANGER POUR CHANGER SA VIE. Groupe de vidéo-gestalt avec le Dr Berry-Goodfield (USA). Ateliers : 23-27 juillet et 22-26 octobre 84 à Bordeaux. Héberg. possible. Inscription après entretien préalable. Contact : ASA, Dr Thocaven, 49, r. Th.-Gautier, 33110 Le Bouscat, tél. (56) 50-70-61.

STAGES MENUISERIE. Initiation, perfectionnement. 8-11 j. tte l'année. L'ATELIER DE LA VIS GORNIES, 34190 Ganges. (67)-73-65-08. Héberg., agrém. form. perm. Prochains : 4-14 juin, 6-13 juil.

Manifestations

COLLOQUE ANDESI
ENFERMEMENTS ET ALTERNATIVES
22 AU 25 MAI 1984 PARIS.

La question est de savoir si la volonté d'intégrer, de rééduquer... les marginaux de tous ordres ne caché pas bien souvent une conception un peu manichéenne qui interdit le passage et l'échange entre ce qui se dit normal et ce qui le paraît moins.

L'enjeu est la mise en cause des mécanismes d'enfermement, la mise à jour d'alternatives au balancement tragique entre le normal et le pathologique, la déviance et la conformité... bref l'échange sur des pratiques qui à la fois rapprochent et divisent.

AVEC LA PARTICIPATION DE F. DOLTO, M. FOUCAULT, J.-P. REVERZI

Rens. et inscr. : Andesi, 15, rue du Puits-de-l'Ermite, Paris-5e. Tél. : 535-25-36.

● Prix de la ligne 25 F TTC (28 signes, lettres ou espaces).
● Veuillez mentionner l'année et le numéro d'inscription paru au *J.O.*
● Chèques libellés à l'ordre de Régie-Presse LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parution du mardi daté mercredi à Régie-Presse LMA, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La ligne/col.*	La ligne/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

directeur des relations humaines

300.000 +

Une ENTREPRISE FRANÇAISE de 600 personnes fabriquant et commercialisant des biens de grande consommation sous des marques à forte notoriété, filiale d'un ensemble renommé pour le caractère dynamique et novateur de sa politique humaine et sociale, recherche son DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES.

MEMBRE DU COMITÉ DE DIRECTION, il assure l'ensemble de la gestion humaine et sociale de la société (siège à Paris et unités de production en province). L'ouverture de son attitude, le dynamisme de sa démarche, la pertinence et la qualité de son action, feront de lui un élément moteur du développement des hommes et de l'entreprise.

La réussite dans cette fonction-clé implique une FORMATION SUPÉRIEURE (TECHNIQUE, GESTION, SCIENCES HUMAINES...) et une expérience d'environ dix ans dans la fonction Personnel et/ou dans des fonctions hiérarchiques comportant un rôle de gestion et d'animation des hommes, en milieu industriel.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2843 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

Un pas décisif vers le succès de votre carrière

Une compagnie américaine spécialisée dans le domaine de l'informatique nous charge de rechercher le

Directeur financier

de sa filiale française située à Paris (environ 70 collaborateurs), en vue de faire face à sa rapide expansion.
Ce cadre supérieur sera responsable du «controlling» de la société française. A ce titre, il participera à la définition de la politique de la société, établira les prévisions budgétaires, gérera la trésorerie, dirigera la comptabilité (responsabilité de la gestion des bilans et comptes d'exploitation mensuels), s'occupera de toutes les questions fiscales, légales ou d'assurances et rédigera les rapports pour la maison-mère.
Cette responsabilité convient à un candidat âgé de 30 à 45 ans possédant les atouts suivants :
- une très solide formation comptable et financière (niveau universitaire ou pratique équivalente).
- plusieurs années d'expérience, de préférence dans un groupe multinational,
- la connaissance d'une comptabilité étrangère, américaine ou autre,
- la faculté de parler et d'écrire couramment l'anglais (expérience professionnelle),
- la capacité de s'identifier à l'image de sa nouvelle société.

Nous prions les personnes intéressées d'adresser leur dossier de candidature (curriculum vitae + photo + prétentions) sous réf. M 500 337 au C.P.A., Centre de Psychologie Appliquée, 3 rue de Liège, 75009 Paris. Une discrétion absolue est garantie.



MEMBRE DE SYNTEC

média-system

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

THE INTERNATIONAL MONETARY FUND

The International Monetary Fund with headquarters in Washington, D.C. is inviting applications for the position of personnel officer responsible for training.

The position entails the administration of the Fund's internal and external training programs, the identification and analysis of training needs, and the development of in-service training programs. The incumbent will also be involved in policy development and implementation in the area of human resource management development.

Candidates should have a graduate degree in one of the behavioral science fields, and a minimum of five years practical experience in a comparable position.

Candidates should send a copy of their curriculum vitae within two weeks of the publication of this announcement to:

Berend P. van Baak
Recruiting Division
International Monetary Fund
Washington D.C. 20431.

Direction commerciale

Ryad

Important constructeur matériel d'équipement recherche pour Ryad son

Directeur commercial Moyen-Orient

Anglais indispensable.
Arabe souhaité.
Voyages à prévoir dans tout le Moyen-Orient et au siège de la Société en France.
Ecrire manuscrit + photo + prétentions à

L. justet psychologue
18, rue des Grottes 84000 AVIGNON

MEDIA PA

I.A.E.S. GILBERT-ONDIMBA

Collège privé, Franceville, Gabon, recrute professeurs : français, maths, physique, anglais, espagnol, latin, éducation manuelle et technique, musique.

- Trois ans d'expérience requis au minimum.
- Assurons salaire confortable, logement, sécurité sociale.
- Adresser dossiers à notre représentant M. GÉRAL LE-GAL, 13, rue du Collège, 49150 BAUGE.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Jeune diplômé INSEAD, ISA, HEC... ou Grande Ecole d'Ingénieur

Premier fabricant mondial de circuits intégrés, nous disposons d'usines modernes en France, près de Nice, en Europe et à travers le monde. *Le jeune superviseur planning et service que nous recherchons pour notre service marketing* à Villeneuve-Loubet sera responsable avec son équipe de l'interface journalier entre nos centres de fabrication mondiaux d'une part, *notre force de vente et nos clients d'autre part. Il entretiendra notamment des relations solides avec notre centre européen* pour la stratégie des produits linéaires, discrets et des circuits pré-diffusés, situé à Bedford en Angleterre. Ceci afin d'assurer un support produits toujours plus efficace *à nos clients du secteur des télécommunications ainsi qu'à nos distributeurs. Une* grande aisance dans les contacts humains et l'expression, notamment en langue anglaise, ainsi que l'aptitude à anticiper les problèmes avant qu'ils ne surgissent seront des atouts majeurs. Sans être indispensable, une première expérience professionnelle serait utile.

Monique NERVET vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée, sous référence SCMBC/0584/1M à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
8/10, avenue Morane Saulnier
78140 VELIZY-VILLACOUBLAY



Organisation et Publicité

Spécialiste logiciel et plus particulièrement des réseaux

Vous avez acquis une première expérience clientèle chez un constructeur. Vous avez le goût des responsabilités, l'esprit d'entreprise et un sens aigu de l'organisation.
Une première expérience d'encadrement serait un atout supplémentaire apprécié. Devenez

Responsable logiciel

sur la région Rhône-Alpes

chez un constructeur de mini-informatique.
Ce poste basé à Lyon, implique l'animation d'une équipe de technico-commerciaux.
Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. M 4248, à Média-System, 104 rue Réaumur-75002 Paris.

média-system



GROUPE D'ASSURANCES MUTUELLES DE FRANCE à Chartres recherche pour son service immobilier

un juriste de droit privé

notamment gestion et contentieux, baux d'habitation et commerciaux, connaissance procédure judiciaire.
Résidence CHARTRES. Facilités logement.
Adresser CV, photo et prétentions à GAMF - Direction du Personnel 7, av. Marcel Proust 28032 Chartres

Association milieu immigration recherche

DÉLÉGUÉ(E) RÉGIONAL ROUEN

Env. c.v. pr le 26 mai CLAP. 33 ter, rue de Fontenelle, 76000 Rouen. (35) 88-67-37.

LICENCIÉ SCIENCES ÉCO DIPLOMÉ ESC

Soyez le responsable de notre OBSERVAT. DU COMMERCE Créé par un établissement public à DIJON (21) et rattaché au département communication, ce poste a pour missions : le suivi de la conjoncture du commerce local, la mise en forme des résultats d'enquêtes et leur diffusion. Le candidat saura établir un réseau de contacts permanents et personnalisés avec les commerçants. Merci d'adresser c.v. + photo + prétentions salariales ou rémunération actuelle à : Agence HAVAS sous nº 525.708. 21000 DIJON

INGÉNIEUR

DIPLOMÉ D'UNE ÉCOLE DE CHIMIE

si vous êtes intéressé par un poste de

RECHERCHE INDUSTRIELLE

DANS LE DOMAINE

- de la chimie physique
- de la chimie organique
- du génie chimique, calcul scientifique

LIEU DE TRAVAIL : Région Rhône-Alpes.
Adressez votre candidature à HAVAS-RÉGION nº 5674, B.P. 1000, 69222 LYON CEDEX 02.



Centre Européen de Génie Logiciel

Le CERICS, créé à Sophia Antipolis par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nice et des Alpes-Maritimes, le groupe BULL, et l'INRIA, avec le soutien de l'Agence de l'Informatique, procède dans le cadre de son développement aux recrutements suivants :

INGENIEURS GRANDE ECOLE

(X, SUPELEC, TELECOM, ENSEEIHT, INSA ...) Débutant, toute option

Ingénieurs Grande Ecole ou Universitaires (Maîtrise scientifique, DESS, DEA) : de grandes entreprises de l'industrie du logiciel (Groupe BULL, TELESYSTEMES, SESA, SOPRA, OMNIUM Informatique, INFORMATIQUE Internationale-Groupe CISI) ont confié au CERICS le recrutement et la formation de certains de leurs futurs ingénieurs logiciels. Elles vous proposent de prendre en charge les frais de neuf mois de scolarité du M.S. de génie logiciel du CERICS (soit une Bourse d'Etude de 50.000F) et de vous payer 4.000 francs par mois durant cette formation de niveau international dans le cadre d'un engagement de deux ans.

Demander un dossier de candidature et d'information au CERICS Sophia Antipolis BP 20 - 06561 VALBONNE Cedex Tél. (93) 33.95.95.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



DÉPARTEMENT AGROCHIMIE

Notre société occupe le premier rang mondial de la Chimie. Son département AgroChimie fabrique et commercialise les produits phytosanitaires pour le marché agricole dans le monde entier, à partir d'usines situées en France, aux USA, en Amérique du Sud, en Australie et en Asie.

Dans le cadre de l'expansion de nos activités en Europe, notre usine de production de CERNAY (Haut-Rhin) recherche un

Ingénieur de Procédés

Formation GÉNIE CHIMIQUE ou CHIMIE

Il exercera ses fonctions au sein d'un service développement jeune et dynamique.

Il participera à la réalisation des études destinées à l'amélioration et à l'utilisation d'unités existantes pour des fabrications nouvelles ou à l'implantation d'unités nouvelles.

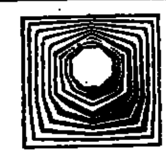
Il interviendra sur les problèmes de fabrication en collaboration avec les ingénieurs de production et les nombreux spécialistes disponibles au sein de la Société.

Ce poste offre à un ingénieur de haut niveau et motivé, débutant ou ayant quelques années d'expérience en usine de réelles possibilités d'évolution de carrière en France ou à l'étranger.

Une formation complémentaire en contrôle et régulation serait un atout supplémentaire. La maîtrise de l'anglais lu, parlé et écrit est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature et vos prétentions à DU PONT DE NEMOURS (France) S.A., Direction du Personnel, 1, rue de l'Industrie - 68700 CERNAY.

HAVAS CONTACT



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON

recherche

Un(e) Assistant(e) Technique Au Commerce

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, le titulaire du poste participera à l'aide technique apportée d'une part à des responsables de Petites et Moyennes Entreprises du secteur commerce, d'autre part à des groupements de commerçants, notamment pour la définition, le lancement et le contrôle de leur stratégie.

Les candidats(es), devront avoir reçu une formation de niveau supérieur (ex. : École Supérieure de Commerce...). Une expérience professionnelle minimale de trois années si possible dans la distribution ou en cabinet conseil (marketing, publicité), leur aura permis une très bonne pratique des techniques de gestion et de communication.

Les qualités suivantes seront exigées : capacité d'adaptation à des situations et à des interlocuteurs très variés, sens du travail en équipe, capacité d'animation, grande disponibilité, esprit ouvert et créatif.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous référence D.C.5.00 à : Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon, Monsieur le Directeur du Personnel et des Relations Sociales, 20, rue de la Bourse, 69289 Lyon Cedex 01.

HAVAS CONTACT

Une usine
En pleine activité,
Une seconde qui démarre,
Des produits nouveaux de grande série
A la conquête de nouveaux marchés européens,
Un plan musclé de formation technologique,
Des ingénieurs performants et bientôt... 900 personnes

ET VOUS, NOTRE JEUNE CHEF DU PERSONNEL

- un homme qui écoute et qui ose
- de formation supérieure
- déjà expérimenté
- pour assumer l'ensemble de la fonction

Le poste à pourvoir est situé dans une région agréable à 200 Kms du Sud Est de Paris. Le candidat retenu est assuré de trouver d'importantes perspectives de carrière au sein d'un puissant groupe industriel.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (CV, photo, lettre manuscrite et prétentions) sous référence **8185 à Lévi Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02** - qui transmettra.

---

120 km Ouest de Paris

Animer les Services Administratifs et Comptables d'une PMI intégrée dans un groupe très dynamique.

Nous sommes filiale autonome d'un important groupe industriel privé français, nous employons 100 personnes. Nous fabriquons et distribuons des appareils d'éclairage. Notre chiffre d'affaires est en progression régulière, 40 % prévu pour 1984. Nous souhaitons accueillir le responsable de nos services administratifs et comptables.

Intégré à l'équipe de Direction et en accord avec les procédures du groupe il anime et supervise les services de comptabilité générale et analytique et d'administration du personnel, il prépare et suit les budgets, il effectue le reporting auprès de la société mère. Il participera à la mise en place de l'informatique et deviendra l'interface avec les utilisateurs.

Ce poste de généraliste convient à un ESC ou à un universitaire de niveau DECS, ayant 3 à 5 ans d'expérience de préférence en milieu industriel, familiarisé avec l'outil informatique et désireux de prendre en charge l'ensemble des tâches de gestion administrative d'une PMI.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en indiquant vos prétentions sous réf. 24 M 113 à notre Conseil CPA, 3, rue de Liège 75009 Paris.

CPA — MEMBRE DE SYNTEC

média-system

PETITEAU SCACCHI ET ASSOCIES

AUDIT et CONSEIL

Notre cabinet d'audit et de conseil est l'un des tout premiers de la profession. Notre expansion rapide est liée à la fois à la qualité de nos techniques et à nos méthodes de travail. Le niveau des dossiers et l'image que nous avons développée auprès de nos clients conduisent notre Directeur associé du bureau de Lyon à rechercher son adjoint.

Ce poste s'adresse à un expert comptable diplômé ayant

expert comptable Lyon

5 à 10 ans d'expérience en cabinet et issu d'une grande école. Ce manager sera un interlocuteur capable de mener à bien des missions de conseil (finance, gestion, organisation...) auprès de directions générales. Il participera étroitement à la gestion et au management du cabinet. Les possibilités d'évolution au sein de notre société sont de premier ordre. Merci d'écrire sous Réf. 41214G à notre Conseil qui vous garantit la plus totale discrétion 15 rue du Louvre 75001 PARIS.



Curriculum

Société située en Haute-Marne (230 km de Paris), filiale d'un Groupe Industriel International et spécialisée dans la transformation des métaux

recherche

RESPONSABLE SERVICE QUALITÉ

qui, outre l'organisation du contrôle qualité des opérations de fabrication, aura pour mission principale la MISE EN PLACE DES MESURES ET OUTILS D'ASSURANCE QUALITÉ.

Agé de 35 ans environ, de formation Ingénieur (Métallurgiste ou Chimiste), il est, de par son expérience, familiarisé avec les techniques et procédures de la gestion de la qualité (organisation, gestion, méthodes et statistiques).

INGÉNIEUR DE PRODUCTION

pour son importante **Division de Forge à Froid** et de Parachèvement.

Ingénieur (Métallurgiste), âgé de 30 ans environ, il peut justifier d'une expérience de quelques années dans la conduite des hommes en milieu industriel.

Si une de ces offres vous intéresse, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions) à :
UNIVERSAL COMMUNICATION, réf. L.M./611,
122, Chaussée-de-la-Hulpe,
1050 BRUXELLES-BELGIQUE.
Réponse et discrétion assurées.

Locafrance

Leader du crédit-bail mobilier
recherche
pour son agence de LILLE
et ses agences de la
BANLIEUE OUEST DE PARIS

ATTACHES COMMERCIAUX

MISSION :
— Assurer au sein d'une équipe dynamique les relations avec les responsables d'entreprises en matière de financement des équipements industriels.
— Développer le fonds de commerce actuel par des actions de prospections appropriées.

PROFIL :
— Formation commerciale supérieure, (ESCP, EDHEC...).
— Goût de la prospection et de la négociation commerciale et financière nécessaire.
— Première expérience professionnelle dans une activité financière ou commerciale souhaitée.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
LOCAFRANCE
Département Formation et Recrutement
43-47, avenue de la Grande Armée - 75016 Paris.

PARTICIPER A L'EXPANSION D'UNE JEUNE SOCIÉTÉ EN MICRO-INFORMATIQUE COMPEX CONCEPTEUR DU RÉSEAU LOCAL LAC RECHERCHE

INGÉNIEURS

pour développer et industrialiser des matériels et logiciels de réseaux locaux à base microprocesseurs. Expérience souhaitée de 3 à 5 ans.

Adresser lettre manuscrite, c.v., sous/référ. A à COMPEX, 2, av. Bouvard 74000 Annecy.

L'INRA met au concours un poste d' ATTACHÉ SCIENTIFIQUE CONTRACTUEL. Domaine d'activité : physico-chimie et rhéologie des macromolécules. Candidats niveau DEA.

Formation souhaitée : physique ou physico-chimie des macromolécules, à défaut, biochimie et sciences des aliments (formation complémentaire nécessaire après concours).

Prendre contact dès que possible avec J. Lefebvre, J.-L. Doublier, Labo de biochime des protéines, rue de la Géraudière, 44072 NANTES CEDEX. Tél. : (40) 76-23-64.

IMPTE STÉ NETTOYAGE INDUSTRIEL ET PÉTROLIER RÉGION DE MARSEILLE recherche CHEF BUREAU D'ÉTUDES Organisation et méthode, formation ARTS & MÉTIERS ou équivalent. Env. c.v. + prétent. s nº 185.622 à HAVAS, 34063 MONTPELLIER Cedex.

EXPERT-COMPTABLE région MONTPELLIER recherche collaborateur diplômé.
Ecrire ou Mémor. expérience cabinet en vue association et cession éventuelle.
Ecrire Nº 22.979 à HAVAS, Boîte Postale 67, 34200 SÈTE.

Gestion et économie rurales — Tours

Responsable fiscal et juridique

Centre de gestion et d'économie rurales, nous connaissons une expansion annuelle de 30 %. Une telle croissance nous oblige à repenser notre organisation et, notamment, à nous structurer en équipes.

Votre rôle : animer et coordonner l'activité des 20 comptables du centre, former les futurs responsables d'équipe, conseiller nos adhérents (agriculteurs) dans les domaines de la fiscalité et de la gestion, entretenir les contacts nécessaires avec les différentes instances administratives.

Le DECS complet ainsi qu'une expérience en cabinet d'expertise sont indispensables.

180 à 210 000 F pour ce poste rattaché à la Direction Générale, intéressant un candidat d'une trentaine d'années environ.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence 84/37/133 à notre Conseil.

DOMINIQUE LELIGOIS — 1 rue Grecourt - BP 1522 - 37015 Tours Cx

DESSEIN — CONTOUR



Le Centre National pour l'Exploitation des Océans
recrute pour son centre de **BREST**

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

option génie maritime :
débutant + C.H.E.C. ou équivalent ou 2 ans d'expérience en bureau d'études des chantiers navals.

Expérience en logiciel de calculs éléments finis souhaitée.

Anglais indispensable.

Le candidat aura les connaissances de base en hydrodynamique navale et mécanique des fluides correspondant à la pratique courante du calcul des navires et de leurs équipements.

Il lui sera confié des études d'applications, débouchant sur des problèmes de dimensionnement, nécessitant la mise en œuvre des codes de calcul des structures.

Envoyer C.V. au Service du Personnel **CNEXO**
66, avenue d'Iéna 75116 PARIS.

Novacel
recherche

chef du service méthodes

chargé de la mise au point industrielle de procédés ou de produits nouveaux dans le domaine de la formulation et de l'enduction de masses adhésives.

Au sein d'une petite équipe, il aura pour mission :
1) de définir de nouveaux procédés,
2) de mettre au point la fabrication de produits élaborés par notre laboratoire recherche et développement,
3) d'optimiser la production en recherchant sur les produits et les matériels existants des améliorations de productivité.

Eventuellement, une première expérience réussie dans la fabrication ou la mise au point des process serait appréciée. L'évolution, ainsi que de réelles perspectives d'avenir au sein de notre groupe, seront de nature à motiver un candidat de valeur.

Ce poste est à pourvoir à ROUEN.

Merci d'adresser votre C.V. à **Novacel**
27, rue du Docteur E. Bataille -
76250 DEVILLE LES ROUEN.
Une société de *CHARGEURS S.A.*

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Votre avenir passe par... l'informatique graphique... et notre formation aux USA

TEKTRONIX FRANCE

filiale d'un groupe international en électronique et en informatique

JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX

Vous avez de solides connaissances en informatique, une bonne expérience de la vente et un anglais courant.

Venez nous rejoindre pour la vente en région nord de notre gamme de terminaux graphiques, **périphériques et logiciels destinés aux applications CAO,** cartographie, DAO, architecture, etc.

Nous assurerons une formation aux USA, une rémunération élevée, une voiture de fonction.

L'évolution rapide de nos gammes de produits vous laisse envisager de réelles possibilités d'avenir.

Adresser C.V., photo, prétentions à TEKTRONIX
Direction du Personnel - BP 13 - 91941 LES ULIS CEDEX

Tektronix

SOCIETE MULTINATIONALE INDUSTRIELLE
2 milliards de CA
Filiale d'un important groupe américain
recherche pour son siège à PARIS

SUPERVISEUR CORPORATE ACCOUNTING

Diplôme d'une ecole de commerce ou de gestion, completé par un DECS et agé de 25 à 30 ans, il sera rattaché au chef du service reporting

Il sera rompu à l'utilisation de l'outil informatique et travaillera en etroite collaboration avec la comptabilite generale et celle de nos usines, la tresorerie et notre filiale en Belgique

Responsable de l'analyse et de l'interpretation des resultats mais aussi des previsions, il saura manager une equipe performante déja en place et devra avoir de bonnes connaissances des methodes americaines et françaises, ainsi qu'une parfaite maitrise de la langue anglaise.

Des perspectives d'évolution tant au sein de la société qu'aux Etats-Unis, ainsi que la remuneration de départ, sont motivantes pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo recente sous ref. 93325 a CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opera 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

APPLICATION POLYMERES

Filiale d'un des tous premiers groupes chimiques mondiaux, **la Société Française HOECHST** réalise un chiffre d'affaires proche de 4 milliards de Francs, dont un tiers à l'exportation. Employant plus de 2000 personnes, elle dispose en France de 4 usines et d'un Centre de Recherches et d'Applications où elle développe sa propre chimie. C'est pour cet établissement situé à **Stains (93)** qu'elle recherche

UN INGENIEUR CHIMISTE

pour le développement et l'appui technique en clientèle d'une gamme de **DISPERSIONS,** utilisée dans la peinture, le bâtiment et les adhésifs.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur, débutant ou ayant une première expérience dans les polymères et parlant impérativement l'allemand.

Adresser C.V. et prétentions s / réf. 669 Département des Ressources Humaines
SOCIETE FRANCAISE HOECHST
Tour Roussel Nobel - Cédex 03
92080 PARIS LA DEFENSE.

Hoechst

[illegible]

Plus de deux millions de demandeurs d'emploi. Parmi eux un nombre croissant de "diplômés".

Des entreprises qui investissent lourdement pour recruter, former et intégrer ... les mêmes. qu'elles ne trouvent pas ou mal.

Un appel pressant des jeunes pour l'épanouissement personnel et l'aventure individuelle. Le ras-le-bol de la médiocratie.

Des entreprises qui recherchent des personnalités *"marquées" et offrent* l'Aventure à chaque détour de leur démarche. Sans trouver - ou si peu - matière à exercer leur stratégie de de libération individuelle.

PÊLE-MÊLE

Un désir diffus mais impérieux de sécurité et l'exigence antinomique d'une situation à hauts risques
La volonté de s'exprimer ... dans la discrétion   Des velléités de révolte ... sans lendemain
La recherche d'une nouvelle société ... construite par les autres. Un nouvel humanisme ... sans ses contraintes
La liberté ... sans contrepartie.

TOUT ET SON CONTRAIRE

Ou nous sommes tout et pas le contraire.

Ou nous sommes le contraire et rien pour vous.

Nous autorisons - appuyons - permettons - renforçons de tous nos moyens matériels, pédagogiques et psychologiques - ils sont considérables - votre formation, votre épanouissement, votre initiative - votre responsabilité.

Nous respectons votre identité. Nous vous offrons le marché sociologiquement le plus "porteur" de l'après-guerre.

Nous payons bien et parfois au-delà du raisonnable.

Nous vous offrons le Futur au présent et l'Avenir au quotidien

Avec le Risque comme piment et la Fraternité comme garde-fou

Il suffit pour vous d'avoir 24 ans au moins, *de savoir vous déterminer,* d'être potentiellement libéré de toute attache professionnelle à partir du 28 mai 84 et de disposer d'une formation initiale de type Ecoles de Commerce ou de Gestion, à défaut, Bac + 2 (Vacances Août - 4 semaines rémunérées).

Ecrire Bance Pub. 18, rue Léon 75018 Paris (merci de préciser s/l'enveloppe réf. 90584

Nous sommes une société française de 5.000 personnes dont 600 ingénieurs et cadres réalisant plus de 2 milliards de CA. Nous développons nos activités **INGENIERIE ET CONSTRUCTION CLES-EN-MAIN A L'ETRANGER.** Nous recherchons un

ingénieur B.E. 180.000 F

En tant qu'*Adjoint du Responsable du Service,* il sera chargé des études techniques et de la coordination avec les bureaux extérieurs. Il anime une équipe de techniciens. Il est requis un diplôme d'ingénieur (INSA, AM, TP, ENSAIS), *une première expérience (4 - 5 ans) dans une société de Bâtiment ou d'ingénierie TCE* et des connaissances solides en BA et charpentes métalliques. Anglais indispensable. Poste basé à PARIS SUD. Déplacements à prévoir à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre man., sal. act., tél. pers.) sous la référence 30 GM à

Hervé Le Bout - Consultants
11 rue La Boétie - 75008 PARIS - Tél. : 265.38.39

APCOREM



emplois régionaux

Important Groupe Industriel
AGRO-ALIMENTAIRE
recherche pour
son siège centre de la France

chef des ventes exportation

Ce collaborateur animera le réseau commercial à l'exportation (Pays de la CEE en grande partie) et la gestion administrative des opérations.

Homme de terrain, ayant expérience des négociations, parfaite maîtrise allemand et anglais.

Déplacements fréquents mais de courte durée (semaine maximum).

Adresser Cur.-Vitae détaillé s/référence 181, à
L.P.A.-GENEVAY
11, square Jasmin - 75016 Paris.

P.R.B.

CENTRE DE RECHERCHE
Valorisation des métaux non-ferreux
recrute

JEUNE INGENIEUR CHIMISTE

E.N.S.C.P. - E.S.P.C.I.

pour Département
Analyses Chimie Minérale

JEUNE INGENIEUR METALLURGISTE

E.C.P. - Mines de Paris -
Nancy - Saint-Etienne

pour Département Pyrométallurgie,
en vue d'évolution vers la production.

Postes ouverts à débutants ou candidats ayant une première expérience.
Anglais indispensable.
Aptitude à l'animation d'équipes de techniciens.
Lieu de travail : Région Parisienne.

Ecrire avec C.V. sous réf. 93541 a CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Ingénierie Informatique et Télécommunications

Une des plus importantes sociétés d'ingénierie informatique, filiale de Thomson Télécommunications recherche pour son Département mini et micro-informatique temps réel.

Chefs de projet

Diplômés Grande Ecole ou DEA, vous avez une expérience dans la conception et la réalisation de logiciel et systèmes informatiques.
Nous vous offrons la responsabilité totale d'un projet dans les domaines suivants :
- Télécommunications • Réseaux
- Micro-informatique
- Logiciel de base • Robotique
- Contrôle de Processus.

Ingénieurs Logiciels

Vous interviendrez suivant votre affinité ou votre expérience sur des projets faisant appel aux techniques des applications temps réel sur mini et micro-ordinateur.

Ingénieurs Systèmes

DEC / RSX 11 M - SOLAR/RTESD
68000/UNIX - 8086/RMX 86

Les candidats retenus trouveront au sein de notre entreprise des possibilités de formation et d'évolution qui sauront les satisfaire

THOMSON ANSWARE Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous Réf ICA/26 - *135 rue de la Pompe - 75116 Paris*

THOMSON TELECOMMUNICATIONS

Groupe de distribution
SUD-EST
recherche :

CADRE COMPTABLE

■ Dans un *premier temps,* l'objectif est précis : il faut mettre en place un nouveau système *de comptabilité analytique* et budgétaire, l'optimiser en le négociant avec les opérationnels, et assurer la direction du service existant.

■ *Dans un* deuxième temps, tout est envisageable : bien sûr, une évolution dans la *comptabilité, mais* aussi le commercial ou la logistique.

- Une formation de *niveau comparable* au certificat comptable du D.E.C.S. (D.U.T., école de commerce, I.C.G.),
- Une expérience de quelques années en comptabilité *analytique,* avec l'utilisation de moyens informatiques, semblent nécessaires *pour assurer* cette fonction.

Merci d'adresser CV., photo, références et prétentions ss. réf. 287 888 M. à RÉGIE PRESSE, 7 rue de Monttessuy, 75007 PARIS, qui transmettra.

ROUSSEL UCLAF

recherche

UN DÉLÉGUÉ TECHNICO-COMMERCIAL

pour PARIS, VAL-D'OISE, SEINE-SAINT-DENIS, EURE, SEINE-MARITIME.

Après une *formation spécifique,* il assurera la commercialisation et la promotion de la gamme phytosanitaire, et hygiène élevage auprès des distributeurs spécialisés et des administrations.

Ce poste conviendrait à un vendeur confirmé ayant une précédente expérience réussie de trois ans minimum et possédant une formation commerciale Ecole Supérieure de Commerce ou *BAC + 2 ans* mini.

Responsable des résultats de son secteur, le candidat retenu devra *posséder de réelles qualités de* gestionnaire, d'animation et d'aptitude à la négociation avec des responsables de haut niveau.

Capable d'initiative et de décision, il bénéficiera d'une large autonomie.

La connaissance de la distribution du secteur élevage et vétérinaire sera un atout supplémentaire.

Merci d'envoyer lettre manuscrite et c.v. à :

PROCIDA, Service du Personnel
Saint-Marcel, 13367 MARSEILLE CEDEX 11.

ENERTEC
Instruments France
recherche pour l'un de ses départements
basé à **Vélizy** un

Responsable des achats

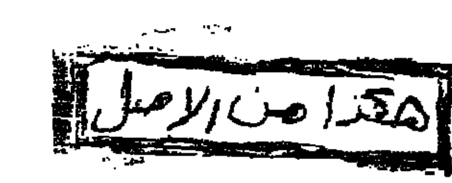
Votre fonction sera d'animer, coordonner et diriger *une équipe d'acheteurs, dont le métier est d'assurer* les approvisionnements de composants mécaniques et électroniques, pour un département réalisant un chiffre d'affaires de 270 M F.
Vous devrez également rechercher et diversifier les fournisseurs, assurer les délais de livraison tout en maintenant une haute qualité.

Maîtriser et réduire les coûts d'achat.

Nous recherchons une personne de formation *supérieure, diplômée d'une grande école d'ingénieurs,* ayant une expérience réussie d'au moins 5 ans dans le métier
La connaissance de l'anglais est indispensable.

Envoyer CV et prétentions à Jacques COUREAUD, Service du Personnel, ENERTEC 1 rue Nieuport, 78140 Vélizy-Villacoublay. *(Réf 4250).*

Enertec
Schlumberger



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Appréciez le paradoxe !

IBM, réservée aux seuls informaticiens ? Non pas seulement !

Les jeunes ingénieurs commerciaux que nous recrutons deviennent bien sûr des spécialistes compétents. Mais leur rôle est celui, plus large, d'un généraliste : il touche à l'organisation informatique des entreprises. Et cette activité de conseil et de négociation auprès des directions générales demande aussi une solide connaissance de l'entreprise et de son fonctionnement. C'est pourquoi nous voyons un certain nombre de jeunes, au départ hésitants à l'égard de notre domaine, devenir parmi nous des ingenieurs commerciaux ou technico-commerciaux tout à fait épanouis et passionnés par leur metier.

IBM, une entreprise structurée, mais aussi très ouverte

Notre dimension nous permet d'assurer pendant un an votre formation alternée et rémunérée. Nous tenons à l'ouvrir à de jeunes hommes et femmes venus d'horizons très différents... pour peu qu'ils aient la forme de logique necessaire à l'exercice de ce métier ! Parce que notre formation est complète (informatique, gestion, communication), nous vous donnerons très vite des responsabilités. Parce que notre dimension nous en donne les moyens, vous pourrez évoluer à votre mesure vers d'autres fonctions et enrichir ainsi votre experience.

IBM, grande entreprise, et pourtant le climat de petites unités

Surprenant ? peut-être... Mais quand vous serez nommé dans une agence précise, à Paris ou en province, c'est cette realité que vous constaterez. Vous travaillerez au sein d'une petite équipe, avec toute autonomie pour organiser votre travail selon votre style propre.

Le meilleur moyen de vous faire une opinion ne serait-il pas de nous rencontrer ? Vous êtes ou serez bientôt DIPLOME(E) D'UNE GRANDE ECOLE D'INGENIEURS OU DE COMMERCE : peut-être avez-vous une première expérience... En tout cas, vous avez des connaissances en Anglais et, êtes prêt(e) a une mobilite géographique. Alors vous pouvez peut-être devenir un de nos INGENIEURS COMMERCIAUX OU TECHNICO-COMMERCIAUX.

Pour un premier contact, ecrivez-nous : IBM France. Departement Recrutement Orientation - Conseils Réference ICM9/5 - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS. Nous traiterons votre dossier avec la plus grande discretion et rembourserons les frais de deplacements des candidats reçus à Paris ou dans une Direction Régionale.



Organisation et Publicité

LE CRÉDIT LYONNAIS

recrute pour sa

DIRECTION DE L'INFORMATIQUE et DE L'ORGANISATION

des

Diplômé(e)s Grandes Écoles

Scientifiques, Commerciales ou de formation universitaire équivalente

(débutant(e)s ou avec au maximum deux années d'expérience en informatique).

Les fonctions qui leur seront proposées leur permettront d'acquérir une double formation informatique et bancaire, débouchant sur des postes de responsabilités au sein de cette Direction.
Ils pourront notamment, participer aux études de développement d'applications et de systèmes, déjà considérés comme parmi les plus avancés (bases de données, réseau de plus de 10.000 équipements terminaux, vidéotex, messagerie et bureautique).
Un profil de carrière très ouvert devrait leur permettre d'évoluer dans les différents services de la Banque, tant en France qu'à l'étranger.
Cette évolution exige non seulement des compétences techniques indiscutables mais aussi des aptitudes à la gestion, à la négociation et à l'exercice de responsabilités d'encadrement.

Les candidatures, accompagnées d'un CV, et d'une photo, sont à adresser, sous référence M/03 au



CRÉDIT LYONNAIS
RECRUTEMENT CADRES
25, RUE DU 4-SEPTEMBRE 75002 PARIS.

HAVAS CONTACT



Filiale d'un goupe international anglo-saxon, nous sommes le premier organisme français d'études de marchés (700 personnes). Dans le contexte d'une forte croissance et d'une diversification de nos activités, nous recherchons un

Audit Interne

Rattaché au Directeur Financier, il analyse et contrôle les bases de comptabilisation des opérations des diverses entités du groupe, élabore, met à jour les procédures administratives, et en suit l'application.
Il réalise toute étude particulière qui lui est confiée, et recommande les solutions appropriées.
Il dispose des moyens informatiques et des outils de gestion modernes.
Jeune diplômé, vous possédez une formation comptable de base (D.E.C.S.) et l'expérience des méthodes de gestion anglo-saxonnes acquise dans un cabinet d'Audit ou au sein d'un groupe international.

Curriculum

René Pilloy examinera votre candidature accompagnée d'une photo sous référence 310.
A.C. Nielsen Company - Direction des Ressources Humaines
9, Avenue des 3 Fontaines 95007 - Cergy Pontoise Cedex.

INSEAD

INSTITUT EUROPEEN D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES

FONTAINEBLEAU
recherche

CONTROLEUR DE GESTION EXPERIMENTE

pour adjoint direct à son Directeur Administratif et Financier.

Forte personnalité - esprit d'initiative - volonté d'aboutir - aptitude à travailler en contexte multiculturel.

Formation supérieure (école de commerce, maîtrise de gestion + D.E.C.S. complet...).
Plusieurs années d'expérience du contrôle de gestion. Solide expérience informatique : maîtrise d'outils tels IFPS, MULTIPLAN, DBASE II ou APL, souhaitable.

Anglais indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
Patrice TRIAUREAU - bd de Constance
77300 FONTAINEBLEAU Cédex.



4, rue Massenet 75116 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

GRAND ORGANISME INDUSTRIEL D'ÉTAT
dans le cadre de l'extension d'un centre d'études et de recherche situé à TOULON et spécialisé dans le domaine des vibrations et de l'acoustique sous-marine, recherche 4 Ingénieurs ou Scientifiques de haut niveau.

• DEUX INGÉNIEURS ÉTUDES ET RECHERCHE

– Hydrodynamique et mécanique des fluides

Cet ingénieur sera chargé des études théoriques et expérimentales relatives aux bruits d'origine hydrodynamique et aux écoulements dans les tuyauteries, à bord des bâtiments.
Doté d'une réelle autonomie, il coordonnera et animera les travaux de plusieurs équipes de recherche.
Ce poste nécessite une formation d'hydrodynamique et mécanique des fluides (ENSTA, ENSM, Docteur-Ingénieur...) complété par des bases solides en acoustique et quelques années d'expérience. **référence UK 427 AM**

– Théorie des systèmes et traitement du signal

Cet ingénieur aura pour mission d'appliquer les méthodes de la théorie des systèmes et du traitement du signal à des processus mécaniques et acoustiques : identification dynamique des structures, analyses des données expérimentales multidimensionnelles, contrôle de processus vibratoires.
Poste à caractère scientifique nécessitant la maîtrise de l'outil mathématique et informatique. Qualité de contact pour participer à des travaux d'équipes multi-disciplinaires. **référence VU 428 AM**

• DEUX INGÉNIEURS D'APPLICATION

– Constructions mécaniques navales

Cet ingénieur, à partir des travaux des groupes de recherche, sera chargé du développement ou de l'amélioration des matériels (carlingages, suspensions élastiques et matériaux amortissants) en liaison avec les bureaux d'études, les architectes navals et les constructeurs de matériels.
Ce poste nécessite une bonne formation de base en construction mécanique (AM, ENSI, IDN), d'excellentes bases en mécanique vibratoire, ainsi que des capacités réelles d'imagination technique. **référence WM 429 AM**

– Équipements électriques

Cet ingénieur devra suivre le développement, définir les méthodes de recettes, les instructions de montage et l'utilisation à bord des navires, des matériels électriques, afin d'améliorer les caractéristiques vibratoires de ces équipements connectés sur des réseaux complexes.
Ces travaux nécessitent des liaisons fréquentes avec les constructeurs de matériels, les bureaux d'études, les architectes et chantiers navals.
Formation d'ingénieur diplômé (ESE, ENSI ou équivalent) avec de solides notions de mécanique vibratoire, des capacités de contact et d'innovation technologique. **référence XN 430 AM**

Ces postes constituent de réelles opportunités dans une activité en expansion rapide, un environnement de très haute technologie et seront confiés à des candidats apportant la preuve de capacités d'initiative, de curiosité d'esprit et d'un bon dynamisme.
Anglais lu et écrit fortement souhaité.

Écrire en précisant la référence.

BANQUE PRIVÉE

SIÈGE A PARIS
FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE BANCAIRE INTERNATIONAL
RECHERCHE

1 INGÉNIEUR EN ORGANISATION
diplômé d'études supérieures et expérimenté en procédures bancaires

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS
COBOL CICS SYSTÈME 43 XX

1 ATTACHÉ DE DIRECTION
diplômé d'études supérieures même débutant dans la profession

1 GRADÉ CLASSE III OU IV
diplômé d'études supérieures et avec connaissances bancaires

1 SECRÉTAIRE
sténodactylo français/espagnol

1 EMPLOYÉ
bac minimum

Des connaissances de la langue espagnole sont indispensables pour chacun des postes.

Ecrire avec c.v., prétentions et photo sous nº T 45.472 M
RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Vous êtes diplômé d'une grande école et possédez une expérience réussie dans la conduite de projets sur grands systèmes IBM.
Vous recherchez une entreprise particulièrement performante vous proposant des moyens importants et un panel complet de responsabilités.

Ingénieur informaticien grande école

Nous vous offrons un environnement de travail motivant dans le cadre d'une équipe informatique de 70 personnes. Le matériel comporte notamment, un IBM 30 83 sous OS/MVS, un réseau de 200 terminaux sous CICS, VTAM, SNA, XPAC ainsi que différents équipements d'informatique répartie.
Les domaines d'application concernent la Gestion Technique (Bureau d'Études), la Gestion de Projets (planning, cost control, appros, marchés) et la Gestion Administrative.
Lieu de travail : Région Ouest de Paris.
Adresser C.V. + photo ou téléphoner à METHODIC qui traitera votre candidature avec toute la discrétion souhaitée.

Département Recrutement - 178, rue de Courcelles
75017 PARIS - (1) 766-04-09

METHODIC

REPRODUCTION INTERDITE

etap

4, rue Massenet 75116 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

INDUSTRIE NAUTIQUE
Directeur commercial
France-export
référence CM 399 BM

ENTREPRISE INDUSTRIE NAUTIQUE, dans le cadre de la réalisation **d'un projet d'implantation aux USA,** recherche un **Directeur Commercial.**
Sa première mission sera de poursuivre la mise en place d'un réseau de distribution et du support technique destinés à assurer la vente de bateaux de plaisance sur un marché porteur.
De formation supérieure – École de Commerce –, homme de terrain et animateur, il possèdera une expérience confirmée de la commercialisation par revendeurs à l'exportation (si possible aux USA).
La pratique de la navigation nous paraît importante et celle, courante, de l'anglais essentielle.
Lieu de travail : La Rochelle.
Rémunération : 300 000 F/an +

Responsable organisation
référence YP 431 CM

SOCIETE NAVALE
CHARGEURS DELMAS-VIELJEUX

étoffe les structures de son département Organisation et offre d'importantes responsabilités *pour prendre en charge des projets d'organisation administrative et opérationnelle,* en liaison avec l'informatique, à un **jeune Organisateur, 3 à 5 ans d'expérience** *acquise au sein d'un cabinet conseil ou du service* Organisation d'un groupe important. Il devra :
- développer des actions en cours, initier et piloter des nouveaux projets,
- procéder à l'analyse des besoins, à la conception et la réalisation des systèmes d'information,
- assurer la mise en place et la formation des utilisateurs.

Les projets concernent le siège parisien, les agences de France et filiales étrangères du groupe.
Ce poste nécessite :
- une formation supérieure grande école d'ingénieur ou école supérieure de *commerce,*
- des qualités de contact, de rigueur et le goût des réalisations concrètes.

Possibilités d'évolution au sein du groupe.
Poste à Paris.

ÉLECTRONIQUE SEMI-CONDUCTEURS
Ingénieurs responsables marketing-produit
référence DT 435 AM

UN DES GRANDS MONDIAUX DE L'ÉLECTRONIQUE renforce les structures de Marketing Produit et Application de sa Division Semi-Conducteurs et offre de très intéressantes opportunités de carrière à des **Ingénieurs d'études, de développement et d'application,** disposant d'une expérience de 3 ans mini acquise dans les domaines d'électronique de puissance et ayant commencé une évolution marketing technique ou désirant s'y orienter.
Ils auront en charge une famille de produits à l'échelon international.
Leur mission :
- *étudier les marchés, participer à l'élaboration des stratégies produits en veillant à leur mise en œuvre, apporter une assistance technique aux réseaux de ventes.*

Ces postes conviendraient à des ingénieurs grande école électrotechnique/électronique, parlant anglais, dynamiques et motivés, capables d'évoluer et assumer les responsabilités élargies.
Postes : banlieue immédiate ouest Paris.

Jeune ingénieur diplômé
Chef de service études-progrès-méthodes
référence ZP 432 CM

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE RENOMMÉE INTERNATIONALE crée, dans le cadre de son redéploiement industriel, le poste de **Chef de Service Études - Progrès - Méthodes, pour son département citernes et conteneurs en aciers inox.**
Ce poste implique l'animation d'une équipe de techniciens chargés de :
- l'amélioration des produits standards,
- l'étude et la conception des produits nouveaux,
- les études de productivité industrielle,
- la maîtrise des problèmes de réglementation.

Le candidat, AM, IDN, ENSM, INSA... aura une expérience d'usine, en études, méthodes ou fabrication, dans le domaine mécanique ou chaudronnerie, un esprit ouvert aux techniques nouvelles, des aptitudes relationnelles marquées, la connaissance de l'anglais.
Poste évolutif, soit dans le même département, soit dans d'autres activités du groupe.
Poste à Valenciennes.
Ordre de grandeur de rémunération : 220 000 F +

Membre de Syntec

Juriste dominante droit du travail
référence AR 433 CM

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS, leader dans son domaine, 12 000 personnes, comprenant 31 filiales sur tout le territoire, recherche un **Juriste** expérimenté en droit social. Une expérience complémentaire dans d'autres domaines juridiques serait appréciée.
Rattaché à la Direction Générale, il sera l'interlocuteur des Directeurs de filiales et aura un rôle de conseil et d'assistance pour l'ensemble des problèmes relevant du droit du travail.
Ce poste conviendrait à un candidat actif, de bon contact, ayant des qualités d'homme d'études, mais également de terrain, disposant d'une solide formation juridique et de quelques années d'expérience professionnelle acquise en entreprise ou cabinet spécialisé dans le domaine droit du travail.
Poste à Paris-La Défense - *Déplacements en province de courte durée à prévoir.*

Ingénieur électronicien débutant une carrière évolutive dans le marketing
référence CS 434 AM

UN DES GRANDS MONDIAUX DE L'ÉLECTRONIQUE *étoffe* l'équipe Marketing d'une de ses divisions semi-conducteurs en forte expansion, et *offre une très intéressante opportunité de formation et de développement de* carrière à un **jeune Ingénieur.**
Ce poste conviendrait a un candidat ISEP, ISEN, ESME, ou école équivalente, dynamique, ouvert d'esprit, ayant une grande curiosité intellectuelle et de bonnes *capacités d'analyse et d'élaboration.*
Il sera chargé, au départ, d'effectuer des études de grands marchés internationaux *et évolutifs, d'une part,* en favorisant la synthèse de la documentation spécialisée dans le domaine et, d'autre part, en allant sur le "terrain", au contact des clients.
La réussite dans ce poste lui ouvrira de larges perspectives d'évolution de carrière dans le marketing et la vente.
Poste à Paris.

etap — 4, rue Massenet 75116 Paris

CHEF DES SERVICES FINANCIER ET COMPTABLE

RECHERCHÉ POUR SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
Implantée en Normandie 100 km de Paris.

Agissant dans le cadre d'une structure décentralisée, sera chargé, outre les activités comptables, du suivi des plans du financement du groupe avec les banquiers.
De la consolidation des comptes.
Dossiers fiscaux.
- Formation souhaitée D.E.C.S., école de commerce ou équivalent.
- 10 ans d'expérience gestion financière.
- Rémunération 260.000 F.

Ecrire sous nº T 46.445 M, RÉGIE PRESSE, 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

LE DIRECTEUR DU PERSONNEL
D'UNE IMPORTANTE BANQUE PRIVEE
recherche

1 ADJOINT

pour lui confier dans un premier temps la responsabilité des sections paye, recrutement personnel non-cadre et études sociales.

Une solide formation comptable et 4 à 5 ans d'expérience dans le service du Personnel *du secteur tertiaire sont nécessaires* pour occuper cette fonction.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous *réf.* 3062/MI à : M. DUMONT
40, rue Olivier de Serres 75015 PARIS

Société d'édition cherche

TRADUCT. D'ESPAGNOL
français parfait, de préférence formation historique. Travail d'appoint à domicile.
Écrire sous/nº 287.935 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montlessuy.
75007 Paris.

ADMINISTRATION *JUDICIAIRE*
recherche

COLLABORATEUR

Licencié en droit, diplômé d'une *grande école de commerce* ou titulaire d'un D.E.C.S. Une expérience professionnelle est *de préférence souhaitée.*
Tél. pour rendez-vous au : 724-40-13.

SOCIÉTÉ DOC. TECHNIQUE
recherche

INGÉNIEURS RESP. D'AFFAIRES

Ils auront pour missions (assistance technique) :
- *Suivi évolution produits.*
- Élaboration spécifications techniques.
- *Notices techniques.*

Orientation *info-systèmes embarqués. Anglais courant*

Écrire Société REDOTEC
16 bis, rue de Paris,
91160 Champlan.
Téléphone : (6) 448-31-40.

Cabinet de Conseils Juridiques et Fiscaux,
Paris, recherche :

COLLABORATEUR JURISTE FISCALISTE

2 à 8 ans d'expérience chez Conseils Juridiques ou Avocat d'affaires. Possibilité d'intégration au cabinet.
Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo nº 7.843 *le Monde Pub.* SERVICE ANNONCES CLASSÉES 5, r. des Italiens. 75009 Paris.

I.N.R.A. Bioclimatologie-Science du sol.
Recrutement, par concours, d'un ingénieur (1 B).
Poste destiné aux mesures *physiques concernant le sol et l'atmosphère.*
Connaissances indispensables *en électronique, micro-*informatique et informatique.
Date limite de dépôt des dos*siers de candidatures :* 1er juin 1984.
S'adresser à R. CALVET – *I.N.R.A. Laboratoire de* science du sol-INA-P.G. - Centre de GRIGNON - 78850. *Thiverval-Grignon.*

SOCIÉTÉ DE SERVICES *LINGUISTIQUES*
recrute un

ATTACHÉ COMMERCIAL EXPÉRIMENTÉ

dans la vente de services.
Pour prospection téléphonique *et développement clientèle.*
Permis de conduire nécessaire.
Age 30 ans environ.
Salaire : fixe + intéressement.
Téléphoner au 776-27-62 pour rendez-vous.

ORGANISME NATIONAL DE PRÉVOYANCE, rech.

COLLABORATEUR CADRE

Susceptible de s'intégrer dans *direction technique.*
La fonction exige niveau DECS, des aptitudes au contrôle de *gestion et à la maîtrise de la* procédure budgétaire.
150.000 F.
Adresser C.V. *manuscrit avec* photo récente nº M 75.353
BLEU, 17, rue Lebel
94307 VINCENNES *Cedex*
qui transmettra.

ASSOCIATION NATIONALE DU SECTEUR SOCIAL
recherche pour animer et *développer la formation de* ses bénévoles :

RESPONSABLE DE FORMATION

expérimenté (e)
Connaissance du secteur associatif appréciée.
Envoyer C.V. détaillé et prétentions à UNAPEI, 15, rue Coysevox. 75018 PARIS.

GROUPE DE PRESSE
CENTRE DE PARIS
RECHERCHE
DOCUMENTALISTE EXPÉRIMENTÉE
Bonne connaissance des *problèmes économiques indispensable,* anglais courant.
Écrire : S.G.P. 13, avenue de l'Opéra. 75001 PARIS.
Pour insertion le mercredi 9 mai 1984 et lundi 14 mai 1984 dans « LE MONDE ». P.A. 1587.

AMNESTY INTERNATIONAL
Recherche

TRADUCTEURS ET RÉVISEURS BÉNÉVOLES

Anglais, Français. Profes. hau*tement qualifiés uniquement.*
Tél. : 557-65-65 poste 36.

AGENCE REUTER

Recherche
pour région parisienne

UN RESPONSABLE GESTION DE STOCK

DE MATÉRIEL INFORMATIQUE
- *Familier de l'utilisation de micro-ordinateur :*
- *anglais indispensable.*

Contact : M. FLORIT 508-55-06.

Clinique BIZET
23, rue Georges-Bizet
75116, Paris. URGENT, rech.
MANIPULATEUR RADIO
Diplômé. Expér. souhaitable.
Pr r.-v., 723-78-26, p. 3037.

Association rég. parisienne *secteur socio-éducatif*
femmes, enfants, jeunes
35 salariés, 80 *bénévoles*
recherche

DÉLÉGUÉ (E) GÉNÉRAL (E)

Forte exp. animation, gestion, direction du personnel.
Adr. lettre + C.V. et réf.
SOLIDARITÉ FRANÇAIS MIGRANTS
4, square Vitruve, 75020 Paris.

Chefs de projets

CAP SOGETI INDUSTRIE

Une toute jeune filiale d'un grand Groupe.
Qui creuse déjà l'écart dans le domaine du développement de logiciels, appliqués à la gestion et aux grands systèmes industriels.
Qui sait proposer à des professionnels confirmés de véritables responsabilités.
Son Directeur du Développement, Gérard CROZET, vous en parlera mieux que personne.

CAP SOGETI INDUSTRIE

41, rue Ybry - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.
Tél. 758.11.10.

HAVAS CONTACT

Ingénieurs électronique support technique

180.000 F

Matériel informatique - Cet important groupe international fabrique un matériel périphérique informatique de haute technicité. Pour faire face au développement rapide *de ses ventes que sa position de leader a généré, il recherche* deux ingénieurs support technique. Au sein de la direction commerciale, ils seront plus particulièrement chargés de rédiger l'ensemble de la documentation technique, d'assurer les démonstrations sur les salons internationaux et de développer l'argumentation technique en appui de la force de vente auprès d'une clientèle constituée de fabricants de matériel informatique et de distributeurs O.E.M. *Les* personnes que nous recherchons, ingénieurs diplômés en électronique, auront de bonnes con*naissances en informatique* (type système), valorisées par une expérience dans un secteur similaire. La pratique courante de la langue anglaise est indispensable. Pour ces postes, basés en région parisienne, la rémunération, de l'ordre de 180.000 francs annuels, sera essentiellement fonction de l'expérience des candidats recrutés. Ecrire à M. FABRE, en précisant la référence A/T7036M

MEMBRE DE SYNTEC



3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

RESPONSABLE SERVICE GESTION RESSOURCES HUMAINES

Important groupe industriel français, nous employons dans différents centres de recherche plus de 1 000 personnes dont 1/3 de cadres.

Dans l'optique de notre nouvelle organisation, nous recherchons un spécialiste des problèmes techniques liés à la gestion du personnel.

Rattaché à la Direction des Relations Humaines et Sociales, il aura pour mission :
- la *gestion des effectifs,*
- l'ordonnancement des éléments necessaires à la paie,
- les déclarations sociales,
- le bilan social,
- l'application des dispositions légales et conventionnelles de retraite, de *pré*voyance et de la médecine du travail,
- la préparation et le suivi des budgets et des plans de la masse salariale,
- la mise en place d'un système de gestion prévisionnelle.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un homme ou une femme de 30 ans minimum, possédant une formation supérieure, ESC ou Université option gestion de personnel, complétée par une expérience d'au moins 5 ans dans une fonction similaire.

Animer et travailler en équipe, avoir le goût et les capacités de déléguer des responsabilités, des connaissances en informatique et en bureautique font partie *des exigences de ce poste.*

La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat.

Si vous êtes motivé par cette opportunité, adressez en toute confidentialité votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et remunération actuelle) sous la référence *LM/344* à notre Conseil.

ORA
15, rue d'Argenteuil - 75001 Paris

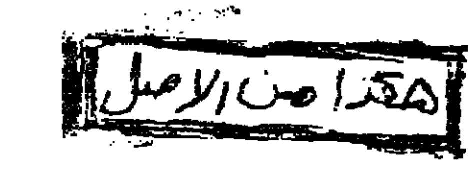
Johnson & Johnson

Filiale française du leader mondial de l'hygiène-santé
- 80 000 personnes, 150 filiales dans le monde - nous recherchons notre

ANALYSTE BUDGETAIRE

Il est chargé d'assurer l'élaboration des budgets et de leur suivi, ainsi que différentes études financières à caractère marketing.
De formation Sup de Co, 3ème cycle de gestion ou équivalent, parfaitement bilingue anglais, il débute dans la fonction ou a déjà une première expérience.
Faculté de synthèse, sens de l'organisation, adaptabilité et sens du contact : ce sont les qualités primordiales pour l'intégration d'un jeune cadre rapidement opérationnel.
Un bon potentiel lui permettra une évolution intéressante au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature
(lettre manuscrite, CV, photo et prét.) à JOHNSON & JOHNSON
D.R.H. - 29, avenue Mac Mahon - 75017 PARIS



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Soyez bien !

*Soyez bien, tout simplement comme les **femmes et les hommes** passionnés par l'informatique et qui intègrent Digital, le deuxième groupe informatique mondial.*

Ils sont bien parce qu'ils trouvent chez Digital une communication facile, le goût du dialogue, le sens de l'efficacité et une prise en compte de leurs aspirations...

Ils sont bien parce qu'ils travaillent dans un environnement professionnel ouvert, avec des gammes de produits performants (plus de 11 % du C.A. est consacré à la Recherche et au Développement) et parce qu'ils prennent part à des projets d'entreprise particulièrement dynamiques.

Instructeurs

Soyez bien, vous possédez une formation supérieure ou équivalente, une bonne connaissance de l'informatique, le goût de la pédagogie et de la communication ainsi que la maîtrise de la langue anglaise. Vous animerez des cours dans les domaines :

Logiciels de Bases et Applications — *Réf. M 94*

Matériels et Maintenance — *Réf. M 95*

Les postes sont à pourvoir à notre Centre de Formation d'Evry Ville Nouvelle.

Soyez bien, adressez votre candidature en précisant la référence du domaine choisi à Andrée ARNAULT - DIGITAL EQUIPMENT FRANCE 2, rue Gaston Crémieux B.P. 136 - EVRY Cedex.

N° 2 mondial de l'informatique

digital

Curriculum

ESSEC - HEC - ESC - EAP, DEBUTANT OU 1ère EXPERIENCE

PRENDRE EN MAIN NOTRE CONTROLE DE GESTION
TROIS ATOUTS POUR VOTRE CARRIERE ...

1er atout : l'ouverture.
Vous assurerez un contrôle de gestion complet - intégrant les budgets, l'analyse des résultats, et le développement de l'organisation. Vous intégrerez une entreprise complète, organisée en centres de profit, où l'aspect industriel et commercial sont étroitement liés.

2ème atout : la performance.
Nos systèmes et nos outils de gestion sont à la pointe de notre profession. Sans perdre de vue les règles françaises de gestion d'entreprise, vous travaillerez sur les modèles anglo-saxons développés dans notre groupe.

3ème atout : l'équilibre.
Au centre des réalités de notre entreprise, votre expérience vous ouvre des possiblités d'évolution internes évidentes. Vous connaîtrez à la fois le professionnalisme d'un groupe international et la réalité vivante, pragmatique, d'une entreprise moyenne (350 personnes).

Votre formation de base peut-être complétée par une première expérience au sein d'une direction financière. Ce n'est pas indispensable. Vous pratiquez l'Anglais. Le poste est basé dans une ville moyenne, à 200 km à l'Est de Paris.

Adressez votre candidature (en joignant votre photo et en indiquant éventuellement votre rémunération actuelle) à Jean-Louis CHAUCHE - COPERS, 1 rue Moncey 75009 Paris - sous référence FEM.

COPERS

PRECISION MECANIQUE LABINAL
7800 personnes - 20 usines - CA : 2 milliards de francs
recherche pour l'une de ses filiales

Telma
Leader sur le marché européen des ralentisseurs
60 % de l'activité à l'export

Ingénieur Assistance Technique Exportation

Formation : Ingénieur, Arts et Métiers, ESTACA, INSA, ENI ou équivalent.
Expérience 5 à 10 ans comme ingénieur technico-commercial si possible dans l'industrie automobile ou dans celle du poids lourd.
Il devra assurer la responsabilité du suivi des produits auprès des services études et après-ventes de constructeurs européens.
Le poste nécessite une parfaite maîtrise de l'anglais ainsi que de l'italien.
Fréquents déplacements à l'étranger.
Lieu de travail : CERGY PONTOISE (95).

Merci d'adresser CV et prétentions à :
PM LABINAL - Direction des Affaires Sociales
5, avenue Newton - 78380 BOIS D'ARCY.

pml précision mécanique labinal

SOCIETE INDUSTRIELLE (350 personnes) DU SECTEUR « ISOLATION THERMIQUE »
Filiale d'un Groupe Français de niveau international recherche :

délégué des ventes « industrie »

MISSION :
— sensibiliser et animer, avec l'appui du service technico-commercial, un réseau d'industriels du bâtiment sur les possibilités de nos lignes de produits minéraux et polystyrène,
— assumer la responsabilité et le développement d'un chiffre d'affaire actuel de 35 millions de francs.

PROFIL :
— 30 ans environ,
— formation niveau BAC technique ou DUT option « Techniques de vente ».

Expérience 2 / 3 ans dans un poste similaire.
Disponible pour déplacements fréquents.
Lieu de travail : **PARIS quartier ETOILE.**



nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS — Réf. 50111

LE CREDIT COOPERATIF

(siège situé à Nanterre Préfecture)
recherche

UN ou UNE

COMPTABLE

pour son service central de comptabilité qui aura pour mission de participer :
- à la mise à jour des plans comptables,
- à l'élaboration et au contrôle des procédures,
- à l'enregistrement et à la centralisation des écritures (en informatique et/ou manuellement),
- aux études pour la mise en place de comptabilité de sociétés nouvelles ayant un caractère spécifique.

Outre un DECS, ce gradé de bon niveau devra maitriser les techniques comptables impliquant une expérience de 4 à 5 ans dans un poste similaire et avoir de bonnes connaissances pratiques en matière de droit social et de fiscalité.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 3912
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris



Paris-8e

Filiale d'un grand groupe international, nous recherchons un cadre pour nos départements juridiques.

Intégré à la direction financière et juridique, vous assisterez, au départ, le responsable du contentieux commercial.

Une évolution au sein des services juridiques sera proposée.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat âgé de 30 ans environ, licencié en droit et possédant le certificat d'aptitude à la profession d'avocat.

Votre expérience réussie dans le domaine de la procédure commerciale et civile acquise, de préférence, chez un avocat est indispensable.

Enfin, une bonne connaissance de l'anglais constituerait un atout appréciable.

Lieu de travail : Paris-8e.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 2950/LM à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

SERETE (800 personnes), est une importante Société d'ingénierie française. Nous opérons en France et à l'étranger sur des projets industriels variés. Dans le cadre de notre développement, notre Direction du Personnel recherche :

Assistant formation

Votre intérêt pour l'entreprise vous a fait prendre conscience de l'importance de la formation et de la communication interne. Vous aspirez donc maintenant à évoluer vers la prise en charge progressive d'une fonction d'assistant formation et communication interne (expression des salariés, actions de progrès...). Le poste complet que nous vous proposons au sein de notre Direction du Personnel vous permettra d'acquérir rapidement des responsabilités motivantes et de solides compétences dans ces domaines.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur. Une formation complémentaire de gestion des entreprises sera appréciée.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 84-M-36 à SERETE, Service Recrutement, 86 rue Régnault 75013 Paris.



media-system

MATRA MICRO SYSTEMES

Pour répondre aux besoins croissants et complexes des entreprises et des organisations, notre Société conçoit et développe pour les professionnels des produits de type réseaux de micro-ordinateurs moyen et haut de gamme. Dans le cadre de ce développement, elle recherche un

Responsable promotion des ventes

Au sein de la Direction marketing, nous vous demanderons de proposer puis de mettre en œuvre la stratégie et les moyens d'information destinés à accompagner le lancement et la vente de nos systèmes.

Il vous appartiendra de concevoir, réaliser et diffuser les documentations commerciales correspondantes. Vous aurez ainsi à imaginer et organiser les actions publicitaires appropriées par média, expositions, conférences, etc.

Ce poste s'adresse à un professionnel, diplômé de grande école et parfaitement bilingue. A l'occasion de lancements réussis de produits grand public ou professionnel de large diffusion, il a su concilier créativité et gestion budgétaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Direction des Relations Humaines.

Avenue du Québec
Z.A. de Courtabœuf
B.P. 11 - 91944 LES ULIS

MATRA MICRO SYSTEMES

BANQUE ÉTRANGÈRE

QUARTIER OPÉRA
recherche son futur

RESPONSABLE SERVICE ORGANISATION CLASSE III OU IV

NOUS EXIGEONS :
une expérience similaire dans une banque de moyenne importance.

NOUS OFFRONS :
— de bonnes conditions de travail ;
— des possibilités d'évolution ;
— un salaire motivant en fonction des capacités.

Envoyer curriculum vitae + photo, sous N° T45.436 M, RÉGIE PRESSE, 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Société d'H.L.M.

recherche

UN CADRE AYANT LA MAITRISE DE LA GESTION FINANCIÈRE ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

d'opérations de promotion immobilières en PAP et PAL. Ce poste sera intégré dans une équipe pluridisciplinaire dépendant d'un responsable de programmes.

Adresser c.v. et rémunération souhaitée sous nº 45.462 M RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, PARIS-7e.



BANQUE

Importante banque nationale à vocation d'affaires

recherche plusieurs

EXPLOITANTS

HEC, ESSEC, SCIENCES PO...
Vous êtes des «Battants» avec un sens commercial développé.

Vous avez acquis une expérience de 4 ou 5 ans dans les services d'exploitation bancaire, clientèle entreprise.

Vous parlez l'anglais couramment.

Venez nous rejoindre et participer au développement de notre clientèle commerciale et industrielle.

Adresser lettre manuscrite,
Curriculum Vitae, photo et prétentions
sous réf. 93423 à notre conseil
Patrick Bruneteau
PJB INTERNATIONAL MANAGEMENT
8, rue Georges Ville
75116 PARIS

AFCOREM

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

EXATEC est un constructeur international d'ordinateurs *dont le système est compatible avec les « mini » d'I.B.M.* et supporte les PC's.

A la suite de notre rapide et puissante expansion sur le marché français, nous recherchons pour entrée immédiate un

MARKETING MANAGER (m/f)

Si vous êtes un Marketing & Sales Manager rodé aux exigences de la haute technologie, cette annonce vous concerne. Car nous vous proposons une très intéressante carrière : stimuler la croissance de notre société en France et, éventuellement, dans toute l'Europe. Parmi vos prérogatives, figurera également l'administration. *Et vous dépendrez uniquement de notre direction générale, située en Belgique.* Bien entendu, cette fonction appelle une personnalité agressive, décidée à mener à bien ses missions et possédant un réel sens de la stratégie.

Nous vous proposons une rémunération à votre niveau et de réelles possibilités de carrière.

Si cette fonction vous intéresse, envoyez dès aujourd'hui votre candidature accompagnée de votre C.V. détaillé et une photo au nº 287.922 M, RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Celui-ci nous transmettra votre courrier sans l'ouvrir.

Toutes les candidatures seront traitées avec la plus grande discrétion.

EXATEC computers

INGENIEUR COMMERCIAL
LUBRIFIANTS

Vous avez 28 - 30 ans environ.

Ingénieur chimiste ou mécanicien, vous possédez soit une formation complémentaire dans le domaine pétrolier, type IFP, soit *une expérience antérieure (labo ou commercial) dans une société concernée par le marché des lubrifiants.*

Vous êtes persévérant, volontaire, soucieux de faire la preuve de votre efficacité.

Nous avons un projet de développement important et nous vous proposons de promouvoir et commercialiser un groupe de produits additifs pour lubrifiants industriels et moteurs.

Basé à Rueil, vous effectuerez de courts mais fréquents déplacements sur l'ensemble du territoire Français.

Merci d'adresser votre C.V. + photo + rémunération actuelle à : Christiane MONTEIL, Département du Personnel, 2 rue Lionel TERRAY - 92506 RUEIL MALMAISON.

CIBA-GEIGY

Curriculum

THE CHASE MANHATTAN BANK N.A.

recherche pour sa

gestion titres
Gradé (e)

classe II ou IV

Expérience de 4 à 5 ans en administration, comptabilité et fiscalité des titres et SICAV.

Formation B.P. banque et bourse et connaissance de l'anglais souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée au Service Recrutement, 41 rue Cambon, 75001 Paris.

média-system

DU PONT

DU PONT DE NEMOURS (France) S.A.

recherche pour sa division SPECIALTY PRODUCTS

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

dont la mission est d'assurer et de promouvoir la vente d'un produit de la gamme DU PONT DE NEMOURS.

Le candidat, âgé de 25 ans minimum, doit justifier d'une formation d'ingénieur mécanicien ou chimiste et parler couramment l'anglais ainsi que l'espagnol ou l'italien.

Une première expérience dans la vente de produits techniques serait un atout.

Le candidat retenu recevra une formation complémentaire à Genève et aux États-Unis avant de prendre la responsabilité d'un territoire de vente.

Veuillez adresser C.V. et prétentions au Service du Personnel DU PONT DE NEMOURS (France) S.A., 9, rue de Vienne, 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

Laboratoire pharmaceutique, filiale du Groupe

SMITHKLINE BECKMAN

JEUNE FINANCIER H/F
CONTROLE de GESTION

USINE de LIMAY près MANTES - 78

POSTE :
- Analyse financière mensuelle de la production tableau de bord - étude des écarts
- *Préparation des budgets (coûts standards)*
- Etudes financières liées aux investissements.

PROFIL :
- *Diplôme Ecole de Commerce.*
- Première expérience contrôle gestion usine, avec utilisation de **l'outil informatique.**

L'établissement regroupe les avantages d'une structure de taille moyenne (120 personnes) tout en offrant des possibilités de progression au sein d'une Société internationale en expansion.

Ecrire avec CV, photo et desiderata LABORATOIRES GREMY LONGUET D.P. réf. LW - 12, Place de la Défense 92090 Paris la Défense Cedex 26

ESSELTE METO
N°1 DANS LE MATERIEL DE MARQUAGE

Trois ans après notre diversification dans la balance électronique de comptoir nous sommes au tout premier plan du marché. *Suite à une promotion interne,* nous recherchons un nouveau

CHEF DE PRODUIT
BALANCE

afin de contribuer à accroître encore notre succès.

De formation Grande Ecole (HEC, ESSEC,...) vous possédez de préférence une première expérience dans les produits d'équipement de magasins.

Nous vous confierons les missions suivantes :
- lancement de nouveaux produits
- préparation du plan marketing
- analyse et contrôle des résultats
- études de marché et de la concurrence
- *publicité, promotions*
- formation des vendeurs,...

Une excellente pratique de **l'Anglais** est indispensable pour évoluer dans notre groupe international.

Merci d'adresser votre candidature à M. WEBER Esselte Meto 112, avenue du Général Leclerc 78220 VIROFLAY

Curriculum

P.M.E. banlieue Ouest, un des Leaders Mondiaux dans sa spécialité recherche pour étoffer son service Technico-Commercial

JEUNE CHIMISTE ORGANICIEN ou BIOCHIMISTE

INGENIEUR DIPLOME ou NIVEAU 3è CYCLE.

Débutant accepté.

Bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer C.V. et prétent. à N. 3901 PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

---

SIEGE SOCIAL - PARIS
IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
recherche

JURISTE D'ENTREPRISE

3 à 5 ans d'expérience.

Au sein du service juridique, il participera à l'étude et à la résolution de problèmes juridiques variés : contrats et marchés, baux, propriété industrielle et contrats de licences, droit des sociétés, assurances, fiscalité d'entreprise, etc...

Anglais lu et rédigé indispensable.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 93405 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



recherche pour sa société annexe **LANDIMAT** qui assure l'exploitation et la pose de tous les supports *publicitaires,* un

Contrôleur de Gestion

Dans le cadre de son expansion, un nouveau poste est créé : assister le Directeur de l'Etablissement pour *prendre en charge toute* la gestion *administrative* de l'entreprise.

Elaborer, mettre en place et assurer le suivi d'outils performants pour une bonne gestion prévisionnelle, voilà le challenge que nous vous proposons.

Cette fonction implique de la rigueur, un esprit d'analyse et de synthèse, un sens aigu de l'organisation et le désir de collaborer en équipe.

Diplôme de l'enseignement supérieur ou D.E.C.S., vous avez acquis une première expérience d'au moins *trois ans en gestion, de préférence en P.M.I. La pratique* de l'outil informatique est demandée.

Lieu de travail : proche banlieue Nord.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 403 G à notre Conseil : **Marcelline BISESTI**, Conseil de Direction 11, rue La Boétie - 75008 PARIS

PROMODATA
SOCIETE DE LOCATION D'ORDINATEURS
recherche

ATTACHE ADMINISTRATIF

de formation I.U.T. pour lui confier des travaux de gestion des dossiers clients.

Adresser C.V., photo et prétentions à

LOCAFRANCE

Département Formation et Recrutement 43 / 47, *avenue de la Grande Armée* 75116 PARIS

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

recherche pour son **Bureau de Développement *de l'Entreprise Commerciale***

UN ATTACHÉ

MISSION :
information, animation, conseil aux chefs d'entreprise, formation, études diverses.

PROFIL :
ESC, licence ou maîtrise en droit ou sciences éco. Sens du contact et de la pédagogie. Expérience professionnelle commerce et/ou PME souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite, c.v. et photo à CCIP, Direction du Personnel et des Relations Sociales, 8, rue Chateaubriand, 75008 PARIS.

LA SOCIETE DES AUTOROUTES DU NORD ET DE L'EST DE LA FRANCE, recherche pour sa **Direction Exploitation de SENLIS (60)**

1 cadre HF

responsable du bureau chargé de la gestion (statistiques, budgets, abonnements PL, relations avec les garagistes, dépanneurs, gérants stations service et restaurants).

Le candidat devra :
- *être titulaire d'une maîtrise de sciences,* économiques ou d'une formation équivalente,
- être âgé d'environ 35 ans,
- justifier d'une solide expérience en matière de gestion statistiques et suivi de budgets etc...).
- Une expérience professionnelle d'une dizaine d'années est souhaitée, ainsi que des aptitudes à animer et à diriger une équipe, un excellent esprit de synthèse et une très bonne expression écrite et orale.

Salaire brut annuel entre **147 000 et 164 000 F** selon les compétences.

Adresser C.V. détaillé et photo à : **S.A.N.E.F.**, BP 73 - 60304 SENLIS.

Important organisme professionnel quartier Opéra recherche

UN ECONOMISTE

ayant goût de l'étude.

Formation maîtrise Sciences Eco option économétrie + Sciences Po (Ecofi) ou école équivalente.

Merci d'envoyer C.V. s / réf. 09 à Mr Chabannes

help international
12, rue Chabanais - 75002 PARIS.

Le Centre d'Informations financières organise des stages pour recruter des **CONSEILLERS COMMERCIAUX (H. F.).**
- Bonne présentation, goût des contacts à haut niveau *sens des responsabilités ;*
- Formation assurée, rémunération motivante, possibilités de promotion, pour Paris et banlieue ouest.

Tél. pour r.-vous : 500-24-03.
Pour banl. sud : 660-52-52.

ASSISTANTE DE DIRECTION

Formation supérieure Connaissances gestion, quelques années d'expér. 95.000 F par an.
Tél. pour r.-v. : 840-40-40 TRANSPORTS CHAUVIÈRE.

Sté de haute technologie dans *le domaine de l'engineering* pour l'industrie de l'énergie nucléaire rech. pour son bureau de PARIS :

JEUNES INGÉNIEURS

- ★ Mécaniciens, calcul-structure, ECP, ENCP, ENSAM, INSA, UTC,
- ★ débutants (recherche 1) ou,
- ★ 1 à 4 ans d'expérience professionnelle dans l'industrie de l'énergie électrique ou ses fournisseurs (recherche 2),
- ★ connaissances anglais et expérience informatique seront un atout.

La rémunération et les possibilités de carrière sont très intéressantes.

Env. C.V., photo et prétent. s/réf. 8.797 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Groupe de Stés de Services

RECH. JURISTE

débutant, titulaire D.A.E., droit social ou droit du personnel (ou niveau), pour mise en place et suivi des structures sociales obligatoires. Adr. C.V. et prét. à MEDIA-SYSTEM, 104, R. RÉAUMUR, PARIS-2e, serv. nº 11.948 qui transmettra.

SECRÉTAIRE pour petite équipe Energie + Inform. C.V. à RE-SOURCES 8, place J.-B. Clément, PARIS-19e.

---

secrétaires

Le Directeur Général d'une filiale d'un grand groupe d'Edition recherche :

SECRETAIRE DE DIRECTION

pour prendre en charge l'ensemble de son secrétariat personnel, l'organisation des circuits de documents, et certains travaux rédactionnels exécutés sur machines à traitement de texte.

Pour assurer rapidement de façon autonome les responsabilités du poste, il faut une excellente formation de base (minimum BTS), des intérêts culturels, et une expérience de quelques années dans la fonction.

Lieu de travail : **Paris Quartier Latin.**
Rémunération : 100.000 - 120.000 / an.

Merci d'écrire, en joignant C.V. détaillé sous réf. 492 M à Denis JOUSSET



plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

Siège important groupe industriel axé sur l'énergie **ROND POINT DES CHAMPS ELYSEES** recherche

Secrétaire
expérimentée

Formation BAC minimum + école de secrétariat. Quelques années d'expérience. Bonne ambiance de travail. Horaires souples. Rémunération motivante. Perspectives d'évolution.
Ecrire avec CV, photo et prétentions à

CEPIAD 135, Av. de Wagram 75017 Paris

Dessein

---

capitaux propositions commerciales

Cède cause retraite, entreprise bâtiment de gros-œuvre à ROUEN. C.A. 15 millions. Carnet de commande 1 an. Très bonne situation financière. Conditions à débattre. Ecr. s/nº 7.815 *le Monde Pub.,* service ANNONCES CLASSÉES, *5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

Chef d'entreprise cherche urgent 2 à 300.000 F sur 1 à 2 ans maxi. intérêts 15 %. Sérieuses garanties. Ecr. à : A CONTACT-2, pl. LYAUTEY, 78.000 VERSAILLES.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'ETRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 402, 09 PARIS.

L'État offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec *ou sans diplôme.* Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402, 09 PARIS.

travail à domicile

DACTYLO IBM
de vos manuscrits. 587-37-64.

Artisane effectue tous travaux de traitement de texte et dactylographie. 051-44-49.

Frappe de vos manuscrits, thèses sur I.B.M. rapide. Tél. : 750-95-00.

Secrétaire expérimentée tape thèses, manuscrits. Tél. : 555-95-50 p. 2951.

représentation offres

IMPORTANTE IMPRIMERIE CARTONNERIE ITALIENNE recherche pour le marché français

REPRÉSENTANT

Bien introduit dans le secteur

Ad. C.V. à TECNOSTYL, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS Tél. : 770-26-35.

REPRODUCTION INTERDITE

formation professionnelle formation professionnelle



Un métier dans :
L'ORGANISATION ET LA GESTION DE LA PRODUCTION
Le groupe B.T.E. propose :

— à des techniciens et ingénieurs, demandeurs d'emploi, un stage gratuit de :
SPECIALISTE EN GESTION DE LA PRODUCTION (durée 3 mois 1/2)

Début de l'action : Mai 1984

Cette session à temps plein est conventionnée par le F.N.E. et placée sous contrôle de l'A.F.P.A.;
Adressez vous auprès de votre A.N.P.E. ou prenez contact avec le B.T.E. ILE DE FRANCE 72, rue Jean Bonal 92250 - LA GARENNE COLOMBES Tél : 780.72.65

DEMANDES D'EMPLOIS

J. F., 22 ans, maîtrise AES, déb., cherche emploi marketing, études prévis., ressources hum. Aisance analyse et rédaction. Préf. Bretagne ou région par. Tél. h. b. (3) 918-34-71.

RESPONSABLE MARKETING souhaite seconder du 22/5 au 6/9/84 pour étude d'organis. de développ. ou de commercialisation chef d'entreprise PME/PMI de sté en création ou à développer Paris ou RER. Ecrire sous le n° T 45.470 M RÉGIE PRESSE 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Dirigeant d'entreprise 43 ans, format. sup., expert en gestion, marketing industrielle ch. poste direction du marketing et du développement à temps partiel et/ou à durée déterminée. Ecrire sous le n° T 45.460 M RÉGIE PRESSE 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

COUPLE QUARANTAINE cherche place à respons. dans chaîne hôtel commercialisant des séjours sans restauration. TÉL. : (8) 357-81-87.

Prof. comptabilité DECS, ch. p. rentrée 84, toutes régions. Ecr. s/n° 7.852 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTEUR PERSONNEL

(FEMME) 15 années expérience société multinationale, parfaitement bilingue anglais, français + bonnes notions espagnol. Pouvant assumer responsabilités administratives, recherche poste Paris, région parisienne ou midi. Ecrire n° 9.039 Parfrance, 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS qui transm.

Socio-économiste, exp. enseign., recherche 9 ans, au Brésil, cherche emploi ou mission. Ecr. s/n° 3.304 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JOURNALISTE 10 ans d'exp., presse professionnelle et mode étudierait ttes propos., piges. REWRITING, poste à temps complet ou non. Ecrire sous le n° T 45.476 M RÉGIE PRESSE 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

ATTACHÉE DIRECTION, format. commerc. jurid. administ. Sens respons. parl. anglais, italien. Exp. France, étranger, commer. international. Tél. : 763-42-26.

HAUT FONCTIONNAIRE, direction, la cinquantaine allègre, bien réalisé état d'apaisement administrative recherche poste responsabilité secrétariat général, direction générale conseiller président dans entreprise, organ. professionnelle et publique de préférence Paris, région parisienne. Ecr. s/n° 3.315 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Réalisateur de films et scénariste, ayant fait de nombreuses émissions T.V. prestigieuses recherche trav. complémentaire et compatible pour combler périodes creuses. Ecr. s/n° 3.313 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Direct. achat transp. DESS 3ème cycle, clé + 15 ans, expér. achat mark., organisat. gestion inform., ordo., lanc., import export angl., arabe, esp., ital., portug, cherche poste respons., initiative, organisation, achat ou logist., tte région, écrire journal. Ecr. s/n° 3.307 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 19 a. Sténo-Dactylo corresp. désirant entrer ds vie active ch. emploi début juillet, préf. région Enghien, Eaubonne ou pr. gares Nord, St-Lazare. Ecr. s/n° 6.619 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ESPAGNE

H., universitaire, Quadrilingue, excellent gestionnaire et commercial, ch. situation en Espagne dans TOURISME, Hôtellerie P.M.E. Ecr. s/n° 6.619 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

IRLANDAIS, 24 ans, cherche travail dans ferme française pendant l'été. Expérience animaux et mécanique. S'adr. à : P. McGOWAN, Newhaggard, Trim, Co. Meath, Ireland.

J. EUROPÉEN, 29 ans, sc. écon., allem., langue maternelle, angl. exp. 4 ans, gest. export et crédit, dispon. de suite, ouvert à toute propos., tous domaines. Tél. : 331-06-08.

J. F., 22 ans, B.E.P. comptable, saisie informatique, ch. place stable, aide compt. 682-45-80.

l'agenda du Monde

Particuliers (offres)

A. v. tandem Motobécane neuf, bleu, 2 500 F (valeur : 3 600 F). Tél. ap 20 h. 16 (4) 421-41-67.

Achat Livres

HENRI-LAFFITTE Achat comptant de LIVRES. 13, r. de Buci-6e. 326-68-28.

Bijoux

BIJOUX ANCIENS BAGUES ROMANTIQUES se choisissent chez GILLET 19, r. d'Arcole, 4e. 354-00-83 ACHAT BIJOUX OR-ARGENT. Métro Cité ou Hôtel-de-Ville.

Si vous vendez : Bijoux, or, débris, pièces, etc., ne faites rien sans téléphoner : 588-74-36.

COMPTOIR FRANÇAIS ACHÈTE COMPTANT BEAUX BIJOUX ANCIENS et DÉBRIS OR, OR DENTAIRE OBJETS D'ART, BIBELOTS HORLOGERIE, LETTRES ET TIMBRES-POSTE TÉL. : 227-40-54 + 14, bd Courcelles, Mo Villiers.

ACHAT OR BIJOUX ANCIENS Brillants, débris or PAUL TERRIER - 225-47-77 35, rue du Colisée, 75008. Métro Saint-Philippe-du-Roule.

Carrelages

DIRECT USINES GRD choix — TTES MARQUES Mr BOCAREL 357-09-48 + 113, Av. Parmentier Paris 11e.

Cours

BÉNÉVOLEMENT séances de conversation en anglais. ts niv. et angl. d'aff. tél : 919-41-82.

MATHÉMATIQUE, PHYSIQUE Toutes classes secondaires MATH. SUP. SPÉCIALE Prof. expérimenté. 559-11-71.

COURS DE PIANO et initiation musicale par ancien élève du conservat. de Berlin. Téléphone : 329-82-13.

Famille ch. h. ou f. compét., enseignant ou niveau études sup. pouvant suivre études 2 enfants niveau CM 1 et 5e, 3 super [illegible] par semaine. Année scolaire 84-85. Quartier Paris-15e, Émile-Zola. Ecrire sous le n° 45.457 M RÉGIE PRESSE 85 bis, r. de Monttessuy, 75007 Paris.

Cuisine

Promotion kitchenette Evier, cuisson, meuble, frigo, robinet. en 1 mois 2.600 F. Paris SANITOR 21, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris-6e, ouvert le samedi. Téléphone : 222-44-44.

Détectives

AF.I. J.B KINSON 538-70-09 3, rue de l'Arrivée, PARIS-15e TOUTES MISSIONS RAPPORTS UTILISABLES DEVANT LES TRIBUNAUX FACILITÉS DE PAIEMENT.

Transports

Artisan transporteur basé dans le 60, 15 ans exp., ch travail à l'année, possédant 1800 kg. 18 m3 :(4) 485-03-65.

Enseignement

ENGLISH IN ENGLAND

Au bord de mer (100 km de Londres), notre hôtel de 100 chambres de renommée mondiale et, située dans le même bâtiment, notre école d'anglais aussi célèbre vous accueilleront (école fondée en 1967 et reconnue par le British Council). £ 16.00 par jour : leçons, repas et logements compris (hôtel ou famille).

25 % DE RÉDUCTION pour un séjour de 90 jours ou plus (cours spéciaux, examens de Cambridge inclus). PAYABLE EN FRANCE

Ecrire **REGENCY SCHOOL OF ENGLISH** Ramsgate, Kent, Angleterre. Tél. 843-59-1212. Télex 96454 ou Mme BOUILLON, 4, rue de la Persévérance, EAUBONNE 95. Téléphone : (3) 959-26-33 (soirée).
Pas de limite d'âge, pas de séjour maximum.
Ouvert toute l'année. Cours spéciaux vacances scolaires.

Instruments de musique

PIANOS D'OCCASION 1/4 de queue, 1/2 queue, grdes marques présentées par accord., 15 % de rem. s/pianos neufs 10, RUE JEAN-MACÉ Jeudi 14 h à 19 h. 370-88-94.

Moquettes

MOQUETTES 1er CHOIX 100.000 m² Tous types et coloris Prix entrepot Pose assurée — 757-19-19 BINEAU MOKET'S

A SAISIR **MOQUETTE 100% pure laine PRIX POSÉE 79,50 F** T.T.C. le m² TÉLÉPHONE : 658-81-12.

Nettoyage

NETTOYAGE quotidien et périodique, tous locaux. INTER SERVICE 207-53-00.

Philatélie

ACHÈTE CHER COLLECTION TIMBRES FRANCE EUROPE OUTRE MER. TÉL. 359-76-66.

Papiers Japonais

PAPIERS JAPONAIS Avec les prix directs CAP, vous trouverez maintenant du papier japonais de première qualité **A PARTIR DE 180 F** le rouleau (7,80 m × 0,91 m). Grand choix de coloris et de pailles disponibles sur stock. Nouvelle collection de liège en rouleaux sur papier de couleurs. MAGASINS D'EXPOSITION : CAP, 37, rue de Cîteaux, 75012 Paris. Tél. 307-24-01. CAP, 27, avenue Rapp, 75007 Paris. Tél. 555-88-22. CAP, 47, Cours de la Liberté, 69003 Lyon. Tél. (7) 860-02-54. Vente par correspondance. Documentation complète et échantillon contre 10 F par chèque.

Séjours linguistiques

Angleterre (10 — 17 ans) U.S.A. (12 — 21 ans). Eté Encadrés par profs. 322-88-14.

Vacances Tourisme Loisirs

Vacances d'été Découvrez le Haute Doubs et ses randonnées pédestres avec Yves et Liliane qui vous accueillent dans leur belle ferme du XVIIe rénovée tout confort, chambres avec salle de bains privée, cuisine et pain maison cuit au feu de bois. Table d'hôtes limitée à douze personnes semaine du samedi au dimanche 1 660 F. Pens. complète, vin et accompagnement. Le Crêt l'Agneau, 25650 MONTBENOIT Tél. 16 (81) 38-12-51

Driscoll House Hôtel 200 chambres à un lit. Demi-pension. $ 50 par semaine adultes entre 21-60 ans. S'adresser à 112, New Kent Road London SE 1 Téléphone : 01-703-4176.

CRAYSSAC 46 LOT (15 km Cahors — 5 km Castus) part. loue GÎTE RURAL indépendant dans gd terrain boisé. Tt cft (séjour avec cheminée, cuisine, 2 ch., w.c. s. de bns). Pêche, baignade, équitation, randonnées, gastronomie. Libre juin et septembre. Téléph. M.Dastel (16) 65 20-03-77.

CROISIÈRE INÉDITE Iles grecques et côte turque grand YACHT privé 36 mètres Juillet-Août 3.000 à 4.750 F pour 8 jours, repas, équipage, sports compris. De Rhodes et de Mararis TEL. (1) 296-21-37.

COTE-D'AZUR *** Location de mobil-homes près d'Hyères, 5 km de la mer. Piscine magnifique, bar, restaurant, self-service. Documentation et réservation. LENDRUM CONTINENTAL CARAVANS, HOLIDAY GIAVIS. La Moutonne. (94) 38-87-43.

LA CRAU VAR.

BRETAGNE FINISTERE, loc. 7 pers., mer 2 km, poss. 2 famil. Gd ter. Juin, sept. 5.000 F Juil., Août 8.000 F. (98) 42-09-08 — 89-93-84.

LOCATION CAP-D'AGDE LANGUEDOC MÉDITERRANÉE LOGEMENTS SÉLECTIONNÉS TARIF SANS SURPRISE 3e SEMAINE GRATUITE. Ecrire AGENCE MERCURE 34300 CAP-D'AGDE (C).

Spécial jeunes

GRANDES VACANCES Yonne Les Lutins 3-12 1/2 ans. Poney poterie vie familiale, Petit effectif 3-6 ans 30 % remises. Mai juin (86) 66-05-52.

Troisième âge

RÉSIDENCE les CEDRES 10' Pte Italie, Paris tourisme, repos retraite reçoit toutes personnes, tous âges, valides, semi-valides, handicapés. Soins assurés. Petits animaux familiers acceptés. 33, av. de Vitry, 94800 VILLEJUIF. (1) 726-89-63—(1) 638-34-14.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

A VENDRE OPEL BERLINA 7 cv 11 mois (sous garantie) ÉTAT IMPECCABLE Téléphoner 010-73-78. MERCIER Alain.

A vendre, Renault 12 TL, km 75.500. Année 1979. Prix : 15.000. S'adresser à M. Giroux Michel. Tél. : 495-44-74.

de 12 à 16 C.V.

VEND COUPÉ MERCEDES 250 C.E. ETAT EXCEPTIONNEL Téléphone : 434-47-23 ou 009-38-45.

plus de 16 C.V.

CABRIOLET MUSTANG MACH 1 Excellent état général. 48.000 F. Tél. : 243-44-24.

BMW CONCESSIONNAIRE G.A.P. PANTIN 216, Av JEAN LOLIVE N. 3 - 93500 PANTIN 840.40.64

BMW CONCESSIONNAIRE G.A.P. WAGRAM 25, RUE CARDINET 75017 PARIS 267.31.00

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

ARCHIVES RENOVATION de luxe appts en duplex s/jardin à la française. park., SIGEDIM 296-63-33.

4e arrdt

BASTILLE beau STUDIO, cuis., bains, WC REFAIT NEUF. Sur PL 14/18 h. vend. samedi. 11, RUE JEAN-BEAUSIRE

ILE ST-LOUIS-S/VERDURE. Dble liv. + 2 chbres, 2 bains. 80 m² + chbre serv., soleil. IMMEUBLE GD STANDING LAGARDE — 326-22-63.

MARAIS Pptaire vend STUDIO, 2 pièces, 3/4 pièces. Libres tout confort, refait neuf. RCI 758-12-21.

5e arrdt

PRES SEINE et NOTRE-DAME, 3 P. EN DUPLEX 80 m², CHARME. Poutres, ts b. ét. Soleil. LITTRE 544-44-45.

JARDIN DES PLANTES Beau studio tt cft 5e étage, asc., ref. nf, urgt, 634-13-18.

6e arrdt

STUDIO SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS Clair et calme. Directement propriét. : 329-58-65.

ODÉON Immeuble directoire, beau living + chbre 60 m². CHARME PLEIN SOLEIL. LITTRE 544-44-45.

8e arrdt

MALESHERBES Très gd stdg liv. + 2 ch. TIFFEN 562-04-68.

9e arrdt

ST-GEORGES 5 P. 140 m² bel imm. bourgeois, occupé homme 84 ans, 500.000 F compt + crédit vendeur. VERNEL 526-01-50.

12e arrdt

RUE DE REUILLY à saisir magnifique duplex 2/3 pièces, charme, caractère, 530.000 COGEFIM 347-57-07.

13e arrdt

GLACIERE. MAISON en bon état sur 2 niveaux, 106 m², garage, gren. amén., jardinet. Prix : 1.800.000 F.

LERMS 535-14-40.

GOBELINS 2 p., 50 m², 5e étage, bel immeuble ancien. SIGEDIM 296-63-33.

QUARTIER TOLBIAC deux 2 p. à vdre. 400 000 F, 410 000 F. Ts rens 589-91-48.

PATAY TOLBIAC dans immeuble ancien sans asc. 5e étage, 2 p. à vendre, 240.000 F. Tél. : 589-91-48.

14e arrdt

Métro PLAISANCE Bel imm. p. de taille, 2 p., entrée, cuisine, bains, refait neuf, 3e étage sur rue. 634-13-18.

15e arrdt

CECOGI construit : **329, RUE LECOURBE** IMMEUBLE GRAND STANDING **2 et 3 PIÈCES**
— 2 pièces à partir de 709.400 F.
— 3 pièces à partir de 948.900 F.
LIVRAISON IMMÉDIATE. Bureau de vente ouvert :
— Mercredi au vendredi de 14 h. à 19 heures.
— Samedi de 10 h 30 à 13 h.30.
Téléphone : 575-62-79.

FRONT SEINE, beau duplex 128 m² liv. + 3 chb. Vue imp. T. 633-29-17 — 577-39-38.

CONVENTION Très grand studio, état neuf. Prix : 320.000 F. 206-15-30.

16e arrdt

3 p. Ranelagh . . 530.000 F
4 P. Trocadéro . . 820.000 F
7 P. Spontini . . 4.200.000 F
Jean FEUILLADE - 566-00-75

Métro RANELAGH Imm. récent tout confort, parking, près bois, living double, 2 chambres, cuisine, bains, 90 m² + 100 m² de jardin privatif, 62, BD SUCHET. Mercredi, jeudi 14 h 30 à 17 h.

PRÈS VICTOR-HUGO dans immeuble pierre de taille propriétaire vend 2/3 pièces LIBRES 2, 3, 4, 5 pièces OCCUPÉES et dernier étage à aménager. RCI 758-12-21.

17e arrdt

Wagram-Villiers : 703-32-31 **300 m² GD STANDING.** Dans bel immeuble ART-DECO. Tt cft, 5e étage, splendide living + chambre sur balcon. Exceptionnel : 878-41-65.

ÉTOILE, 3 PIÈCES tt cft, standing, 990 000 F, IMMO MARCADET 252-01-82.

18e arrdt

CECOGI construit : Résidence « MAIRIE du 18e » **53, RUE DU SIMPLON STUDIO, 2, 3 P., PARK.**
— Studio à partir . . 322.500 F
— 2 P. à partir . . . 447.900 F
— 3 P. à partir . . . 680.500 F
OFFRE EXCEPTIONNELLE 3 P. PRET CONVENTIONNÉ à 683.945 F
Bureau de vente ouvert : mardi, jeudi et samedi, de 14 heures à 19 heures, ou Tél. : 575-62-78

Jules-Joffrin — Studio, entrée, cuis., 2e ét., 148.000 F. Bonne exposition. Tél. : 286-19-00.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY TERRASSE 3 réceptions, 3 chambres, gar. Prix élevé. 567-47-67 matin.

BOULOGNE 3 PIÈCES, 320.000 F; Tous les jours 12 h 30-13 h 30 91 bis, rue d'Aguesseau, 4e étage. Tél. : 735-70-87.

PUTEAUX près bois beau 2 p., récent, tt cft, 5e, ascenseur, soleil, sur jardin, 310.000 F. 566-41-20 ou ☆

SAINT-CLOUD proche métro, bus, train, 3 p., cuisine, salle de bains, stdg, poss. box, 602-67-79 et 820-64-49 (rép.).

PENTHOUSE CHAVILLE appt personnel architecte, cause retraite, 11e ét. duplex, 145 m² 2/3 ch., 2 bns, cheminée, charpente entourée, terrasse privative plantée 300 m² avec piscine, cave, garage, 2.400.000 F H.B. 520-35-49.

94 Val-de-Marne

SAINT-MANDÉ Appartement 140 m², soleil, réception 52 m², 3 chambres. Téléphone : 373-05-81.

Charenton-le-Pont. Superbe appartement dans authentique **PAVILL. DE CHASSE** 1 living, 3 chbres, hauteur de plafond 3,60 m. Exceptionnel 1.300.000. 549-17-17.

GENTILLY métro PORTE-D'ITALIE 2, 3, 4, 5 PIÈCES **SUR JARDINS PRÊTS CONVENTIONNÉS** taux préférentiels LIBÉRÉ DE PARIS 45, avenue Jean-Jaurès. LIVRAISON IMMÉDIATE. Bureau de vente sur place : lundi, jeudi, vendredi de 14 h à 19 h. Week-end de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. T. 546-07-73, 365-03-23.

Province

HOULGATE 20 mètres de la plage vue sur la mer APPARTEMENT DE 40 m² SITUÉ AU 1er ÉTAGE Très ensoleillé, particulièrement impecc., de villa de caractère. 2 p., s. de bains, w.-c., coin cuis. éq., 5 portes-fenêtres, cheminée, chff. rad. élec., ent. neufs, porte blindée Fichet, petite cave, très faibles charges. Prix 310.000 F. T. 982-25-53 ou 961-12-77.

appartements achats

Recherche urgent 110 à 140 m² Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e. Paie cpt chez notaire, 873-67-80 même le soir.

Recherche 1 à 3 p. PARIS, préf. 5e, 6e, 7e, 12e, 14e, 15e, 16e av. ou ss travx. PAIE CPT chez not., 873-20-67 même le soir.

GROUPE DORESSAY rech. pour DIPLOMATES **APPTS 150 A 250 M2** ACHAT OU LOCATION rive gauche, 8e, 17e, Neuilly. Téléphone : 624-93-33.

Jean FEUILLADE, 54, av. La Motte-Picquet 15e 566-00-75. Paie compt., 15e, 7e arrdts. IMMEUBLES même occupés.

AGENCE DE L'ÉTOILE DÉPART. INTERNATIONAL recherche pour clients sérieux 80 à 200 m², 16e, 17e, 8e, 7e, % INTÉRESSANT réservés aux indicateurs. **380-26-08** 7, av. Carnot, PARIS-17e.

locations non meublées demandes

Paris

Pour loger cadres supérieurs et employés mutés IMPORTANT GROUPE BANCAIRE rech. DES APPTS 2 à 8 P. même, loyer élevé ou villas Paris-banlieue 504-90-00 poste 12.

Agence allemande recherche studios et appts à Paris en vue de location pour semaine et plus à clientèle allemande. Rens. le soir 916-32-19.

PROFESSEUR DE MUSIQUE recherche studio confortable ou chambre avec cuisine, salle de bains, téléphone. Quartiers gare de l'Est ou du Nord, 15e, 17e arrdt. Tél. Me Martine Rozé 16 (4) 452-19-20.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas toutes banl. loyer garand. 889-89-66, 283-57-02.

Urgent cherche cause décès, location pavillon avec réception, 40 m² minimum, 3 chambres, dont une avec salle de bns au r.-de-ch., tt cft. jardin. Sèvres, Ville-d'Avray, Meudon, Chaville, Viroflay. Téléphoner au 630-95-89, bureau ou 024-01-22, le soir ou écrire à Pierre LEMANN, 8, place Stalingrad, Viroflay.

locations non meublées offres

Paris

Les particuliers ont des LOGEMENTS A LOUER. Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles. OFFICE DES LOCATAIRES. Téléphone : 296-58-46.

SUFFREN beau 2 pièces tt cft, 5e étage, asc., 3.600 F. ttes ch. comp. T. 387-38-45.

Région parisienne

Organisme HLM Est région parisienne, 30 mn par SNCF, propose en location F3/F4 (construction 63/71). Loyer + ch. F4 : 1 398,31 F et 1 676 F. Envoyer candidature avec fiche familiale d'état civil, bulletin de salaire et quittance de loyer. Ecr. s/n° 7.841 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

locations meublées offres

Région parisienne

A louer meublé PAVILLON à NOISY-LE-GRAND - (Marne-la-Vallée), quartier résid., RER, train. Sé., cuis., 3 ch., s. de bns, w.-c., gd grenier, jardin, 4 000 F mensuels pr 15 mois, oct. 84 à janv. 86, 303-25-43.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE 8, av. Messine, 75008 PARIS APPARTEMENT STANDING UNIQUEMENT. **TÉL. : 562-78-99.**

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing, 4 pièces et plus. 285-11-08.

immeubles

IMMEUBLE 3000 m² bureaux loués 1.100.000/an 11 millions. Téléphone : 502-13-43.

DÉFENSE 6000 m² commercial, loués, très bon rap. Michel BERNARD. Téléphone : 502-13-43.

IMMEUBLE 550 m² bureaux loués 330.000 par an. 3.300.000 F. Michel Bernard. Téléphone : 502-13-43.

A vendre par adjudication le 28 JUIN 1984 **CHARTRES HOTEL DE FRANCE** Immeuble libre de toute jouissance dans lequel était exploité hôtel, bar, restaurant. Surface au sol : 1 726 m². MISE A PRIX 4 000 000 de francs. Pour tous renseignements PIERRAT syndic, cité Reverdy à Chartres. Tél. : (37) 28-43-32.

pavillons

BOULOGNE, pavillon 3 p., cuis., bains, s/sol, jardinet. Prix 610.000 F. 327-55-04.

SAINT-MAUR, résidentiel, 1981/82 RER et commerces, 9 pièces, cuis. éq., gar. 2 voit., [illegible], jardin bien chez soi, 1.600.000 F, 885-76-64.

maisons de campagne

A VENDRE A **DESCARTES** (Indre-et-Loire), maison 3 p., cuis., cave, gar., jardin, chauff. cent. poss. d'agrandissement (2 p.), s. de bns aménageable. Prix 200.000 F, à débattre. Ecr. s/n° 6 617 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

propriétés

BOURGOGNE 20 km autor. **ANCIEN COUVENT** aménagé 7 pièces principales tout confort, dépendances, état exceptionnel, parc paysagé 1 ha. Prix 1 300 000 F. VERNEL 526-01-50.

78-RENNEMOULIN, TRES BELLE MAISON. Récept. + 6 chambres, 2 bns, garage, salle de jeux, jardin 1500 m², px : 1.500.000 F. GARBI - 567-22-88.

manoirs

A VENDRE
— BOURBONNAIS : petit château avec dépend. et parc 8 ha, rénov. à prévoir.
— PETIT MANOIR 7/8 p., confort, jardin. Confins NIÈVRE-ALLIER. Cabinet J. DERVAULT, BP 68 03002 MOULINS Cedex. Téléphone : (70) 44-50-52.

domaines

A VENDRE LIBRE Excellent domaine herbager de 250 hectares en **COTE-D'OR (Auxois)** avec possibilité division. Superbe habitation 12 pièces, grand confort + autres bâtiments d'exploitation modernes. Possibilité reconversion céréales sur partie. SOCIÉTÉ BRISAC FRÈRES BP 1141, 21027 Dijon Cedex. TÉL. : (80) 30-21-62.

viagers

Exceptionnel, 10 km Paris Sud Magn. propriété + pavill. gard. rés. s/3.500 m². Occ. couple 75 a. 280.000 F + 15.000 F. LAPOUS - 554-28-66

Occupé couple 88/81 ans, gd 3 P., tt cft, 4e ét., soleil. Près Mo République. Appt bien distribué 155.000 + 2.000 F. CRUZ, 8, r. La Boétie, 266-19-00.

F. CRUZ 266-19-00 8, RUE LA BOETIE, 8e Px rentes indexées garanties. Etude gratuite discrète.

LIBRE 10e, STUDIO Cft, 70.000 F + 1.400 F/mois. Téléphone : 269-05-43.

BEAUMONT-SUR-OISE. Pav. 4 pièces, tt cft à moderniser, occupé couple 82/84 ans. Prix 105.000 cpt + rente 3 000/mois. Tél. 266-19-00.

immobilier d'entreprise et commercial



bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL **DOMICILIATIONS** SARL — RC — RM Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques. **TÉL. : 355-17-50.**

DOMICILIATION 16e, CHAMPS-ÉLYSÉES 140 A 340 F PAR MOIS. **CIDES — 723-82-10.**

VOTRE SIÈGE SOCIAL R.C. 180 F, SARL 180 F. Constitution rapide de sté G.S.M.P.-4, rue des Deux-Avenues, 13e. 586-85-11. 54, rue Crimée, 19e. 607-62-00.

VOTRE SIÈGE SOCIAL 92 Secrétariat, tél., télex, loc. burx meublés, Boulogne. Démarches, constitution stés. ACTE 92 - 603-38-32.

CRÉATEURS d'entreprise ! disponible à Paris et Province **SIÈGES SOCIAUX** et adresses commerciales loc. bureaux meublés, secrét., télex **CONSTITUTIONS STÉS.** prix compétitifs, délais rapides **ASPAC 293.60.50+**

locaux commerciaux

Ventes

15e CAMBRONNE A VENDRE 380 m², div. locaux + 100 m² s/sol. GARBI 567-22-88.

locaux industriels

Ventes

BATIMENTS INDUSTRIALISÉS COMMENT PAYER MOINS CHER Les Etablissements PRIVE commercialisent directement les bâtiments industrialisés (80 m² et +) de leur fabrication. Cette vente directe permettra à l'acheteur de réaliser de notables économies aux conditions suivantes :
— S'occuper lui-même du chantier ;
— Faire réaliser une dalle en béton par un maçon ;
— Faire son affaire du montage ou accepter une facturation séparée pour le montage.

Les bâtiments peuvent servir d'entrepôts ou d'ateliers et, avec aménagement, de magasins et même de bureaux.

Adresser demande à PRIVE S.A., B.P. 30, 94701 MAISONS-ALFORT CEDEX sous référence 52. Tél. : 375-84-00, poste 52.

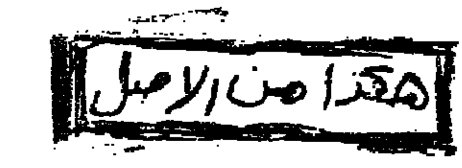
هكذا من الأصل

GESTETNER
LA CONFIANCE INEBRANLABLE.

Avec Gestetner, n'hésitez pas à placer votre confiance très haut : au zénith !
Pour Gestetner, la confiance n'est pas simplement une déclaration de principe, c'est une véritable philosophie d'entreprise. La confiance dont bénéficie Gestetner, nous l'avons gagnée tout au long des 100 années passées au service des enteprises : d'homme à homme. Partout en France, vous pouvez établir un contact direct avec Gestetner par l'intermédiaire de ses 42 succursales et y trouver conseils et assistance. 1.800 hommes et femmes de confiance, des produits dont la réputation de sérieux et de qualité n'est plus à faire, tout cela prouve que pour Gestetner la confiance n'est pas un vain mot.

PHOTOCOPIEURS GESTETNER : QUESTION DE CONFIANCE.

Gestetner



هكذا من الأصل

Le Monde

économie

CONJONCTURE

LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE DE 1983

Le premier ministre répond à M. Barre

Le premier ministre, M. Pierre Mauroy, a rendu publique, mardi 8 mai, une longue réponse à la question écrite posée, fin avril, par son prédécesseur à l'Hôtel Matignon, M. Raymond Barre, sur l'exécution du budget 1983 et la charge des emprunts extérieurs de l'Etat.

L'ancien premier ministre avait demandé une explication sur une réduction spectaculaire du déficit du budget de l'Etat entre le 30 novembre et le 31 décembre 1983. S'appuyant sur des chiffres officiels, M. Barre constatait une réduction de 157,5 à 129,8 milliards de francs du déficit dans le dernier mois de l'année, une évolution qui, expliquait-il, n'avait pas été observée avec la même ampleur en décembre 1982.

Le premier ministre fournit les réponses suivantes :

« *Si on compare, sur la période considérée, des données homogènes, le déficit d'exécution de la loi de finances pour 1983 ressortait à la fin du mois de novembre à 166,53 milliards de francs et le déficit définitif à 129,79 milliards de francs. Ces chiffres marquent un gain de 36,74 milliards de francs sur les derniers mois de l'exercice, alors qu'il atteignait 27,41 milliards de francs en 1982. L'amélioration relative observée à la fin de 1983 est donc supérieure de 9,3 milliards de francs, et non de 21,4 milliards de francs, à celle constatée l'année précédente.* »

M. Barre avait avancé le chiffre de 21,4 milliards de francs

M. Mauroy justifie ainsi l'amélioration de la situation du budget à la fin de l'année 1983 (malgré des rentrées fiscales inférieures aux prévisions) : le solde du compte d'avance aux collectivités locales s'est amélioré plus qu'en 1982 (de 6,2 milliards de francs) ; les comptes spéciaux du Trésor se sont améliorés (10 milliards de différence entre fin 1982 et fin 1983) grâce notamment au remboursement de 5 milliards de francs effectué par le CACOM (1) à l'Etat.

Répondant ensuite à M. Barre sur le point de savoir si le solde d'exécution du budget ne devait pas — maintenant — tenir compte des opérations du Fonds de stabilisation des changes (puisque les réserves en devises du pays proviennent d'emprunts effectués à l'étranger et supportent donc des changes d'intérêts coûteuses), M. Mauroy précise : « *La prise en compte du FSC aurait permit en 1982 d'améliorer le résultat d'exécution présenté. Le gouvernement a néanmoins décidé à l'époque de respecter la présentation adoptée depuis 1978. On ne saurait aujourd'hui lui reprocher d'en faire de même pour 1983. Les variations du stock de devises constituent des mouvements dont la signification est bien différente de celle des dépenses et recettes traditionnelles. Il s'agit pour partie de variations comptables qui ne donnent pas lieu à des versements ou à des encaissements effectifs. De même, les intérêts versés et reçus sur les emprunts extérieurs ne sont pas comparables à la charge de la dette publique interne : ces emprunts extérieurs ne sont en aucun cas affectés au financement des opérations budgétaires courantes puisqu'ils servent exclusivement à conforter les réserves de changes. Leur produit a donc été stérilisé et les devises empruntées déposées au Fonds de stabilisation des changes où elles produisent d'ailleurs, le cas échéant, des intérêts.* »

(1) La Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme (CACOM), créée à la fin de la IVe République, était dotée d'une dizaine de milliards de francs. Placée entre le Trésor et le Crédit foncier, elle prêtait de l'argent à ce dernier à faible taux d'intérêt (le Crédit foncier versait des intérêts à la CACOM). La CACOM ayant remboursé une grande partie de sa dotation à l'Etat, on peut se demander si le Crédit foncier ne devra pas maintenant demander au budget de bonifier lui-même les crédits à la construction.

« IL EST PRÉMATURÉ D'ANNONCER DES RÉDUCTIONS D'IMPOTS », déclare M. Mauroy

M. Pierre Mauroy a précisé, mardi 8 mai, « *qu'il était prématuré d'annoncer quoi que ce soit en ce qui concerne les récductions d'impôts* », et notamment à propos de la taxe professionnelle. Le premier ministre répondait au téléphone aux questions d'une journaliste de TF 1 depuis l'hôpital du Val-de-Grâce.

● **Légère augmentation des réserves de change.** — Les réserves officielles de change de la France s'élevaient à 430,1 milliards de francs fin mars, en augmentation de 1,18 milliard de francs par rapport au mois précédent. En un an, les réserves de devises ont augmenté de 79 milliards de francs (elles étaient de 351,1 milliards de francs à la fin du mois de mars 1983).



AFFAIRES

Le conseil des ministres adopte un plan de « redéploiement » des pêches maritimes

La pêche française sort des frontières de l'Hexagone et des limites de la CEE. Au nom du redéploiement, les chalutiers doivent chercher ailleurs que dans la mer du Nord, le golfe de Gascogne ou le traditionnel plateau continental, leurs ressources.

C'est le sens de la communication que devait présenter, le 9 mai, au conseil des ministres, M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer.

Le redéploiement des pêches maritimes françaises est à la fois une nécessité et un atout. Une nécessité parce que les zones de capture traditionnelles tendent à s'épuiser et chaque pays, qui a institué depuis 1977 des zones économiques de 200 milles, veut, à juste titre, protéger ses richesses en matières premières minérales et en poisson ; un atout car, grâce à ses départements et territoires d'outre-mer, l'espace maritime sur lequel la France exerce sa souveraineté représente quelque 11 millions de kilomètres carrés : 700 000 dans l'océan Atlantique ; 7,6 millions dans le Pacifique, et 2,7 millions dans l'océan Indien. Alors que la gestion de 1 million de kilomètres carrés (les eaux de l'Atlantique et la ceinture de l'île de la Réunion) relèvent du droit communautaire, donc de la politique commune élaborée par les Dix, celle des dix autres millions de kilomètres carrés est sous la seule responsabilité de la France.

Evidemment, l'essentiel de l'activité des chalutiers artisanaux ou industriels s'exerce dans les eaux de l'Europe ou en bordure même des côtes françaises mais, de plus en plus, les navires jettent leurs chaluts dans les mers qui bordent les pays tiers à partir de « positions » que la France maintient, soit grâce à ses DOM-TOM, soit grâce à des relations privilégiées anciennes avec plusieurs Etats d'Afrique occidentale, soit enfin en vertu d'accords bilatéraux ou communautaires.

● *La zone de l'Atlantique nord.* — La Communauté a conclu des accords avec la Norvège, la Suède, les îles Féroé et la Finlande. A partir du 1er janvier 1985, entrera en vigueur un arrangement avec le Groenland, ce qui est important pour les chalutiers français qui capturent dans ces parages quelque 12 000 tonnes.

Le nœud du contentieux concerne le Canada et le renouvellement de l'accord bilatéral conclu avec ce pays en 1972 (très avantageux pour la France). Les possibilités de capture représentent environ *50 000 tonnes*, essentiellement dans le golfe du Saint-Laurent. On mesure donc l'importance de l'enjeu pour Saint - Pierre - et - Miquelon car l'accord expirera le 15 mai 1986. D'autant que la délimitation des eaux françaises autour de Saint-Pierre donne lieu à de vives controverses. Des négociations ont commencé le 7 mai à Ottawa et le Canada souhaiterait qu'on ne soit pas obligé de demander à la Cour internationale de justice de La Haye de trancher.

● *Le golfe de Guinée et l'océan Indien.* — Dans ce secteur du globe, c'est la flotte thonière (avec vingt-sept navires congélateurs qui en font une des premières du monde) qui est concernée. Dakar et Abidjan constituent des bases avancées en Afrique des armements de Concarneau, aux prises avec une âpre concurrence coréenne, japonaise, espagnole et, bien sûr, africaine. La CEE a conclu des accords et des droits de pêche avec le Sénégal, la Guinée-Bissau, la Guinée équatoriale, Sao-Tomé-et-Principe, la France jouant, de ce point de vue, parce qu'elle était l'État le plus intéressé des Dix, un rôle déterminant.

L'accord communautaire le plus novateur a été signé avec les Seychelles, dans l'océan Indien, qui devrait faire école sur la côte est de l'Afrique. Et lorsque des arrangements sont impossibles avec la CEE, Paris tente de son côté de préserver les intérêts de ses pêcheurs par des accords bilatéraux (Angola, Maroc, Gabon).

● *La zone économique exclusive française.* — Le gouvernement a retenu trois régions prioritaires pour la pêche et l'aquaculture :

1) *La Guyane :* M. Lengagne vient d'effectuer dans ce département une visite de travail et a annoncé des mesures pour promouvoir la pêche des crevettes qui sont exportées congelées vers les Etats-Unis et le Japon. D'ici à cinq ans, il faudra construire trente-cinq chalutiers français (140 millions de francs) auxquels sera affectée une subvention de 28 millions ;

2) *La Réunion :* cette île devrait être, demain, la « base arrière » de la pêche au thon dans l'océan Indien, ainsi que de la grande pêche pratiquée autour des îles Kerguelen. Aujourd'hui déjà, dix-huit thoniers français pêchent dans ces parages, et la zone économique sous notre souveraineté représente un atout considérable dont les gouvernements successifs (déjà avant 1981) n'ont pas suffisamment pris conscience. Quant à la grande pêche dans les eaux froides de l'hémisphère sud, elle peut trouver un « nouveau territoire » que fréquentent actuellement les chalutiers soviétiques ;

3) *Saint-Pierre-et-Miquelon :* là aussi, selon la déclaration de M. Lengagne, la pêche et l'aquaculture (l'élevage des saumons surtout) doivent connaître un important coup de fouet. L'issue des négociations engagées avec Ottawa sera donc déterminante pour l'économie saint-pierraise.

La pêche n'est pas, pour l'économie française, un secteur marginal et encore moins folklorique. Elle concerne des dizaines de milliers de salariés. Dans le but de donner un contenu concret au dialogue Nord-Sud, afin que les transferts de technologie aient un sens, et pour la bonne coopération entre les Dix et demain entre les Douze (on se souvient des incidents récents avec des chalutiers espagnols dans le golfe de Gascogne), la pêche justifie qu'on la traite de façon sérieuse en ne se bornant pas à la frange étroite du littoral entre Dunkerque et Bonifacio.

Les enjeux sont ailleurs et d'une autre dimension, d'autant qu'une *exploitation judicieuse de nos richesses maritimes* serait de nature à rétablir en partie l'équilibre de la balance commerciale. Qui sait, en effet, que le déficit du commerce extérieur des produits de la mer (imputable essentiellement aux saumons canadiens, américains et norvégiens) a atteint 5 milliards de francs l'an dernier ?

FRANÇOIS GROSRICHARD.



INSTITUT FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY

une grande école internationale

- Créé en association avec une université américaine réputée : Hartford University, Connecticut, USA.
- 3 ans de formation supérieure à la gestion (2 ans à Paris, 1 an aux Etats-Unis).
- 2 diplômes : Diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4e année optionnelle : obtention du diplôme MBA (Master in Business Administration).

Admission en 1re année : Baccalauréat exigé + épreuves orales, en 2e année sur titres (DEUG, DUT...).

Renseignements : IFAM, 19, rue Cépré, 75015 Paris. Tél. : 734-38-23
Établissement International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom :
Prénom :
Bac : 1re langue :
Adresse : tél :

Pourquoi un magazine allemand*
a-t-il demandé à un anthropologue américain**
(qui a fait ses premières armes chez les Indiens Navajos)
d'expliquer aux annonceurs et aux publicitaires français
comment ils pourraient contribuer à réduire
le déficit commercial entre la France et l'Allemagne?

Pour connaître la réponse, au "pourquoi" et au "comment", lisez "Les Différences cachées" que vient de publier Stern. Lorsque vous l'aurez lu, vous saurez (mieux) comment fonctionnent les Allemands. Vous serez en meilleure position pour négocier avec eux. Pour leur vendre davantage de produits français. Pas seulement des vins et des fromages. Aussi des TGV, des logiciels, de l'engineering. Des services. De plus longues vacances en Frances.
Dans "Les Différences cachées", Edward T. Hall (et Mildred Reed Hall) ont analysé les principaux signaux de la communication non verbale chez les Allemands...

...leur manière de traiter le temps.
Savez-vous que le temps allemand diffère du temps français? Savez-vous en quoi? Savez-vous quelles sont les incidences de ce temps, différent, sur les méthodes de commercialisation? Sur le mode de communication? Sur la publicité? Sur les médias? Si vous saviez combien cela coûte aux Français de ne pas savoir lire le temps allemand!

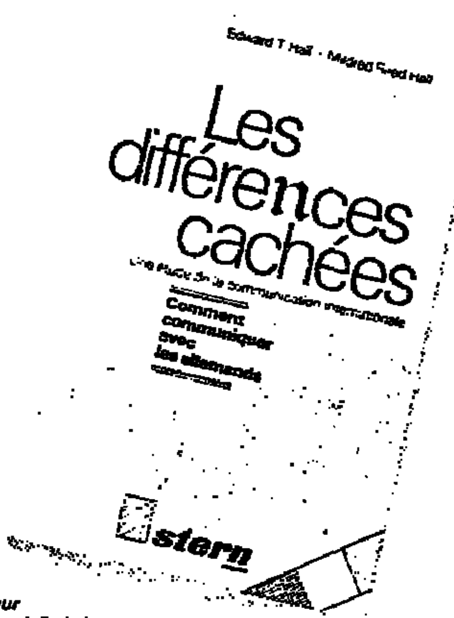
La manière de dire.
Savez-vous qu'Allemands et Français ont des modes de communication différents? Savez-vous que l'information a, dans un pays et dans l'autre, des cheminements différents?

Savez-vous... mais nous ne pouvons pas tout vous dire.

*Stern, hebdomadaire, diffusion payée 1.500.000 exemplaires, l'un des 3 grands leaders d'opinion en R.F.A. et le premier support publicitaire "magazines".
**Hall (Prof. Edward T.) anthropologue américain, auteur de "Le langage silencieux", "La dimension cachée", "Au-delà de la culture", "La Danse de la Vie" (Editions du Seuil, Paris).

Envoyez-nous votre carte de visite.
Nous vous enverrons un exemplaire des "Différences cachées". Gratuitement.

Envoyez votre carte à
Edmond Jacquemot
Gruner & Jahr International
Services Marketing et Médias Sarl
17, avenue Matignon
75008 Paris



SPECIAL
SICOB
UN SICOB
TRES SPECIAL.



Pour tout savoir sur l'informatique
et ses applications dans l'entreprise,
1re exposition internationale de mini, micro-informatique,
2e exposition internationale de progiciels.
Journées grand public : 18 et 19 mai

Nouveau ! SICOB INFO :
28 spécialistes pour répondre à vos problèmes spécifiques
et orienter au mieux votre visite du Salon

Information : (1) 261.52.42

A 340 ©PUBLICIS





AFFAIRES

LA CEE VA FIXER DES QUOTAS A L'IMPORTATION POUR LES TEXTILES TURCS

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communautés européennes). – La commission européenne a décidé, le 8 mai, de fixer, d'ici à la fin de cette année, des quotas à l'importation pour les produits textiles (tee-shirt, pantalons, slips, vêtements auxquels il faut ajouter les robes destinées au marché français) en provenance de Turquie. Pour d'autres marchandises (tissu de coton, linge de lit et, en outre, les chemises) exportées vers la France, Bruxelles a suspendu jusqu'au 15 juillet prochain la délivrance des certificats à l'importation.

Ankara a refusé jusqu'à présent de signer avec la CEE un accord d'auto-limitation du type de ceux conclus avec la plupart des pays fournisseurs. Dans ces conditions, les exportations turques bénéficient toujours du régime très libéral prévu par l'accord d'association de 1963. Ainsi, chaque année, les instances communautaires imposent-elles des restrictions à la Turquie qui parvient toutefois à augmenter pour certains produits ses ventes de manière considérable (jusqu'à 100 %).

M. S.

M. SOUVIRON QUITTE LE GROUPE MATRA

M. Jean-Pierre Souviron va quitter le groupe Matra. Il a informé il y a quelques semaines le PDG, M. Jean-Luc Lagardère, de sa décision qui sera effective dans quelques jours.

Après son départ de la direction générale de l'industrie, M. Souviron était entré chez Matra le 1er janvier 1982 pour s'occuper plus précisément des investissements du groupe aux Etats-Unis. Nommé directeur délégué, il devenait en quelque sorte le numéro deux du groupe, s'occupant plus spécialement des activités purement électroniques (composants, télécommunications, informatique) et des questions stratégiques.

Cet ancien grand commis de l'Etat, qui avait comme tel mal vécu les conditions de son départ du ministère de l'industrie (M. Dreyfus occupait alors le fauteuil de la Rue de Grenelle), est aussi un homme de caractère. Sans doute faut-il voir dans sa démission la difficulté que peuvent avoir à cohabiter des hommes aux fortes personnalités, lorsqu'ils n'ont pas tout à fait les mêmes vues sur la stratégie et la gestion d'une entreprise.

Polytechnicien, ingénieur en chef des Mines, M. Souviron est âgé de quarante-six ans. Il fut, de 1969 à 1973, secrétaire général adjoint du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne. Conseiller technique puis directeur adjoint du cabinet de M. Michel Jobert, alors ministre des affaires étrangères en 1973-1974, il devient, en octobre 1974, directeur des affaires industrielles et internationales de la direction générale des télécommunications. Il sera, à ce titre, un des artisans du développement des télécommunications sous le précédent septennat.

Nommé, en septembre 1978, directeur général de l'industrie sous le ministère de M. André Giraud, il va alors tenter, avec l'appui de son ministre, une double expérience : d'une part, tracer quelques grandes lignes de force qui puissent tenir lieu de politique industrielle : d'autre part, instaurer une coopération active entre les services de la Rue de Grenelle et ceux de la Rue de Rivoli, à travers le Comité de développement des industries stratégiques (CODIS).

J.-M. Q.

AGRICULTURE

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

La France affronte ses partenaires sur la distillation exceptionnelle de 5 millions d'hectolitres de vin

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). – Le conseil des ministres de l'agriculture, qui s'est tenu les 7 et 8 mai à Bruxelles, a été décevant pour la France, qui n'a obtenu satisfaction sur pratiquement aucune de ses revendications, et en particulier sur le vin. MM. Rocard et Souchon insistent pour que la Commission déclenche une distillation exceptionnelle de 5 millions d'hectolitres afin d'alléger le marché et, constatant le mauvais fonctionnement de l'actuelle réglementation, demandent qu'elle soit révisée.

Les difficultés de la politique agricole commune (PAC) sont loin de se borner au lait, même si en la matière, on l'a vérifié mardi, tout n'est pas encore réglé. Sa gestion, avec des crédits désormais étroitement limités et, d'autre part, une situation où, pour beaucoup de produits, l'offre dépasse largement la demande, devient de plus en plus problématique. Le dossier du vin recèle, on le constate aujourd'hui, un risque d'affrontement sérieux entre la France et l'Italie, et constituera, parmi beaucoup d'autres, un obstacle difficile à franchir dans la négociation sur l'adhésion de l'Espagne.

La réflexion sur la marche à suivre pour assainir ce secteur difficile n'en est qu'à ses débuts, alors que, pourtant, sur le plan financier, la situation s'est sensiblement dégradée au cours des dernières années. En 1984, le coût du soutien du marché du vin dans la Communauté se situera autour de 1 milliard d'ECU, soit près de 7 milliards de francs !

Voici deux ans que, dans la perspective de l'élargissement, les Dix adoptaient une importante réforme du règlement « vin ». Elle prévoyait, entre autres, l'obligation de distiller à bas prix (60 % du prix d'orientation) en cas de vendanges excédant les besoins. Les Français applaudissaient, voyant dans cette distillation obligatoire l'instrument de dissuasion idéal pour interdire aux Italiens de développer leur production et pour parvenir à ce qui, à quelques nuances près, a toujours été leur objectif : figer la situation de la production et des échanges dans chacun des pays de la Communauté.

De leur côté, les Italiens ont toujours estimé qu'ils étaient mieux placés que les Français pour produire du vin de table. Ils n'ont, de ce fait, jamais accepté les efforts de ceux-ci pour entraver ce qu'ils considèrent comme une des rares chances s'offrant à leur agriculture dans la Communauté. C'est ce que M. Souchon a résumé mardi à sa manière, en indiquant, en termes vifs, que certains Etats membres « ne jouaient pas le jeu ». Comment les Italiens s'y sont-ils pris ? En novembre dernier, ils ont fait état d'une vendange très largement inférieure à ce qu'elle était en réalité.

Les Allemands, dans de bien moindres proportions, ont fait de même, si bien que, au total, on constate aujourd'hui que la production de vin est supérieure de plus de 70 % à ce qui avait été annoncé à l'automne ! Cette sous-estimation de la récolte, dont on ne doute pas, du côté français, qu'elle ait été délibérée, a empêché le déclenchement de la distillation obligatoire, laquelle, selon M. Souchon, « aurait permis le retrait du marché de 7 millions d'hectolitres au minimum ». Résultat : il y a trop de vin, et les cours se situent entre 70 % et 75 % du prix d'orientation, alors que l'objectif du règlement est d'assurer un prix minimal garanti de 82 %.

La paralysie

Pour atténuer les effets de cette situation, la France voudrait que la Commission décide une intervention exceptionnelle, à 82 % du prix d'orientation, de 5 millions d'hectolitres. La Commission, qui n'a plus d'argent en caisse, estime par ailleurs qu'il n'est pas possible, vis-à-vis des pays non producteur, d'envisager un tel effort financier avant d'être tout à fait au clair sur les erreurs ou irrégularités qui ont été commises. Le comité de gestion « vin » a donc été chargé de faire l'exacte lumière sur ce qui s'est passé. Mais comme, en réalité, nul ne l'ignore, on peut se demander si ce n'est pas là une décision dilatoire.

Le vrai problème, qui paraît être sous-estimé du côté français, est de nature budgétaire : comment assurer le fonctionnement normal du Marché commun agricole alors que les dépenses de soutien dépassent déjà d'environ 1,5 milliard d'ECU les crédits qui sont inscrits dans le budget de la Communauté pour 1984 ? A force de ne pas traiter le problème, Paris n'aura plus qu'une solution : accorder à Mme Thatcher ce qu'elle demande comme compensation budgétaire pour les années à venir afin qu'elle accepte une formule permettant d'échapper au blocage actuel, c'est-à-dire à la paralysie de l'Europe verte.

S'agissant de l'avenir, les Français, constatant que le règlement ne fonctionne pas parce que les Italiens, le trouvant contraire à leurs intérêts, ne l'appliquent pas, voudraient qu'il soit une nouvelle fois revu. Leur préférence irait, ils l'ont déjà dit, à un système de quota-production, c'est-à-dire, compte tenu des difficultés de contrôle, à quelque chose de très proche du gel des échanges intracommunautaires. On peut deviner que les Italiens et, dans la perspective de leur adhésion, les Espagnols ne sont pas près de se rallier à une telle orientation.

En ce qui concerne le lait, la France a demandé que les indemnités de cessation d'activité qui seront versées pour favoriser le départ des agriculteurs âgés et accélérer la restructuration de la production soient, en partie, prises en charge par le Fonds européen agricole. Les réactions des pays partenaires ont été résolument négatives. Sur le plan intérieur français, on a appris, en marge du conseil, que les pouvoirs publics rencontreraient, dès ce mercredi, les différentes organisations professionnelles afin de délibérer des modalités de mise en œuvre de ces aides au départ.

PHILIPPE LEMAITRE.

ÉTRANGER

LE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE LOMÉ

La négociation n'a pas fait de progrès décisif

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). – La négociation pour le renouvellement de la convention de Lomé, qui lie la CEE à soixante-quatre pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) – auxquels ont l'intention de se joindre l'Angola et le Mozambique, – ne fait pas de progrès décisifs. Les ministres des affaires étrangères de la Communauté et des ACP se sont rencontrés, pour la troisième fois depuis octobre 1983, à Suva (îles Fidji), sans enregistrer d'avancées sur les grands volets du futur arrangement dont l'entrée en vigueur est prévue au 1er mars 1985. Les Dix et leurs partenaires du tiers-monde tiendront une nouvelle réunion les 28 et 29 juin à Luxembourg.

M. Edgard Pisani, le commissaire européen à la coopération, de retour de Fidji, a tout de même relevé « des éléments de progrès très importants ». Il a ainsi expliqué que les deux parties étaient d'accord pour améliorer les procédures de consultation, afin d'éviter les contentieux sur l'interprétation des dispositions de la convention. Le commissaire a ajouté qu'était acquis le principe d'une « meilleure cohérence » entre les objectifs de la convention et les politiques communautaires.

Pour les ACP, l'Europe agricole ne doit pas être un obstacle à l'exportation de leurs produits, mais doit aussi répondre à leurs besoins alimentaires (céréales, produits laitiers). Aussi ont-ils relancé l'idée, déjà ancienne de près de dix ans, de s'approvisionner auprès des Dix à des conditions privilégiées (contrats de livraisons pluriannuelles à des prix stables et préférentiels). L'opposition de plusieurs Etats membres – le Royaume-Uni, la RFA, les Pays-Bas surtout – a empêché jusqu'à présent les responsables communautaires d'ouvrir un débat à ce sujet.

Le dernier progrès souligné par M. Pisani concerne l'inclusion dans l'arrangement envisagé de dispositions permettant de déterminer les conditions de pêche des flotilles des Dix au large des côtes africaines. Pour le reste, à savoir les points durs de la négociation, le commissaire admet que rien de décisif n'a été acquis à Fidji.

Les ACP continuent de nourrir des craintes à l'égard du dialogue à mettre en place sur les politiques sectorielles. Leur méfiance porte sur la tentation que pourrait avoir la CEE de donner une certaine forme de conditionnalité au soutien financier qu'elle apporte à ses partenaires. Pour fixer le volume de cette aide pour les années 1985 à 1989 (5,5 milliards d'ECU, soit 38 milliards de francs pour la période quinquennale précédente), les ACP souhaitent que soient retenus des critères d'actualisation.

Pour leur part, les Dix, soucieux de garder toute liberté pour déterminer le montant du prochain fonds européen de développement, n'entendent pas s'engager dans cette voie. Ils récusent également l'argumentation selon laquelle la stagnation, voire la diminution, des exportations des ACP vers le marché communautaire est due au mécanisme de protection mis en place aux frontières de la CEE. M. Pisani évoque à ce sujet « les défaillances de leur système productif ».

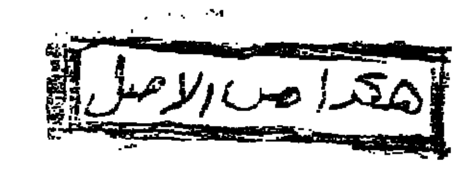
Le mécanisme de stabilisation des recettes à l'exportation (STABEX) bénéficiant aux produits agricoles des ACP soulève également des difficultés. Les partenaires de la CEE souhaitent conserver la maîtrise de l'affectation des compensations financières, alors que les Dix recommandent de les destiner dans une large mesure à l'agriculture.

MARCEL SCOTTO.

LA FORCE INFORMATIQUE
EYROLLES
200 TITRES
LE CATALOGUE LE PLUS COMPLET
• Système d'exploitation
• Bases de données
• Langages
• Microprocesseurs
• Micro-ordinateurs
• Réseaux et télématique
• Intelligence artificielle
• Application à la gestion, au calcul des structures à la résistance des matériaux etc...
61, Bd St Germain 75240 PARIS cedex 05



De Calais/Boulogne à Douvres, en 35 minutes.
Prendre l'aéroglisseur Hoverspeed pour rejoindre l'Angleterre, c'est traverser la Manche à 100 à l'heure !
L'embarquement est immédiat et vous montez vous-même votre voiture à bord. Vous ne côtoierez aucun mastodonte bruyant, nous n'en transportons pas. Vous êtes alors accueillis par nos hôtesses qui vous conduisent jusqu'à vos places. Pas de bousculade, tous les passagers en ont une, y compris les enfants.
Avec Hoverspeed, vous découvrez une Manche confortable. Vous êtes bien assis et servis dans votre fauteuil, comme dans un avion. Vous découvrez une Manche pratique : entre 18 et 33 "vols" par jour dans les deux sens. Enfin, vous découvrez une Manche rapide.
Dans 35 minutes, vous débarquerez à Douvres aussi facilement que vous aviez embarqué. 35 minutes, c'est court pour une traversée, c'est juste ce qu'il faut pour le grand frisson.
Renseignements et réservations. Contactez votre agence de voyages, ou :
Hoverspeed-Paris, 24 rue de St-Quentin, 75010 Paris, tél : (1) 208.11.96/278.75.05
Hoverspeed-Calais, tél : (21) 96.67.10
Agent Général : Frederick Lock Travel Service, 4 rue de la Paix, 75002 Paris, tél : (1) 260.36.48
HOVERSPEED L'ANGLETERRE SUR COUSSIN D'AIR.



هكذا من الأصل

ÉTRANGER

Le FMI présente un scénario optimiste pour l'économie des pays endettés

Le Fonds monétaire international vient de rendre public son rapport sur les perspectives économiques mondiales, qui avait été l'objet il y a quelques semaines en France d'une controverse opposant les experts du Fonds à M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances. En ce qui concerne plus particulièrement la France, la version définitive du document ne comporte aucun changement par rapport au texte provisoire qui avait circulé lors de la réunion, à Washington le 12 avril dernier, du comité intérimaire : « *Après trois ans de stagnation,* écrivent les experts du Fonds monétaire, *la France et l'Italie continuent à être aux prises avec des pressions inflationnistes sévères, ce qui rend leurs perspectives de croissance plus modestes que celles des autres grands pays.* » Tout en reconnaissant le changement intervenu en France dans les politiques monétaire et budgétaire, le FMI estime qu'à long terme l'évolution du budget reste préoccupante, et, en particulier, les dépenses de l'Etat devraient encore croître plus vite que la production en 1984.

Mais le chapitre auquel les experts du Fonds monétaire eux-mêmes attachent le plus d'importance est celui qui concerne la croissance et les politiques d'ajustement des pays en voie de développement endettés. Les économistes du FMI présentent ce qu'ils appellent un scénario de référence (*base scenario* en anglais) qui a pour caractéristique de se fonder uniquement sur une analyse macro-économique de l'évolution de la situation mondiale, alors qu'on aurait pu penser que le Fonds monétaire, par vocation, s'attacherait plutôt à examiner les phénomènes sous l'angle monétaire et financier (par exemple, lien entre les taux d'intérêt et l'augmentation de l'endettement). Le scénario de référence se hasarde, non pas exactement à prévoir, mais à décrire ce qui risque de se passer au cas où telle et telle hypothèse se vérifierait. De ces hypothèses il se dégage un sérieux parti pris d'optimisme de la part du FMI : « *En supposant des taux modérés de croissance dans les pays industriels* (3,25 % en moyenne pendant la période 1985-1990) *et en supposant que les pays en voie de développement non pétroliers continueront leur politique actuelle d'ajustement, on conclut que la plupart de ces pays pourront atteindre un taux de croissance adéquat tout en rétablissant une situation maitrisable de leur balance des comptes courants et du service de leur dette.* »Outre le taux de croissance dont il vient d'ête question pour les pays développés, les principales hypothèses retenues pour le scénario sont les suivantes : sur le marché international, les prix, en dollars, des produits manufacturés devraient augmenter de 4 % par an en moyenne de 1985 à 1990 ; les taux d'intérêt versés par les pays en voie de développement devraient progressivement s'abaisser à partir de 1986, pour atteindre un niveau de trois points inférieur au niveau de 1984 à partir de l'année 1988 ; les prix du pétrole devraient rester stables en valeur nominale jusqu'à la fin de 1985 puis augmenter de 4 % par an. Il est encore supposé, entre autres choses, que les banques commerciales opérant sur le marché international conserveront le même en-cours de prêts *en valeur réelle* pendant la période 1985-1990 et que même ce total diminuera quelque peu à l'égard des pays les plus endettés et qui font l'objet d'accords de rééchelonnements. Pourtant ce n'est pas en valeur réelle mais bien en valeur nominale que sont établis les bilans bancaires, et les experts du Fonds monétaire estiment qu'en termes nominaux l'en-cours en question devrait augmenter.

C'est en pourcentage que le FMI évalue l' « amélioration » attendue de la situation extérieure des pays endettés. Le rapport du total de leurs dettes à leurs exportations devrait passer de 187 % en 1984 à 150,4 % en 1990. Mais les experts sont préoccupés par la concentration des remboursements pendant la période 1985-1987.

Selon le Fonds monétaire, il suffirait que le taux de croissance moyen des pays développés soit inférieur de 1 % au pourcentage prévu ou espéré (3,25 %) pour que la situation d'ensemble des pays endettés se détériore gravement. Une récession précipiterait une crise.

P. F.

Faits et chiffres

● **La population mondiale en 1983.** – La population de la Terre a augmenté de près de 85 millions de personnes en 1983 pour atteindre 4,762 milliards, selon une étude du *Population Reference Bureau*, un institut privé de démographie américain publiée à Washington lundi 7 mai. D'après cette étude, la population mondiale, qui a doublé depuis la fin de la seconde guerre mondiale, atteindra les 6 milliards en l'an 2000 si la croissance démographique se maintient au taux actuel de 1,7 % par an.

RFA

● **Recul de la production industrielle.** – La production industrielle ouest-allemande a diminué de 4 % en mars par rapport à février en données corrigées des variations saisonnières. En revanche, elle a augmenté de 0,5 % au premier trimestre 1984 par rapport au dernier trimestre de 1983 et de 5,5 % par rapport au premier trimestre de 1983. De son côté, la demande à l'industrie a diminué de 4 % en mars par rapport à février. Elle a augmenté de 7,5 % par rapport à mars 1983. – (*AFP, Agefi.*)

SOCIAL

Tarifs médicaux : la CSMF demande une hausse de 6,5 % à compter du 1er juillet

Les négociations tarifaires entre les trois caisses nationales d'assurance-maladie (salariés, agriculteurs, travailleurs indépendants) et les deux syndicats médicaux, et entre ces cinq partenaires et le gouvernement vont entrer dans une troisième phase après l'assemblée générale de la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), la plus importante des deux organisations de praticiens. Réunie le mardi 8 mai à Paris, celle-ci a demandé que les propositions faites par la majorité des caisses et les deux syndicats au début avril (1) soient appliquées dès le 1er juillet. Ces propositions, comportant notamment une « réforme » des tarifs de la visite médicale à domicile par une redistribution des indemnités de déplacement, aboutiraient à une hausse des tarifs de 6,5 % en niveau, mais seulement de 4,4 % en masse sur l'année 1984. Cette demande sera-t-elle acceptée par les autres partenaires et par le gouvernement ?

Parvenir à un accord sur des hausses de tarifs médicaux est cette année une opération très délicate. Pour donner satisfaction à des médecins (généralistes et spécialistes) dont les situations et les activités sont fort différentes, il faut augmenter la plupart des postes (les « lettres-clés ») de la nomenclature de la Sécurité sociale. Mais la politique gouvernementale de limitation des dépenses sociales et de déflation des prix exige que l'on ne dépasse pas le cadre prévu pour ces derniers en 1984. Les propositions d'augmentation à partir du 15 avril faites par la majorité des partenaires (2) au début du mois dernier correspondant à 6,3 % en niveau, et autant en masse, ne respectaient pas cette contrainte et avaient donc été refusées par M. Bérégovoy (*le Monde* du 10 avril). La solution vers laquelle s'orientaient, fin avril, les caisses et la Fédération des médecins de France (FMF) « rentrait » dans le cadre fixé d'une hausse de 4 % en masse et en niveau, en renvoyant l'ensemble des augmentations concernant la visite à domicile à une deuxième échéance, au début de janvier 1985, mais elle faisait dépendre celle-ci d'une diminution de 5 % du nombre des visites en 1984.

Cette proposition a été refusée vigoureusement par la CSMF, où les généralistes – les plus nombreux à faire des visites – sont majoritaires : l'assemblée générale a été marquée par une véritable révolte chez beaucoup de leurs représentants. La confédération avait envisagé pour entrer dans le cadre gouvernemental de renvoyer à janvier 1985 l'augmentation de la consultation du généraliste (qui représente à elle seule, en masse, près de 2 points sur un an) : cela lui permettait de respecter la priorité qu'elle avait donnée au relèvement de la visite du généraliste. Après quelques hésitations, elle a décidé de s'en tenir au schéma initial en en retardant l'application au 1er juillet, de façon à maintenir l'équilibre prévu entre les catégories de médecins mais à réduire la hausse en masse sur 1984. Elle a aussi, parallèlement, demandé que des allégements fiscaux soient accordés aux médecins.

Révolte

La demande de la CSMF sera-t-elle acceptée par le gouvernement – dont l'attitude risque de peser sur celle des caisses d'assurance-maladie, – ou préférera-t-il la proposition de la FMF ? Pour 1984, l'augmentation en masse et ses répercussions sur les dépenses d'assurance-maladie sont acceptables. Mais en niveau la hausse risque d'apparaître trop élevée par rapport à ce qui est consenti à d'autres catégories professionnelles. Son application entraînerait aussi un report important sur 1985 (de l'ordre de 3,5 %). En menaçant – pour répondre à la révolte d'une partie de sa base – d'appliquer unilatéralement les tarifs qu'elle propose en cas de refus du gouvernement, la CSMF a pris des risques.

G. H.

(1) Avec une petite différence : l'augmentation serait un peu moins forte pour les consultations des spécialistes, au profit d'un léger relèvement du tarif des actes « exploratoires ».

(2) La caisse agricole n'est pas d'accord.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	8,5140	8,5160	+ 60	+ 95	+ 70	+ 140	+ 90	+ 210
$ can.	6,5765	6,5796	+ 45	+ 86	+ 57	+ 121	+ 72	+ 175
Yen (100)	3,7171	3,7196	+ 182	+ 210	+ 346	+ 390	+ 1072	+ 1140
DM	3,0673	3,0688	+ 163	+ 182	+ 305	+ 337	+ 924	+ 977
Florin	2,7269	2,7283	+ 140	+ 160	+ 260	+ 290	+ 802	+ 855
F.B. (100)	15,1038	15,1113	+ 5	+ 102	– 20	+ 142	+ 160	+ 172
F.S.	3,7257	3,7282	+ 263	+ 290	+ 494	+ 535	+ 1444	+ 1516
L (1 000)	4,9682	4,9708	– 150	– 85	– 290	– 200	– 985	– 845
£	11,8047	11,8135	+ 280	+ 360	+ 515	+ 630	+ 1435	+ 1650

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	10 11/16	11 1/16	10 13/16	11 3/16	11 1/8	11 1/2	11 3/4	12 1/8
DM	5 1/4	5 5/8	5 7/16	5 13/16	5 9/16	5 15/16	5 15/16	6 5/16
Florin	5 3/8	5 7/8	5 5/8	6	5 3/4	6 1/8	6	6 3/8
F.B. (100)	11 1/8	12 1/4	10 1/2	11 1/2	11 1/2	12	12	12 3/4
F.S.	3 7/8	4 5/8	3 3/8	3 3/4	3 11/16	4 1/16	4 3/16	4 9/16
L (1 000)	14 7/8	15 5/8	14 3/4	15 1/2	15	15 3/4	16	16 7/8
£	7 1/2	8	8 7/8	9 1/4	9 1/16	9 7/16	9 9/16	9 15/16
F. franç.	11 3/8	11 3/4	11 7/8	12 1/4	12 1/4	12 3/4	13 3/8	13 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publicité)

CELIBATAIRES

VEUFS(ves) DIVORCES(ées) de 18 à 75 ans, vous pouvez facilement rencontrer des partis sérieux de VOTRE REGION, ou de TOUTES REGIONS, et choisir la personne "faite pour vous".

Envoyez seulement vos nom, âge et adresse au **CENTRE FAMILIAL (NE) 43, rue Laffitte - 75009 Paris.** (fondé en 1951). Ce sera le départ vers une vie nouvelle.

Vous recevrez GRATUITEMENT et discrétement une liste-échantillon de candidats(es) de votre âge avec une passionnante brochure illustrée de 68 pages. Ecrivez puis, que cela ne vous engage à rien!

ACIERS D'AVANT-GARDE POUR INDUSTRIES INNOVANTES

Une nouvelle génération d'aciers est en train de naître dans les labos et les usines du Groupe USINOR.

Des aciers de plus en plus spécialisés, impensables il y a quelques années, capables de rivaliser avec les nouveaux matériaux et de satisfaire les exigences technologiques des industries robotisées modernes.

Parmi les derniers-nés : le Mo10, qui remplace le coûteux titane dans les condensateurs nucléaires, le Monogal, tôle d'acier automobile double face, anti-corrosion d'un côté, prête à peindre de l'autre ou le DWI 12 OZ, fer blanc haute plasticité qui s'emboutit d'un coup pour faire des boîtes sans soudures.

Aciers de haute pureté, verres métalliques, aciers non conducteurs... Pour les jeunes chercheurs du Groupe USINOR, rien n'est impossible a priori. Le défi est quotidien, la motivation permanente.

Qualité des produits, des procédés, du service : l'avenir de la sidérurgie est dans la qualité. Et les hommes du Groupe USINOR le savent.

Une nouvelle sidérurgie est en train de naître



CSMF
6,5 %
illet

Révolte

Quand on a le goût du secret, il faut le faire savoir.

Une page entière n'aurait pas suffi pour décrire ce que nous savons faire.

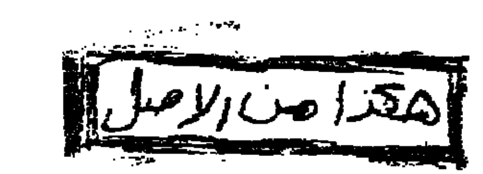
Dans la vie des affaires, *nous croyons à la confidentialité* et à chaque question posée, nous répondons de manière personnalisée.

Alors, nous ne vous tiendrons pas de long discours.

Mettez-nous à l'épreuve des faits.

[(1) 266.90.10.]





هكذا من الأصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE PETROFIGAZ

Première banque à avoir fait le 9 juin 1983 l'objet d'une véritable introduction sur le second marché, la Banque Petrofigaz a réuni son conseil d'administration le 28 mars 1984 pour arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1983.

Après imputation de la totalité des frais de l'émission obligataire de janvier 1983, le bénéfice brut avant impôts, amortissements et provisions s'élève à 30.095.203 F en 1983 contre 25.874.020 F en 1982, en progression de 16,3 %. Le bénéfice net quant à lui s'élève à 10.418.983,97 F en 1983 contre 9.052.808,96 F en 1982, en progression de 15,1 %, après que diverses provisions aient été constituées à hauteur de 13.097.000 F.

Le conseil s'est félicité de ces résultats et a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires du 29 mai 1984 de porter le dividende de 32,00 F à 35,00 F, soit un revenu global, avoir fiscal compris, de 52,50 F par action au nominal de 200,00 F et une distribution totale de 7.018.445 F, en progression de 9,37 % sur l'année dernière. Il a également décidé de proposer à la même assemblée la nomination comme administrateur de M. René Granier de Lilliac, en remplacement de M. Léon Kaplan, décédé, ainsi que celle de M. Jean-Louis Pilliard.

Au 31 décembre 1983 le bilan de la Banque Petrofigaz totalisait 4.153.749.000 F contre 3.254.607.000 F au 31 décembre 1982, soit une progression de 27,62 %. Ces chiffres confirment la vive croissance ces dernières années de la Banque Petrofigaz, qui, entre le 31 décembre 1976 et le 31 décembre 1983, a multiplié son total de bilan par 8, son chiffre d'affaires par 6,6, ses fonds propres par 5 et ses bénéfices distribués par plus de 4.

Le groupe Petrofigaz est en effet plus que jamais concerné par tous les financements dans le domaine de l'énergie, des économies d'énergie et de l'amélioration de l'habitat. Le développement important de la télématique au sein du groupe lui permet d'ores et déjà, en améliorant la rapidité et la fiabilité des prises de décision, de faire face à un nouvel accroissement de son chiffre d'affaires. Avec le lancement du service « Télécrédit » auprès d'apporteurs d'affaires et de correspondants soigneusement sélectionnés, le groupe Petrofigaz est enfin l'un des tout premiers à faire application de ces techniques nouvelles au service de sa clientèle.

SEFIMEG

Le conseil d'administration s'est réuni le 29 mars 1984 sous la présidence de M. Philippe Chareyre. Il a examiné et approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1983 qui seront soumis à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 7 juin 1984 à 10 h 30, au Club des ingénieurs des Arts et métiers, 9 bis, avenue d'Iéna, 75016 Paris.

Les recettes totales ont augmenté de 10,20 %, passant de 192 661 000 F à 212 306 000 F en 1983. Les seules recettes de loyers ont atteint 196 276 000 F contre 179 239 000 F en 1982, grâce notamment aux indexations pratiquées et aux recettes supplémentaires apportées par les nouveaux immeubles parisiens du quinzième arrondissement.

Le résultat d'exploitation passe de 130 459 470 F à 142 242 900 F, en progression de 9,03 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Le bénéfice net s'élève à 149 861 231 F, les plus-values réalisées cette année ayant été de 8,23 millions contre 19,17 millions en 1982.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende de 19,50 F par action, en augmentation de 8,33 % par rapport à celui de l'exercice précédent, qui était de 18 francs.

Le conseil d'administration a, par ailleurs, décidé de proposer à l'assemblée générale extraordinaire, convoquée à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, de modifier, dans le cadre de la réforme afférente aux valeurs mobilières qui entrera en vigueur le 3 novembre 1984, le régime des titres de la société qui revêtiraient à l'avenir la forme nominative. A cette occasion, certaines dispositions des statuts seraient adaptées aux récentes et nombreuses modifications législatives et réglementaires du droit des sociétés commerciales et l'objet social aménagé pour tenir compte des perspectives nouvelles qui pourraient être ouvertes aux SII.



CPR

COMPAGNIE PARISIENNE DE RÉESCOMPTE

L'assemblée, réunie le 25 avril 1984 sous la présidence de M. R. Cassou, a approuvé les comptes de l'exercice 1983 qui font apparaître un bénéfice net de 101 319 369 F après impôt sur les sociétés.

Elle a décidé la mise en paiement d'un coupon de 20 F par action de 100 F, soit 30 F en tenant compte de l'avoir fiscal. Le dividende global se trouve ainsi porté à 46 030 160 F contre 30 019 680 F pour l'exercice précédent.

Ce coupon sera payable à partir du 2 juillet prochain, chez la CPR, tant au siège social qu'auprès des succursales de Lyon et de Marseille, aux guichets de la Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet, de la Banque Indosuez et de la Banque Steindecker.

L'assemblée a ensuite réélu M. Jean-François Lepetit au poste d'administrateur, et M. Thierry d'Hauteville à celui de censeur.

Elle a enfin donné au conseil d'administration tous pouvoirs pour émettre en une ou plusieurs fois, aux conditions qu'il fixera et dans un délai de cinq ans, des emprunts obligataires pour un montant maximum de 500 000 000 F.

Usant de cette autorisation, le conseil a aussitôt décidé le lancement en date du 30 avril 1984 d'un emprunt de 100 000 000 F émis au pair, d'une durée de huit ans, au taux moyen mensuel du marché monétaire augmenté de 7 % de sa moyenne arithmétique annuelle. Une note d'information concernant cet emprunt, portant le visa 84/110 de la commission des opérations de Bourse pourra être retirée sans frais aux guichets de la CPR, 59-61, rue La Fayette à Paris 9e.



sdr MÉDITERRANÉE

Le conseil d'administration de la Société de développement régional Méditerranée, réuni le 24 avril 1984 sous la présidence de M. Daniel Granjon, a approuvé le projet de rapport qui sera présenté à l'assemblée générale, convoquée à Marseille le 25 juin 1984, et arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1983.

Cet exercice a été marqué par un niveau d'activité très important, concrétisé par cent quatre-vingt-quatorze décisions de financement à long terme, cent quarante-trois autorisations de crédit à moyen terme et onze souscriptions dans le capital d'entreprises régionales.

Le résultat fait apparaître un bénéfice net de 6 211 183,06 F, contre 3 883 338 F au titre de l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale la mise en paiement d'un dividende net de 11,5 F par action (assorti d'un avoir fiscal de 2,93 F), en légère augmentation par rapport à celui de l'exercice précédent et portant sur un capital entre-temps augmenté de 25 %. L'accroissement de la situation nette de la société sera par ailleurs poursuivi.

Le conseil a approuvé la signature de la convention intervenue avec l'ANVAR, aux termes de laquelle la SDRM s'est vu reconnaître la capacité d'étudier et de mettre en place les prêts participatifs technologiques du Fonds industriel de modernisation et de participer au financement des programmes qui en font l'objet.

Il a enfin été informé du niveau d'activité de l'exercice en cours, qui, au terme du quatrième mois, apparaît satisfaisant, malgré une situation économique régionale encore difficile.

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

groupe cic

Les actionnaires du Crédit industriel et commercial, réunis en assemblée générale extraordinaire le 4 mai 1984, ont approuvé l'apport par le Crédit industriel et commercial de l'intégralité de son exploitation bancaire à une nouvelle entité qui a pris la dénomination de « Crédit industriel et commercial de Paris – CIC Paris ».

A cette occasion, le CIC a pris le nom de « Compagnie financière de Crédit industriel et commercial – CIC Compagnie financière ». Cette société détient la totalité du capital du Crédit industriel et commercial de Paris ainsi que de la Banque de l'Union européenne et la majorité du capital de chacune des banques régionales du groupe CIC. Elle a un double rôle, celui d'exercer les compétences communes et celui d'élaborer les politiques communes en concertation avec les banques du groupe.

Le CIC Paris poursuit l'activité de banque dans la région parisienne selon les modalités actuelles. Il devient à ce titre le successeur de plein droit du CIC, recevant le bénéfice et la charge de tous accords, conventions et protocoles relatifs à l'exploitation de son fonds de commerce de banque, tant en ce qui concerne les activités domestiques que ses opérations internationales.

Au terme de cette opération, le bilan consolidé du groupe CIC ressort à 244 milliards de francs, le total des dépôts de la clientèle à 114 milliards de francs et le total des concours à la clientèle à 117 milliards de francs.

CHAMPAGNE MUMM

Le conseil d'administration de G.H. Mumm & Cº s'est réuni le 27 avril 1984, sous la présidence de M. Alain de Gunzburg, pour approuver les comptes de la société mère ainsi que les comptes consolidés du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 1983.

Les comptes consolidés du groupe font apparaître les résultats suivants (en milliers de francs :

	1983	1982
– Chiffre d'affaires (hors droits et taxes)	770 003	684 635
– Bénéfice d'exploitation	46 100	45 174
– Bénéfice net comptable	17 953	40 162
– Bénéfice net ajusté	18 073	24 485
– Marge brute d'autofinancement	32 527	50 125

Le bénéfice net comptable de 1983 tient compte d'une provision pour hausse des prix de 2 750 000 F, contre une reprise de provision nette pour hausse des prix de 603 000 F en 1982, et du paiement d'une somme de 26 990 000 F au titre de l'impôt sur les sociétés, contre 9 677 000 F.

Le bénéfice net ajusté est calculé après prise en compte des diverses réintégrations et déductions à caractère fiscal, notamment de la provision pour hausse des prix et de l'impôt sur les sociétés en résultant.

Le conseil d'administration de G.H. Mumm & Cº proposera à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 15 juin prochain, le versement, au titre de l'exercice 1983, d'un dividende brut de 16,50 F, identique à celui de l'exercice précédent, aux 828 545 actions composant le capital social.

Le conseil a également été informé de l'état d'avancement du projet de production de vin mousseux élaboré suivant la méthode champenoise dans la Napa Valley, en Californie, en collaboration avec une filiale viticole du groupe Seagram.

LOCATEL

Le conseil d'administration de la société s'est réuni le vendredi 27 avril 1984 sous la présidence de M. Jacques Guggenheim.

A la suite de la décision de l'assemblée générale des actionnaires de la société du 21 décembre 1983 d'accorder à ceux-ci la possibilité d'opter pour le paiement du dividende de l'exercice 1982/1983 en actions, le conseil a pris acte que sur 533 250 coupons appelés à percevoir ce dividende 451 998 ont été utilisés en faveur de cette option. Il a été ainsi émis 17 734 actions, d'une valeur nominale de F 50, pour une valeur de souscription de F 320 chacune. Le produit global de l'émission s'est élevé à 5 674 880 correspondant à concurrence de F 886 700 au montant de l'augmentation du capital et à concurrence de F 4 788 180 au montant de la prime d'émission.

Le conseil a en conséquence, et conformément à la loi, constaté la réalisation de l'augmentation du capital social ; celui-ci se trouvant ainsi porté de F 26 662 500 à F 27 549 200. Il a également procédé à la modification corrélative de l'article 6 des statuts de la société.

Par ailleurs, le conseil a décidé de convoquer les actionnaires en assemblée générale le 13 juin 1984 pour fixer les conditions dans lesquelles la loi du 26 juillet 1983 sur la démocratisation du secteur public doit être mise en application dans la société ; il a donné tous pouvoirs à son président pour procéder à cette convocation, l'habilitant au besoin à changer ou à reporter, dans l'intérêt de la société, la date prévue pour la réunion de cette assemblée.

Enfin, le conseil a pris connaissance de l'évolution de l'activité sociale pour le premier semestre de l'exercice en cours, c'est-à-dire pour la période allant du 1er septembre 1983 au 29 février 1984.

Dans une conjoncture difficile, cette activité est globalement restée stable, le parc des appareils, tous produits confondus, s'élevant au 29 février 1984 à 195 600 unités.

Le chiffre d'affaires réalisé par la société au cours du semestre s'établit à F 221 309 705 contre F 209 640 267.

Le résultat provisoire au 29 février 1984 s'élève à F 3 717 000 contre F 4 452 000 au 28 février 1983.

banque centrale des coopératives et des mutuelles



ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE du 17 avril 1984

L'Assemblée Générale Ordinaire de la BCCM s'est tenue le 17 Avril 1984, sous la présidence de M. Michel BAROIN, au Siège Social, 12 place de la Bourse à Paris 2ème.

L'Assemblée a adopté à l'unanimité l'ensemble des résolutions présentées et approuvé le bilan et les comptes de l'exercice 1983.
Les mandats de MM. PETRIAT et PERRIER (G.M.F.) et de la MAAF (M. THIRÉ) ont été renouvelés. M. ETIENNE, démissionnaire, a été remplacé par la COOPERATIVE REGIONALE DE SAINTES, représentée par M. NOEL.

Si le total du bilan au 31.12/1983 progresse de 20,9 % sur 1982, atteignant 5 613 millions de francs, le résultat d'exploitation, pourtant convenable avant provisions, s'avère négatif (moins 5,5 millions de francs) compte tenu de fortes provisions constituées sur des créances du passé, pour l'essentiel hors Economie Sociale.

Les prévisions pour 1984 montrent une croissance significative des opérations, du résultat avant provisions et du résultat après provisions.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

COOPMUT GESTION S.A., filiale de la BCCM chargée de gérer les fonds communs de la Banque a créé en 1983 quatre nouveaux fonds portant ainsi à sept le nombre des fonds gérés.
Le montant des capitaux déposés a fortement progressé (de 117 à 420 millions de francs entre fin 1982 et fin 1983).

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 30 Mars 1984 a approuvé à l'unanimité les comptes et résultats de 1983, décidé une répartition de dividendes de 16 500 F et un report à nouveau de F 140 149,66.

L'Assemblée Générale Extraordinaire qui a suivi a décidé d'augmenter le capital par incorporation de réserves pour le porter à 250 000 F.

UAP SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE	ACTIF A LONG TERME OBLIGATAIRE A.L.T.O.	ALTEFI	ACTIONS FRANCE	ACTIONS SÉLECTIONNÉES	AEDIFICANDI (UNION SÉQUANAISE URBAINE)	L'U.A.P. INVESTISSEMENTS
ORIENTATION	Obligations françaises	Obligations françaises et étrangères	60 % minimum actions françaises (CEA & Monory)	Valeurs françaises dominantes	Placements à caractère immobilier	Valeurs étrangères dominantes
SITUATION AU 30 MARS 1984						
– Nombre d'actions en circulation	4 872 183	1 281 051	698 296	842 311	1 512 737	2 028 615
– Actif net total (en millions de francs)	808,73	260,63	144,58	259,84	493,89	635,65
Réparti comme suit :						
a) France :						
– Obligations classiques et indexées	97,2 %	50,9 %	36,1 %	37,2 %	37,8 %	31,1 %
– Obligations convertibles	2,4 %	2,4 %	3,2 %	3,4 %	0,2 %	1,3 %
– Actions	néant	néant	59,1 %	34,6 %	45 %	21,5 %
b) Etranger :						
– Actions et obligations	néant	36 %	néant	18,7 %	14,3 %	43,7 %
c) Disponibilités	0,4 %	10,7 %	1,6 %	6,1 %	2,7 %	2,4 %
d) Bons à court et moyen terme	néant	néant	néant	néant	néant	néant
e) Bons du Trésor	néant	néant	néant	néant	néant	néant
– Valeur liquidative de l'action en francs	165,99	203,45	207,05	308,49	326,49	313,34

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de :

ssb LA SOCIÉTÉ SÉQUANAISE DE BANQUE – 370, rue Saint-Honoré, 75023 Paris Cedex 01. Tél. : 261-53-44. Tour Assur. quartier Louis-Blanc, Cedex 14, 92083 PARIS LA-DÉFENSE. Tél. : 766-16-10 et dans ses agences de province.

Union de Banques à Paris
Emission de titres participatifs - 150 millions de Francs

Investissez en participant au développement de l'Ile-de-France

L'émission étant entièrement souscrite, cette annonce est insérée à titre d'information.

Titres de 1000 F nominal. Prix d'émission : le pair.
Rémunération annuelle composée :
d'une partie fixe calculée en appliquant au nominal un taux égal à 54 % du TMO :
d'une partie variable calculée en appliquant au nominal un taux égal à 36 % du TMO, et qui variera suivant l'évolution des résultats consolidés de la société.
La base de référence de la partie variable sera égale :
initialement et pour les douze premières années, soit jusqu'en 1995, aux résultats de l'annee 1983 multipliés par deux :
après douze ans, soit à compter de 1996, et pour chaque cycle suivant de douze ans, à la somme des résultats des dixieme et onzième années du cycle précédent, sans que cette nouvelle référence soit inférieure à la précedente et à la moyenne, multipliée par deux, de l'ensemble des résultats du cycle précédent.
La rémunération annuelle obtenue par addition de la partie fixe et de la partie variable est donc égale à :
Rémunération payable le 5 juillet de l'année n =

$$0{,}54\ \text{TMO} + 0{,}36\ \text{TMO}\left(\frac{\text{Résultats des années } (n-1) + (n-2)}{\text{Résultats de référence}}\right)$$

Rémunération annuelle globale minimum :
90 % du TMO pendant les quatre premières années de chaque cycle.
85 % du TMO de la cinquième à la huitième année de chaque cycle.
80 % du TMO de la neuvième à la douzième année de chaque cycle.
Rémunération annuelle globale maximum :
130 % du TMO n'excédant pas TMO + 3 points pour les quatre premières années de chaque cycle.
140 % du TMO n'excédant pas TMO + 4 points de la cinquième à la huitième année de chaque cycle.
150 % du TMO n'excédant pas TMO + 5 points de la neuvième à la douzième année de chaque cycle.
Jouissance et règlement : 23 mai 1984.
Date de mise en paiement des coupons : 5 juillet de chaque année, et pour la première fois le 5 juillet 1985.
B.A.L.O. du 30 avril 1984. Cotation demandée à la Bourse de Paris.
Souscription à tous les guichets de l'Union de Banques à Paris, de la Banque de Picardie et de la Banque de Rhône et Loire.
Cette émission de titres participatifs donnera à l'Union de Banques à Paris de nouveaux moyens pour aider au développement des entreprises de la région Ile-de-France.
La note d'information qui a reçu le visa de la C.O.B. nº 84-103 en date du 24.4.84 est tenue à la disposition du public, sans frais, aux guichets et au siège social de l'Union de Banques à Paris, 22, place de la Madeleine, 75008 Paris.



Union de Banques à Paris

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

7 mai

Léger repli : – 0,4 %

Séance-sandwich à la Bourse de Paris dont les portes resteront closes mardi. Déjà, la veille, la séance officielle du marché des changes avait été supprimée, alors que le dollar donnait un vigoureux coup de reins lors des transactions nationales de banque à banque (voir p. 26).

En dépit de l'absence de nombreux professionnels due au « pont », le marché reste actif. Moins importantes que le vendredi précédent lorsque la cote avait reculé de 0,9 %, les prises de bénéfices sont également apparues lundi, si l'on en juge par le score final : un léger repli de 0,4 % environ, rares étant les titres en baisse de plus de 3 %. Parmi eux, on remarque SFIM et Signaux (– 5 %), La Redoute, ADG, Eurofrance, Bouygues et Darty (– 3 % à – 4 %).

A l'inverse, certaines actions s'inscrivent à leurs plus hauts niveaux de l'année, parmi lesquelles Immeubles Monceau (+ 7 %), CFP (+ 5 %), Penarroya (+ 3 %). Creusot-Loire (+ 5 %) est également bien orientée, de même que Primagaz, TRT, Imétal et Générale Occidentale avec des écarts de 2 % à 4 %.

Sur le marché de l'or, le lingot a inscrit un cours de 100 550 F, puis 101 300 F (+ 550 F) alors que le napoléon évolue en sens contraire, à 610 F (– 1 F). En raison du Bank Holiday, la place londonienne était close lundi.

Saisie d'un projet d'opération financière concernant la société Le Monde S.A. et sa filiale Via Assurances IARD, la Chambre syndicale a décidé de suspendre la cotation de ces deux sociétés sur le marché officiel parisien, à compter du 7 mai et jusqu'à nouvel avis.

Par ailleurs, ce n'est que le 9 mai que devrait reprendre la cotation d'Amrep, interrompue depuis le 4 mai, après publication d'un communiqué de la société attendu pour la soirée de lundi.

NEW-YORK

Résistant

Paradoxalement, l'annonce du relèvement du « prime rate » américain (porté de 12 % à 12,5 % par l'ensemble des établissements dans le sillage de Chase Manhattan *et de Manufacturers Hanover Trust*) n'a pas pesé outre mesure sur la cote à Wall Street, où les actions ont, au contraire, progressé de 9,74 points selon l'indice Dow Jones des valeurs industrielles. Celui-ci s'est établi à 1 176,30 en clôture après avoir abandonné environ trois points en début de séance, les gains, surtout sensibles à l'approche du son de cloche final, l'ayant finalement emporté par 920, contre 630 replis, 440 titres se contentant de reproduire leur cours de la veille.

Au vu des statistiques, le volume des échanges s'est un peu étoffé mardi au Big Board (81,61 millions, contre 72,6 millions la veille), mais aucun titre n'a dépassé, à lui seul, le million d'actions, seuls UAL, City *Investing et Exxon avoisinant ce chiffre*, cette dernière valeur ayant fait l'objet d'une recommandation à l'achat formulée par une grande banque américaine.

Cette absence de réaction pessimiste des opérateurs, après le coup de pouce donné au taux de base bancaire, s'explique par le côté anticipé que comportait cette décision pour la communauté financière, apparemment plus sensible aux informations relatives à la confiance renouvelée des consommateurs américains telle qu'elle ressort des informations recueillies au mois d'avril.

VALEURS	Cours du 7 mai	Cours du 8 mai
Alcoa	34 5/8	35 3/8
A.T.T.	16 3/8	16 1/2
Boeing	39 1/8	39 1/8
Chase Manhattan Bank	49	48 3/4
Du Pont de Nemours	50	51 1/8
Eastman Kodak	65 3/4	66
Exxon	42 7/8	42
Ford	35	35 3/8
General Electric	54 5/8	55 1/4
General Foods	52 3/4	52 7/8
General Motors	64 1/8	64 7/8
Goodyear	26	26 3/8
I.B.M.	113 1/8	114 1/4
I.T.T.	36 3/8	37
Mobil Oil	30 1/8	30 5/8
Pfizer	33 3/4	33 7/8
Schlumberger	51 7/8	52 1/4
Texaco	40 1/8	40 3/8
U.A.L. Inc.	35 1/2	37 1/2
Union Carbide	56 1/4	56 1/2
U.S. Steel	29 1/2	29 1/4
Westinghouse	45 5/8	46 1/8
Xerox Corp.	40 1/4	40

LA VIE DES SOCIÉTÉS

AMREP. – Après quelques jours de suspension, la cotation de l'action AMREP (en baisse de près de 80 % en l'espace de deux mois), qui devait reprendre mercredi 9 mai à la Bourse de Paris, a été reportée. Dans un communiqué (*le Monde* du 9 mai), cette société reprise, en principe, par le groupe Bouygues, fait état d'une perte de 823 millions de francs pour l'exercice 1983 (le double des prévisions). Mais l'ensemble des déficits à prendre en charge ressort finalement à plus de 1,4 milliard de francs face à une situation nette d'environ 7 470 millions, ce qui signifie que l'action AMREP (dernier cours : 161 F) radiée le 23 mai prochain du marché à règlement mensuel, vaut bien peu de chose à présent. Compte tenu de cette situation, une nouvelle réunion du conseil d'administration d'AMREP est prévue pour le 10 mai.

CIC. – Le Crédit industriel et commercial a mis en place ses nouvelles structures, qui reflètent la filialisation du groupe. Le CIC fait apport de l'intégralité de son exploitation bancaire propre à une unité nouvelle qui prend le nom de CIC Paris. Le CIC devient donc société mère du groupe, sous la dénomination de Compagnie financière de Crédit industriel et commercial (CIC compagnie financière). Cette société holding détiendra, outre l'intégralité du capital de la banque CIC Paris, la majorité dans celui des banques du groupe (CIAL, Lyonnaise de banque, Nancéienne, CIO, BRA, BRO, Bordelaise, CIN) (*le Monde* du 19 février 1983).

L'activité internationale des banques du groupe sera exercée au sein d'une société en nom collectif, qui recevra les succursales de Londres, de New-York, de Singapour, les filiales du CIAL, en Suisse et au Luxembourg, et celles de la Banque de l'union européenne en RFA, en Suisse, en Italie et à Hongkong.

Le bilan consolidé du groupe atteint 244 milliards de francs, avec 110 milliards de francs de dépôts. La participation de l'Etat dans le capital de la Compagnie financière du CIC atteint 61,05 %, et celle de la Compagnie financière de Suez, 38,95 %.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 30 déc. 1983)

	4 mai	7 mai
Valeurs françaises	116,9	
Valeurs étrangères	99,6	

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	4 mai	7 mai
Indice général	181,8	180,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 9 mai .... 12 7/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	8 mai	9 mai
1 dollar (en yens)	228,90	228,80

BOURSE DE PARIS – Comptant – 7 MAI

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]														

Obligations convertibles

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]		

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]		

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]		

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]		

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]		

SICAV 7/5

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]					

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1820	4,5 % 1973	1822	1825	1829	+ 0 38	720	Euromarché	779	774	774	– 0 64
3475	C.N.E. 3 %	3480	3500	3485	+ 0 14	680	Europe n° 1	749	735	735	– 1 86
220	Accor	241	239	237	– 1 65	870	Facom	869	875	875	+ 0 69
750	Agence Havas	849	840	840	– 1 06	775	Fichet-Bauche	720	770	770	+ 6 94
580	Air Liquide	575	571	572	– 0 52	186	Finextel	193	193 70	193 70	+ 0 36
[illegible]											

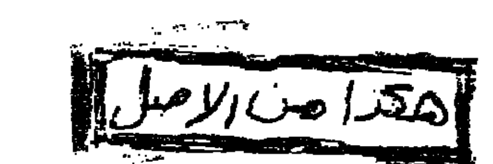
Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
[illegible]											
235	Gencor	228 50	237	237	+ 3 71						
325	Gén. Belgique	339	338	338	– 0 29	1610	Siemens A.G.	1532	1510	1513	– 1 24
565	Gén. Electr.	568	565	564	– 0 70	164	Sony	164 50	163	163	– 0 91
650	Gen. Motors	670	668	668	– 0 29	260	T.D.K.	266 80	266 50	266 50	– 0 11
84	Goldfields	81 60	81 50	81 80	+ 0 24	880	Unilever	888	902	900	+ 1 35
230	Harmony	226 50	220 40	220 10	– 2 82	635	Unit. Techn.	671	683	681	+ 1 49
42	Hitachi	42 55	42 55	42 60	+ 0 11	1320	Vaal Reefs	1304	1307	1301	– 0 23
690	Hoechst Akt.	702	693	696	– 0 85	615	West Deep	625	610	618	– 1 12
89	Imp. Chemical	89	88 35	88 30	– 0 78	565	West Hold.	512	508	515	+ 0 56
137	Inco. Limited	131 50	130	130 20	– 0 98	400	Xerox Corp.	422 60	420	420	– 0 59
1130	IBM	1184	1178	1176	– 0 67	2 78	Zambia Corp.	2 68	2 66	2 69	+ 0 37

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 7/5	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 312	....	8 130	8 530
Allemagne (100 DM)	307 250	....	293	313
Belgique (100 F)	15 065	....	14 200	15 300
Pays Bas (100 fl.)	272 720	....	261	281
Danemark (100 krd)	83 780	....	79	87
Norvège (100 k)	107 830	....	100	107
Grande-Bretagne (£ 1)	11 730	....	11 250	12 150
Grèce (100 drachmes)	7 775	....	7 200	8 950
Italie (1 000 lires)	4 960	....	4 746	5 200
Suisse (100 fr.)	370 800	....	361	382
Suède (100 krs)	104 150	....	99	106
Autriche (100 sch)	43 720	....	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	6 470	....	5 250	5 850
Portugal (100 esc.)	6 045	....	5 600	6 800
Canada ($ can 1)	6 456	....	6 310	6 650
Japon (100 yens)	3 675	....	3 560	3 720

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/5
Or fin (kilo en barre)	101100	101600
Or fin (en lingot)	100750	101300
Pièce française (20 fr)	611	610
Pièce française (10 fr)	402	.....
Pièce suisse (20 fr)	618	612
Pièce latine (20 fr)	581	585
Souverain	736	730
Pièce de 20 dollars	4400	4300
Pièce de 10 dollars	2120	2110
Pièce de 5 dollars	1250	.....
Pièce de 50 pesos	3885	3900
Pièce de 10 florins	616	619



مقتطف من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 9 mai 1984 a été tiré à 361 530 exemplaires

LA CONFÉRENCE SUR LE DÉSARMEMENT EN EUROPE

Les Soviétiques reprennent l'essentiel de leurs suggestions

L'Union soviétique a officiellement déposé devant la Conférence sur le désarmement en Europe (CDE), dont les travaux se sont rouverts mardi 8 mai à Stockholm, un projet de mesures politiques et technico-militaires, qui est considéré, du côté occidental, comme une reprise des propositions déjà formulées en 1983 par le pacte de Varsovie à l'adresse des pays de l'OTAN. Le projet soviétique comporte six points :

1) Engagement des puissances nucléaires participant à la CDE à ne pas utiliser l'arme atomique en premier ;

2) Conclusion d'un traité sur le non-recours à la force en premier par moyens conventionnels ou nucléaires ;

3) Gel, puis réduction, des budgets militaires ;

4) Elimination de l'Europe des armes chimiques ;

5) L'URSS juge positivement les propositions de création de zones dénucléarisées en Europe. La création de telles zones en Europe du Nord, dans les Balkans et à la charnière OTAN-pacte de Varsovie « *est en relation avec la diminution du risque de guerre et la consolidation de la confiance* » ;

6) Limitation de l'importance des grandes manœuvres terrestres, en relation ou non avec des exercices navals, amphibies ou aériens, et notification de manœuvres importantes comme de mouvements de troupes à partir d'un certain niveau d'effectifs ; élargissement de la pratique en vigueur d'invitations d'observateurs.

La plupart des délégués occidentaux n'ont pas caché leur déception et ont considéré, dans les couloirs de la Conférence, qu'un tel ensemble de propositions était pour eux inacceptable. M. Goodby, chef de la délégation américaine, a estimé à la sortie de la séance que le point 6 pourrait faire l'objet de discussions, alors que les autres, notamment les questions nucléaires, n'entraient pas dans le cadre de la CDE.

Aux Nations unies, par ailleurs, la France a publié, mardi, un document précisant ses propositions au sujet de l'initiative prise par M. Mitterrand en septembre dernier, lorsqu'il avait, devant l'Assemblée générale, suggéré le transfert d'une partie des dépenses militaires des Etats au développement du tiers-monde. La création d'un impôt international de 1 ou 2 % sur ces dépenses permettrait, selon le document français, de dégager jusqu'à seize milliards de dollars par an.

Le président Reagan, de son côté, a adressé un message personnel au président du conseil italien, M. Craxi. Ce dernier avait suggéré, lors de sa visite à Lisbonne, le 3 mai, de suspendre l'installation des euromissiles de l'OTAN et du pacte de Varsovie si les négociations de Genève reprenaient. Aucune indication n'a été fournie sur la teneur de la réponse de M. Reagan. – *(AFP, Reuter.)*

L'agence Tass qualifie de « farce » l'élection de M. Duarte à la présidence du Salvador

L'agence soviétique Tass a qualifié, le mardi 8 mai, de « *farce* » l'élection présidentielle du 6 mai au Salvador. Le vainqueur, désigné « *sous la menace des fusils mitrailleurs* », M. José Napoleon Duarte, est un « *serviteur dévoué de ses maîtres américains* », poursuit l'organe.

Se référant à des « *observateurs* » à Washington, Tass affirme que ce « *spectacle* » permettra à l'administration américaine de mieux « *vendre* » sa politique auprès du Congrès, et, par là même, de « *renforcer son ingérence ultérieure dans les affaires salvadoriennes* ».

Le président Reagan, quant à lui, a rendu, le 8 mai, un éloge vibrant au leader démocrate-chrétien, qui a été « *pendant plus de deux décennies à l'avant-garde des réformes démocratiques et s'est opposé à la gauche communiste comme à la droite violente* ». Le chef de l'Etat américain doit prononcer ce mercredi 9 un grand discours télévisé sur sa politique en Amérique centrale. Il y lancera notamment un appel en faveur du vote des crédits d'assistance militaire réclamés par son administration en faveur du Salvador.

Le même mardi 8 mai, M. Reagan a reçu à la Maison Blanche les principaux dirigeants du Congrès. « *Ce serait une erreur dramatique que de donner au Salvador juste assez d'aide pour le laisser se vider de son sang* », a déclaré le président. Le représentant, M. Jim Wright, leader des démocrates, hostiles à la politique républicaine en Amérique centrale, a déclaré, à l'issue de la rencontre, qu'il était temps de donner à M. Reagan les crédits nécessaires pour le Salvador, plutôt que de les distiller.

Au Salvador, cependant, le conseil central des élections a commencé le 8 mai le dépouillement officiel du scrutin du 6. Il doit recompter manuellement les bulletins déposés dans chaque urne, pour confirmer les résultats établis par chaque bureau de vote. C'est en totalisant ces résultats que M. Duarte a pu se proclamer vainqueur, par 55 % des voix, contre 45 % à son adversaire d'extrême droite, le major D'Aubuisson. Cette opération peut prendre huit jours. – *(AFP, AP)*.

● *Accord sur le travail à temps partiel chez Citroën.* – Un accord sur le travail à temps partiel a été signé chez Citroën avec les sections syndicales CFDT, CFTC, CGC et CSL : il offre la possibilité de partager un poste entre deux salariés, alternant soit par demi-journées, soit un jour sur deux, soit une semaine sur deux, chacun touchant un demi-salaire. Cet accord va être présenté dans les différents établissements. Le partage des postes pourrait réduire le nombre des licenciements prévus dans les usines Citroën (deux mille huit cent vingt-deux, fin avril).

La guerre du Golfe

UN PÉTROLIER SAOUDIEN INCENDIÉ PAR L'AVIATION IRAKIENNE

Le service des renseignements maritimes de la compagnie d'assurances Lloyds a confirmé, mardi 8 mai, qu'un pétrolier saoudien portant le nom d'*Al Ahood* a été atteint dans la nuit de lundi à mardi par un missile au large du terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg, où il venait de charger. Le navire est en flammes, et l'un des membres de l'équipage est porté manquant, selon la compagnie d'assurances. Deux membres de l'équipage restent à bord, les autres ont évacué le bâtiment.

C'est la deuxième fois en l'espace de deux semaines qu'un pétrolier saoudien a été la cible de l'aviation irakienne. Le 25 avril, le *Safina el Arab*, 350 000 tonnes, appartenant à une compagnie mixte saoudienne, avait été atteint dans les environs de l'île de Kharg par des chasseurs-bombardiers Super-Etendard.

Le *Safina Al Arab*, gravement endommagé, n'a pas perdu sa cargaison et se trouve toujours à environ 60 milles au large de Bahrein, dans le Golfe. Les taux d'assurance pour les bâtiments transitant par le Golfe n'avaient pas changé après l'attaque contre le *Safina el Arab*, mais de source informée on estime que l'attaque de lundi risque d'avoir un effet sur le coût de l'assurance pour les bâtiments mouillant dans les ports iraniens. Plusieurs armateurs ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils n'enverraient plus leurs pétroliers charger à l'île de Kharg, et certains bâtiments qui se dirigeaient vers le terminal ont fait demi-tour au cours des deux semaines écoulées.

● *Exécutions en Iran.* – Quatre sympathisants du mouvement iranien d'opposition Moudjahidins du peuple ont été exécutés récemment par pendaison à la prison de Langrood, dans le nord de l'Iran, annonce un communiqué des Moudjahidins, diffusé mardi 8 mai à Paris. Le communiqué accuse par ailleurs les autorités iraniennes d'avoir exécuté l'épouse d'Hossein Dadkhah, qui s'était évadé de la prison Evin, à Téhéran, et avait, au cours d'une conférence de presse organisée l'an dernier à Paris, affirmé avoir été torturé.

Sur le vif

Politesse

Tu mens ! Vous mentez ! Vous oseriez dire ça, vous ? Même à votre meilleur ami ? Même à votre pire ennemi ? Moi, je ne crois pas. Ça ne me passerait pas les lèvres. C'est l'insulte suprême, impardonnable. C'est la gifle. Et, hier encore, la première raison de se battre en duel. On a été élevé comme ça. Rappelez-vous, quand on était petit et qu'on nous grondait gentiment : C'est bien vrai ce gros mensonge-là ? Ça m'étonnerait ! Tu as le nez qui remue.

A l'Assemblée nationale, à présent, à peine a-t-on le nez qui frémit qu'on est déjà accusé de mensonge, voire de forfaiture. Le temps n'est plus où Jaurès se faisait expulser, raccompagner à la porte du Palais-Bourbon... par le chef des huissiers, pour avoir accusé le gouvernement d'utiliser le patriotisme des Français à des fins électorales.

Si je vous parle de ça, aujourd'hui, c'est parce que la semaine dernière, à la Chambre des communes, un représentant de l'opposition, M. Tom Dalyell, a été suspendu. Motif : il a accusé Mme Thatcher d'avoir menti au sujet d'une mission de bons offices proposée par le Pérou pendant la guerre des Malouines. Et il a refusé de se rétracter.

Le mot tabou vient tout juste de tomber de ses lèvres que le président se dresse. Pas pour défendre le premier ministre de Sa Majesté. Pour défendre le député Thatcher. Un membre du Parlement n'accuse pas un autre MP de mensonge. Ça ne se fait pas. M. Dalyell siège là depuis assez longtemps pour connaître les usages. A quoi M. Dalyell répond qu'il ne s'agit pas de bonnes manières, mais de bonnes preuves. Il les a là, il les tient à la main.

Le président, imperturbable, ne veut pas le savoir. Peu lui importent les faits. Seuls comptent les termes. Et ce terme-là ne peut pas être utilisé dans cette enceinte. Il est intolérable. Il doit être retiré. Immédiatement. L'autre s'obstine. Et le président, après avoir multiplié les rappels aux règles de la politesse et les avertissements, met aux voix la motion d'expulsion pendant cinq jours ouvrables.

Cent quatre-vingt-seize pour, trente-trois contre. Et ce mot de la fin, prononcé sur un ton outragé par un autre député travailliste : « *Si on ne peut même plus dire la vérité ici... !* »

CLAUDE SARRAUTE.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Un nouveau statut pour la Polynésie française

Papeete n'est pas Nouméa. La discussion du projet de loi visant à modifier le statut de la Polynésie française, qui doit commencer le mercredi après-midi 9 mai, à l'Assemblée nationale ne présente pas les mêmes implications politiques que celle qui aura lieu quelques jours plus tard à propos du nouveau statut que le gouvernement préconise pour la Nouvelle-Calédonie. En Polynésie française, cette réforme institutionnelle ne s'inscrit pas, comme c'est le cas en Nouvelle-Calédonie, dans un débat opposant les partisans et les adversaires de l'indépendance du territoire, car les séparatistes polynésiens demeurent loin de représenter une force analogue à celle du mouvement indépendantiste canaque. Pourtant, les deux projets de réforme procèdent, de la part du gouvernement, de soucis politiques identiques. Il s'agit ici et là, dans le processus de décentralisation engagé en 1983, de donner au territoire un statut d'autonomie interne accroissant les prérogatives des élus locaux, sans pour autant dégager l'Etat de ses principales responsabilités actuelles.

En Polynésie comme en Nouvelle-Calédonie, cette réforme aboutira à un nouveau schéma institutionnel. Le territoire sera désormais dirigé par un gouvernement qui disposera du pouvoir exécutif, et dont le chef – le « *président du gouvernement* » sera élu au scrutin secret par l'Assemblée territoriale. Le gouvernement du territoire sera responsable devant l'Assemblée élue au suffrage universel direct, qui aura le pouvoir de le renverser par le vote d'une motion de censure. Le caractère présidentiel du nouveau pouvoir exécutif sera concrétisé par le fait que le président du gouvernement aura la maîtrise totale de l'administration territoriale. Sauf changement de majorité à l'Assemblée territoriale, cette charge échera à l'actuel vice-président du conseil de gouvernement, M. Gaston Flosse, ancien député RPR qui reproche au gouvernement de vouloir continuer à brider les élus locaux (*le Monde* du 8 mai). Le projet de loi, qui prolonge sur beaucoup de points le statut datant du 12 juillet 1977, donne au territoire de nouvelles compétences, en particulier dans le domaine économique.

L'Etat, qui demeurera représenté sur le territoire par un haut commissaire « *garant du bon fonctionnement des institutions, des libertés publiques et individuelles* », conservera ses attributions « *en matière de relations internationales, contrôle de l'immigration et des étrangers, communications extérieures, monnaie, Trésor, crédit, relations financières avec l'étranger, défense et matières premières stratégiques, maintien de l'ordre, nationalité, droit civil, principes fondamentaux du droit du travail, justice et droit pénal, fonction publique d'Etat, administration communale, enseignement supérieur, radiodiffusion et télévision* ».

Au nom de la majorité locale, M. Flosse manifeste quelque irritation, parce qu'il estime que la troisième version du projet de loi telle qu'elle est soumise aux députés ne va pas aussi loin qu'il l'espérait, après ses démarches à l'Hôtel Matignon et à l'Elysée.

A. R.

● *M. Alberto Moravia candidat aux élections européennes.* – M. Alberto Moravia a décidé de se présenter aux élections européennes comme candidat indépendant sur la liste du Parti communiste italien. C'est pour contribuer à la lutte contre la course aux armements que M. Alberto Moravia a pris cette décision. – *(AFP.)*

Aux Etats-Unis

Le nouveau relèvement du taux de base des banques mécontente la Maison Blanche

La Maison Blanche a très vivement critiqué, mardi 8 mai, la Réserve fédérale des Etats-Unis (FED) pour avoir indirectement provoqué un nouveau relèvement du taux de base (prime rate) des grandes banques. Le taux a été porté de 12 % à 12,5 %, après avoir été relevé de 0,5 % le 19 mars et le 5 avril 1984. Cette mesure a été prise par les établissements en raison de la hausse générale du coût de leurs ressources, que ce soit à court terme ou à moyen terme. Selon le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, la FED est responsable de cette hausse, car elle ne fournit pas à l'économie les liquidités nécessaires pour accompagner la croissance. Il a souligné que l'augmentation de la masse monétaire dans sa définition la plus réduite (M 1) n'avait pas été que de 4 % (en rythme annuel) depuis le 1er janvier 1984, soit dans la partie basse de la fourchette officielle (de 4 % à 8 %). Il a indiqué que la Maison Blanche n'a cessé de rappeler à la FED d'autoriser une expansion monétaire suffisante pour permettre une progression de l'économie « *non inflationniste* ». « *Si la FED a peur de l'inflation, comme son président, M. Paul Volcker l'a souvent indiqué, elle n'a pas qu'à consulter les statistiques ; l'inflation reste faible.* » M. Speakes a conclu : « *La FED est une institution indépendante, et nous respectons cette indépendance, mais nous avons aussi nos vues sur ce qu'il convient de faire.* » Ces propos doivent être interprétés en fonction de la campagne électorale, et des répercussions fâcheuses que pourrait avoir sur les électeurs une hausse du crédit (logement et consommation).

Les marchés des changes se sont montrés beaucoup plus calmes mercredi 9 mai, le dollar restant stable après sa forte poussée des deux jours précédents. Il s'est maintenu à 2,7750 DM à Francfort, un peu en dessous de son cours de la veille, et à légèrement progressé à Paris, à 8,52 francs contre 8,51 francs.



DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
PANTALONS
A partir de 590 F
COSTUMES MESURE
A partir de 1 750 F
NOUVELLE COLLECTION
3 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX SUR MESURE...
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-61.
Du lundi au samedi, de 10 h à 18 h.

DÉMÉNAGEMENTS
O.D.T.


Toute la France par la route
DÉMÉNAGEMENTS INTERNATIONAUX ET CORRESPONDANTS DANS LE MONDE ENTIER
EMBALLAGES
GARDE-MEUBLES
29, boulevard de la Corderie.
– PARIS (15e), 46, rue Cambronne, (1) 273-16-37

TRECA
sommier articulé automatique CAD
VU A LA TÉLÉ
CAPÉLOU Distributeur
37, av de la République,
75011 Paris Métro Parmentier. Tél. 357.46.35.
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

(Publicité)
ayez toujours dans votre réfrigérateur
KRITER *Brut de Brut*
un ami peut arriver, il aimera Kriter bien glacé

(Publicité)
chaque jour... sur votre table
CUVÉE JEAN-BAPTISTE
un excellent vin de Patriarche Père et Fils

SAINT LAURENT
rive gauche homme
Réouverture
de la boutique homme.
12 place Saint-Sulpice Paris 6e
(1) 326 84 40